



**HAL**  
open science

## La gentrification rurale, de l'observation du fait géographique à la circulation du concept

Frédéric Richard

► **To cite this version:**

Frédéric Richard. La gentrification rurale, de l'observation du fait géographique à la circulation du concept. Géographie. Université de Limoges, 2017. tel-04639004

**HAL Id: tel-04639004**

**<https://hal.science/tel-04639004v1>**

Submitted on 6 Jan 2025

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**LA GENTRIFICATION RURALE,  
DE L'OBSERVATION DU FAIT GEOGRAPHIQUE  
A LA CIRCULATION DU CONCEPT**

Volume 1 – Position et projet scientifique de l'Habilitation à Diriger des Recherches

Frédéric Richard

Rédigé sous le parrainage scientifique  
de Nathalie Bernardie-Tahir,  
Professeur des Universités



Un paysage de la gentrification rurale britannique : petit village des Cotswolds (cliché de l'auteur, 2013)



**LA GENTRIFICATION RURALE,  
DE L'OBSERVATION DU FAIT GEOGRAPHIQUE A LA CIRCULATION DU CONCEPT**

Volume 1 – Position et projet scientifique de l'Habilitation à Diriger des Recherches

Ce volume a été rédigé sous le parainage scientifique de :

**Nathalie Bernardie-Tahir**

Professeure des universités UMR GEOLAB 6042 CNRS – Université de Limoges

Et présenté devant un jury composé de :

**Nathalie Bernardie-Tahir**

Professeure des universités UMR GEOLAB 6042 CNRS – Université de Limoges

**William Berthomière**

Directeur de Recherche CNRS, UMR MIGRINTER 7301 CNRS – Université de Poitiers (Rapporteur)

**Pascal Chevalier**

Professeur des universités UMR Art-Dev 5281 CNRS – Université de Montpellier 3 (Rapporteur)

**Sylvain Guyot**

Professeur des universités UMR PASSAGES 5319 CNRS– Université de Bordeaux (Examineur)

**Christian Pihet**

Professeur des universités, UMR ESO 6590 CNRS – Université d'Angers (Rapporteur)



## **Avant-propos**

Mes premiers remerciements vont à Nathalie Bernardie-Tahir. Non seulement d'avoir accepté d'être la référente de ce dossier d'Habilitation à Diriger des Recherches, mais bien au-delà, de son soutien et de son amitié au cours de ces dernières années. J'espère que nous aurons longtemps encore le plaisir d'accompagner ensemble nos étudiants de Licence 3 à la découverte « du terrain » !

Ces Travaux Dirigés « d'initiation à la recherche » sont d'ailleurs l'une des multiples facettes du métier de géographe-enseignant-chercheur, métier certainement « bizarre » à bien des égards, mais dont beaucoup rêveraient. Il permet par exemple d'être entouré de collègues dont on apprend et s'enrichit au simple contact. Parmi ceux de GEOLAB, je remercie notamment les jeunes collègues, doctorants, post-docs, ingénieurs pour leur énergie communicatrice, l'atmosphère conviviale et stimulante qu'ils contribuent quotidiennement à y entretenir. Mais quels qu'ils soient, sans qu'ils s'en aperçoivent toujours, collègues et camarades du labo m'ont beaucoup aidé à formaliser une pensée et des hypothèses encore en germe ou incomplètement ordonnées. Sans eux, la rédaction de ce mémoire aurait peut-être été plus longue encore.

En effet, entamé pour moi au début de l'année 2012, l'exercice a priori académique qu'est censée être l'HDR, présente l'inconvénient de ne bien souvent rester qu'un vague bruit de fond dans une année universitaire. La rédaction est toujours la bonne dernière des priorités de chaque semaine qui passe ; le mémoire ne figure jamais sur le post-it des « choses à faire aujourd'hui »... C'est là que d'académique et solitaire, l'exercice change de statut. Il ne progresse vraiment que pendant les weekends ou les congés. Peu disponible chez lui ou en vacances, son auteur impose à ses proches la coexistence d'un mémoire en chantier permanent. A titre personnel, je suis même allé jusqu'à l'imposer aux miens au cours de trop nombreux trajets automobiles. Bien que silencieux, ce « passager » a dû paraître bien encombrant pour ceux qui ne l'avaient pas choisi...

Mille, mille mercis à Marie, Niels et Constantin pour leur compréhension, leurs encouragements, leur très grande patience et leur rafraichissant sens de la dérision.



# Sommaire

Introduction générale .....	1
Chapitre 1 – Des origines à l'état des lieux des gentrifications rurales britanniques .....	9
1.1 Pour une autre généalogie de la gentrification rurale .....	10
1.2 Bilan de chantier et avancée des travaux britanniques .....	30
Chapitre 2 – Traverser les frontières (1) (Visite et rafraichissement) .....	47
2.1 Contextes académiques et (mon) regard français aux travaux britanniques .....	48
2.2 Les paysages britanniques de « la » gentrification rurale .....	53
2.3 Explorations statistiques et cartographiques (2011) .....	86
Chapitre 3 – Traverser les frontières (2) : De l'importation à la circulation de la « gentrification rurale » .....	109
3.1 La gentrification rurale en France : conditions d'application .....	112
3.2 Les géographies de la gentrification rurale en France .....	128
Chapitre 4 – Par-delà la gentrification rurale - perspectives .....	161
4.1 De l'environnement au capital environnemental .....	162
4.2 Le langage des signes ou l'articulation entre micro et macroformes socio-spatiales ....	178
Conclusion générale .....	191



# Introduction générale

Sans être une contrainte formelle, la constitution d'un dossier d'Habilitation à Diriger des Recherches s'impose néanmoins comme une étape « obligée » dans le parcours et la carrière d'un enseignant-chercheur au sein de l'Université française. Exercice institutionnel s'il en est, à titre plus strictement personnel, l'HDR peut également être l'opportunité de prendre le temps d'une « pause », d'une phase de réflexion quant à son cheminement scientifique. Se singularisant de nombreuses autres sections du Conseil National des Universités, la section 23 a eu l'obligance de formaliser une « feuille de route » à l'attention des collègues potentiellement candidats à l'HDR (cf. Annexe 1). Plus encore, prenant objectivement en compte la pluralité des situations individuelles en termes d'engagement dans la recherche, l'enseignement et vis-à-vis des responsabilités collectives à caractère académique, la section 23 offre la possibilité d'adapter son dossier, en particulier le Volume 1, à sa propre expérience du métier.

Du point de vue des objets de recherche, la mienne a été marquée par une forme de conversion « thématique » qui peut a priori sembler spectaculaire. Auteur d'une thèse de doctorat (2001) consacrée à Londres et plus précisément à la croissance des inégalités sociales et à leurs modalités géographiques au sein des espaces centraux et péri-centraux de la métropole, je m'étais profondément inscrit dans le champ des études urbaines, avec une inclinaison certaine pour les villes anglo-saxonnes. A l'occasion d'une mutation de l'Université François Rabelais de Tours à celle de Limoges, et donc d'un rattachement à l'UMR GEOLAB, j'ai entrepris de m'intéresser aux espaces ruraux et plus généralement de faibles, voire très faibles densités. Le projet de recherche à l'appui de mon dossier de candidature faisait mention du Limousin comme terrain de recherche privilégié, y compris pour sa « proximité » (dans le sens d'accessibilité) et appréhendé dans une perspective comparative avec un cas d'étude britannique. Cette bascule d'un « univers » géographique à un autre s'est accompagnée d'un engagement renouvelé dans les activités de recherche, puis de publication. Pour reprendre les termes du texte de cadrage et suivre les recommandations de la section 23, c'est du fait de cette « bifurcation » thématique pour le moins prononcée, et plus généralement aussi en raison de mon parcours académique que j'ai privilégié pour cette HDR, la rédaction d'un volume « inédit » ou « original » permettant de présenter en longueur les tenants et les aboutissants scientifiques d'une partie centrale des travaux que j'ai pu conduire ces dernières années au sein de GEOLAB.

Pour revenir à la conversion thématique évoquée volontairement sans nuance en ce début d'introduction, le fait est qu'elle n'a pas été aussi radicale et tranchée que cela. Elle s'est en réalité articulée autour d'une double entrée, constituée d'une part de la question de la gentrification, et d'autre part, du contexte britannique vis-à-vis duquel je n'ai pas rompu le fil de ma curiosité à l'issue des recherches doctorales. Concernant la première, je lui avais consacré une attention soutenue tout au long de la thèse, non seulement parce qu'en tant que processus elle était au cœur des dynamiques socio-spatiales à l'œuvre dans l'East End londonien des années 1990, mais aussi parce qu'en tant que concept, elle me permettait de saisir de manière cohérente les paradoxes nés de la croissance concomitante et des inégalités socioéconomiques et de la proximité spatiale entre groupes sociaux, autant à Londres en général que sur mes terrains de l'East End. Concernant le contexte britannique, comme je l'expliquerai plus longuement dans ce mémoire, j'ai continué à m'y rendre régulièrement, mais sortant des villes pour, au contraire, m'intéresser de plus en plus aux campagnes.

Ainsi, lorsqu'il s'est agi pour moi de commencer à travailler sérieusement sur l'hypothèse de la gentrification des campagnes limousines, je me suis naturellement orienté vers la littérature britannique, et notamment vers les travaux de M. Phillips (1993) et de D. Smith (2001). A l'occasion d'un premier séjour exploratoire dans le Lake District, secteur que j'avais pré-identifié comme présentant certaines similitudes avec l'exemple limousin, j'ai eu l'opportunité de parcourir les terrains à l'origine de quelques publications britanniques sur la gentrification rurale. Comme je l'exposerai plus loin, du fait de l'intensité et des paysages singuliers de la gentrification, ce que j'ai pu voir de ces terrains, est entré en collision frontale avec ce que j'avais pu en lire. Pour préciser les choses, je ne retrouvais pas dans la gentrification perçue par l'observation directe de ses paysages, celle que j'avais pu lire et imaginer à travers les publications dont elle avait fait *directement* l'objet. Comment expliquer une telle discordance, un tel fossé entre l'observation des terrains et le contenu des publications dont ils étaient le support ? Était-ce dû à mon regard, neuf, naïf, mal aiguisé ? A mon regard sur le terrain ? Ou à mon regard sur les publications et à mon incapacité à les lire correctement ? Au contraire, était-ce dû aux publications elles-mêmes ? Étaient-elles conçues pour des lecteurs autres qu'anglo-saxons, voire britanniques ? Au-delà, quel aurait été le sens de mes analyses si j'avais travaillé à la gentrification rurale en France sans avoir été directement et concrètement confronté à la *réalité* du processus, réalité à partir de laquelle les Britanniques avaient créé le concept de gentrification, et réalité qu'en retour, ce concept est censé décrire ? En d'autres termes, aurais-je « vraiment », « complètement », travaillé sur la gentrification rurale ?

Ces toutes premières interrogations se sont lentement étoffées pour devenir peu à peu un projet de recherche, non plus seulement sur la gentrification rurale en soi, en France et/ou au Royaume-Uni, mais de plus en plus sur les conditions du transfert de la notion elle-même du premier pays vers le second, c'est-à-dire d'un monde académique à un autre. Considérant le fait qu'au début de cette décennie encore, la gentrification rurale est à peu de chose près absente de la géographie française, j'ai identifié au moins deux principaux verrous possibles à son importation. Le premier réside non pas tant dans la définition de la gentrification elle-même que dans celle de son épithète « rurale » ? En

effet, les terrains parcourus outre-Manche m'avaient permis de constater qu'ils étaient dans les orbites proches de pôles urbains de tailles variables, et qu'ils auraient été indiscutablement qualifiés de « périurbains », donc « non ruraux », en France. Le second verrou tenait alors au poids des contextes académiques britannique et français et de la position inconfortable consistant à se trouver entre eux deux. Dans quelle mesure est-il possible d'appliquer un concept, une grille de lecture conçus par et pour un contexte géographique et académique à un autre contexte national ? A l'inverse, dans quelle mesure est-il possible de se départir du cadre académique et institutionnel forcément normatif dont on est le produit pour pouvoir recourir à des outils et des notions exogènes à ce cadre ?

Partagés avec M. Phillips lors d'une rencontre à Leicester, ces divers éléments de questionnements ont contribué à l'élaboration d'un projet de recherche collectif. Intitulé iRGENT et formalisé par le biais d'une ANR ORA+ associant trois pays (États-Unis, Royaume-Uni, France), le programme a été lancé à l'automne 2014. Il a permis d'entreprendre la première étude collective et *transnationale*, combinant approches quantitatives et qualitatives du concept et processus de gentrification rurale. Les partenaires anglais ont enrichi la première esquisse du projet d'un cadre conceptuel et épistémologique fondamental emprunté à la sociologie de l'acteur-réseau (Latour, 2001 ; Akrich et al. 2006 ; Callon et Latour, 2006). Si les références à celle qu'on appelle également la sociologie de la traduction resteront ponctuelles, nul doute que celle-ci m'a accompagné tout au long de la rédaction de ce mémoire, m'incitant en permanence à resituer mes interrogations dans la science (géographique) en train de se faire, aussi bien en France qu'au Royaume-Uni. De même ai-je sans cesse gardé à l'esprit le contexte, l'environnement social dans lequel j'évolue, à la fois en tant que géographe, mais aussi en tant qu'être et acteur social, en France certes, mais ponctuellement aussi outre-Manche, au moment des *traversées* occasionnées par les phases de terrain, voire par l'intermédiaire du corpus bibliographique.

Ce que je souhaite restituer ici, c'est bien l'ensemble de la démarche scientifique, intellectuelle et personnelle que j'ai suivie depuis ma mutation pour GEOLAB, c'est-à-dire depuis mes toutes premières velléités à travailler sur les espaces ruraux et les dynamiques de gentrification, et ce, jusqu'aux dépôt et lancement d'iRGENT. Comme l'indique le sous-titre générique du volume 2 du dossier d'HDR, il doit être le moyen pour son auteur d'exposer et défendre une *position* de recherche. De fait, je considère que la démarche qui sera explicitée au fil des pages, le déroulé de ses étapes, la résolution des difficultés conceptuelles ou méthodologiques, ou au contraire les éventuelles impasses rencontrées, ont consisté en soi à concevoir et étayer une *position* de recherche. Celle-ci repose sur deux piliers que sont, d'une part le principe même de travailler sur la gentrification rurale, et d'autre part celui d'assumer une approche délibérément inductive pour le faire.

Travailler à la gentrification rurale en France aujourd'hui ne va effectivement pas de soi. Au contraire même, pourquoi et comment s'intéresser à un « soi-disant » processus de colonisation des campagnes par des catégories sociales supérieures, alors même que nombreux sont ceux qui

affirment la fin du rural au prétexte que la ville serait désormais partout (M. Lussault, 2009, Guilluy 2014 citant J. Viard<sup>1</sup>), au mieux que « l'urbanisation de la France est en voie d'être « achevée » » (L. Cailly, M. Vanier, 2010 : 7) ? D'ailleurs, l'INSEE n'a-t-il pas décrété que 95 % de la population étaient sous influence urbaine (C. Brutel, D. Levy 2011), de même qu'il avait plus tôt institutionnalisé la substitution des espaces ruraux périphériques des villes par le périurbain (T. Le Jeannic, J. Vidallenc, 1997), allant jusqu'à faire disparaître toute référence au rural dans la dernière mouture du zonage en aires urbaines (J-M. Floch et D. Levy 2011) ? Plus encore, comment porter son attention à une hypothétique gentrification rurale quand tous les feux qui sont braqués sur les « espaces périphériques » (vis-à-vis du processus de métropolisation et territoires qui en tirent profit), qu'il s'agisse des espaces ruraux isolés ou du périurbain plus ou moins éloigné, mettent à l'inverse en lumière la concentration et la marginalisation sociale et politique des catégories populaires, de même que la paupérisation et la crise culturelle et identitaire qui secoueraient et structureraient ces territoires (C. Guilluy, 2010 ; 2014), pour certains parce qu'en déficit d'urbanité (J. Lévy, 2013) ? Du reste, chaque nouvelle échéance électorale vient rappeler, démontrer un peu plus si besoin, l'urgence politique, économique, sociale, citoyenne et démocratique à répondre aux enjeux fondamentaux soulevés par la diffusion et l'ancrage du vote Front National dans ces périphéries.

En l'occurrence, s'interroger sur la gentrification rurale peut être une manière à peine détournée de se saisir de ces questions. En effet, en ce que le concept de gentrification sous-tend et implique en termes de rapports de force et de domination entre groupes sociaux, aborder les dynamiques sociodémographiques des campagnes et autres espaces périphériques par son intermédiaire, revient par essence et très précisément à questionner les inégalités sociales et leurs manifestations géographiques. Au même titre que les recherches sur la gentrification urbaine éclairent une partie des recompositions socioterritoriales qui participent aux « fractures » (C. Guilluy, 2010) ou au « ghetto français » (Maurin, 2004), investiguer l'idée d'une possible gentrification rurale pourrait également y contribuer. Encore faudrait-il s'entendre sur ce qu'est, voire ce que peut être la gentrification rurale. Si le corps du mémoire me permettra naturellement de revenir sur les multiples définitions de la gentrification rurale en cours dans la littérature, et donc de suggérer peu à peu les contours que je serais moi-même enclin à donner à la notion, il serait certainement utile de préciser quelques-uns de ses principaux traits dès cette introduction.

En préalable, l'idée même de travailler à la gentrification rurale suppose d'accepter le principe selon lequel, de manière plus générale, le processus de gentrification n'est pas a priori un phénomène réservé aux espaces péri-centraux des grandes villes, ni même exclusivement urbains. Si ce mémoire lui-même apportera divers arguments épistémologiques et factuels permettant de contredire de telles conceptions « orthodoxes » et urbano-centrées, le fait est que les approches plus libérales et globalisantes de la gentrification sont déjà amplement défendues, notamment dans la lignée de l'appel de L. Lees (2000) à « une géographie de la gentrification ». Sont ainsi progressivement apparues de nouvelles déclinaisons (par exemple super gentrification, gay gentrification, black

---

<sup>1</sup> J. Viard, Nouveau portrait de la France. La société des modes de vie, Editions de l'Aube, 2012.

gentrification, green, eco-gentrification, new-build gentrification, etc.) qui en même temps qu'elles enrichissaient la notion, achevaient de reconnaître sa pluralité (Rérat et al. 2010, L. Lees et al. 2010). C'est précisément du fait de cette pluralité que des auteurs comme Clark (2005 : 263) militent pour une définition élargie de la gentrification :

“Gentrification is a process involving a change in the population of land-users such that the new users are of a higher socio-economic status than the previous users, together with an associated change in the built environment through a reinvestment in fixed capital. The greater the difference in socio-economic status, the more noticeable the process, not least because the more powerful the new users are, the more marked will be the concomitant change in the built environment. It does not matter where, it does not matter when. Any process of change fitting this description is, to my understanding, gentrification. There are more often than not a variety of qualifiers attached to definitions of gentrification which narrow it down to more specific contexts. ‘Gentrification is an inner city process ? Why ? The process occurs in other places as well, which social change in many Scandinavian fishing villages attests to. (...) ‘Gentrification takes place in residential areas’. Why ? Are not daytime and workplace populations as relevant as night time and residential populations ? What about the gentrification of waterfront warehouses and shipyards, for instance Aker Brygge in Oslo ? ‘Gentrification involves the rehabilitation of architecturally attractive but unmaintained buildings’. Why ? In many instances, yes, but these are hardly necessary or definitive (...)”.

De la même manière, en arguant d'ailleurs de s'inscrire dans les pas du pionnier N. Smith (cf. 1979, 1996) qui appelait très tôt à adopter une lecture souple de la gentrification, M. Davidson et L. Lees (2010 : 408) réitérèrent les arguments de Clark :

“we argue that the term needs to be elastic enough to allow new processes of gentrification (like the ‘hybrid gentrification’ of AragonTower) to be drawn under its umbrella, (...) the term ‘gentrification’ captures the politics that are inevitably present when neighbourhood change is premised upon social class, and, at the same time, it invokes a politics that does not accompany terms such as ‘reurbanisation’, ‘residentialisation’, ‘transition’, or ‘replacement’.”

Ayant moi-même été confronté à la pluralité de la gentrification (du point de vue des morphologies paysagères, des intensités, des acteurs, etc.) au cours et au travers de mes terrains de thèse (Richard, 2001 ; 2004, 2017 à paraître), je me suis aisément reconnu dans ces conceptions de la gentrification. Ainsi puis-je définir la gentrification rurale comme un processus démographique, social et géographique lié à l'implantation de ménages disposant de capitaux économiques et/ou culturels supérieurs à ceux des populations présentes dans les campagnes qu'ils investissent. Progressivement, l'implantation des nouveaux venus se traduit par le déplacement et/ou le remplacement direct ou indirect, plus ou moins partiel ou total des populations « d'origine » ou à défaut, antérieures. Comme le décrivait R. Glass (1964, cf. infra) des quartiers de Londres alors

concernés, la gentrification des campagnes, de portions de campagne (voire des poches pour reprendre un terme usuel lorsqu'on évoque les fronts de gentrification), s'accompagne ainsi de l'évolution de leur « personnalité sociale ». Au même titre que la gentrification urbaine, la gentrification rurale est plurielle, autant dans ses manifestations que par ses acteurs ou ses moteurs locaux. En l'espèce, la gentrification rurale peut se distinguer par le rôle de l'environnement, bien souvent déterminant à divers titres. En outre, elle se combine à de nombreux autres processus, comme les logiques d'étalement urbain, le développement des résidences secondaires, la mise en tourisme, la patrimonialisation ou les politiques d'accueil de nouvelles populations, pour contribuer, de manière inégale selon les territoires, à leur recomposition sociale. Quoi qu'il en soit, impliquant la coprésence de populations inégalement pourvues en différentes espèces de capitaux, lorsqu'elle intervient, la gentrification questionne mécaniquement les inégalités économiques, culturelles, éventuellement en termes de pouvoirs, de réseaux sociaux, entre catégories de populations. A ce titre, décider de travailler aux recompositions sociodémographiques des campagnes par le prisme de la gentrification s'impose de fait comme un moyen d'interroger, de chercher à percevoir, de mesurer, d'analyser, en résumé de prendre en considération, le poids d'éventuelles inégalités, des logiques ségrégatives ou confiscatoires d'espaces convoités, parfois en dépit d'une apparente forme de mixité sociale. A cet égard, je rejoins M. Davidson et L. Lees (cf. supra) ou encore A. Clerval et M. Van Criekingen (2012), lorsqu'ils écrivent qu'à travers l'usage de la notion de gentrification le chercheur convoque sa dimension politique, dimension dont de nombreux autres termes tels que reprise rurale, migration ville/campagne, périurbanisation, recomplexification sociale, etc. sont au contraire dépourvus.

Quant au second pilier de la *position* de recherche ayant suscité ce mémoire, il y est exprimé et restitué de manière souvent implicite en raison de sa dimension méthodologique et relativement élémentaire. Concrètement, ce pilier est constitué par l'adoption très pragmatique (que je justifierai plus loin) d'une approche inductive de l'objet de recherche « gentrification rurale ». Comme indiqué plus haut, le point de départ de la démarche tient à l'expérience concrète et inattendue de l'observation de campagnes britanniques gentrifiées. De cette rencontre, est certes d'abord née l'envie de mieux comprendre l'influence des terrains et plus largement du contexte rural britanniques dans l'émergence de la gentrification rurale en tant que notion utile aux (ou au moins à certains) ruralistes. Mais dans la longueur de la posture réflexive qui s'esquissait en même temps qu'évoluait mon projet de recherche, de ma rencontre avec les réalités de la gentrification est surtout né le besoin de penser la place du terrain dans la démarche scientifique propre au géographe. Plus spécifiquement encore, dans le rapport au terrain, c'est la place du paysage, ici au sens élémentaire de « ce que l'on voit », qui m'interroge ; notamment sa contribution à la construction du ou des savoirs académiques en géographie, mais également en tant que condition de la circulation de ces savoirs à travers leur publication et leur diffusion scientifique. Le paysage a ceci d'intéressant que dans une terminologie latourienne, il peut en lui-même être considéré comme une forme de réification, donc de *traduction* de réalités sociales dans l'espace. Mais en tant qu'indicateur, outil, résultat, il est au cœur des multiples opérations de traduction (B. Latour, 2001) dont le géographe-chercheur est l'auteur à chacune des étapes de sa recherche. Avec le risque que la célèbre paronomase laisse planer sur le succès de son entreprise : traduire c'est trahir...

Au final, si de mon strict (mais semble-t-il bien partagé) point de vue, le mémoire de l'Habilitation à Diriger des Recherches présente le double caractère d'être à la fois très institutionnel et très artificiel en ce qu'il dit sans doute très peu de la capacité d'un individu à « diriger des recherches », il offre cependant à son auteur l'extraordinaire privilège de pouvoir s'approprier un espace de libre pensée et expression. Profitant de surcroît de la liberté de ton et de forme potentielle du Volume 2, je me permettrai d'adopter un plan articulé en quatre chapitres.

Le premier consistera classiquement en une forme d'état de l'art. Relatif à la gentrification rurale, il est d'abord brièvement envisagé à l'échelle mondiale, puis vite recentré sur le corpus britannique. En cherchant à préciser la généalogie du terme et du concept de gentrification rurale, ses origines me sont finalement apparues bien différentes de celles que j'avais moi-même pu proposer, voire répéter (F. Richard, 2010). En effet, contredisant la doxa, cette rétrospective épistémologique tend à montrer que la gentrification rurale n'est pas issue de la gentrification urbaine, mais qu'elle est bien née de manière autonome dans le champ de la géographie ruraliste britannique des années 1970, voire 1960. En partie issue de ce constat, en découle par ailleurs l'hypothèse qu'en tant que concept scientifique, la gentrification est surtout le fruit d'une rencontre entre d'un côté un contexte géographique singulier, et de l'autre une culture et des pratiques académiques propices à son émergence.

En toute hypothèse, depuis chez lui ou presque, n'importe quel curieux ou féru d'épistémologie de la géographie rurale britannique aurait pu réaliser ce travail et parvenir à un constat plus ou moins similaire (cf. par exemple M. Phillips, 2004). C'est pourquoi le deuxième chapitre est construit sur des considérations plus empiriques que seuls la pratique et les relevés de terrain ont permis. Comme évoqué plus haut, paradoxalement, en dépit de mes nombreuses lectures préalables, ma première expérience concrète de la gentrification rurale s'est révélée très déroutante. Interpelé par ma propre incapacité à me représenter la réalité d'une situation locale à partir de la littérature scientifique, j'ai entrepris de remonter à la source du concept de gentrification rurale et de parcourir physiquement et observer directement la quasi-totalité des terrains à l'origine des publications britanniques. Ce faisant, j'ai fait l'expérience de traverser une première fois la frontière, voire les frontières, d'une société rurale et d'un environnement géographique britanniques auxquels j'ai porté un regard certes de géographe-chercheur, mais en l'occurrence de géographe-chercheur *français*. Le chapitre 2 permettra donc de restituer « *in extenso* » cette expérience sensible, de type ethnogéographique, des paysages des campagnes anglaises et galloises gentrifiées. En complétant cette première approche par des résultats issus de techniques d'investigation plus classiques (F. Richard, 2010 ; 2011) et d'une grille d'analyse académique et méthodologique forcément différente de celle des collègues d'outre-Manche, je tenterai à travers ce chapitre 2 de faire partager au lecteur français (et plus généralement « non indigène ») ma vision de ce qui fait à la fois la singularité et la pluralité des campagnes gentrifiées.

Poursuivant le cheminement inductif qui m'avait déjà fait emprunter les détours imprévus du chapitre précédent, j'inviterai le lecteur à traverser de nouveau la frontière. De revenir en France pour y conduire sous forme exploratoire et à l'échelle nationale ici, les travaux initialement envisagés sur la gentrification des campagnes limousines. Entre autres surprises issues de l'observation des campagnes anglaises gentrifiées, s'est imposé le constat qu'il était difficile sans en être directement témoin d'imaginer ce que la géographie britannique considère comme relevant certes de la gentrification, mais également du *rural*. Concrètement, résultant de conceptions culturelles et de nomenclatures officielles très éloignées de ce qu'elles peuvent être en France, les limites géographiques « du rural » n'ont rien à voir avec celles que nous appliquons communément, repoussées qu'elles sont chez nous par un périurbain sans cesse étiré. A l'inverse, outre-Manche, que ce soit en tant que catégorie d'espace ou en tant qu'objet scientifique dans la sphère académique, le périurbain est presque totalement absent. Autrement dit, en supposant que le chapitre 2 aurait permis d'entrevoir plus concrètement les contours et manifestations du processus de gentrification rurale, l'objectif du chapitre 3 est de réfléchir aux modalités d'importation, donc de circulation, du concept, notamment dans sa configuration originelle. Au prix d'une ouverture de son champ d'application aux espaces « périurbains », il est alors possible d'envisager d'autres géographies de la gentrification que les rares qui sont proposées aujourd'hui en France.

Enfin, achevant la transition amorcée dans le chapitre 3 entre l'exposé de la position scientifique et celui des perspectives de recherche, le dernier chapitre sera consacré à des propositions plus théoriques et inégalement abouties. Quoi qu'il en soit, qu'il s'agisse de la notion du capital environnemental ou de la question de l'articulation entre les micro et macro formes socio-spatiales, les réflexions qui ont nourri ces ultimes développements du mémoire s'inscrivent dans la continuité des précédents chapitres : elles sont en effet elles aussi le fruit d'observations de diverses natures, y compris conduites dans le cadre de recherches relatives à la gentrification rurale. Dans le cas du capital environnemental, il s'agira de partir du rôle central de l'environnement dans les processus ségrégatifs inhérents à la gentrification rurale (D. Smith 1998, D. Smith et Phillips, 2001 ; E. Darling, 2005 ; D. Hines 2007, 2012) pour réfléchir plus généralement à l'importance de l'environnement en tant qu'actif, au même titre que d'autres actifs (sociaux, économiques ou culturels) permettant de lire, sinon de comprendre, les rapports sociaux contemporains et leurs traductions spatiales. Quant aux ultimes développements du chapitre, ils sont d'une certaine manière une extension, un appendice théorique de l'idée de capital environnemental en ce sens qu'ils ouvrent des perspectives visant à comprendre une partie de la mécanique qui conduit les individus et ménages à concrétiser des choix de localisation résidentielle qui, cumulés, finissent par produire des ensembles socio-spatiaux « homogènes ». Je m'intéresserai plus précisément à la composante discursive des paysages ruraux, à la production de signes et marqueurs paysagers (les microformes) et à leur influence sur les logiques d'évitement et surtout d'agrégation des groupes (en particulier sociaux) de populations, produisant *in fine* des macroformes socio-spatiales, à l'image par exemple, des campagnes anglaises gentrifiées.



# Chapitre 1 – Des origines à l'état des lieux des gentrifications rurales britanniques

Quelles que soient leurs formes, la plupart des productions académiques comprennent la figure imposée que constitue l'état de l'art. Les revues de littérature étant souvent, au moins partiellement, fondées sur de précédentes revues de littérature, elles en viennent à parfois imposer une épistémologie relativement formatée, conventionnelle, au caractère quasi officiel, confinant même parfois à une forme d'historiographie de tel ou tel objet ou notion géographiques. Concernant la gentrification rurale, les publications scientifiques restent aujourd'hui en nombre raisonnable pour permettre au chercheur de s'engager dans une revue de littérature qui se voudrait la plus exhaustive possible (cf. l'encadré 1). Il est encore possible de remonter aux origines du concept et d'en proposer une lecture qui, à défaut d'être originale, en est au minimum personnelle.

Depuis les premières contributions scientifiques portant explicitement sur la gentrification rurale, les recherches qui lui sont consacrées sont en effet restées relativement peu nombreuses. Elles ont cependant tendance à se développer depuis la fin des années 1990, voire à se multiplier au cours de ces toutes dernières années. La montée en puissance de la notion (en termes de recherches et d'occurrences dans la littérature) au sein de la communauté scientifique, et même au sein de l'espace public dans certains pays (en particulier aux États-Unis), s'est parallèlement accompagnée de sa diffusion géographique. Même si elle reste pour l'essentiel réservée aux pays du Nord et/ou les plus développés, elle est désormais mobilisée par des chercheurs de tous les continents dans le cadre de travaux portant eux aussi sur des terrains et des pays très variés. A tel point qu'en tant que concept, la gentrification rurale semble dorénavant pouvoir, pour ne pas dire devoir, correspondre à une acception large, voire plurielle.

Quoi qu'il en soit, faire état de l'éventuel élargissement de la notion de gentrification rurale implique de reconstituer sa généalogie. Le concept est souvent présenté, et pas seulement dans la recherche française, comme une extension, une adaptation a posteriori de la gentrification *urbaine* au contexte rural. En l'occurrence, je tâcherai de montrer dans un premier temps que si cette supposée filiation est très discutable d'un point de vue strictement historique, elle a en revanche pu faire office de moyen de légitimation scientifique de la part des géographes ou sociologues « partisans » de la gentrification rurale, convaincus de sa réalité et de sa pertinence.

Une fois cette perspective épistémologique exposée, il s'agira de se concentrer sur les travaux conduits au Royaume-Uni pour en proposer un état des lieux factuel, une forme de « réunion de chantier ». A la lecture de la production qu'elle a suscitée, que sait-on de la gentrification rurale au Royaume-Uni ? Dans quelles mesures le processus est-il avéré, généralisé, homogène ? Quels en sont les indicateurs, les acteurs, les facteurs ? Ce bilan permettra de montrer que les travaux ne sont pas aussi avancés que l'on pourrait croire, notamment du point de vue des terrains investigués. Mais peut-être ne s'agit-il là que d'une illusion d'optique liée à mon état de « géographe français » et au-delà à des cultures et pratiques de recherche différentes de part et d'autre de la Manche.

## 1.1 Pour une autre généalogie de la gentrification rurale

En tant que concept, la gentrification rurale est la plupart du temps présentée comme déclinaison ou héritière des travaux relatifs à la gentrification urbaine. Cette HDR a été l'occasion de prendre le temps de reconstruire le fil et les filiations qui relient effectivement les publications actuelles aux travaux fondateurs des recherches relatives à la gentrification rurale. Il en résulte une présentation quelque peu différente du récit qui en est communément formulé.

### 1.1.1 De la gentrification urbaine à la gentrification rurale ?

Pour entamer ce rapide état de la question, il peut être commode de s'appuyer sur les recherches a priori les plus accessibles et connues en France, à savoir les travaux francophones relatifs à la gentrification rurale. Encore peu nombreux, ils présentent une grande diversité, notamment du point de vue des terrains qui sont extrêmement variés, localisés aussi bien en France (Raymond 2003 ; 2005; M. Perrenoud 2008 ; 2012 ; F. Cognard, 2010 ; P. Pistre, 2009 ; 2012 ; Richard et al. 2014) qu'à l'étranger (S. Raymond, 2005 ; L. Guimond, M. Simard, 2008 ; 2010 ; F. Richard, 2009 ; 2011 ; M. Perlik, 2011). En revanche, toutes ces contributions ont en commun de proposer un exposé ou un récit étonnamment univoque, voire mimétique, des origines du concept de gentrification rurale. Concrètement, la grande majorité d'entre elles remontent à la protodéfinition (alors sans doute involontaire<sup>2</sup>) de R. Glass formulée au détour d'une description des mutations urbanistiques et sociales affectant Londres au cours des années 1960 et qu'il peut être utile de rappeler ici :

---

<sup>2</sup> Si de nombreux auteurs se réfèrent à ce qu'ils présentent comme la définition originelle de la gentrification, ils en disent très peu de la source elle-même. En l'occurrence, le passage cité n'est qu'un court passage extrait d'une longue introduction (d'une quarantaine de pages) d'un ouvrage consistant lui-même en une compilation de contributions soumises par des chercheurs, enseignants, et autres étudiants travaillant sur Londres à l'issue d'une série de séminaires organisés à partir de la fin des années 1950 par le Centre for Urban Studies (lié au University College of London) dont Ruth Glass était l'animatrice. L'objectif des séminaires était alors de faire échanger entre eux des représentants issus de diverses disciplines mais tous intéressés par la « croissance, l'habitat et la société de Londres » (R. Glass, 1964 : xxxv). Cette large ouverture explique du reste le propos très général (mais rétrospectivement très visionnaire) de l'introduction de R. Glass dont seulement quelques dizaines de lignes pointent l'émergence de la dynamique de gentrification, et ce, au contraire des longs développements relatifs aux enjeux de l'étalement, aux mutations de l'emploi, à la place nouvelle des minorités ethniques, etc. Enfin, dernière illustration du caractère initialement très secondaire, voire anecdotique, de la référence à la gentrification, au sein de l'ouvrage, R. Glass est également la co-auteure avec J. Westergaard, du chapitre VI consacré non pas à des quartiers du West End en cours de gentrification, mais à Lansbury, un grand quartier d'habitat social de Tower Hamlets caractéristique de l'urbanisme moderne d'après-guerre. Ce qu'elle en décrit présente de fait bien peu de lien avec la gentrification (J. Westergaard, R. Glass, 1964).

“One by one, many of the working class quarters of London have been invaded by the middle classes –upper and lower. Shabby, modest mews and cottages –two rooms up and two down– have been taken over, when their leases expired, and have become elegant, expensive residences. Larger Victorian houses, down-graded in an earlier or recent period –which were used as lodging houses or were otherwise in multiple occupation– have been up-graded once again. Nowadays, many of these houses are being sub-divided into costly flats or ‘houselets’ (in terms of the new real estate snob jargon). The current social status and value of such dwellings are frequently inverse relation to their size, and in any case enormously inflated by comparison with previous levels in their neighbourhoods. Once this process of ‘gentrification’ starts in a district, it goes rapidly until all or most of the original working class occupiers are displaced, and the whole social character of the district is changed” (Glass 1964 : xviii-xix).

Quoi qu’il en soit, toutes les contributions auxquelles il est fait référence font état d’un lien quasi direct entre la gentrification urbaine et la gentrification rurale. Plus encore, ceux des auteurs francophones qui cherchent à expliciter plus avant le concept, synthétisent et formulent cette filiation en recourant strictement à la même expression, à savoir, « De la gentrification urbaine à la gentrification rurale » (S. Raymond, 2005 ; L. Guimond, M. Simard, 2008, P. Pistre 2012). Il leur arrive néanmoins de s’octroyer parfois quelques libertés. Ils peuvent par exemple rendre implicite la dimension initialement urbaine : « De la gentrification à la gentrification rurale » (F. Richard, 2010). Dans d’autres cas, le support de publication les y invitant fortement, les chercheurs réitèrent explicitement la filiation, cette fois en anglais, soit sous forme de titre « from urban gentrification to rural gentrification » (P. Pistre, 2011), soit dans le corps du texte : « countryside gentrification, (...) has its origins in Anglo-Saxon urban studies » (L. Guimond, M. Simard, 2010 : 450).

Quelles que soient les modalités de cette première étape, celle-ci est systématiquement suivie du constat selon lequel la notion de gentrification est « par la suite » sortie du seul champ urbain pour être mobilisée dans les *rural studies* (M. Perrenoud) ou appliquée aux espaces ruraux. L’impulsion ou la paternité de ce « transfert » étant souvent attribuées à M. Phillips, bien que l’impulsion en question soit diversement datée selon les auteurs (1993, 1998 ou même 2000 !), parfois à J. Little (1987), (F. Richard, 2009 ; P. Pistre, 2011) ou encore à D. Parsons en 1980 (P. Pistre 2012).

Au-delà de l’amicale autodérision avec laquelle je me suis autorisé à la résumer précédemment, la démarche en deux temps adoptée par la plupart des chercheurs français ou francophones s’explique assez naturellement par un double souci de pédagogie et de prudence. En effet, comme l’exprime M. Perrenoud, dans le contexte des études rurales françaises, mobiliser la notion de gentrification rurale ne va pas forcément de soi, tant s’en faut (M. Perrenoud, 2008 : 195). Dans la mesure où le terme de gentrification urbaine est sensiblement mieux diffusé et usité au sein de la communauté scientifique, y faire référence dans un premier temps, permettrait d’avancer plus graduellement l’idée ou la possibilité d’une gentrification *rurale*. Alors que, présentée ex abrupto, elle pourrait peut-être sembler surprenante, voire incongrue, aux yeux d’un lecteur (supposé) non initié.

De fait, les travaux relatifs à la gentrification urbaine se sont en effet rapidement multipliés dans les années 1980 et plus encore 1990 et ont très tôt nourri les revues de littérature, les synthèses et débats conceptuels, en particulier autour des trois « quasi-théories » de la gentrification (C. Rhein, 1997, Lees et al., 2010). En revanche, il pourrait être hasardeux de certifier que les travaux relatifs à

la gentrification urbaine sont de très loin antérieurs à ceux conduits par les ruralistes. Certains éléments pourraient même inciter à supposer le contraire. Ainsi, du côté des recherches urbaines, au moins pour ce qui est du contexte britannique des années 1970, il est difficile de trouver d'autres références que celles de C. Hamnett (1973) ou C. Hamnett et P. Williams (1980). Dans leur article de 1980, ces derniers s'inspirent des propos de R. Glass pour définir la gentrification de manière élémentaire comme le terme « disgracieux » décrivant la colonisation des quartiers populaires de Londres par les classes moyennes (Ibid : 51). Outre-Atlantique, encore jeune étudiant (L. Lees et al. Eds, 2010 : 97-98) N. Smith publie en 1979 deux articles issus de ses recherches prédoctorales qui jetteront les bases d'une théorie de la gentrification par la production. Cependant si N. Smith (1979) fait le pari d'une « théorisation de la gentrification », le corpus de recherches empiriques sur lequel il s'appuie porte de manière générale sur les dynamiques de reprise démographique des villes-centres, qualifiées de tantôt de « revival », de « back to the city movement », de « revitalization », etc. En d'autres termes, cette littérature presque exclusivement nord-américaine<sup>3</sup> ne mobilise qu'exceptionnellement le terme de gentrification, de sorte que N. Smith se voit contraint d'en proposer une définition en note de bas de page, définition selon laquelle la gentrification serait « le processus de conversion des secteurs populaires en quartiers de classes moyennes à travers la réhabilitation des stocks de logements du quartier » (N. Smith, 1979 : 548). De même, à l'aube des années 1980, D. Ley ne semblait pas encore suffisamment familier avec le terme pour y recourir formellement dans le cadre de ses recherches sur la revitalisation des *inner cities* de Vancouver (Ley, 1981).

Or, à la même période, le terme de gentrification n'est pas inconnu des *rural studies*, puisque dès les années 1970 et 1980, un certain nombre de publications scientifiques en faisaient déjà mention (D. Parsons 1977<sup>4</sup>, 1979, 1980 ; Cloke, 1979, 1983 ; Pacione, 1984 ; Little 1987 ; Cloke et Thrift 1987 : 327). Plus encore, elles s'appuient elles-mêmes sur des travaux fondateurs, par définition antérieurs (cf. infra). D'ailleurs, l'association des termes « gentrification » et « rural » était a priori jugée suffisamment banale au Royaume-Uni pour inciter D. Parsons à passer outre ses propres réserves lexicales et accepter l'idée de travailler à la gentrification rurale en tant que telle :

---

<sup>3</sup> Une seule de ces références bibliographique concerne le Royaume-Uni : J. Pitt, 1977, *Gentrification in Islington*. London, Barnsbury Peoples Forum. Il ne s'agit donc ni de l'article d'Hamnett de 1973, ni du texte de R. Glass de 1964, mais d'un rapport produit par une association intitulée Barnsbury Peoples Forum pour dénoncer la gentrification d'Islington. L'approche militante du document, évoquant la colonisation de divers quartiers du borough depuis la fin des années 1950, est confirmée par un article du Guardian en date du 21 août 1977, article lui-même intitulé « The coming of the camembert class divides Islington ». Je remercie M. Méténier et C. Rhein de m'avoir chacune transmis l'article en question.

<sup>4</sup> En introduction de son *research paper* de 1980, D. Parsons fait référence à une communication datant de 1977 et déjà consacrée à la gentrification rurale (la communication, malheureusement introuvable, étant elle-même issue de ses recherches doctorales et postdoctorales) : "The study stems from a broader research scheme carried out as a full time postgraduate research student in the department of Geography at Nottingham University and with special reference to case study areas in South Nottinghamshire and North Norfolk. The subject was first presented in a paper to the Rural Study Group Conference (of the Institute of British Geographer) at Lancaster University in September, 1977" (Parsons, 1980 : 2).

« Both inner urban and rural gentrification can be seen to be developing 'top heavy' local social structures. But this is where the similarities between the processes ends. Not only are the two processes geographically distinct, but they are brought about by rather different mechanisms. For this reason the use of the term gentrification is unfortunate, since it invites comparisons with the urban process. In addition the word itself may imply a social status and cohesion in the term 'gentry' which, even in a liberal interpretation, is misleading description of the rural social imbalance. Nonetheless the term seems to be commonly accepted as a description of this process and in the absence of a more suitable label we shall also use it » (D. Parsons 1980 : 3).

Dans la même perspective, le terme semblait assez familier aux géographes britanniques des années 1970 et 1980 pour être utilisé et développé dans plusieurs manuels de géographie rurale publiés et/ou conçus au cours de cette période. Pour commencer par le plus tardif d'entre eux, G. Robinson (1990) le mobilise une première fois dans un chapitre consacré à la « rural society » et ses évolutions démographiques contrastées : ces dernières y sont imputées à la fois à la gentrification (définie comme la croissance démographique des *middle classes*) et à la géiatrification (ibid. : 92). Quant à la seconde utilisation de l'expression, elle intervient dans un chapitre destiné à exposer les politiques d'aménagement et de planification qui accompagnent le processus de gentrification (ibid. 283) et à cet égard s'inscrit donc dans une perspective très semblable à celle adoptée par J. Little (1987, cf. infra) et surtout par P. Cloke (1983) dont l'ouvrage a fait l'objet d'une recension par C. Moindrot dans les Annales de géographie (1985), avec potentiellement la première mention explicite du terme de gentrification rurale dans une revue française<sup>5</sup>.

De fait, dans son manuel intitulé « An introduction to rural settlement planning<sup>6</sup> », P. Cloke y recourt une quinzaine de fois, faisant de la gentrification une notion importante de son argumentaire. A sa première occurrence, la notion est étroitement associée à celles de polarisation et de ségrégation à l'œuvre dans les campagnes et villages britanniques, à la fois du fait de la présence de populations locales<sup>7</sup> modestes et de flux migratoires de retraités et d'actifs (la plupart du temps décrits comme

---

<sup>5</sup> En ce qui concerne le terme gentrification, le premier recours académique explicite en France pourrait être attribué à Yvette Herzhaft-Marin et à la publication en 1984 de sa thèse sous le titre Ravenscourt road, une rue de Londres en cours de « gentrification ».

<sup>6</sup> Qu'il s'agisse de cet ouvrage de Cloke (1983) ou du second (1979) mentionné ci-après, ils m'ont respectivement été indiqués par G. Tommasi et M. Méténier, respectivement post-doctorante et doctorante à GEOLAB et parties prenantes de l'ANR iRGENT (cf. chapitre 3). Du fait de l'importance de ces références dans l'argumentation, qu'elles en soient remerciées.

<sup>7</sup> Ce terme de « population locale » sera répété à diverses reprises dans le mémoire. Il faut le lire de manière souple et avec toutes les nuances nécessaires. En règle générale, les populations locales ne sont pas plus « monolithiques » que les populations migrantes à destination des espaces ruraux. La diversité sociale ou démographique de ces populations locales peut notamment varier dans le temps autant que dans l'espace à l'échelle fine. De surcroît, au-delà des critères objectifs (lieu de naissance, de résidence, parcours migratoire et résidentiel, etc.), du point de vue des individus, le terme est fortement lié aux sentiments de perception de soi et des autres (y compris de la part de néo-résidents de longue date qui se qualifient parfois de « locaux ») et demeure délicat à manier (pour plus de détails, notamment méthodologiques, cf. par exemple les thèses de F.

des ex-urbains) appartenant aux *middle classes*, lesquelles sont attirées par les mesures de protection notamment à caractère environnemental dont les villages bénéficient. D'ailleurs, les autres passages au cours desquels P. Cloke évoque la gentrification sont tous peu ou prou consacrés à l'articulation entre, d'un côté, les politiques et autres dispositifs de planification mis en œuvre dans les campagnes britanniques et de l'autre, l'emprise progressive des *middle classes* et plus généralement des populations aisées sur ces espaces. Du point de vue de l'épistémologie ou de la simple justification du terme lui-même, elle consiste en une brève allusion à l'article suscitée de C. Hamnett et P. Williams (ibid : 35) et surtout en une référence détaillée aux travaux de Parsons cités plus haut (ibid : 111). En l'espèce, si seuls les travaux de Parsons mentionnent explicitement le terme de gentrification rurale, ce qui frappe dans le propos de Cloke, c'est la multiplication des références bibliographiques et études de cas qui sont associées de fait au processus de gentrification des campagnes britanniques, et même nord-américaines.

Du reste, si dans son ouvrage de 1983, la gentrification rurale est au cœur de l'argumentaire et de l'analyse de P. Cloke, il ne s'agit que de l'aboutissement d'une réflexion entamée dès la première moitié des années 1970 à l'occasion de sa thèse (soutenue en 1977) consacrée aux politiques des « *key settlements* ». Face au recul démographique des espaces ruraux, les pouvoirs publics ont en effet décidé de concentrer les investissements publics sur un nombre restreint de gros villages, de bourgs, voire de petites villes, afin d'y implanter et proposer la plupart des services, emplois et logements (notamment sociaux) et autres équipements susceptibles de maintenir l'attractivité résidentielle des campagnes. La mise en œuvre de ce dispositif a stimulé les flux migratoires de populations rurales plutôt modestes et en quête de modernité à destination de ces « *key settlements* ». A l'inverse, seuls les ménages suffisamment aisés et mobiles ont pu être tentés de s'implanter dans des villages en cours de dépeuplement. Dans son ouvrage de 1979, Cloke explique en outre que ces « ex-urbains » l'ont fait soit à destination de maisons neuves soit via la restauration et plus rarement la conversion (de bâtiments agricoles). Par ailleurs, lorsque des dispositions ont été localement adoptées pour préserver les espaces ruraux hors *key settlements*, Cloke indique que ces campagnes « would immediately become residentially desirable, property prices would increase, and eventually the settlement would be liable to 'gentrification' by the affluent (...) » (P. Cloke 1979 : 19). Précisant, à partir notamment des illustrations du Warwickshire et du Devon, que les actifs navetteurs sont également accompagnés de retraités ainsi que de résidents secondaires, attirés en particulier par les logements les plus petits, ceux qui auraient par exemple pu convenir aux jeunes couples locaux et autres ménages modestes. Plus encore, Cloke souligne que l'absence de construction de logements sociaux (toujours hors *Key settlements*) a également contribué au déséquilibre social et in fine, à la gentrification des villages « qu'ils soient sous pression ou isolés » (ibid : 209).

Enfin, l'année suivant la publication de celui de P. Cloke, M. Pacione (1984) publie lui aussi un manuel de géographie rurale. A portée plus générale que celui de son collègue, Pacione précise en avant-propos, l'avoir imaginé comme un « *basic textbook* » destiné aux étudiants et enseignants. Pourtant, à l'image de Parsons (auquel il se réfère formellement d'ailleurs) et de Cloke, Pacione considère lui

---

Cognard (2010) et G. Tommasi (2014)). Dans les contextes de campagnes en cours de gentrification, la notion de « population antérieure » (cf. définition générique de la gentrification rurale proposée en introduction générale) peut être utilement préférée.

aussi le terme de gentrification rurale comme suffisamment intelligible pour en faire usage à plusieurs reprises sans le définir outre mesure. Il lui semble même assez opératoire pour s'appuyer sur un indicateur de la gentrification, déterminé par la part relative des classes sociales I et II (cf. infra) (M. Pacione, 1984 : 175). Ce faisant, il ne fait en réalité que reprendre les résultats de ses propres travaux relatifs aux mutations sociales de villages du sud de l'Écosse sous l'effet de l'arrivée de cadres et cols blancs (« *upper-class* ») dans des secteurs à l'origine presque exclusivement habités par des ménages modestes (« *lower-class* ») (M. Pacione, 1980).

Au final, en tant que notion, la gentrification rurale semble bien avoir vécu une première phase de diffusion à peu près concomitante à celle de son *équivalente urbaine*. Mais pour revenir aux chercheurs francophones cités plus haut, leur démarche pourrait également s'expliquer par le fait que les travaux anglo-saxons auxquels ils se réfèrent donnent eux-mêmes l'impression d'introduire et présenter la gentrification rurale à l'aune de la gentrification urbaine. En l'espèce, dès la première phrase du résumé de son article publié dans le *Journal of Rural Studies*, article ensuite souvent présenté comme fondateur des recherches sur la gentrification rurale, M. Phillips affiche clairement son objectif : « the term rural gentrification is examined and contrasted with contemporary debates over urban gentrification » (M. Phillips, 1993 : 123). Concrètement, le point de départ de la réflexion de M. Phillips est le suivant. Qu'il s'agisse de contextes urbains ou ruraux, des chercheurs ont fait état ou mis en évidence des processus de changement social qui consistent en l'implantation de classes sociales moyennes et supérieures dans des espaces jusqu'alors occupés par des classes populaires, conduisant *in fine* au déplacement et remplacement des secondes par les premières. Il précise que s'ils ne sont encore que ponctuellement évoqués en termes de « gentrification » (en 1993 s'entend) lorsqu'ils se mettent à l'œuvre dans le milieu rural, ces processus le sont, déjà beaucoup plus communément par les géographes et sociologues urbains. S'appuyant sur ces derniers, M. Phillips choisit de retenir quatre grilles de lecture de la gentrification alors interprétée comme : une manifestation de l'inégale circulation du capital (théorie de la production de N. Smith), une stratégie pour réduire le « travail de reproduction » des ménages<sup>8</sup> (« reproductive labour »), une stratégie d'adhésion à un certain style de vie (cf. théorie de la consommation de D. Ley) et, enfin, un mélange complexe de processus locaux spécifiques (*ibid.* : 124-128). M. Phillips fait ainsi le point sur chacune de ces approches et interroge leur pertinence respective dans le cadre de contextes ruraux en général, et de celui sur lequel il a travaillé en particulier, à savoir la péninsule de Gower à l'extrême sud-ouest du Pays de Galles. Concrètement, M. Phillips se réapproprie l'analyse d'inspiration marxiste de N. Smith (dite « théorie de la production ») en portant une attention certaine à deux questions d'ailleurs structurantes pour la suite de son travail (M. Phillips 1998 a., b. ; 2005 notamment). La première concerne les gentrificateurs, leur démarche d'investisseur et l'évolution du marché du logement en testant localement la théorie du *rent-gap* ou différentiel de rente (N. Smith, 1979). Quant à la seconde, elle porte plus sur la notion de classe, sur le contour des classes sociales desquelles sont supposés être issus les gentrificateurs (cf. infra).

---

<sup>8</sup> Il est question ici de composition sociale symétrique ou asymétrique des ménages, et plus précisément du rôle de la femme au sein des ménages de gentrificateurs. Dans le cas d'une asymétrie sociale, à défaut d'activité professionnelle caractéristique des membres des Middle Classes les épouses contribuent à la carrière professionnelle de leurs maris en assurant les tâches domestiques. De même, en permettant à leurs enfants de bénéficier d'un environnement quotidien favorable, elles garantissent la reproduction de la force de travail et du ménage (Phillips, 1993 : 135-138).

La démarche de M. Phillips n'est pas tant de s'inscrire dans la filiation des recherches de la gentrification urbaine que de considérer les acquis théoriques ou conceptuels de celles-ci comme autant d'outils disponibles pour interpréter la gentrification affectant les campagnes (ici galloises). De fait, un certain nombre des recherches et publications anglo-saxonnes, dont il sera fait état plus en détail plus loin, reposent sur cette même démarche. Mais en guise d'illustrations éclairantes, il est possible par exemple de se référer aux travaux de E. Darling qui teste la théorie du *rent-gap* dans le cadre de l'Adirondack's Park aux États-Unis (E. Darling, 2005) ou encore à ceux d'A. Stockdale qui analyse au contraire la gentrification des campagnes écossaises au prisme de la théorie de la consommation (A. Stockdale, 2009). Plus généralement, la plupart des auteurs ne prennent pas la peine de situer leur travail vis-à-vis de la gentrification urbaine, réfutant de fait la filiation perçue et avancée par les confrères francophones.

Au-delà de sa dimension purement anecdotique, le léger malentendu entre d'un côté le cheminement intellectuel des géographes anglo-saxons, dont les Britanniques dans un premier temps, et de l'autre sa réception dans la sphère académique francophone, pourrait plus fondamentalement être l'expression d'expériences différentes. On pourrait en effet poser l'hypothèse selon laquelle, contrairement au cas français, la combinaison entre leurs observations de terrain et leurs acquis bibliographiques n'incite pas les chercheurs britanniques à considérer la gentrification urbaine en tant que processus, ni l'attention scientifique qui lui est portée, comme antérieures à la gentrification rurale, ou aux recherches dont elle fait elle-même l'objet. En effet, les recherches et manuels cités précédemment pour leur recours explicite au terme se fondent sur les acquis issus de travaux parfois encore bien antérieurs puisque datant des années 1960 et décrivant les modalités et conséquences de l'implantation des *middle classes* dans diverses campagnes d'Angleterre. C'est le cas par exemple de Pacione :

"The manner in which class divided rural communities within London's urban fringe formed the main thesis of Pahl's (1964) work in Hertfordshire, where he described how selective in-migration by middle-class commuters was creating two overlapping communities. Although both groups occupied the same geographic space the 'newcomers' lived and worked in different social and economic worlds from the established population. Similar circumstances have been reported from rural Hampshire (Hampshire C.C., 1966) and in villages close to other major English cities (Bracey, 1964; Crichton, 1964; Elias and Scotson, 1965; Thorns, 1968; Radford, 1970)" (Pacione, 1980 : 185).

Ainsi, comme le souligne ici Pacione, parmi les références fondatrices des recherches sur la gentrification rurale, celles engagées par R. Pahl (1964, 1965, 1966) sur les campagnes du grand bassin londonien ont manifestement joué un rôle déterminant. A tel point d'ailleurs que Parsons mentionne l'ouvrage référence de Pahl (*Urbs in Rure*) comme le « classique » en matière d'implantation des *middle classes* dans les campagnes britanniques, tout comme P. Cloke (1979 ; 1983) s'y réfère à diverses reprises ou encore P. Cloke et N. Thrift (1987) qui présentent également son auteur comme le « père fondateur » de ce champ de recherches. Ces derniers vont jusqu'à



synthétiser (sous forme de tableau) une typologie des ruraux proposée par R. Pahl (1965 : 146-150) et y accoler le terme de gentrification à l'une des catégories de nouveaux résidents aisés définie par leur prédécesseur (Figure 1). Au final, avant même les années 1980, que le terme ait été convoqué précisément ou non, le processus de gentrification des campagnes britanniques avait donc fait l'objet de diverses recherches telles que celles de R. Pahl, D. Parsons ou encore celles de H. Newby (1979), synthétisées dans son ouvrage « Green and pleasant land ? Social Change in Rural England » (cf. infra). Du reste, la tentative de résumé graphique des circuits de circulation de la notion de gentrification rurale au Royaume-Uni (Figure 4) met en particulier en lumière le rôle fondateur de R. Pahl.

*Figure 1- Typologie des groupes sociaux inspirée des travaux pionniers de Pahl (1965) et mentionnant le processus de gentrification (Type 2)*

**Table 1.** Pahl's typology of social groups relevant to rural housing

- 
1. Large property owners: owner-occupiers who are also property landlords.
  2. Salaried immigrants with some capital: owner-occupiers whose main influences are in the improvement and gentrification of rural housing.
  3. Spiralists: transient owner-occupiers characteristically occupying a recent housing development in an accessible village.
  4. Those with limited incomes and little capital: reluctant commuters who have been forced out of towns by the need for cheaper but larger housing in response to growing family.
  5. The retired: either as owner-occupiers or tenants in large villages where accessibility is high and service provision comparatively good.
  6. Council house tenants: marks the transition from those who can buy and those who must rent housing, characterized by relative inflexibility of tenure and location compared with owner-occupiers.
  7. Tied cottages and other tenants: the rural poor with low wages, poor housing and isolation.
  8. Local tradesmen and owners of small businesses: rather indeterminate in its housing characteristics and may include both owner-occupiers and tenants.
- 

*Source:* Pahl (1965).

Source P. Cloke et N. Thrift, 1987 : 322

### 1.1.2 Diffusion du processus ou élargissement du concept ?

Au même titre que les faits scientifiques, les concepts peuvent (doivent) circuler d'une sphère, ou d'une « boucle » à l'autre pour reprendre les termes de Latour (2001 : 102-116, cf. également M. Phillips, 2010 ; G. Tommasi, F. Richard, 2016), ils peuvent également circuler d'un point de vue plus strictement géographique et passer par exemple d'un pays à l'autre. Mais la diffusion progressive du concept de gentrification rurale au sein de la communauté scientifique internationale pourrait pareillement être le résultat d'une expansion géographique du processus lui-même. Quoi qu'il en soit, compte tenu de la variété croissante des terrains et contextes socio-spatiaux pour lesquels est mobilisé le terme, il n'est pas inutile non plus de considérer l'éventualité d'un « élargissement » progressif du concept lui-même.

#### 1.1.2.1 *La gentrification rurale dans la géographie internationale*

L'outil cartographique permet de mesurer et synthétiser efficacement l'internationalisation de la gentrification rurale du point de vue de son usage explicite par les chercheurs en sciences sociales. Fondée sur les mêmes références bibliographiques que celles déjà utilisées pour restituer l'utilisation croissante du terme dans la littérature, la planche cartographique (Carte 1) fait état de la localisation des institutions auxquelles appartiennent les auteurs plutôt que des terrains d'étude. Non seulement l'objectif est ici de souligner la diffusion du concept plutôt que celle du processus, mais en outre, rares sont les chercheurs d'un pays travaillant à la gentrification rurale sur un terrain étranger (en l'occurrence S. Raymond, 2003 ; 2005 ; 2007 et F. Richard, 2010, 2011 ; Lorenzen Martiny, 2015). Concrètement, la première moitié des années 2000 marque un double tournant. En premier lieu, c'est à cette période que s'amorce une augmentation très significative des occurrences. En second lieu, d'un point de vue géographique, la rupture est peut-être plus marquée encore, en ce sens que le recours à l'expression « gentrification rurale » n'est plus exclusivement le fait de chercheurs rattachés à des institutions britanniques et travaillant sur les campagnes du Royaume-Uni voire de la Grande-Bretagne. A partir de la période 2001-2005, cet usage s'étend à divers pays, dont on peut remarquer qu'ils sont tous parmi les plus avancés (à l'exception de la Turquie et de la Chine, cf. respectivement Y. Dincer et I. Dincer, 2005 et J. Quian et al., 2013). En outre, proximités culturelles et linguistiques aidant, ces pays appartiennent très majoritairement au monde dit « anglo-saxon ». En ce qui concerne ceux qui n'en sont pas, deux des auteurs français ayant travaillé sur la gentrification l'ont cependant fait, au moins partiellement, à partir de terrains localisés aux États-Unis et en Grande-Bretagne (Raymond 2003, 2005 ; Richard 2010, 2011). Quoi qu'il en soit, alors que pendant près de 40 ans, seuls des collègues britanniques avaient évoqué la gentrification rurale dans leurs travaux, en tout juste 10 ans, le concept a été approprié par des chercheurs d'une dizaine d'autres pays.

Carte 1- L'internationalisation récente du concept de gentrification<sup>9</sup>



Source : comptabilisation de l'auteur (en 2013), soit 96 références, pour environ 70 auteurs (cf. encadré 1a). Pour information, sont également mentionnées trois références de Pahl des années 1960.

A cette étape de la réflexion, la question pourrait se poser de savoir si cette diffusion de la notion est le résultat de sa circulation au sein de la communauté scientifique ou si elle est la conséquence d'une diffusion du processus. En l'occurrence, il n'est pas strictement impossible que le processus de gentrification rurale ne se soit amorcé qu'au cours des dix dernières années dans un ou plusieurs des pays concernés par les publications que nous avons pu identifier. En revanche, répétant en cela le décalage également constaté au Royaume-Uni, il demeure plus probable qu'elle s'y soit développée et renforcée dans des proportions suffisantes au cours des 10 ou 15 dernières années pour susciter l'intérêt de chercheurs. Comme nous le verrons plus loin, la gentrification des campagnes britanniques s'est elle-même affirmée de nombreuses années avant que ne s'accélère le rythme des publications qui s'y rapportent. Par exemple, dès 1990, un rapport de la House of Lords décrit précisément, mais sans utiliser le terme, le processus de gentrification des campagnes britanniques et de ses conséquences pour les populations modestes (cité par P. Cloke, M. Goodwin 1992 : 330). Quoi qu'il en soit, les chercheurs sont désormais à même de (et potentiellement enclins à) lire leurs

<sup>9</sup> Cette première carte est l'occasion de remercier très chaleureusement Fabien Cerbelaud, géographe et géomaticien à Geolab, pour sa grande disponibilité, ses propositions techniques ou esthétiques et son aide précieuse et plus qu'efficace pour la mise en forme d'un grand nombre des cartes présentées dans le mémoire.

propres observations empiriques au prisme des travaux conduits au Royaume-Uni. Ceci conduit d'ailleurs certains à finalement considérer avec réserve, prudence (P. Pistre, 2012) voire circonspection l'idée d'une gentrification à l'œuvre au sein de leurs propres terrains d'étude (par exemple S. Swaffield, J. Fairweather, 1998 ; Collins 2013).

Par ailleurs, et ces dernières références à des travaux conduits en Nouvelle-Zélande et en France le rappellent, le terme de gentrification rurale est dorénavant utilisé pour des contextes nationaux et/ou locaux parfois très contrastés (en termes de densités, de dynamiques démographiques et sociétales, de paysages, etc.). Il l'est également dans des champs disciplinaires différents, ou même pour évoquer des objets géographiques variés (mutations rurales, migrations d'aménités, patrimonialisation, politiques de planification rurale, etc.). A tel point que la ou les définition(s) de la gentrification rurale apparaît plutôt instable et plurielle, incitant par exemple M. Phillips, 2004 à évoquer un élargissement sensible du concept. Dans la même perspective, P. Pistre fait part de son impression « d'un éclatement des recherches et de recours parfois abusifs à cette terminologie » et pose *in fine* la question de « l'unité d'une branche originale des recherches rurales sur la gentrification » (P. Pistre, 2012 : 157-158). Question dont peut remarquer qu'elle traverse régulièrement aussi le champ de la géographie urbaine et qu'elle anime ainsi les débats entre ceux qui sont spécialistes de la gentrification (cf. par exemple L. Lees et al. Ed., 2010 ou Authier et Bidou-Zachariassen, 2008).

### **Encadré (1a) – Plus on est de chercheurs... – Mise à jour des références bibliographiques**

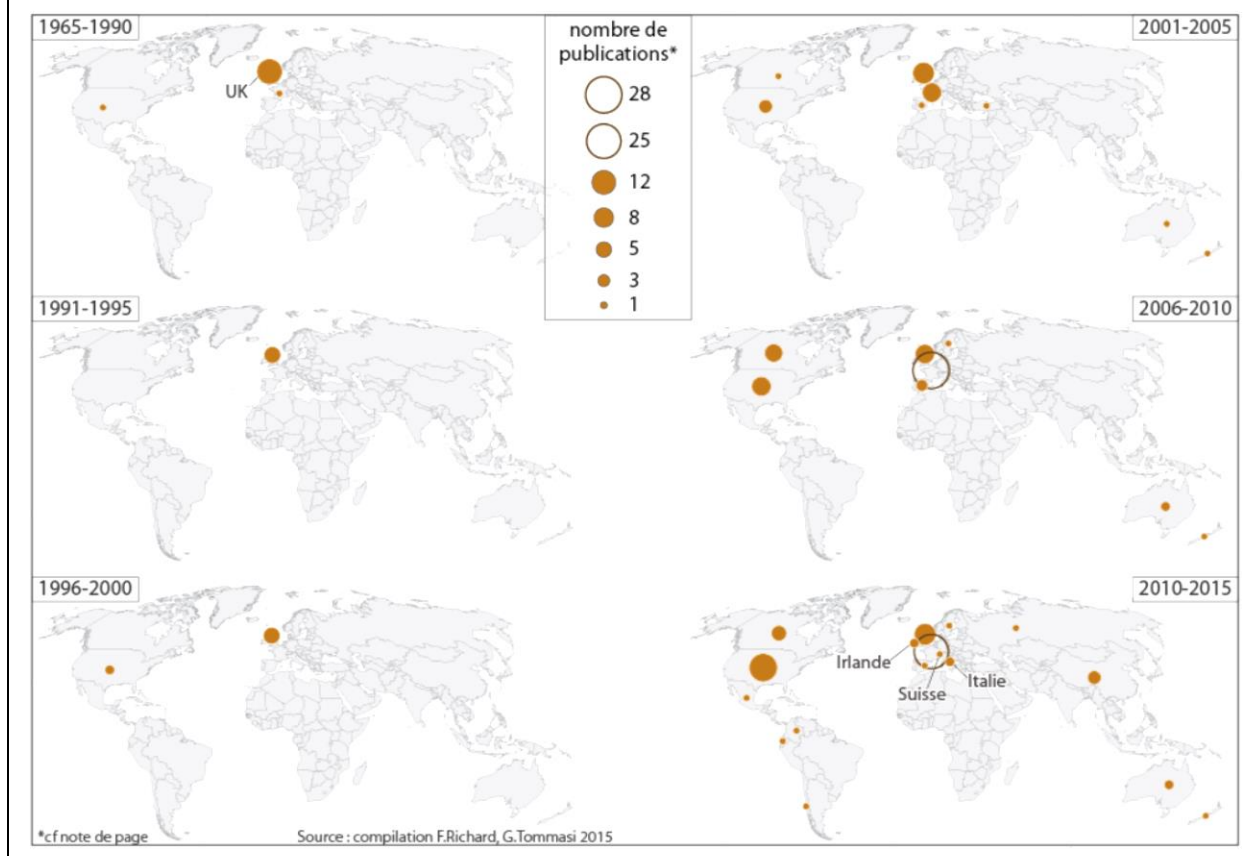
La recherche peut se pratiquer de manière plus ou moins « individuelle ». Les guillemets s'imposent ici en ce sens que même la plus individuelle s'inscrit et se construit en référence aux travaux théoriques et empiriques conduits par d'autres au sein d'un champ ou d'une discipline. En revanche, la dimension collective des travaux est très variable et pose de multiples questions quant à l'influence mutuelle d'un chercheur et du, ou des, collectifs au sein duquel il s'inscrit. Me concernant par exemple, je suis membre d'une UMR focalisée sur la géographie physique et environnementale, d'une équipe « Capital Environnemental » qui s'intéresse à la construction sociale et politique de l'environnement, et suis impliqué dans divers programmes portés par l'équipe, au premier rang desquels l'ANR iRGENT (cf. encadré 3). Cet encadré est le premier d'une série de trois qui visent à illustrer l'enrichissement des travaux et des résultats qui en découlent, par l'intermédiaire des initiatives collectives.

Celui-ci concerne plus précisément le référencement bibliographique relatif à la notion de gentrification rurale et la mobilisation progressive dans la littérature scientifique de ces dernières décennies. En l'occurrence, dans le cadre de l'ANR iRGENT, l'une des tâches consistant à analyser la circulation du terme gentrification rurale au sein de la sphère académique, non seulement les chercheurs impliqués ont mis leurs références en commun, mais en outre, deux chercheuses post-doctorantes (G. Tommasi à Limoges, H. Ducros à Leicester) ont spécifiquement consacré une partie de leurs efforts à engager une revue de littérature la plus complète possible, y compris en élargissant le champ linguistique des investigations. Cette compilation collective produit un recensement

beaucoup plus complet que celui que j'ai pu proposer dans les quelques pages précédentes et suivantes (cf. Carte 1 et Figure 2). De 97 références (jusqu'en 2012), on passe en effet à 190 en 2015/2016, dont près d'une cinquantaine sont en effet postérieures à 2012. Précisons que parmi les nouvelles références, un certain nombre peuvent simplement se limiter à l'utilisation du terme, de manière très ponctuelle et très périphérique au cœur du sujet traité par l'auteur.

Quoi qu'il en soit, si ces données ne remettent pas en question le sens général de l'argumentation et de l'analyse développées au cours du premier chapitre, elles apportent néanmoins quelques informations intéressantes. Il semble ainsi que la diffusion du terme outre-Manche et outre-Atlantique soit légèrement antérieure à ce que j'avais initialement relevé. Par ailleurs, la mention du terme au sein de la géographie française s'est multipliée dans la deuxième moitié des années 2000 (en particulier suite à deux colloques, sis à Poitiers et à Clermont-Ferrand, cf. G. Tommasi et al., 2016) avant de connaître un second souffle depuis 2014. Enfin, la très récente popularité du terme dans la géographie française est à souligner, d'autant qu'à en croire les références compilées, qu'au cours de ces toutes dernières années auraient vu plus de publications mentionnant la gentrification rurale en France qu'au Royaume-Uni.

Carte 2- La mondialisation récente du concept de gentrification : données mises à jour (2015)



### 1.1.2.2 Une ou des gentrifications rurales ?

Dire d'un concept en construction qu'il fait l'objet d'une ou de définitions mouvantes, instables ou « chaotiques » relève de la quasi-tautologie. Cet état de fait reste pourtant fréquemment souligné dans les publications (par exemple S. Hjort 2009 : 92 ; M. Phillips, 2010 ; Scott et al., 2011 ; P. Pistre, 2012), exceptions faites des auteurs qui font le choix de recourir au terme de gentrification rurale ou des campagnes sans le définir ni même parfois mentionner de quelconques références bibliographiques à destination d'un lecteur éventuellement curieux. Mais de fait, dans leur écrasante majorité, ces contributions évoquent des processus de gentrification sans que la notion en tant que telle y fasse l'objet d'un intérêt significatif, laissant d'ailleurs à penser que leurs auteurs considèrent la gentrification à la fois comme un fait acquis et comme un concept parfaitement opératoire sur leur terrain ou dans le cadre de leur réflexion (voir par exemple et pêle-mêle Despond, 2007 ; Perlick, 2011 ; Argent et al., 2009 ; Curry et al. 2011 ; S. Paquette, G. Domon, 2003 ; voire D. Hines, P. 2007, J. Bryson, Wyckoff, 2010 ; etc.). Quoi qu'il en soit, notre état de l'art nous inviterait à envisager deux grands types de définitions.

Comme le remarque P. Pistre (2012 : 153-161) qui a choisi d'organiser son état de l'art autour de cette entrée, un certain nombre d'auteurs proposent une définition fondée sur les indicateurs de la gentrification. Dans cette perspective, et bien que ces derniers puissent varier, la définition apparaît souvent de type « unidimensionnel ». Ainsi, et faute d'éléments de comparaison, ses recherches étant encore très pionnières, D. Parsons s'en remet à « l'expérience » pour considérer qu'une "combined proportion of about forty percent of household in socio-economic class I/II, might be taken as a reasonable yardstick. Any village proportion above this figure could be taken as an indication of a significant degree of gentrification". Selon toute probabilité, cette option sera ensuite reprise par Pacione pour qui ce seuil des 40 % fait implicitement office de définition : "Furthermore, in some parts of the country there is evidence for intensification of the process of rural gentrification (defined as an increase in the proportion of settlement population in socio-economic groups I and II ; with a figure of 40 % indicative of a significant degree of gentrification" (Pacione, 1984, 175). Précisons que si Pacione ne cite pas Parsons à ce passage du texte, il mentionne néanmoins l'ouvrage de ce dernier parmi les références bibliographiques de fin de chapitre (Pacione, 1984 : 182).

Il s'agit là de ce qui deviendra la première d'une série de définitions fondées sur le poids relatif de catégories socioprofessionnelles spécifiques, et plus ou moins précisées et exclusives (et la plupart du temps le remplacement des unes par les autres, cf. infra). Dans leur définition, P. Cloke et al. semblent ainsi vouloir distinguer les gentrifieurs actifs issus des *middle classes* des « géiatrifieurs » :

"Hence rural colonization is associated with gentrification (the replacement of a population with working-class jobs by people in the private and public sector middle classes) and geriatrification (involving the movement of people at or near to retirement)" (Cloke, Phillips, Thrift, 1995 : 230)

Tandis que dans d'autres circonstances, les indicateurs du changement social sont plus vagues (Phillips 2007 : 288) :

"Rural areas of Britain are widely seen to have undergone a process of 'gentrification' in the sense that this term is interpreted as areas becoming 'more

middle class' (see Phillips 1993, 2004, 2005 on this and other interpretations of the term rural gentrification)".

Cependant, la composition sociale ou socioprofessionnelle n'est pas la seule entrée retenue. C'est parfois la rénovation du logement qui est privilégiée pour définir la « « gentrification » understood as the rehabilitation of the run-down housing stock (...) » (Cloke, Phillips, Thrift, 1995 : 232). Plus largement, les chercheurs soulignent les transformations du paysage (culturel) au sens large, y compris à travers l'esthétisation (cf. infra) et la patrimonialisation du cadre bâti ou encore les mutations de l'offre commerciale en ce que l'une et l'autre reflètent de nouvelles pratiques socioculturelles. Par exemple, G. Curry explique que "the bakery has been gentrified and, the old butter factory that sold only local crafts has extended its range of stock to include seventeenth- and eighteenth-century French antiques" (G. Curry, 2001 : 120). Dans d'autres cas, la gentrification ne s'applique ni aux catégories sociales ni au paysage (naturel, patrimonial ou commercial), mais à un secteur économique. C'est le cas de L.A. Sutherland (2012) qui propose ainsi une tentative de conceptualisation de la gentrification dans l'agriculture du Royaume-Uni (plus précisément à travers la population des *hobby farmers*).

En contraste avec ces définitions aux champs variés, mais plutôt resserrés, d'autres sont beaucoup plus englobantes et apparaissent de type « multidimensionnel ». En introduction de sa thèse, D.P. Smith s'inscrit d'emblée dans cette perspective en indiquant que, de manière très générique, la « gentrification signifie a process of social, cultural, physical and economic change which involves a diversity of sub-groups » (D.P. Smith 1998 : 9). De leur côté, à l'occasion d'un papier destiné à un lectorat peut-être moins familier du concept, M. Phillips et al. précisent le propos en apportant des éléments sensiblement plus empiriques pour définir le "term which is widely understood to refer to processes whereby middle or service class households are moving into villages and displacing local, working class groups, and often in the process also refurbishing, extending and converting properties (see Phillips (1993, 2002, 2004) for a fuller discussion of the meanings given to the term)" (M. Phillips et al. 2008 : 55).

De fait, cette vision de la gentrification est aujourd'hui la plus partagée au sein de la communauté scientifique en mettant l'accent sur trois composantes essentielles du processus : la dimension migratoire, le remplacement de population et les mutations du marché du logement. Trois éléments que D. P. Smith a d'ailleurs précisément intégrés dans l'article de synthèse intitulé « What is rural gentrification ? Exclusionary migration, population change, and revalorized housing markets" (D.P. Smith, 2011).

Pour autant, le fait que cette définition soit employée dans différents contextes géographiques incite presque systématiquement les chercheurs à la considérer comme un socle commun qu'ils précisent ou complètent et plus généralement adaptent à leur(s) propre(s) terrain(s) ou recherche. Ainsi, il semble que hors du Royaume-Uni, les définitions de la gentrification accordent une attention toute particulière aux mutations paysagères et/ou à la place de l'environnement. C'est le cas par exemple aux États-Unis, et en particulier de celles qui sont issues de recherches conduites dans l'Ouest (Montana, Idaho, etc. cf. infra). La gentrification y est alors définie comme « a tendency to displace longtime residents, commodify space, and involve a shift in landscapes of production to landscapes of consumption (Ghose 2004). What distinguishes rural gentrification is the relative importance of

nature in the process ” (J. Bryson et W. Wyckoff, 2010 : 55). De la même manière, Hines, exprime le besoin d’élargir le champ des transformations à l’ensemble de l’espace physique plutôt qu’au seul domaine du logement : “[...] thus, rural gentrification as described here, is the colonization and transformation of the formerly industrial working- and middle-class social and physical space of the rural US by members of the ex-urban *post-industrial middle-class*, or PIMC (...) (Hines, 2012 : 76). Ce en quoi il formule une position très proche de celle de Solana-Solana qui, à la lumière du cas catalan, combine aux trois critères consacrés par ses confrères britanniques certains éléments qu’il juge également constitutifs du processus de gentrification rurale : “gentrification is not only a displacement of social classes and persons, but also brings changes in leisure and retail activities, consumption patterns, and valuation of rural properties, whether used for housing or other purposes (M. Solana-Solana, 2010 : 508).

En conclusion, qu’elles soient exprimées en creux ou de manière plus explicite, les définitions de la gentrification apparaissent à géométries plutôt variables. A l’issue d’une lecture attentive de ces définitions, il serait délicat d’en suggérer une typologie, que ce soit par une entrée chronologique, par les contextes culturels ou nationaux, et ce indifféremment qu’on y réfléchisse en termes de terrains ou d’origine/rattachement (y compris disciplinaire) des chercheurs. Par ailleurs, chaque auteur apparaît lui-même susceptible de proposer plusieurs définitions d’une contribution à l’autre, selon qu’elles privilégient telle ou telle problématique ou même selon les priorités éditoriales de la revue support (les deux raisons étant parfois liées). Cela étant, bien qu’il soit large, le cadre conceptuel reste suffisamment bien fixé pour que lorsque le terme de gentrification rurale est convoqué dans un article, les chercheurs savent de quoi il retourne, en dépit des extensions ou variations sémantiques (gentrification alpine, de la nature, *wilderness gentrification*, voire *coastification* dans certains contextes).

Finalement, l’étendue (relative) du concept tel qu’il est « collectivement » défini par la communauté scientifique n’est probablement que le reflet du caractère protéiforme du processus lui-même. De fait, lorsque l’on confronte d’une part les contributions scientifiques internationales entre elles, et d’autre part le contenu de certaines de ces contributions aux réalités de terrains auxquelles elles se rapportent, les formes et modalités de la gentrification rurale apparaissent indiscutablement et fondamentalement diverses et plurielles. Plus encore, et si tant est qu’on puisse se positionner sur ce point, par-delà la diversité des situations locales ou nationales, le recours au terme de gentrification semble être systématiquement légitime.

### **1.1.3 De la gentrification rurale à une géographie de la gentrification**

Compte tenu de leur nombre et de l’attention déjà portée aux enjeux urbains à l’époque, les recherches évoquant la gentrification urbaine ont eu un écho incomparablement plus important que celles qui étaient menées par les ruralistes. Pour autant, en considérant l’ensemble de la littérature relative aux mutations sociales des campagnes britanniques (cf. supra), il conviendrait sans doute de questionner l’idée reçue ou apparemment admise d’une « filiation conceptuelle » entre les deux formes de gentrification. En fait, quitte à défendre une opinion hétérodoxe en la matière, il pourrait même être avancé l’hypothèse selon laquelle ce serait au contraire à partir de la gentrification rurale que s’esquisserait une seule géographie (intégrative et « globale ») de la gentrification.



Dès l'introduction de son article de 1993, Phillips préfigure ce en quoi consistera l'essentiel de son travail au cours des deux décennies suivantes. En premier lieu, il affirme sa vision selon laquelle deux sous-champs disciplinaires se seraient ouverts et développés autour de deux formes de gentrification : « Rare indeed is the mention of gentrification in the city and the countryside [one exception is Warde (1991)], let alone any detailed consideration of the links and contrasts between so-called 'rural' and 'urban' gentrification » (M. Phillips, 1993 : 123). En second lieu, il annonce que son papier « (...) will seek to begin to bring together studies of urban and rural gentrification ». Son ambition n'est donc pas de s'inspirer de la gentrification urbaine pour construire la gentrification rurale, mais plutôt de faire converger deux champs qui s'ignorerait, alors qu'ils gagneraient mutuellement à se nourrir de leurs acquis respectifs. Au fur et à mesure de ses publications, M. Phillips s'y emploie donc en combinant trois éléments récurrents.

Le premier, proportionnellement peu valorisé (en tout cas inégalement) dans les publications en question (cf. infra), réside dans les observations et mesures empiriques de la gentrification des campagnes britanniques.

Le second consiste en ce que ces matériaux empiriques alimentent et renforcent l'appareillage théorique dont la communauté scientifique dispose pour travailler sur la gentrification. Entre autres exemples, M. Phillips se fonde sur un certain nombre de résultats pour défendre sa conviction selon laquelle la gentrification rurale, comme la gentrification urbaine, est effectivement *produite*. Elle l'est d'une manière générale par la circulation du capital, mais plus précisément par l'intermédiaire d'*agents* de la gentrification, dont certains contribueraient par exemple à valider la théorie du *Rent-gap*.

Enfin, M. Phillips construit également sa démarche sur son appétence pour la sociologie des sciences et autres *science studies* auxquelles il fait appel (et contribue !) pour analyser les mécaniques et logiques d'appropriation, de circulation, ou de marginalisation !, des outils et concepts, tels que celui de gentrification rurale<sup>10</sup>. Il s'appuie par exemple sur la sociologie de la traduction de Latour (Ibid, 1993 ; 2009) pour comparer les succès respectifs de la gentrification rurale et de la *counterurbanisation*, ou sur les considérations très abstraites de Soja autour des « *firstspace epistemologies* » pour (r)appeler à d' « autres géographies de la gentrification » (M. Phillips, 2004), ou encore sur les épistémologies « modernistes ou législatives versus postmodernistes ou interprétatives de Z. Bauman pour justifier qu'on puisse et doive multiplier les types de terrains pour faire avancer la recherche et le débat sur la gentrification (M. Phillips 2002).

---

<sup>10</sup> D'une certaine manière, et très probablement à condition de « surinterpréter » sa démarche, les acquis empiriques et théoriques des deux premiers points sont ceux dont M. Phillips espère qu'ils soient à terme mobilisés par les chercheurs spécialistes de la gentrification urbaine. Redoutant ou (puis) constatant qu'ils ne le sont pas, M. Phillips va capitaliser sur cette expérience pour la réinterpréter à la lumière des *sciences studies*.

Au final, vingt ans après la publication du premier article consacré explicitement et en profondeur à la notion de gentrification rurale, la démarche de légitimation et de reconnaissance de celle-ci dans le champ de la géographie sociale est finalement très contrastée. Pour l'exprimer crument, dans le champ que serait celui d'une « géographie de la (ou des) gentrification(s) » (cf. note de bas de page ci-après), l'échec pourrait être considéré comme patent. En attesterait le simple fait de persévérer dans la suggestion d'une meilleure reconnaissance de la gentrification rurale en tant que co-constitutive d'une géographie de la gentrification. En la matière les deux citations suivantes paraissent singulièrement expressives :

“In this section, I wish to further complicate the call for a geography of gentrification by suggesting that its leading exponents have neglected at least one geography of gentrification which might be seen to register across firstspace, secondspace and thirdspace perspectives. This is the geography, or perhaps better geographies, of rural gentrification (M. Phillips, 2004 : 13).

“A relatively small number of people use the term rural gentrification, and when it is used is often accompanied with little or no justifying commentary: rural gentrification is either largely ignored or presented as a commonplace referent to some changes in contemporary rural life. The title of this paper in one sense points to the differential production of these two discursive spaces, and to a continuing endeavour (see for example, Phillips, 1993, 2001b, 2002b, 2004) to transform the discursive space of rural gentrification into something more akin to that of the urban, whereby gentrification is seen as an important but congested and contested term. As noted in Phillips (2001b), this transformation does not imply that rural researchers necessarily have to import all the ideas and practices of urban studies into the rural discursive space as there may well be significant differences between processes and senses of gentrification in rural and urban areas, differences which need to be reflected in the interpretations of gentrification adopted (see also Smith and Phillips, 2001). However, there may also be significant commonalities of process and complex interconnections in senses of urban and rural gentrification which are worthy of exploration, and which if anything appear to increase, not lessen, the complications of interpreting gentrification” (M. Phillips, 2005 : 477).

Mais de la même manière, il aurait pu être fait mention de la longue note de bas de page à l'occasion de laquelle M. Phillips (2004 : 26) développe une contre-argumentation à l'un des *referees* de son article, *referee* pour lequel les « rural 'gentrification' studies were not examining 'gentrification in the "true" sense of the word' but rather should be described as studies of 'rural upgrading' » (à propos de la distinction gentrification/upgrading, voir par exemple Criekingen et Decroly, 2003).

En l'occurrence, les efforts déployés en faveur d'une meilleure visibilité académique de la gentrification rurale n'ont pas été le seul fait de M. Phillips. Par exemple, D. Smith s'y est également employé en exposant la nécessité d'élargir les limites temporelles et spatiales de la gentrification (D. Smith, 2002). Cependant, à la différence de M. Phillips, D. Smith sollicite plutôt les chercheurs issus de la géographie de la population qu'il invite à appréhender la dimension migratoire du processus de gentrification (indifféremment urbaine ou rurale là encore) pour y apporter leurs regards et

compétences spécifiques et enrichir in fine la géographie de la gentrification (Ibid., 2002 ; 2007). Pour autant, si l'on en juge par le faible cas qui est fait des travaux relatifs à la gentrification rurale par les spécialistes de gentrification urbaine, la marge de progression reste immense<sup>11</sup>. A cet égard, le récent numéro spécial de la revue *Population, Space and Place*, pourtant intitulé « New Forms of Gentrification : issues and Debates » est édifiant. Seul l'article introductif mentionne distraitemment le fait que certains géographes s'intéressent dorénavant à la gentrification rurale :

“Finally, if gentrification first affected central working-class neighbourhoods ‘colonised’ by more affluent social groups, the spatiality of gentrification has become much more diversified. Studies have looked at the different national contexts (Atkinson and Bridge, 2005), at different levels in the urban hierarchy (Van Weesep, 1994), and at the spaces of rural gentrification (Phillips, 2004), touristic gentrification (Gotham, 2005), and gentrified inner city areas that have been supergentrified (that is re-gentrified) by even more affluent groups (Lees, 2003)” (P. Rérat, 2010 : 337)...

Si la notion de gentrification rurale semble très modestement circuler dans les autres champs de la gentrification, en revanche, elle s'est incontestablement bien diffusée parmi les chercheurs des *rural studies* (au sens large même). En la matière, le travail de fond engagé en particulier (mais pas seulement) par M. Phillips s'est révélé efficace. Par exemple, les deux derniers manuels de géographie rurale publiés par M. Woods (2005, 2011) accordent une place de choix à la gentrification rurale, y compris en la présentant par l'intermédiaire d'un encadré thématique spécifique (M. Woods, 2011 : 87-88). L'augmentation, progressive puis en forte accélération ces toutes dernières années (Figure 2), des publications scientifiques<sup>12</sup> mentionnant au moins une fois le terme « gentrification » (rurale ou de la campagne) ou l'un de ces dérivés (gentrifié(e), gentrifier, gentry, embourgeoisement pour les Québécois<sup>13</sup>) constitue également un bon indicateur du succès croissant de la notion.

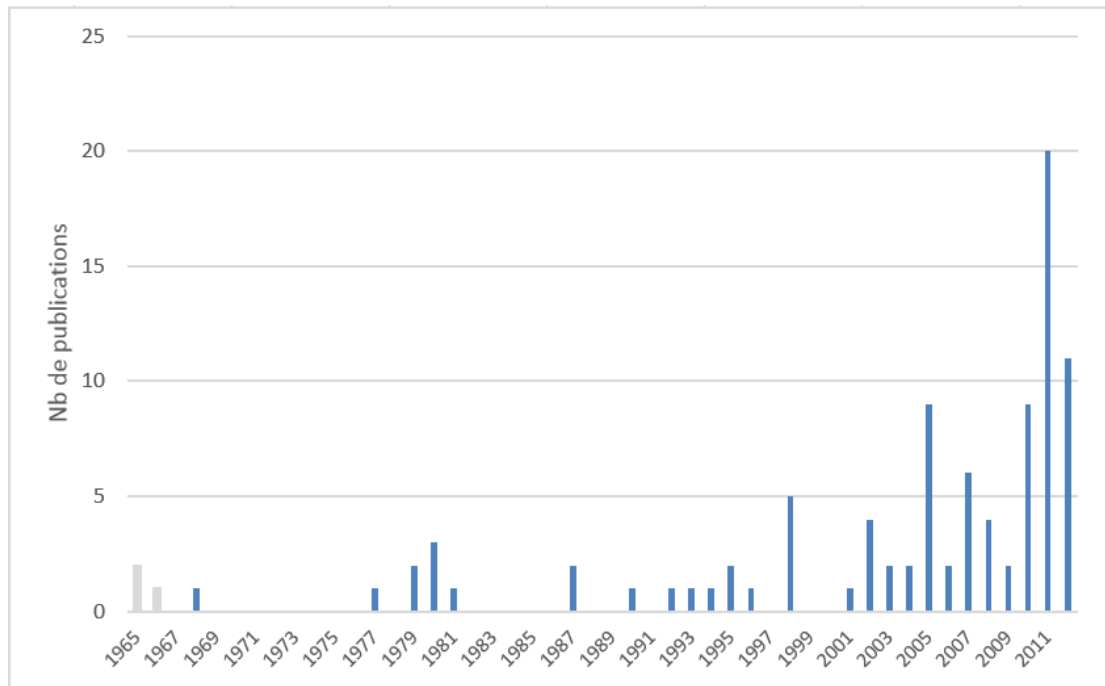
---

<sup>11</sup> Pour de rares exceptions, voir par exemple T. Butler, 2007 ; L. Lees, 2010.

<sup>12</sup> En l'espèce, en dépit de nos efforts, certaines références m'ont immanquablement échappé. N'apparaissent ici que les publications dans des ouvrages, revues ou actes de colloques, ainsi que les mémoires ou thèses auxquels j'ai eu accès.

<sup>13</sup> Le terme anglophone « gentrification » étant passé sous les fourches caudines de l'Office Québécois de la langue française en 2004, le mot « embourgeoisement » lui est la plupart du temps préféré dans les publications francophones issues de chercheurs québécois (cf. la fiche terminologique sur le site de l'OQLF : [http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id\\_Fiche=1199394](http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=1199394)).

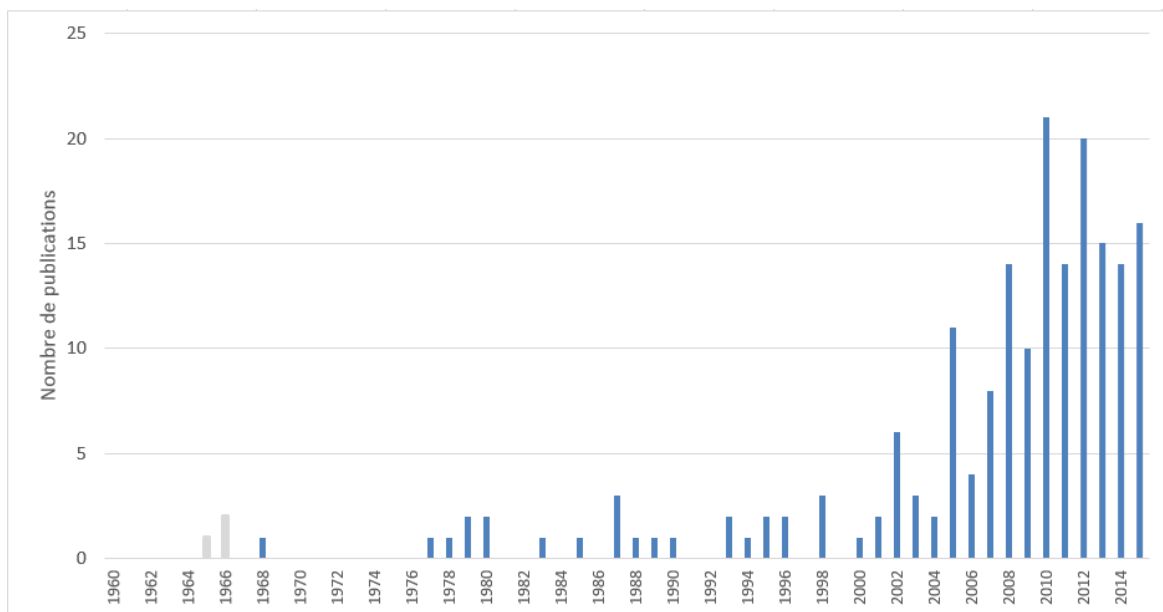
Figure 2- La popularisation croissante de la gentrification rurale au sein de la communauté scientifique



Source : comptabilisation de l'auteur (jusqu'en 2012-2013), soit 97 références, pour environ 70 auteurs. Pour information, sont également mentionnées, trois références de Pahl des années 1960.

**Encadré (1b) – Plus on est de chercheurs... – Mise à jour des références bibliographiques**

Figure 3- La popularisation croissante de la gentrification rurale au sein de la communauté scientifique : données mises à jour (2015)

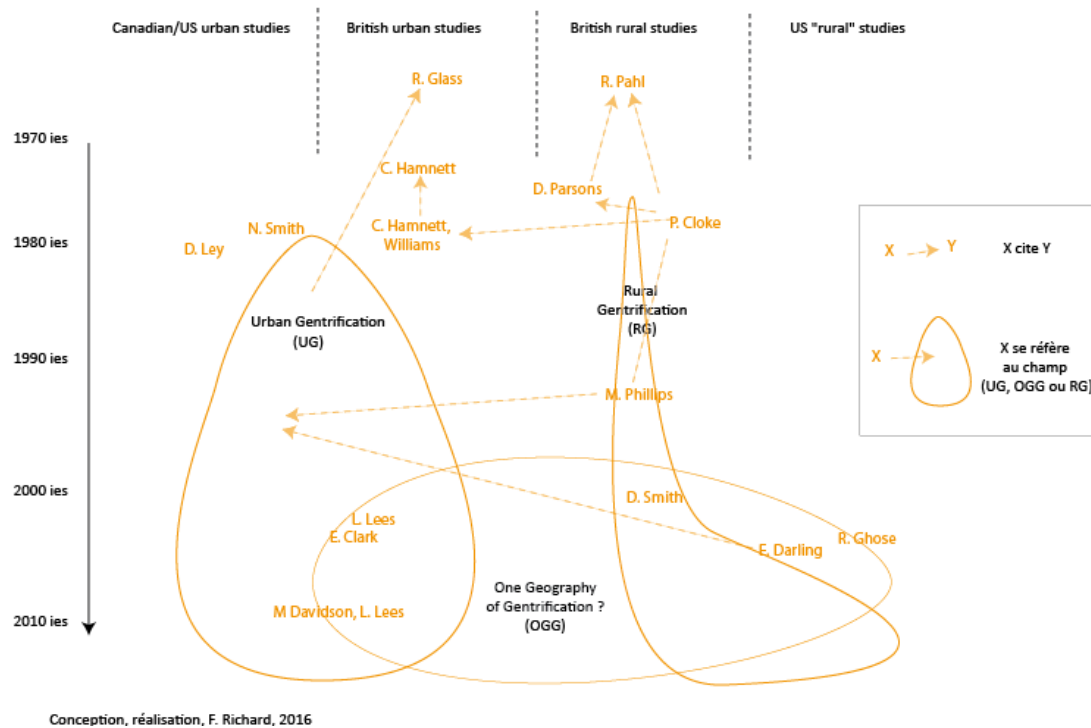


Source : Comptabilisation de Greta Tommasi et Frédéric Richard (jusqu'en 2016), soit 190 références. Pour information, sont également mentionnées 3 références de Pahl des années 1960

Par ailleurs, ce recours de plus en plus fréquent à la notion de gentrification rurale peut être attribué à deux facteurs. Le premier serait sa dimension performative : un certain nombre de ruralistes la trouvent efficace pour décrire et interpréter les diverses mutations qu'ils ont l'occasion d'observer sur leurs terrains respectifs. A l'image par exemple de J. Murdoch et T. Marsden qui, loin par ailleurs d'en faire une notion centrale de leur recherche, semblent néanmoins lui reconnaître une véritable pertinence : "Work on gentrification has examined the movement of the middle class into areas traditionally "home" to other (working) classes within the city. But again, we have witnessed this phenomenon in villages such as Wingrave" (Murdoch J., Marsden T., 1994 : 232). De même, dès lors qu'elle aborde la partie empirique de son analyse consacrée aux classes sociales dans les campagnes anglaises et qu'elle présente son terrain, S. Abram s'appuie sur le terme de gentrification pour synthétiser les mutations qu'elle a constatées : « it is easy to recognise 'gentrification' of this village » (S. Abram, 1998 : 374).

Le second facteur consisterait en ce que les chercheurs concernés se sont progressivement convaincus de sa solidité, et par-delà, de sa légitimité scientifiques. A tel point, qu'il pourrait s'agir là d'un indicateur plus qualitatif de la reconnaissance du concept de gentrification rurale par les chercheurs qui travaillent sur les processus de recomposition des campagnes des pays développés. En effet, la plupart des auteurs de publications consacrées à la gentrification rurale ne prennent pas (ou plus) la peine de justifier préalablement à l'exposé de leurs résultats empiriques et/ou théoriques le fait de recourir ou de s'intéresser au concept lui-même. Ce qui ne les empêche pas de souligner le faible nombre de recherches de terrain engagées sur la question, justifiant alors leur propre étude de cas (cf. par exemple Solana-Solana, 2008 ou S. Hjort qui avant de l'appliquer au cas suédois rappelle que « the concept of gentrification has a firm basis in urban geography but has received much less attention in rural geography », S. Hjort, 2009). Ces deux derniers exemples sont d'ailleurs l'occasion de souligner l'internationalisation progressive de l'utilisation du concept de gentrification rurale et au-delà, des recherches qui lui sont consacrées.

Figure 4 – Des gentrifications rurale et urbaine à la géographie de la gentrification : auteurs fondateurs et grandes étapes de la genèse des champs



NB. : Alors que le champ de la gentrification urbaine s'est très vite élargi par l'implication et la contribution de nombreux chercheurs, celui de la gentrification rurale est resté étroit, confiné au sein des seules *British Rural Studies* jusque dans les années 2000. A l'initiative de Phillips, Smith, Ghose et Darling d'un côté, de Lees, Clark, et Davidson de l'autre, les deux champs se sont sensiblement rapprochés pour qu'on puisse désormais évoquer la possible existence d'une géographie de la gentrification.

## 1.2 Bilan de chantier et avancée des travaux britanniques

Après avoir essentiellement travaillé au concept de gentrification, d'abord en revenant sur sa généalogie, puis en identifiant les phases de sa diffusion géographique, et enfin en illustrant son caractère pluriel, je propose de nous pencher sur le développement du phénomène lui-même. Dans cette perspective, il semble nécessaire de resserrer le corpus bibliographique pour le limiter aux seules références britanniques. Extrêmement riches et variées, les recherches engagées en Grande-Bretagne depuis les années 1960 sur la question du changement social des campagnes seraient potentiellement toutes à même, aussi bien par leurs apports empiriques que théoriques respectifs, d'éclairer un aspect du processus de gentrification. Il est néanmoins peu réaliste de vouloir en dresser ni un récapitulatif ni un résumé qui seraient exhaustifs. C'est pourquoi, tout en mobilisant quelques références incontournables, je me concentrerai plutôt sur les publications précisément consacrées à la gentrification afin principalement d'en proposer une synthèse des éléments les plus saillants.

### 1.2.1 Une dynamique ancienne

Comme suggéré plus haut, le fait que les chercheurs britanniques soient les premiers à avoir évoqué la notion de gentrification rurale ne doit probablement rien au hasard. J'ai la conviction qu'il ne s'est simplement agi pour eux que de retranscrire leurs observations quotidiennes et/ou de terrains au travers d'un terme « efficace » et, progressivement, d'un concept opératoire et heuristique.

Cette conviction se fonde d'abord sur ma propre expérience de la chose. Certes interpellé, mais également circonspect à la découverte et à la lecture du terme, mes premiers terrains exploratoires m'ont très vite amené à le considérer comme éminemment pertinent, légitime, évident, pour ne pas dire « naturel ». Dans un deuxième temps, des investigations bibliographiques plus poussées ont permis de conclure que le processus de gentrification des campagnes britanniques était de fait amorcé depuis plusieurs décennies, et plus ou moins avancé selon les régions.

Au même titre qu'A. Clerval (2008 : 16) ou N. Smith (1982) reconnaissent chez Baudelaire une description avant l'heure de la gentrification de Paris, il pourrait être attribué à W. Wordsworth, poète romantique du 19<sup>ème</sup> siècle et grand ambassadeur du Lake District, un sens aigu de l'anticipation. En effet, dans son *Guide to the Lakes* de 1810, celui-ci justifie son ouvrage auprès du lecteur en expliquant que "The author has been induced to speak thus at length, by a wish to preserve the native beauty of this delightful district, because still further changes in its appearance must inevitably follow, from the change of its inhabitants and owners which is rapidly taking place. And about the same time, strangers began to be attracted to the country, and to feel their desire to settle in it (...)". Et de redouter quelques lignes plus loin: « (...) it is probable that in the few years the country on the margin of the Lakes will fall entirely into the possession of gentry, either strangers or natives". Parallèlement à l'arrivée de nouveaux résidents manifestement aisés, il constate la disparition progressive des petites fermes traditionnelles au profit des plus grosses sous l'effet de l'industrialisation du travail de la laine, lequel assurait jusqu'alors une indispensable source de revenus aux familles paysannes les plus modestes.

Dès les premières années de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, les reconfigurations démographiques du Royaume-Uni ont été suffisamment profondes pour interpeler sociologues et géographes. Certains d'entre eux se sont en particulier penchés sur la dimension socialement sélective du processus d'exurbanisation. Parmi les auteurs déjà cités, H. Bracey (1964) analyse les espaces bénéficiaires de flux migratoires dans une double perspective historique et morphologique. Ce faisant, il explique en quoi les différents modes de transport et leur articulation ont pu participer à l'évolution spectaculaire de milliers de villages, et ce, écrit-il, dès les années 1920. Pour autant, les années d'après-guerre ont vu s'accélérer le rythme de la reprise rurale, entraînant avec elle une forte pression foncière et une rapide tendance inflationniste. A mesure que les « newcomers » s'implantent, « the pattern of [local] shopping is changing » (...), mais à la surprise générale, ces derniers s'impliquent massivement dans les activités sociales et de loisirs locales, au point que « many of the old traditional leaders have been ousted from their positions of authority and have retired (...) » (ibid : 75).

Les travaux conduits par D. Thorns (1968) dans les villages du South Nottinghamshire le conduisent d'ailleurs à une conclusion similaire quant à l'impact des nouveaux résidents en termes de redistribution des pouvoirs : "the affluent workers who both challenge the position of the low status farmers and depress the position of the farm worker, and the middle class newcomers who challenge the position of the high status farmer and the established squirearchie » (ibid : 171). Au-delà de ces rapports de force plus ou moins symboliques, D. Thorns insiste sur l'évolution de la « stratification sociale » affectée par l'arrivée des nouveaux résidents parmi lesquels il distingue deux catégories. Il identifie d'une part les « *middle class* » (« professional and managerial groups »), et d'autre part, les travailleurs manuels plus ou moins qualifiés, mais décrits comme une « affluent working class » dont il explique que l'implantation suscite des conflits intra-classes avec les populations locales les plus modestes. Au sujet de cette stratification sociale, et comme D. Pacione (1980, 1984), D. Thorns fait à plusieurs reprises référence aux travaux de R. Pahl, qui, a posteriori, semble effectivement avoir posé tous les jalons des recherches sur le changement social, voire la gentrification des espaces ruraux.

Pour l'anecdote, précisons que ce dernier semble lui-même en faire l'augure : « It is not possible here to go into the full implications of the South East Study for the villages of the area, but experience in Hertfordshire provides some guide for the future » (1965 : 6). Dans le détail, après avoir précisé que deux tiers des nouveaux résidents des campagnes du Hertfordshire (arrivés entre 1946 et 1961) appartiennent aux mille class, Pahl insiste en particulier sur trois conséquences, symptomatiques du processus de gentrification. En premier lieu, l'implantation des *newcomers* se traduit par une polarisation de la structure socioéconomique entre « non-agriculture manual workers » d'un côté et « the professional and intermediate non-manual workers » de l'autre. Ensuite, les premiers étant financièrement incapables d'accéder localement à la propriété, ils sont pour l'essentiel cantonnés au secteur locatif social (pour l'essentiel public à l'époque). Il indique par ailleurs que les processus inflationnistes sont entretenus par les propriétaires locaux, au point parfois de pousser les candidats à la vie rurale à s'installer dans des campagnes plus isolées. Certains d'entre eux le vivant néanmoins comme une opportunité supplémentaire de distinction sociale offerte par « « the superior status value of rural living » (R. Pahl, 1965 : 7). Mais R. Pahl va plus loin encore dans l'esquisse des enjeux sous-jacents à la gentrification rurale et à son étude. Il interroge ainsi la place de la planification et de l'aménagement dans le processus, le rôle des aménités sociales et environnementales, il mentionne la construction médiatique et idéalisée des campagnes, etc. Enfin, il propose une typologie des populations en situation nouvelle de cohabitation dans les villages du Hertfordshire. Parmi les non autochtones, il distingue « those with limited income and little capital », les « retired », les « spirallists » et enfin, et enfin les « salaried immigrants with some capital » (cf. Figure 1, 1966 : 1146-1147). Si ce sont précisément ces derniers qui ont explicitement été associés au processus de gentrification par P. Cloke et N. Thrift (1987 : 322), on peut considérer que les autres catégories l'ont également été au cours des années suivantes, sous d'autres intitulés et/ou par d'autres auteurs (cf. infra).

Dans les années 1970, d'autres recherches ont également attesté de la mise en œuvre des diverses composantes de la gentrification rurale. Celles que H. Newby restitue et synthétise dans son ouvrage *Green & pleasant land ? Social change in rural England* (1979, réédité en 1985) en sont probablement la meilleure illustration. Interrogeant le présent et l'avenir de l'agriculture et des populations autochtones face aux mutations démographiques, fonctionnelles et sociales des campagnes anglaises, il pointe à plusieurs reprises le rôle fondamental des nouvelles populations aisées dans le double processus de polarisation sociale (ibid. : 273) et de substitution d'un groupe socioculturel par



un autre. Dès son introduction générale, il confirme par exemple l'ancienneté des flux migratoires caractéristiques du « population turn around » des campagnes anglaises, mais aussi leur caractère socialement sélectif : “they [the English middle class] were in the vanguard of the great urban commuter exodus to the countryside in the 1950s and 1960s and they have been responsible for a wide range of peculiarly 1970s artefacts which owe much of their popularity to their predilections – from Friends of the Earth to Laura Ashley fabric designs, from the vogue of whole meal bread to that for corn dollies (...) (Ibid : 18-19). De même, et même si son interprétation diffère de celles qui seront formulées ultérieurement par les spécialistes de la gentrification rurale, H. Newby confirme l'existence d'un chassé-croisé entre les populations autochtones et allochtones :

“By the 1960s the ability to leave behind this unpalatable urban existence had simply passed a little further down the social scale, so that the urban middle class could now aspire to share a rural England rather more modest than their nineteenth-century nouveaux riches predecessors. The result is that today the bulk of the population of most of our villages are able to live in the countryside and work in nearby towns and cities. This change has been accommodated by the exodus of many of the former rural working population who, displaced by technological change and attracted by an alternative prospect of ‘bright lights’ and ‘streets paved with gold’” (Ibid : 22).

Au total, ce constat d'une gentrification de fait, d'au moins une partie des campagnes anglaises, voire britanniques, est suffisamment avéré et partagé par les élus locaux, les praticiens de l'aménagement et la communauté scientifique, pour avoir à plusieurs reprises suscité l'expression d'une certaine préoccupation de la part des parlementaires. N. Gallent (2011 : 611-612) cite ainsi une question adressée par un député au ministre de la Santé en 1937 à propos de la « growing tendency for town dwellers to rent or buy rural workers' cottages for occasional occupation, and that is leading to an acute shortage of houses in many rural areas near industrial centres ».

De même, quelques décennies plus tard, à l'occasion de la publication de leur rapport de 1990 consacré au *Future of Rural Society*, les représentants de la Chambre des Lords ont pu exprimer des inquiétudes très similaires :

“ We found little evidence that, except in the more remote parts, the rural areas were suffering from depopulation or from disproportionate levels of unemployment compared with the national average. There is, however, especially in the United Kingdom, a pronounced change in the social composition of those dwellings in the countryside, as new businesses and urban dwellers relocate to rural areas. There is too a problem peculiar to the United Kingdom arising from the growing shortage of affordable housing for the indigenous rural population. The second of these problems is consequential upon the first. ”, *Future of Rural Society: ECC Report HL Deb 15 November 1990 vol 523 cc452-542*.

### 1.2.2 Changement global des campagnes britanniques et gentrification

Pour appréhender au mieux les recherches menées sur la gentrification en Grande-Bretagne, il est absolument indispensable d'avoir à l'esprit les principaux éléments constitutifs des mutations rurales dans leur ensemble. Les campagnes britanniques ont connu de profonds bouleversements depuis la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, au point pour certains de potentiellement tendre vers une campagne *globale* (M. Woods, 2007). Le changement global des campagnes britanniques se produit sous l'effet de mutations « sectorielles » par exemple d'ordre démographique, économique, fonctionnel ou culturel qui peuvent être analysées les unes indépendamment des autres aussi bien que dans leurs interrelations causales et systémiques. De la même manière, la gentrification doit être considérée vis-à-vis des autres processus à l'œuvre dans les campagnes britanniques.

Dans cette perspective, il conviendrait probablement de commencer par évoquer l'équivalent britannique de la reprise rurale française, qualifiée outre-Manche de *population turnaround*. Sa composante migratoire en est naturellement le principal moteur, et plus encore, la condition sine qua non à la gentrification (D.P. Smith, 2002). Pour la Grande-Bretagne, et singulièrement l'Angleterre, les premiers signes de l'inversion significative des flux sont mentionnés dès les années 1950 ou 1960 à l'occasion de monographies locales dont ils sont d'ailleurs à l'origine (cf. par exemple supra Bracey, 1964 ; Thorns, 1966, R. Pahl, 1965, ou encore R. Crichton, 1964). A plus grande échelle, sur la période 1951-1971, près de deux contés ruraux anglais sur trois gagnent de la population (pour une proportion encore au moins inverse au Pays de Galles et en Écosse) (M. Pacione, 1984 : 130). Les décennies suivantes ont vu se renforcer les migrations villes-campagnes qui sont la plupart du temps présentées en termes d'exode urbain et/ou de contre-urbanisation. Quoi qu'il en soit, elles ont alors bénéficié à des zones rurales de plus en plus reculées, y compris pour les périphéries celtiques (H. Buller, 1991 : 41) et se sont par exemple traduites par un solde positif de près de 100 000 nouveaux habitants en 1980 (M. Woods, 2005 : 73), un volume très proche de celui qui a été mesuré pour l'année 1990-1991 (T. Champion, 2001 : 40). Au total, entre 1981 et 2001 (pour la seule Angleterre), le nombre de ruraux est passé de 12,5 à 14 millions, et ce, en dépit d'un fléchissement du rythme des arrivées<sup>14</sup> (source : DEFRA). Enfin, la dernière période intercensitaire (2001-2011) aurait vu une nouvelle progression de l'ordre de 250 000 habitants (N. Gallent, 2011 : 612). Cette vague de fond démographique a bouleversé la physionomie des campagnes britanniques, en particulier de celles qui sont les plus proches et les plus accessibles des pôles urbains, quels que soient leur taille et leur rang dans la hiérarchie urbaine (cf. la *counterurbanization cascade* de T. Champion, 2001).

Pour en venir plus précisément au processus de restructuration rurale (*rural restructuring*), et pour reprendre le constat de K. Hoggart et A. Paniagua 2001 : 41-42), les auteurs britanniques le présentent en général comme un processus global de transformation des espaces, économies et sociétés<sup>15</sup> (cf. par exemple P. Cloke et M. Goodwin, 1992), sous l'effet de divers processus eux-

---

<sup>14</sup> En rythme annuel, la progression a été d'environ + 6 % entre 1961 et 1971, + 9 % entre 1971 et 1981, + 7,1 % entre 1981 et 1991 et enfin + 4,9 % pour la période 1991-2001 (source : DEFRA).

<sup>15</sup> S'ils le contestent pas l'existence du processus, K. Hoggart et A. Paniagua (2001) nous invitent néanmoins à en considérer les limites, notamment temporelles et conceptuelles, et au-delà, à prendre conscience qu'il s'agit au moins autant d'une *approche*, de type holistique, plus ou moins consciemment retenue par les chercheurs, et que ce choix peut potentiellement nuire à l'analyse objective des transformations rurales.

mêmes suffisamment significatifs pour être déconstruits et théorisés individuellement. Résumée très grossièrement, cette restructuration repose sur la transition d'une économie essentiellement agricole à une économie plus diversifiée sous l'effet de l'industrialisation rurale et d'une montée en puissance des services (T. Marsden et al. 1993 : 2-16).

Au cours de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, au même titre qu'elles ont frappé les villes, les difficultés de l'économie britannique dans son ensemble, mais de son secteur industriel en particulier ont lourdement affecté les campagnes, au sein desquelles par ailleurs, l'agriculture vivait une nouvelle phase de modernisation. Parallèlement, comme indiqué plus haut, les mouvements migratoires ont été massifs. D'un côté, l'exode rural a longtemps concerné des populations, en général plutôt modestes (P. Cloke, J. Little, 1987 : 322). De l'autre, la déconcentration de l'emploi depuis les villes centre, l'amélioration des moyens de communication et des mobilités a accéléré l'implantation de nouvelles populations actives, mais également retraitées, le vieillissement de la population constituant un autre moteur de l'exurbanisation (T. Champion, 1998 ; 2001).

Quels qu'ils soient, ces nouveaux résidents sont globalement tous mus par *the Lure for the countryside* (T. Champion 2001 : 47-48) ou une *rural idyll*. (J. Halliday, M. Combes, 1995 : 437), voire le « rural » « tout simplement » (K. Halfacree, 1994). Au fur et à mesure de ces arrivées, la « nouvelle<sup>16</sup> » fonction résidentielle de la campagne s'est renforcée, au même titre que le développement de ses usages récréatifs et touristiques, eux-mêmes combinés avec une tendance forte à sa patrimonialisation, notamment par l'intermédiaire des parcs Nationaux depuis 1951 (voir par exemple P. Cloke 1983 ; Neal et Agyeman, 2006 b : 103-104). Au total, l'association entre les restructurations économiques et les recompositions démographiques ont incité un certain nombre de chercheurs à juger qu'après avoir été longtemps productives, les campagnes britanniques sont désormais essentiellement devenues post-productives, voire des espaces ou biens « de consommation » (T. Marsden et al., 1993 : 21-30 ; Cloke et Thrift, 1994 : 2-3, K. Halfacree, 1997 : 70-76 ; M. Woods 2011 : 92-129).

Concrètement, cette tendance de fond à l'émergence de campagnes post-productives peut par exemple se matérialiser par la rénovation et la conversion de bâtiments à vocation initialement agricole (en particulier les granges) en logements, la plupart du temps à l'initiative et à l'usage de nouveaux habitants (M. Phillips, 2005 : 480). Concernant ces derniers, les chercheurs britanniques s'accordent d'ailleurs à considérer que leur implantation est intimement liée au processus de restructuration rurale dont ils sont à la fois le moteur et l'expression. En l'espèce, sans être les seuls (K. Halfacree, 2001), les migrants issus des *middle classes* sont les plus massivement impliqués dans ces mutations de l'espace rural, aussi bien dans les villages que dans les bourgs ruraux. Pour Marsden, ils contribuent progressivement à modifier les appareils productifs :

“In the UK, for example, the growth of a residential middle class in country towns has been primarily responsible for drawing into them employment in personal and commercial services and public administration, adding to the traditional

---

<sup>16</sup> « Nouvelle » est ici entre guillemets car comme l'indique J. Urry (1995), excepté le fait qu'elles soient sensiblement plus démocratisées, ces installations dans les campagnes ne sont pas fondamentalement différentes de celles qui avaient été amorcées au 19<sup>ème</sup> siècle et dont il a été fait mention plus tôt. Pour une perspective historique de ces flux, et de la gentry, cf. également Newby (1979) par exemple.

employment of tourism, retailing and the rural professions (...) . Moreover, because of their accessibility, environmental attractions and availability of highly skilled manpower, favoured rural regions (especially East Anglia, North Wales, the South and the South West) have drawn in employment in scientific, technical and financial services” (T. Marsden et al., 1993 : 6).

Tandis que d’autres soulignent plutôt leur influence sur les structures sociales des campagnes :

“The prevailing trend (...) has been the movement of middle-class migrants (particularly commuters and retired) into villages, attracted initially by cheaper house prices but, more recently, by an idyllic rural vision of a healthy, peaceful and ‘natural’ way of life’. Such processes which are by no means uniform, have led in extreme cases to the gentrification of villages and the almost wholesale replacement of one population by another (J. Little, 1987 : 186)”.

### 1.2.3 Classes sociales et gentrification rurale

C’est à double titre que les classes sociales jouent un rôle fondamental vis-à-vis de la géographie de la gentrification. D’un point de vue épistémologique, on peut estimer que la première phase de conceptualisation de la gentrification rurale impulsée par M. Phillips (1993) résulte très directement des travaux de P. Cloke (P. Cloke, N. Thrift, 1987 par exemple) eux-mêmes à l’origine d’un programme de recherche financé par l’ESRC entre 1988 et 1990 (P. Cloke, 1990, cf. Annexe 2). Le premier objectif de ce programme visait à comprendre les dynamiques de différenciation au sein des *middle classes*, notamment au travers des « *channels of entry* » empruntés pour s’implanter et « coloniser » les terrains retenus (Ibid. ; P. Cloke et al., 1995 ; M. Phillips 1993). Ensuite, et toujours d’un point de vue épistémologique, l’attention portée aux classes sociales est précisément ce qui, dans l’ensemble des travaux consacrés aux migrations villes/campagnes au Royaume-Uni, distinguerait les recherches sur la gentrification rurale de celles qui se focalisent sur la contre-urbanisation, en ce sens que les premières placent la « question sociale » (dans ses dimensions économiques et politiques) au cœur de leur démarche scientifique (M. Phillips 2010 : 541-542).

D’un point de vue empirique maintenant, la question des classes sociales joue un rôle également primordial : du contenu affecté au concept, de l’indicateur retenu, dépendent très directement les différenciations socio-spatiales et l’intensité de la gentrification (cf. infra). Mais avant d’en détailler quelques exemples, précisons que les chercheurs britanniques ont très tôt mis en lumière le lien unissant *middle class* et campagne au Royaume-Uni en général, en Angleterre en particulier. Pour la plupart des auteurs, l’émergence d’une nouvelle image des campagnes anglaises résulte paradoxalement de la concentration agrofondcière de type capitaliste et de l’extension territoriale des villes alors en phase d’industrialisation. C’est alors qu’a été assignée aux campagnes une double fonction de réserve de « nature » et de témoignage historique, bâti ou non, au point de l’ériger « en bastion de l’identité nationale<sup>17</sup> » (M. Bodiguel, 1989 : 19).

---

<sup>17</sup> M. Bodiguel illustre cette assertion à l’aide d’une citation de Patrick Abercrombie, premier secrétaire honoraire du Council for the Protection of Rural England créé en 1926 pour qui « le plus grand monument historique en notre possession, la chose la plus essentielle qui constitue l’Angleterre est la campagne, le bourg

Comme d'autres (Bunce, 1994 ; Mathis, 2010) B. Short (2008 : 2-18) décrit ce tournant du 19<sup>e</sup> siècle au cours duquel la campagne anglaise a bénéficié d'un regard bien plus positif que le monde urbain vis-à-vis duquel elle a été perçue supérieure en valeur esthétique, mais aussi plus saine, y compris en termes de moralité ou de vertu. Cet investissement symbolique a été consolidé par les productions artistiques (cf. le mouvement romantique déjà mentionné) et plus généralement culturelles (y compris issues des cultures populaires). Celles-ci ont par ailleurs pu être confortées par des ouvrages historiques ou divers autres types de travaux de recherche. A tel point que B. Short estime que « to be truly English by the beginning of the twentieth century was to be rural », et singulièrement aux yeux de la *middle class* pour laquelle vivre à la campagne est apparu dès cette période comme une forme de positionnement social qui méritait d'être défendu en tant que tel (Ibid. : 2). Les époques victoriennes et géorgiennes ont donc été celles de la consécration d'une campagne anglaise romantique, pastorale, idéalisée ; image de laquelle les éléments indésirables ont été progressivement gommés, en particulier les pauvres et/ou les travailleurs agricoles et leurs familles.

Dans la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, cette mythification de la campagne (ou du *village*, cf. Matless, 1994) a été alimentée par les *middle classes* qui ont très activement participé à la fabrication d'une *rural utopia* dont elles se voient, et sont de fait, co-constitutives (Newby 1979 : 18). Selon J. Urry (1995 : 208), elles ont pu s'appuyer sur trois tendances fortes. La première a été le déclin de l'aristocratie rurale traditionnelle et de son emprise foncière, au bénéfice de l'agrobusiness et de l'industrie de loisir (parcs de loisirs, parcours de golf, etc.). La deuxième a consisté en la définition d'un compromis entre d'un côté la conservation ou à la patrimonialisation de la nature et, de l'autre les usages récréatifs (mais aussi contemplatifs) chers à la *middle class* (National Parks and Access to the Countryside Act de 1949). La troisième tendance s'est traduite par une mise à l'écart des classes populaires urbaines (a fortiori de couleur) dont les pratiques de la campagne sont apparues ou ont été présentées comme peu compatibles avec l'idée d'une pratique apaisante et contemplative (*quiet recreation concept*). Compte tenu du rôle déterminant qu'ont joué les classes populaires dans l'ouverture des campagnes, notamment en revendiquant activement le droit d'accès et d'usage récréatif (en particulier pour les futurs parcs Nationaux) (Neal et Agyeman 2006 b : 103-104), cette éviction n'est pas le moindre des paradoxes.

Quoi qu'il en soit, elle a permis aux *middle classes* et peut-être plus encore à la *service class* (K. Hoggart, 1997 : 253-269, cf. infra) de parachever la construction d'un espace modelé à leur image. Dans le détail, les chercheurs britanniques reprennent massivement, tout en les nuanciant, les complétant ou les combinant à d'autres apports théoriques, les travaux que Bourdieu a consacrés aux relations entre culture, classes sociales et accumulation de capital symbolique. Celui-ci peut notamment être mobilisé par les individus ou les groupes au travers de l'habitus, pour légitimer leur appartenance à une classe sociale, mais également pour le déployer au sein de certains espaces et y affirmer leur domination (P. Bourdieu, 1984). Appliquée à ce qui nous préoccupe ici, l'argumentation consiste à dire que les *middle classes* disposent de tous les moyens (à travers leurs différents capitaux) nécessaires à l'expression localisée du capital symbolique propre à leur classe sociale : au sein des campagnes, ils seraient ainsi parvenus à imposer leur habitus et leur style de vie, désormais de manière quasi exclusive (J. Urry, 1995 : 209-212, P. Cloke et al., 1995 : 220-227 ; M. Phillips, 1993,

---

marché, le village, les haies d'arbres, les chemins, les halliers, les ruisseaux et les fermes » (M. Bodiguel, 1989 : 19).

1998a : 420-421). Pour certains auteurs, l'identification entre *middle class* et campagne est telle, que dorénavant, ce ne sont plus les premières qui produisent la seconde, mais bien la campagne qui génère et légitime la *middle class* en tant que telle (P. Cloke et al. 1998 : 169).

Par ailleurs, la culture n'est qu'un critère parmi d'autres susceptibles de contribuer à définir une classe sociale (cf. par exemple M. Phillips, 1998 a et b), au même titre que les notions de contrôle du capital, de position au sein du processus de production, de pouvoir, de domination, de prestige, etc., selon qu'on adopte une vision plus ou moins marxiste ou wébérienne par exemple (A. Stockdale, 2009 : 3-4). Dans le cadre précis de l'analyse de la place des *middle classes* dans les campagnes britanniques, ces éléments ont alimenté une abondante littérature (P. Cloke et N. Thrift, 1987 ; P. Cloke et al. 1995 ; K. Hoggart, 1997 ; M Phillips, 2007 : 295-301 ...). Ces réflexions souvent très théoriques ont parfois été plus concrètement destinées à mieux appréhender l'usage des statistiques et catégories sociales ou socioprofessionnelles. De fait, depuis les années 1980, les classifications proposées par l'Office for National Statistics ont été profondément renouvelées, d'abord par l'abandon des *social class* entre les recensements de 1981 et 1991, puis en 2001, par le remplacement des *Socio-Economic Groups* par la *National Statistics Socio-Economic Classification* (NS-SEC). Les questions liées à ces nomenclatures sont objectivement nombreuses. En quoi reflètent-elles la réalité des classes sociales ? Comment optimiser les combinaisons entre telles et telles catégories statistiques ou censitaires pour esquisser le plus fidèlement possible une ou plusieurs classes sociales ? En quoi les changements de nomenclatures expriment-ils ou non de véritables mutations sociales, ou l'évolution du regard (institutionnel, scientifique) qu'on leur porte, etc. ? Des réponses à ces questions dépend très directement l'évaluation du poids démographique des *middle classes* et de la gentrification au sein des campagnes outre-Manche, objectif dont S. Abram doute d'ailleurs et de l'utilité, et de l'efficacité (S. Abram, 1998, 369-379).

Pour en venir aux résultats empiriques, lorsque K. Hoggart (1997) s'appuie sur la nomenclature des classes sociales (issue des travaux de Goldthorpe) appliquée à l'échelle du ward, il en arrive à nuancer la mainmise des *middle classes* sur les campagnes : à l'issue d'une forte progression entre 1971 et 1991, la part des *service classes*<sup>18</sup> stricto sensu est passée de 27,3 à 39,8 % de la population active selon les types de wards ruraux. En revanche, dès lors qu'on leur adjoint les catégories intermédiaires (classe III) et la « petite bourgeoisie » (classe IV) (cf. tableau Goldthorpe en Annexe 3), il est peu discutable que les *middle classes* aient effectivement « capturé » les campagnes anglaises.

---

<sup>18</sup> Pour P. Cloke et N. Thrift, la *service class* est une fraction de spécifique des *middle class* constituée des professions libérales et des cadres qui, s'ils ne possèdent pas forcément « les moyens de production, par leurs fonctions, ils contrôlent la direction dans laquelle les actifs de capitaux évoluent, en profitant de leurs positions privilégiées au sein des entreprises ou de l'Etat. La *service class* dispose également d'actifs organisationnels en abondance. Ses membres sont capables de contrôler leur situation professionnelle. Ils disposent d'un pouvoir bureaucratique. Finalement, la *service class* tire avantage du degré avec lequel ses membres ont été en mesure de monopoliser la répartition des diplômes dans la société » (Cloke et Thrift, 1987 : 326).

Pour Marsden et al. (1993 : 25), la *service class*, « située entre le capital et le travail » s'est multipliée dans les années 1970, sous l'effet de la désindustrialisation et de l'émergence de nouveaux secteurs et services. « Cette classe a des styles de vie distinctifs, liées à certaines pratiques de consommation, telles que des localisations résidentielles interchangeable nées d'une grande mobilité géographique et elle a exploité cette mobilité en dénichant des logements dans des zones rurales ».

Pour des éléments supplémentaires, voir par exemple P. Cloke et Al. 1995 ou J. Urry, 1995 : 210.

Et ce en dépit des réserves exprimées par Hoggart, concernant par exemple les nuances régionales, le fait que les *middle classes* ne soient pas beaucoup plus représentées dans les *wards* ruraux que dans les autres, ou encore qu'en intégrant les retraités, le poids relatif des *middle classes* diminue sensiblement.

De son côté, M. Phillips (2007 : 293-304) se fonde sur la nouvelle nomenclature NS-SEC mise en œuvre à l'occasion du recensement de 2001 pour cartographier la sous ou surreprésentation (via une discrétisation par la moyenne et l'écart-type) de toutes puis de chacune des classes composant les *middle classes*. Il propose ainsi une série de cartes qui, outre le fait d'être a priori la seule représentation graphique des classes sociales à l'échelle nationale disponible (au moins dans le champ des *rural studies* britanniques), est riche d'enseignements. Premièrement, si les *middle classes* ne sont pas surreprésentées dans toutes les campagnes anglaises et galloises, elles le sont dans une grande majorité des Output Areas (cf. infra) de type rural. Deuxièmement, et dans le détail des modalités géographiques, il semble que les périphéries rurales des grandes concentrations urbaines soient particulièrement concernées par la gentrification. Enfin, d'une classe supérieure à l'autre, les distributions résidentielles sont très variables. Par exemple, si les *service classes* dans leur ensemble sont surreprésentées dans les périphéries rurales du bassin londonien et des autres grandes agglomérations plus septentrionales, les groupes constitutifs de la « petite bourgeoisie » (4. *small employers and own account workers*) sont eux très fortement surreprésentés dans les régions les plus périphériques (ou *remote*) et occidentales (Devon/Cornouailles, Pays de Galles intérieur, extrême nord de l'Angleterre).

A propos des campagnes écossaises, en dépit de ses réserves quant à la pertinence des indicateurs classiquement mobilisés pour travailler aux classes sociales, A. Stockdale y recourt néanmoins pour leur capacité à différencier les gentrificateurs supposés des non-gentrificateurs (A. Stockdale, 2009 : 3-4). Pour résumer, issus de près de 700 questionnaires collectés auprès de ménages résidant dans six terrains représentatifs des dynamiques démographiques des zones rurales en Écosse, les données montrent que si les migrants disposent en moyenne de revenus supérieurs aux populations locales, tous les migrants ne peuvent être qualifiés de gentrificateurs et/ou que la gentrification n'impliquerait pas que des migrants riches issus des *middle classes* (Ibid. : 5). En ce sens, A. Stockdale rejoint K. Halfacree (2001) ou P. Milbourne (2007) qui nuancent l'idée d'une campagne uniformément *middle class*. D'ailleurs, P. Milbourne invite les chercheurs à ne pas systématiquement ignorer d'une part la diversité sociale des flux migratoires à destination des campagnes rurales et d'autre part, l'existence de flux migratoires non négligeables *depuis* la campagne (sur les « géographies rurales oubliées », cf. Philo, 1997 ; et plus généralement, P. Cloke et J. Little, 1997). Par ailleurs, à l'image de Hoggart et M. Phillips, A. Stockdale souligne la diversité des dynamiques locales, certains terrains semblant par exemple concentrer beaucoup plus que d'autres d'éventuels super-gentrificateurs. Ces mêmes terrains sont en outre ceux qui exercent une attraction plus particulière sur les migrants anglais (au même titre qu'ils étaient surreprésentés dans la presqu'île galloise de Gower, cf. P. Cloke et al., 1998 ; M. Phillips, 1993). A une échelle plus fine encore, et de manière convergente avec les observations de D. Smith (1998 ; D. Smith, Phillips, 2001) dans les Pennines ou de M. Phillips (2005) dans le Norfolk, une certaine opposition s'esquisserait entre types de localisations rurales. Concrètement, sur les terrains écossais, les gentrificateurs les plus aisés ont tendance à s'implanter plutôt dans les hameaux et logements isolés que dans les villages (A. Stockdale, 2009 : 8).

De fait, l'hétérogénéité des *middle classes* et plus généralement des ménages acteurs de la gentrification rurale au Royaume-Uni est un fait souligné de manière récurrente au fil des travaux mentionnés ci-avant. En l'espèce, dès son article de 1993, M. Phillips avait esquissé une typologie des gentrificateurs, distinguant d'emblée les *professional*, des *marginal gentrifiers* selon les différents types de capitaux (économiques, culturels, sociaux) mobilisés pour entrer dans la dynamique de gentrification de la péninsule de Gower, capitaux auxquels sont combinées diverses compositions et stratégies identifiées au sein des ménages. Ces combinaisons variables de capitaux incitent également K. Halfacree (2011 : 622) à distinguer les *mainstream* et *alternative* (de type back-to-the-land) *gentrifications*, et donc gentrificateurs. A propos des gentrificateurs d'Hebden Bridge, D. Smith et D. Phillips (2001) ont eux aussi fait état d'une opposition assez franche entre les gentrificateurs appartenant aux *service classes* (du secteur des banques/assurances) localisés sur les hauteurs du plateau, tandis que le bourg était investi par les gentrificateurs plutôt issus des *middle classes* du secteur public (dans le contexte d'Hebden Bridge, cette distinction n'est d'ailleurs pas la seule opérée par D. Smith). Remarquons enfin que si l'entrée par les classes sociales domine pour illustrer la diversité des gentrificateurs, cette dernière peut néanmoins se décliner en d'autres termes, tels que la composition des ménages déjà mentionnée ou le genre (D. Smith, L. Holt, 2005 : 313-322 ; M. Phillips et Al., 2001 ; A. Warde et M. Tomlinson, 1995 : 248-250). De même, les motivations et modalités d'intégration au sein des villages d'implantation ont permis à P. Cloke et al. (1998 : 181-183) de proposer une typologie constituée de quatre principales catégories d'habitants et gentrificateurs que sont la « Local gentry », les « village regulators », les « move in and join in », et enfin les « move in for self and show ».

Enfin, il existe une dernière raison d'affirmer le caractère fondamental de l'articulation entre la question des classes sociales et la gentrification, et ce, autant dans la construction de la notion de gentrification que dans la géographie de la gentrification elle-même. En l'occurrence, et d'ailleurs de manière apparemment paradoxale, la classe sociale permet de justifier les explications de la gentrification rurale aussi bien par la théorie de la production que par celle de la consommation (pour une lecture en détail de ces deux grandes « quasi-théories », cf. C. Rhein, 1997, C. Hamnett, 1991 ou divers articles compilés dans L. Lees, 2010). Précisons d'emblée que les débats (pour ne pas dire confrontations) théoriques qui ont rythmé l'avancée de la recherche sur la gentrification urbaine n'ont pas vraiment été répliqués dans l'univers des ruralistes britanniques, pas plus qu'au sein de la communauté internationale d'ailleurs, qui ont rapidement adopté des positions nuancées et consensuelles, voire « holistiques » (cf. par exemple M. Phillips, 2004 : 15-17 et D. Smith, 1998 : 52-56). Quoi qu'il en soit, pour les arguments en faveur de la première théorie (par la production), qu'il s'agisse des « *professional* » ou des « *marginal* », les gentrificateurs sont tous des producteurs de la gentrification rurale, soutenus et encouragés par de nombreux autres agents (agences immobilières, architectes, artisans et entreprises du bâtiment, éventuellement acteurs de l'industrie touristique, etc.). En effet, les enquêtes conduites à Gower incitent à penser que quels que soient les gentrificateurs, leur démarche est structurée par leurs statut et comportement (de) capitalistes, lesquels expliqueraient leur désir de voir s'apprécier leur capital (cf. en particulier M. Phillips, 1993 : 129-135). Ce qu'ils peuvent la plupart du temps escompter à l'issue des travaux de modification, d'agrandissement, de rénovation de leurs logements (cf. par exemple le graphique produit par M. Phillips à propos de Gower, Phillips, 1993 : 129). Pour autant, la notion de classe sociale est tout aussi nécessaire à qui voudrait convoquer la théorie de la consommation pour remonter à l'origine du processus de gentrification rurale. En effet, en vertu de l'habitus qui leur est propre, ou encore de la



« texture de classe » (cf. les travaux de K. Eder mobilisés par Cloke et al., 1995 : 224), certaines classes sociales seraient attirées par divers biens et services dont le recours ou l'acquisition seraient l'expression d'un style de vie, mais également destinés à exprimer leur identité et à garantir leur positionnement social. Dans cette perspective, l'investissement dans une *vieille* maison d'un *village* anglais « typiquement traditionnel » (J. Urry, J. 1995 : 213 par exemple) consiste en un acte de consommation propre à (donc distinctif de) la *middle class* (voir par exemple A. Warde et M. Tomlinson, 1995), ou à certaines franges de celles-ci. Cette argumentation apparaît du reste très complémentaire de la vision d'une campagne devenue non seulement post-productive, mais ayant même fait l'objet d'un processus de « marchandisation », ou en anglais, de *commodification*. Dans le cadre de ses recherches doctorales, D. Smith est allé plus loin en identifiant l'environnement (au sens large), la recherche d'une meilleure qualité de vie (plutôt qu'une vie guidée par l'accumulation) comme les principales sources de motivation, au moins des pionniers de la gentrification du district d'Hebden Bridge situé au cœur des Pennines. Cette demande, ou ce désir de consommer à la fois un environnement sain et agréable, une ruralité idéalisée autant qu'un passé partiellement réinventé (D. Smith, 1998 : 115-121) ont incité D. Smith à créer et utiliser le terme de *greentrification* en lieu et place de la gentrification rurale. Néologisme dont il utilise la racine pour évoquer aussi bien les DIY *greentrifiers* (acronyme de Do It Yourself, c'est-à-dire les bricoleurs, les pionniers donc parfois), des *client greentrifiers* (ceux qui ont participé à la gentrification d'Hebden Bridge par l'entremise des canaux et agents dits institutionnels).

Au total, qu'on aborde la question d'un point de vue épistémologique ou empirique, les notions de gentrification et de classes sociales (au même titre que celle d'inégalité(s), cf. F. Richard, 2017\*, à paraître), apparaissent comme mécaniquement et ontologiquement liées. Cependant, et en dépit des éléments empiriques avancés, ces liens restent d'ordre relativement théorique ou général et nous en disent finalement peu sur la mise en œuvre très concrète du processus de gentrification.

#### 1.2.4 Cycles, strates et modalités (échelles spatiales et temporelles) de la gentrification rurale

Cumulés, les travaux de ces dernières décennies conduisent indirectement à esquisser une forme de mécanique générale ou globale de la gentrification rurale au Royaume-Uni, mécanique elle-même composée de multiples engrenages qui correspondraient à autant de processus à l'œuvre à diverses échelles spatiales et temporelles. Dans une certaine mesure, ces éléments empiriques pourraient d'ailleurs être à l'origine de l'interrogation formulée par un certain nombre de chercheurs quant à l'éventualité d'un processus de gentrification qui serait commun aux espaces concernés, mais plus ou moins avancé d'un territoire à l'autre (*stage-model theory*<sup>19</sup>).

Quoi qu'il en soit, et pour commencer, il est nécessaire d'appréhender ces processus dans la perspective de lente construction culturelle des campagnes anglaises et/ou britanniques contemporaines qui conditionne, autant qu'elle reflète, le changement global et social (la

---

<sup>19</sup> Et au-delà de la dimension empirique, les auteurs posent la question de la pertinence d'une démarche de recherche fondée sur cette hypothèse, cf. par exemple D. Smith, D. Phillips, 2001 ; M. Phillips, 2004, D. Hines 2012.

gentrification) qui les affecte (cf. supra). A une échelle infranationale, les analyses quantitatives et cartographiques (Hoggart, 1997 ; Phillips 2007) ont montré l'existence de dynamiques « régionales » bien distinctes les unes des autres. Celles-ci peuvent notamment s'exprimer au travers de nuances parfois sensibles du point de vue de la composition socioprofessionnelle des *middle classes* selon qu'on compare, par exemple, les campagnes du grand bassin londonien des « lointaines » périphéries anglaises (ibid.), ou dans une certaine mesure peut-être, les campagnes reculées (*remote*) de celles qui sont dites accessibles (*accessible*) pour aller dans le sens implicitement suggéré par T. Cherrett (2011 : 630). Dans cette perspective, des rythmes et des trajectoires de gentrification différenciés se confirment selon les espaces, principalement au regard de l'importance relative soit de l'activité touristique (par exemple F. Richard 2010 avec le cas du Lake District), soit de la proximité aux économies métropolitaines générant les emplois spécifiques aux *service classes* (cf. infra).

C'est donc dans ce contexte de mutations nationales et régionales que, plus ou moins ponctuellement, se sont manifestés ou se manifestent encore selon les secteurs observés, les premiers signes de la gentrification, parfois sous l'action de « pionniers » (*marginal, back to the land, DIY gentrifiers* selon les auteurs). Une fois amorcée, la dynamique s'engage en une succession d'étapes décrites dès les années 1960 par Bracey, (1964 : 74) ou Pahl (1965 : 8, 12), mais que d'autres ont également pu formaliser plus tard encore (P. Cloke et al., 1995 : 230). Il s'agit ici du temps local et relativement court de la *colonisation* qui se prolonge éventuellement en ouvrant, ou non, la voie aux gentrificateurs plus classiques dont l'implantation vient dans une certaine mesure consolider le front de colonisation<sup>20</sup> (F. Richard, 2009). Ils confirment alors progressivement la dynamique locale de gentrification, accélérant la spirale inflationniste du marché de l'immobilier, et conduisant, le cas échéant, les pionniers à être eux-mêmes victimes de la dynamique qu'ils ont initiée.

Pour autant, c'est à une échelle temporelle plus étendue et selon d'autres modalités que celles qui relèvent des mouvements migratoires et résidentiels que s'élabore la « sécurisation » de l'ancien front. En effet, une fois implantés, les gentrificateurs doivent s'assurer de la pérennité de la campagne qu'ils ont choisie, et c'est en mobilisant les outils institutionnels de la planification et de l'urbanisme règlementaire qu'ils y parviennent. En la matière, pour divers que soient leurs terrains, depuis les années 1960 (cf. par exemple R. Pahl, 1966, mais aussi est surtout P. Cloke, 1979 ; 1983), les chercheurs britanniques sont unanimes : le contrôle et dans une certaine mesure l'instrumentalisation du « *planning system* » jouent un rôle tout à fait fondamental dans la gentrification et la construction de campagnes socialement exclusives. En l'occurrence, P. Cloke et al. (1995 : 230) tendraient implicitement à placer les politiques de planification en amont du processus :

“The mechanics of the colonization of the countryside by the middle classes have become well rehearsed: “restrictive planning policies cause an upward spiral in house prices; occupancy houses becomes restricted to those social groups who can afford the new prices [...]... the new rural middle class are immediately engaged in conflict with the “working-class locals”; and political power gradually accrues to newcomers (Cloke et al. 1991 : 39) (...) Hence rural colonization is associated with gentrification (...) and geriatrification (...)”.

---

<sup>20</sup> Suite aux travaux initiés par S. Guyot au sein de Geolab, cette notion de front de colonisation ou de gentrification a pu dialoguer avec celle de front écologique (S. Guyot, 2009 ; S. Guyot, F. Richard, 2010).

En règle générale, les auteurs défendraient plus clairement l'idée d'une implication directe des gentrificateurs dans ces politiques de planification. Ainsi, selon les cas étudiés (par exemple le Wiltshire pour J. Little, 1987 ; le Buckinghamshire pour Pahl, 1966 ; Marsden et al., 1994 ; Abram, 1998 ; ou encore le Berkshire pour M. Phillips, 2002 ; les environs de Durham ou l'Écosse pour Shucksmith, 2011 ; etc.) les gentrificateurs peuvent simultanément ou successivement chercher à maîtriser l'artificialisation des espaces agricoles et naturels, à limiter la construction de logements neufs (y compris de moyen à haut standing), à contenir le logement social dans certaines localités d'un district ou d'un Comté (comme celui du Buckinghamshire<sup>21</sup>), à imposer des normes urbanistiques et architecturales très strictes pour les constructions et reconstructions. Quels que soient leurs objectifs (officiels/officieux, conscients/inconscients), réels ou attribués par les chercheurs, les gentrificateurs disposent d'un large éventail de moyens et de canaux susceptibles d'être activés pour influencer les projets et autres plans d'urbanisme.

Pour faire écho au point précédent, les notions de classe sociale, de pouvoir et de formes multiples de capitaux sont ici déterminantes. Concrètement, les gentrificateurs peuvent, par exemple, s'investir eux-mêmes à travers des mandats électifs locaux ou en tant que citoyens au moment des consultations publiques. A l'occasion, ils peuvent avoir l'opportunité de faire valoir leurs réseaux sociaux pour peser sur telle ou telle décision, de même qu'ils interviennent par l'entremise d'associations locales (à vocation environnementale ou patrimoniale). Ils bénéficient en outre du soutien d'institutions telles que les parcs Nationaux, avec lesquelles ils partagent la plupart du temps une certaine vision de la campagne, vision que résume Newby en considérant que la « 'real' countryside is consequently being reduced to jealously guarded reservations owned by the National Trust and other amenity associations » (Newby, 1979 : 19). Mais les alliances peuvent également se nouer selon d'autres configurations, parfois plus inattendues. Ce peut être entre gentrificateurs et tout ou partie de la population encore autochtone. Ainsi, dans le cas d'un hameau du nord du Lake District faisant l'objet d'un classement de protection renforcée, les gentrificateurs se sont collectivement mobilisés pour soutenir la demande de permis de construire de la fille du dernier agriculteur du hameau en question. C'est même l'un d'eux, architecte de profession, qui a réalisé les plans de la maison et a ainsi pu garantir sa parfaite intégration architecturale et paysagère<sup>22</sup>. Cependant les alliances peuvent aussi concerner des alter-gentrificateurs portés par des convictions environnementalistes et d'autres gentrificateurs (issus des *service classes*) mus (ou supposés l'être) par des préoccupations plus vénales (au sens premier) ou de type NIMBY (K. Halfacree, 2011 : 621-623). Enfin, comme le rappelle Shucksmith, fondé la plupart du temps sur des arguments allant dans le sens des priorités écologisantes et plus largement du développement durable dorénavant à l'honneur, le point de vue des gentrificateurs est à la fois partagé, relayé et écouté par les techniciens et autres *planning officers* que M. Shucksmith présente d'ailleurs comme des agents actifs de la gentrification rurale (précisément dans le contexte écossais, M. Shucksmith, 2011 : 608-610). Ceci pourrait d'ailleurs contribuer à expliquer que la protection des paysages de la gentrification est d'autant plus efficace que ceux-ci correspondent à de petites entités spatiales, telles que les

---

<sup>21</sup> A titre d'exemple, les études de cas tirées du Buckinghamshire par T. Marsden Murdoch et leurs collègues sont très éclairantes : Murdoch et Marsden, 1994 ; Marsden et al., 1996 ; Lowe et al., 2003.

<sup>22</sup> A tel point d'ailleurs qu'à l'occasion d'un inventaire patrimonial ultérieur, celle-ci aurait « malencontreusement » été listée parmi les maisons historiques à protéger (source : entretien Lake District, 2010).

hameaux ou les petits villages. Plus l'échelle de réflexion et de planification est fine, plus il est simple de trouver des entités paysagères et patrimoniales qui soient à la fois homogènes et non dégradées par des constructions incompatibles avec les canons esthétiques désormais en vigueur.

Par ailleurs, M. Shucksmith avance l'idée selon laquelle de manière plus générale, le « planning has therefore acted as a crucial arena for class formation and social exclusion in Rural England, operating generally in the interest of the privileged and against poorer, marginalized groups” (M. Shucksmith, 2011 : 609). Pour peu nuancée qu'elle soit, cette assertion souligne néanmoins la cohérence, la convergence et par conséquent l'efficace articulation entre, d'un côté les processus locaux (gentrification *locale*, progressivement entérinée par la planification elle aussi *locale*), et de l'autre, une tendance longue défendue par les pouvoirs publics à l'échelle nationale pour protéger les campagnes et autres espaces naturels de la pression urbaine, et ce de manière particulièrement vigoureuse depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, probable période à laquelle le processus de gentrification rural s'est intensifié à l'échelle nationale.

## Conclusion du chapitre 1

Ce premier chapitre comportait deux principaux objectifs.

Premièrement, il s'agissait de remettre rapidement en perspective la littérature internationale avec le corpus de travaux britanniques duquel elle est initialement issue. En tentant de retisser les liens unissant les travaux pionniers des collègues britanniques, il est apparu que le récit académique dominant relatif à la généalogie du concept de gentrification rurale n'est pas le reflet forcément fidèle de son émergence. Par extension, l'idée d'une supposée filiation entre gentrifications urbaine et rurale s'en trouve en grande partie contredite par les faits. Cette observation pourrait a priori ne rester qu'anecdotique. Pourtant, le fait que gentrifications rurale et urbaine soient nées sensiblement en même temps pourrait modifier le regard quelque peu sceptique porté à l'hypothèse de la gentrification rurale, en particulier de la part de ceux qui contestent sa pertinence en soi, au principal prétexte que la notion de gentrification aurait été pensée et forgée par et pour les contextes urbains.

Deuxièmement, puisque l'origine de la gentrification rurale se trouve bien dans la littérature ruraliste britannique, la rapide revue de littérature proposée en deuxième section a permis de mesurer la profondeur historique dans laquelle s'ancrerait la gentrification rurale outre-Manche. Si le terme n'est apparu que dans les années 1970, il décrit un processus qui non seulement est à l'œuvre de longue date dans de nombreuses campagnes anglaises, mais qui en outre est identifié, reconnu et même investigué par les ruralistes. Leurs travaux permettent d'ailleurs d'inscrire le processus de gentrification dans la perspective historique du changement global des campagnes britanniques dont il est un indicateur du renouveau tournant post-productif. Plus encore, ils ont souligné les liens entre classes sociales et campagnes gentrifiées. Par le biais des flux migratoires qui ont alimenté les espaces ruraux, la composition sociale de ces derniers a été profondément modifiée. L'implantation massive de ménages issus des *middle class* en général, et des *service classes* en particulier, bien souvent suivie de leur reproduction par descendance, a entraîné une mutation profonde de la structure sociale des campagnes britanniques. Elle l'a d'autant plus été, que la progression des *middle class* s'est progressivement traduite par le remplacement, si ce n'est l'éviction, des classes populaires. A cet égard, l'idée de distinguer divers cycles spatio-temporels constitutifs du processus de gentrification rurale permet de préciser et nuancer localement le rythme des dynamiques migratoires, sociales, culturelles, foncières, etc., que suppose et implique la gentrification.

En choisissant de mettre l'accent sur ces quelques traits saillants, l'objectif était également de commencer à familiariser le lecteur avec les contextes à la fois géographique et académique qui ont donné naissance à la gentrification rurale en tant que concept.



## Chapitre 2 – Traverser les frontières (1) (Visite et rafraichissement)

Pour l'essentiel, le premier chapitre de ce document a résidé en un état de la question quelque peu inhabituel au regard du corpus bibliographique choisi. En effet, de l'ensemble de la production relative à la gentrification rurale, n'ont été retenues que les références britanniques et/ou celles qui sont relatives à la gentrification rurale telle qu'elle s'exprime en Grande-Bretagne. Nonobstant cette singularité, je me suis efforcé de concevoir une synthèse conforme aux canons de l'exercice. Ce deuxième chapitre vise d'une certaine manière à réinterroger ou plus précisément à compléter la revue de littérature à la lumière de divers éléments et paramètres de réflexion. Ces derniers sont nés d'une expérience initialement fortuite, mais qui s'est ensuite muée en une démarche inductive délibérément construite.

Dans les premiers temps, mes recherches consacrées à la gentrification rurale ont essentiellement été nourries de sources bibliographiques (M. Phillips 1993, 1995, 1998 a, b, 2000, etc. ; T. Marsden et al., 1996 ; D. Smith, D. Phillips 2001 ; D. Smith, 2002, etc.). Jusqu'alors, mon expérience de la campagne britannique se résumait en une série de courts séjours de nature touristique dans les campagnes périphériques du Grand Londres, en particulier celle du Surrey. Mais à l'occasion d'un premier terrain dans le Lake District en 2007, j'ai pu consacrer de brefs séjours à explorer trois autres parcs Nationaux et leurs environs (Peak District National Park, Yorkshire Dales National Park et Snowdonia National Park) dans le but de me forger quelques éléments de comparaison. Dans la même perspective, j'ai pu parcourir deux secteurs géographiques qui avaient été choisis par des géographes britanniques (les Cotswolds pour M. Phillips, Hebden Bridge et les Pennines pour D. Smith) en guise de terrains dans le cadre de leurs recherches respectives sur la gentrification rurale.

Aussi riche que surprenante, l'expérience de ces quelques jours d'observation a joué un rôle déterminant dans l'élaboration de mon cheminement scientifique. D'essentiellement informatif et exploratoire, ce travail de terrain est finalement devenu la pierre angulaire d'un questionnement, et dans une certaine mesure, un objet de recherche en soi. Constitué d'une série d'interrogations déjà énoncées, cet objet peut utilement être reformulé ici. Comment peut-on expliquer un tel décalage, un si profond hiatus entre, d'un côté le contenu de la production scientifique disponible sur la gentrification rurale (et l'interprétation qu'on peut en faire depuis son lieu de lecture !), et de l'autre, la puissance de l'expérience sensible et intellectuelle issue de la réalité géographique et sociale que les paysages traversés donnaient à lire<sup>23</sup> ? En d'autres termes, comment expliquer le fait que les chercheurs britanniques exprim(ai)ent si peu ce qui a pu, et peut aujourd'hui encore, autant m'interpeler à titre personnel, et en extrapolant, aurait pu autant interpeler tout autre géographe *français(e)* ? En profitant de la liberté de ton et de forme offerte par le format de l'HDR, le premier objectif de ce deuxième chapitre est donc de transcrire autant que faire se peut les observations de

---

<sup>23</sup> Toutes proportions gardées et dans un tout autre contexte de recherche, Cf. Bernardie-Tahir et Schmoll (2012) et l'influence de cette « expérience sensible » sur leur position de recherche à propos de l'enfermement des migrants sur l'île de Malte.

terrain réalisées au Royaume-Uni ces dernières années, de faire partager cette expérience qui consiste à traverser soi-même la frontière.

Une frontière qui peut d'ailleurs se décliner en deux réalités. La première correspond à la frontière géographique, celle qui, une fois traversée, fait découvrir de nouveaux paysages, une nouvelle société, de nouvelles formes d'organisation spatiale. La seconde fait plutôt référence à la frontière culturelle et intellectuelle qui délimiterait ou définirait la sphère académique britannique. De fait, aux univers académiques nationaux, correspondent des pratiques scientifiques (pour partie au moins) spécifiques, dont on peut aisément imaginer qu'elles affectent la construction même des objets scientifiques (J.F. Staszack et al. 2001 ; B. Latour, 2001). Ceci peut conduire une communauté à faire émerger, élaborer ou formaliser un objet d'une certaine manière ou au contraire, à l'ignorer en tant que tel (par exemple, en tout cas jusqu'à une date récente, la gentrification rurale en France). De la même manière, deux communautés scientifiques peuvent être amenées à construire et/ou à traiter un objet apparemment commun, mais dans des perspectives conceptuelles et méthodologiques sensiblement différentes (Buller, 1991), et ce, simplement en s'ignorant mutuellement (H. Clout, 2001).

Ce deuxième chapitre sera organisé en trois temps. Le premier consistera à revenir sur les singularités (du point de vue d'un géographe français) épistémologiques et méthodologiques des *rural studies* britanniques et à identifier leurs empreintes sur la production scientifique relative à la gentrification rurale. Dans un deuxième temps, il sera question de plonger (et surtout faire plonger le lecteur) dans l'expérience du terrain britannique, dans la ou plutôt *les* réalités paysagères, donc perçues, des campagnes gentrifiées. Enfin, cette « (re) visite » des campagnes britanniques gentrifiées sera complétée d'un rapide panorama statistique et cartographique construit à partir des données les plus récentes (2011) et au travers de variables paradoxalement peu mobilisées outre-Manche.

## **2.1 Contextes académiques et (mon) regard français aux travaux britanniques**

Depuis qu'elles ont émergé, en tant que (sous)champs disciplinaires, les géographies (ou les études) rurales française et britannique ont connu des trajectoires différentes qui leur confèrent aujourd'hui des identités scientifiques propres. De ces identités ou de ces cultures scientifiques nationales découlent des aptitudes collectives à constituer certains objets de recherche plutôt que d'autres, ou éventuellement à faire vivre différemment des objets relativement similaires (M. Bodiguel et al. 1989 ; H. Buller, 1991 ; S. Rogers, 1995).

Par exemple, à l'occasion de son état de l'art relatif à la gentrification rurale, P. Pistre décrit son corpus bibliographique, essentiellement composé de références anglo-saxonnes, en notant qu'une « caractéristique de ce champ de recherche tient à ses connexions avec des référents théoriques et des interrogations transversales, qui dépassent les seules études rurales » (P. Pistre, 2012 : 159). La production scientifique concernée présente en effet un imposant appareillage théorique aux accents et ambitions souvent transdisciplinaires. A tel point que cet aspect des recherches peut même donner l'impression d'être plus volumineux que les résultats empiriques issus des mêmes travaux. Plusieurs facteurs, non exclusifs du reste, pourraient être à l'origine de ces pratiques. Le premier



pourrait simplement résider dans une certaine appétence des ruralistes britanniques pour ces approches fortement conceptualisées. Le second peut tenir au formatage progressif des publications anglo-saxonnes, en particulier sous l'impulsion de revues scientifiques qui imposent dorénavant des contraintes très normatives de construction des articles : c'est le cas par exemple du *Journal of Rural Studies*. Enfin, le « *cultural turn* » ou le virage postmoderne pris par la géographie britannique et plus largement par les sciences sociales anglo-saxonnes a potentiellement stimulé la conceptualisation des recherches<sup>24</sup>, en particulier sous l'effet des démarches réflexives.

En introduction de l'ouvrage collectif qu'il a codirigé, J.F. Staszak (2001) s'efforce de résumer cette géographie postmoderniste : « On peut commencer par ce qu'elle ne fait pas. Elle n'utilise guère de statistiques, et n'emploie ni les outils mathématiques ni les modèles élaborés par l'analyse spatiale. Elle se refuse à la fois à un empirisme naïf selon lequel les faits parleraient d'eux-mêmes et à un rationalisme à la recherche de lois prétendument universelles. Dans le cadre du tournant culturel (*cultural turn*), la géographie postmoderniste se fait réflexive et s'attache au jeu du langage, des significations, des représentations dans la construction et l'appréhension de la réalité. Il s'agit à la suite de J. Derrida, mais en empruntant aussi à l'analyse discursive et à l'archéologie discursive foucauldienne, d'opérer une déconstruction du discours : celui-ci ne posséderait pas une signification solide et stable, dirait autre chose que ce qu'il dit, les catégories qu'il emploie pouvant être remises en question ». (Ibid. : 14). Plus loin, J. Staszak précise que « dans une perspective postmoderniste, inspirée par la philosophie analytique, le langage crée le monde qu'il prétend décrire : les « races » et les sexes (plus exactement : les genres) n'existent que dans et par le discours qui les énonce ; dans cette logique, il n'est donc pas tant absurde de croire que changer le discours permet de modifier la réalité ». (Ibid. : 16)

De fait, ces quelques éléments ont totalement imprégné et structuré les recherches conduites par les ruralistes britanniques, y compris ceux qui se sont intéressés à la gentrification rurale<sup>25</sup>. L'ouvrage collectif issu du programme de recherche ERSC « Local Economic Impacts of the Middle Class in Rural Areas » déjà mentionné plus haut en constitue une parfaite illustration. La préface et l'introduction générale (intitulée « refiguring the « Rural » ») positionnent explicitement l'économie générale et le contenu de l'ouvrage dans la lignée des « nombreux héritages [dès 1994 !] du tournant culturel vers des philosophies et pratiques postmodernes et poststructuralistes dans les sciences sociales » (Clope et al., 1994 : vi). S'ensuit l'exposé des étapes qui ont progressivement amené les chercheurs à considérer que le rural n'existe pas en soi, qu'il n'est que le fruit d'une construction sociale et culturelle, voire d'une somme de constructions (puisque l'un des héritages du tournant culturel est « la meilleure acceptation de narrations plurielles », Clope et al. 1994 : vi), auxquelles contribuent également les ruralistes britanniques à travers leurs propres recherches (d'où la résonance avec les travaux de B. Latour, lui aussi souvent cité, cf. notamment Phillips, 2010). Quant aux cinq chapitres constituant le développement de l'ouvrage, chacun illustre à sa manière une déclinaison possible des

---

<sup>24</sup> L'idée n'est bien évidemment pas de suggérer que les réflexions théoriques étaient absentes des travaux antérieurs.

<sup>25</sup> D'autres ont saisi cette opportunité pour alerter la communauté scientifique sur l'impérieuse nécessité de faire exister d'autres « géographies rurales [toujours] négligées » et dont l'absence nuit à la visibilité de processus géographiques, d'objets de recherche, et *in fine* de certains groupes sociaux (Philo, 1992 ; Clope et Little (Ed.) 1997).

principes épistémologiques qui fondent le « *post-ruralism* » (Phillips, 1998 : 139). Concrètement, tous laissent une très grande place aux questionnements et réflexions théoriques, et ne se contentent en revanche que d'allusions rapides aux recherches empiriques engagées quelques années plus tôt à l'occasion du financement ERSC.

Pour revenir à la littérature consacrée à la gentrification, elle comporte elle aussi de nombreuses considérations théoriques, épistémologiques, parfois réflexives. A titre d'exemple, Hoggart (1997) et Phillips (2003) se sont chacun d'entre eux interrogés sur la représentation statistique des *middle class* dans les campagnes britanniques. Mais concrètement, les deux chercheurs se sont attachés à la déconstruction des classes sociales, en tant que concept, représentations, objets de nomenclatures, plutôt que d'en décrire les volumes, pourcentages, flux, nuances régionales ou la composition socioprofessionnelle. De manière plus générale, et sauf omission coupable de ma part, il n'existe à ce jour aucune analyse statistique d'ampleur susceptible de constituer un état des lieux quantitatif (éventuellement diachronique) du processus de gentrification rurale au Royaume-Uni, et ce, ni à l'échelle nationale<sup>26</sup>, ni même à l'échelle locale (quelques éléments d'information statistique issue de sources censitaires apparaissent néanmoins ponctuellement, cf. Parsons, 1981 ; Smith, 1998 ; A. Stockdale, 2010). En France inversement, l'un des premiers géographes français à s'intéresser à la gentrification rurale a fait le choix de s'engager d'emblée dans une exploration statistique et cartographique très approfondie de l'évolution démographique et sociale des campagnes françaises des années 1960 aux années 2000<sup>27</sup> (P. Pistre, 2012). Il serait difficile de considérer ce « contrepied » comme purement anecdotique ou ne relevant que du fruit du hasard.

Pour Staszak, le fait que les géographes français adhèrent si peu au courant postmoderniste, serait dû à l'importance qu'ils continuent d'accorder au terrain et plus généralement aux matériaux empiriques<sup>28</sup>. A l'inverse des géographes anglo-saxons qui, eux, ne leur porteraient désormais qu'une considération toute relative (Staszak, 2001 : 17). S'il était nécessaire, précisons cependant que ni tous les géographes ni toutes les géographies britanniques ne sont acquis au postmodernisme. Smith note par exemple (2007 : 276) que si les « ruralistes sont passés d'un fétichisme pour les données quantitatives à l'interprétation d'un kaléidoscope de différents textes », la géographie de la population, elle, n'a toujours pas abandonné sa forte inclinaison pour les corpus quantitatifs.

---

<sup>26</sup> Depuis l'écriture de ces quelques lignes, et dans le cadre des travaux d'IRGENT, D. Smith et Chloé Kinton ont eu l'occasion de présenter trois communications à caractère quantitatif sur le sujet en 2015 : l'une au colloque de l'AAG à Chicago et les deux suivantes à celui de l'ESRS à Aberdeen (<http://www.esrs2015.eu/programme>).

<sup>27</sup> Mais pour ne s'intéresser qu'aux années récentes, et sans qu'ils soient comparables entre eux, les travaux mobilisant des corpus statistiques significatifs sont multiples, cf. par exemple Lepicier et Sencébé 2007, Cognard, 2010, dans une certaine mesure Talandier, 2007.

<sup>28</sup> A cet égard le projet éditorial de la revue Carnets de géographes est assez symptomatique : tout en cherchant à susciter des propositions d'article à connotation réflexive et théorique, il revendique la place centrale du terrain dans la démarche géographique ([http://www.carnetsdegeographes.org/projet\\_editorial.php](http://www.carnetsdegeographes.org/projet_editorial.php)).

Sans prendre position quant à ces possibles appétences et réserves respectives, il est effectivement peu discutable que les pratiques de recherche (dominantes) diffèrent de part et d'autre de la Manche<sup>29</sup>, ou de l'Atlantique d'ailleurs<sup>30</sup>. En conséquence de quoi, pour un chercheur français, les travaux britanniques peuvent interpeller du double point de vue de ce dont ils font état, et de ce qu'ils ne disent ou ne mobilisent pas. Comme déjà indiqué, et quitte à grossir le trait, les travaux britanniques sont très théoriques, font rapidement état des matériaux empiriques, lesquels sont de nature surtout qualitative et issus d'une somme de terrains aux dimensions souvent réduites<sup>31</sup>. En creux, et à l'image de ce qu'a pointé Staszak, ces travaux semblent minimiser d'autres approches empiriques possibles et passent ainsi sous silence certaines options et/ou questions méthodologiques inhérentes à ces approches.

A propos, dans un premier temps, des modalités d'utilisation des données quantitatives, la première surprise vient du peu de cas fait des stocks et flux de gentrificateurs et au-delà des populations rurales, et ce, quelle que soit l'échelle d'analyse. Plus généralement, les données statistiques sont peu mobilisées pour structurer les argumentations développées dans les articles de revues ou chapitres d'ouvrage, avec une exception notable (Stockdale, 2010). Alors que ces données sont effectivement produites et traitées<sup>32</sup> par les chercheurs, elles ne sont que ponctuellement utilisées, (Phillips 1993 ; Smith 1998 ; Smith et Phillips 2001), la plupart du temps pour leur valeur illustrative, les auteurs privilégiant manifestement la montée en généralité et le retour rapide à la théorie. Par ailleurs, au-delà de cette utilisation parcimonieuse des données quantitatives, leur représentation cartographique est bien plus rare encore. En résumé, excepté les rapides balayages réalisés par Hoggart (1997) et M. Phillips (2007) pour le Pays de Galles et l'Angleterre, Phillips et al. (2008) pour le Leicestershire, la littérature ne fait au mieux état que de quelques cartes de localisation (Parsons, 1981 ; Cloke et al., 1998 ; Smith, 1998 ; Stockdale, 2010). Les articles précités de Hoggart et Phillips illustrent cette tendance en n'évoquant qu'à la marge (Hoggart, *ibid* : 259) la question des délimitations du rural (du point de vue des nomenclatures spatiales et autres catégorisations officielles), et moins encore celle de l'échelle de traitement et de représentation des données...

---

<sup>29</sup> Il nous a collectivement été donné d'être confrontés à ces différences à l'occasion de la rédaction d'un projet de recherche ANR ORA+ en 2012 et 2013 (cf. *infra*, chapitre 3). Le sentiment général a été unanimement partagé à l'issue des nombreuses réunions de travail auxquelles ont participé, côté français, Sylvain Guyot (MC Université de Limoges), Julien Dellier (MC Université de Limoges), F. Cognard (MC Université BP de Clermont-Ferrand), Greta Tommasi (post-doctorante université de Limoges), P. Pistre (post-doctorant Ifsttar) et, pour la partie britannique, M. Phillips (Leicester University) et D. Smith (University of Loughborough).

<sup>30</sup> En effet, la plupart des travaux consacrés à la gentrification rurale aux Etats-Unis semblent accorder une part non négligeable aux observations et descriptions de terrain (cf. par exemple R. Ghose, 2004 ; E. Darling, 2005 ; Bryson et Wyckoff 2010, ou Hines, 2010 a, 2010 b, 2012). De même, autre singularité, il semble que les Nord-Américains inclineraient plus que les Britanniques à combiner les concepts de gentrification rurale et de migrations d'aménité (*ibid*, Marcouiller et al. 2009, Nelson et al., 2010).

<sup>31</sup> D. Smith (2001 : 39) va même jusqu'à exprimer ses regrets quant au peu de travaux empiriques engagés jusqu'alors.

<sup>32</sup> C'est le cas de Smith et Phillips (2001) par exemple, dont l'article ne rend qu'une infime partie du corpus et des matériaux accumulés par Smith (1998).

Pour faire suite à ces dernières considérations méthodologiques, les contributions britanniques n'explicitent que rarement le choix des terrains sur lesquels elles s'appuient. Concrètement, pour qui n'est pas familier de telle ou telle région, de tel ou tel village, il est difficile, pour ne pas dire impossible d'imaginer les facteurs qui ont incité les chercheurs à les avoir retenus et investigués. Recensés sur la Carte 3, la localisation de l'ensemble des terrains faisant office de support aux recherches sur la gentrification rurale laisse pourtant penser qu'ils présentent une certaine cohérence : à l'exception de la péninsule de Gower, du Norfolk et des terrains écossais de Stockdale, ils appartiennent à des *Counties* quasi contigus s'égrenant du sud des Midlands aux parties occidentales du grand bassin londonien (cf. carte des *Counties*, Annexe 4), et sont pour l'essentiel localisés dans les « Lowlands », exposés aux fortes pressions urbaines. Inversement, les chercheurs ont beaucoup moins travaillé sur les périphéries du nord et du sud-ouest de l'Angleterre, de même que sur les zones rurales les plus reculées, y compris les parcs nationaux qui, *a priori*, n'ont pas fait l'objet de publications. Dans le détail, les terrains eux-mêmes ne sont souvent constitués que d'un, de deux ou de quelques petits villages. Si l'on peut supposer qu'ils ont été sélectionnés pour leur valeur d'exemplarité, rien n'est dit de leur situation, de leur morphologie, de leurs éventuelles singularités paysagères ou sociologiques. Cette faible composante descriptive s'accompagne logiquement d'une mobilisation elle-même très exceptionnelle de documents photographiques. Ce corpus précis pourrait ne se limiter qu'aux cas de Stockdale (2010 : 7), Smith (1998 : 164) et Phillips et al. (2008) qui recourent chacun à un cliché de ferme convertie, respectivement dans les environs d'Aberdeen et d'Hebden Bridge, pour illustrer certaines formes de gentrification rurale<sup>33</sup>. Dans le cas de Phillips (2002), si l'auteur s'est lui aussi appuyé sur des photographies, celles-ci n'étaient pas destinées à décrire le contexte géographique ou la matérialisation paysagère de la gentrification rurale du Berkshire : elles ont au contraire été extraites de publications grand public pour faire état des clichés véhiculés par les médias sur les campagnes.

Il est probable que soumises à un chercheur britannique, ces diverses réflexions pourraient paraître aussi futiles que déplacées, à l'exception sans doute de l'hypothèse d'une certaine aversion pour les traitements statistico-cartographiques. Mais pour revenir par exemple à la question des limites géographiques du rural ou de la ruralité, qui n'est qu'esquissée dans la production scientifique relative à la gentrification rurale, les ruralistes d'outre-Manche feraient à juste titre remarquer que chacun des articles relatifs à la gentrification s'inscrit dans un ensemble et un continuum scientifique, une production globale composée de références bibliographiques que chacun maîtrise, y compris concernant la définition et les limites du rural<sup>34</sup>. De même, supposition déjà formulée plus haut, il est fort probable que l'absence de description, de présentation des contextes géographiques propres à chaque terrain et publication ne tienne au fait que les publications s'adressent, consciemment ou non, aux confrères britanniques qui *connaissent* les terrains en question. Dans les deux cas, celui de la bibliographie, de sa richesse, de son épaisseur historique, comme celui de la familiarité des terrains, se pose alors la question de la légitimité du chercheur étranger vis-à-vis d'un terrain et d'un

---

<sup>33</sup> Précisons qu'il est ici fait référence à la thèse de doctorat de Smith. A titre de comparaison, en matière de mobilisation de l'outil photographique au sein de thèses françaises faisant référence à la gentrification rurale, cf. par exemple celles de S. Raymond (2003), F. Cognard (2010) ou P. Pistre (2012).

<sup>34</sup> Cf. par exemple Smith (1998), qui compte tenu du format propre à une thèse de doctorat (et sensiblement plus ramassé qu'en France) peut se permettre dans ce document de s'attarder en détail sur ce point.

contexte scientifique qu'il est probablement illusoire d'espérer connaître et comprendre à la mesure des « autochtones ». A cet égard, les subtilités linguistiques (difficile ici de ne pas reprendre la célèbre paronomase « traduire, c'est trahir »), les contraintes matérielles (y compris financières) et temporelles dans la mise en œuvre des phases de terrain sont autant de difficultés qui ne manquent pas d'alimenter les questionnements réflexifs sur la pratique de la recherche dans un contexte « exotique ».

## 2.2 Les paysages britanniques de « la » gentrification rurale

Dès lors qu'ils travaillent sur les dynamiques démographiques et sociales des campagnes, les ruralistes britanniques convoquent, la plupart du temps, le contexte paysager dans lequel elles s'inscrivent. Il peut être mentionné en tant que composante (facteur) du *Lure of the countryside* ou de la *rural idyll* déjà cités. Il peut l'être également en tant que manifestation de l'implantation des nouveaux habitants : le paysage constitue alors pour tout ou partie la « texture de classe », le style de vie, l'habitus ou l'expression du capital symbolique de ces derniers (Phillips, 1998 : 139 ; D. Smith 1998 ; J. Urry, 1995 : 209-212, P. Cloke et al., 1995 : 220-227 ; Newby, 1979 ; voir chapitre 4 également). Pour autant, les références à ces composantes paysagères restent très elliptiques, sous-entendues, voire *entendues*, en ce sens qu'elles semblent adressées à des lecteurs parfaitement, « naturellement » informés, avisés, éclairés en la matière.

Au contraire, destinée a priori un lectorat peu familier des campagnes d'outre-Manche, cette section vise donc à restituer les paysages observés sous forme de galeries d'images commentées et choisies pour leur caractère à la fois illustratif et « symbolique » des terrains parcourus. L'objet étant en partie de confronter le regard des chercheurs britanniques à celui que j'étais moi-même susceptible de porter aux campagnes gentrifiées, j'ai fait le choix de parcourir la quasi-totalité<sup>35</sup> des terrains mobilisés depuis les années 1960 par les collègues britanniques à l'occasion de leurs recherches ayant porté sur la gentrification. L'objectif a été d'y observer et identifier tout ce qui m'apparaissait potentiellement comme autant de signes ou marqueurs imprimés par les gentrificateurs et autres *middle classes* dans les campagnes qu'ils ont pu investir.

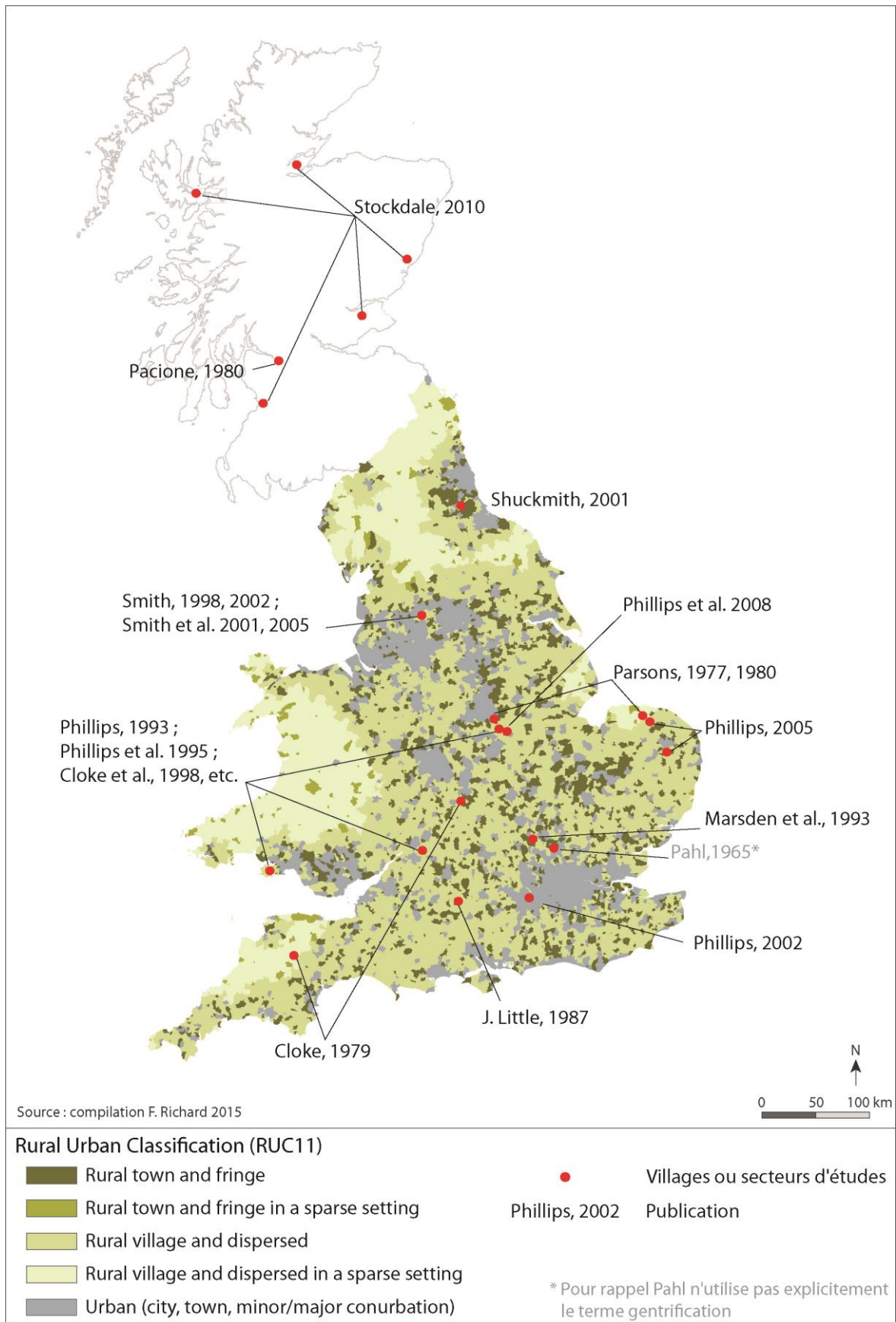
Par ailleurs, les relevés paysagers issus de ces expériences (malheureusement par trop « furtives ») de type ethno-photo-géographique<sup>36</sup>, font l'objet d'une présentation en quatre entrées thématiques et argumentaires. Elles répondent à autant d'expressions saillantes, édifiantes de la réalité des campagnes anglaises et galloises gentrifiées, en tout cas telle que je l'ai observée, perçue et interprétée.

---

<sup>35</sup> En l'occurrence, je n'ai pu me rendre sur les terrains de Pacione, ni sur les plus septentrionaux de ceux d'A. Stockdale.

<sup>36</sup> Dans une perspective assez comparable (le souci de l'esthétique photographique en plus pour eux), Stadnicki et Benchetrit parlent d'une enquête photographique (Stadnicki, Benchetrit, 2012). Pour une réflexion sur l'usage de la photographie en géographie, cf. W. Berthomière, 2012.

Carte 3 - Les terrains de la gentrification rurale dans la recherche britannique

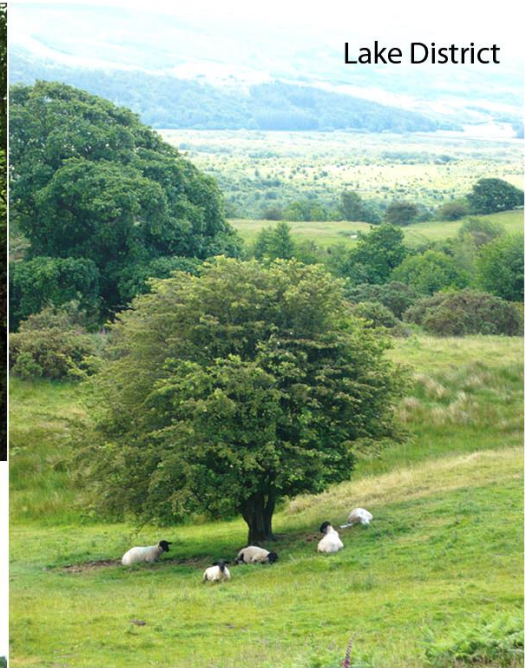


### 2.2.1 Une esthétique de la campagne, une esthétique « d'être » en campagne

Pour exprimer très simplement les choses, la (ou les) campagne britannique offre un cadre de vie ou de promenade particulièrement agréable et plaisant. Une question essentielle consisterait ici à s'interroger sur l'origine et la formulation de ce sentiment, de ce jugement : les campagnes d'outre-Manche sont-elles « objectivement » belles ? Ou le sont-elles à mes yeux, c'est-à-dire aux yeux d'un individu partageant certaines pratiques, certaines valeurs, certains habitus et certains goûts avec ceux qui ont produit et produisent encore ces paysages ? Au-delà de mes goûts personnels, c'est un fait que la campagne britannique est qualifiée par beaucoup de « belle campagne ». En allant plus loin, qu'elle soit embrassée dans sa globalité ou au travers de moindres détails, elle peut souvent donner l'impression de représenter une forme d'accomplissement ou d'idéal esthétique quasi universel. En introduction à leur ouvrage, Neal et Agyeman (2006 a : 1) citent ainsi un court extrait d'un ouvrage de Kazuo Ishiguro, auteur britannique né au Japon, pour ce qu'il exprime à la fois de la qualité paysagère des campagnes anglaises, autant que de la conscience de ce caractère exceptionnel de la part de ses habitants :

« the English landscape as its finest – such as I saw this morning – possesses a quality that the landscapes of other nations, however more superficially dramatic, inevitably fail to possess. It is I believe, a quality that will mark out the English landscape to any objective observer as the most deeply satisfying in the world, and this probably best summed up by the term greatness (Ishiguro, 1989 : 28).

Figure 5 - Planche photographique - Les campagnes anglaises ou une succession de cartes postales



Source : clichés de l'auteur (2007-2015).



En l'occurrence, le plus simple est encore de se plonger dans la description de ces belles campagnes bien souvent bocagées... Commençons par exemple par des maisons de village ou de hameau qui frappent la plupart du temps par leur excellent état et le fait qu'elles aient pour la plupart été rénovées ou restaurées dans le style vernaculaire propre à chaque région ou *County*. Qu'il s'agisse par exemple du calcaire « couleur miel si populaire auprès des touristes à la recherche de 'carte postale' de l'Angleterre<sup>37</sup> » pour les Cotswolds ou du grès des Pennines à Hebden Bridge, la pierre apparente est très souvent mise à l'honneur. Ailleurs, et dans certaines régions, les *cottages* (parfois à colombage) sont plutôt parés de façades blanchies à la chaux. Dans les terrains les plus méridionaux, les maisons peuvent également être couvertes de chaume, ce qui, en particulier lorsqu'elles sont nombreuses, donne une touche très pittoresque aux villages. Quelles que soient les architectures dominantes, les composantes historique et patrimoniale sont fondamentales dans la production de l'identité paysagère des campagnes britanniques (Figure 6). Remarquons à cet égard la notice ministérielle destinée aux propriétaires de maisons classées ou souhaitant la faire classer est sans équivoque quant aux objectifs du système de protection du patrimoine : “Buildings are listed to help protect the physical evidence of our past, including buildings, which are valued and protected as a central part of our cultural heritage and our sense of identity. Historic buildings also add to the quality of our lives, being an important aspect of the character and appearance of our towns, villages and countryside” (source : <https://www.planningportal.co.uk/> - Guidance Notes for Application for Listed Building Consent for Alterations, Extension or Demolition of a Listed Building - Planning Act 1990). Logiquement, par le biais des mesures de classement, plus les villages concentrent de patrimoine bâti, plus grande est la probabilité qu'ils soient couverts par une ou *plusieurs conservation areas*, et donc *in fine*, plus ils paraissent « authentiques ». Au sein des périmètres de protection (issus des lois de 1967 puis 1990), la cohérence architecturale de la localité est alors maintenue par l'obligation faite aux ménages désirant construire, reconstruire ou agrandir un logement de respecter très strictement les caractéristiques locales (formes, matériaux, couleurs) du bâti. Dans une certaine mesure, en particulier lorsqu'elles sont appliquées aux constructions neuves, ces règles peuvent donner le sentiment d'avoir à faire à un village au moins partiellement pastiche (Figure 7).

---

<sup>37</sup> Expression tirée d'une annonce de location de Cottage à Stow (Cotswolds).

Figure 6 - Planche Photographique - Le bâti entre patrimonialisation, confort, esthétique et exhibition



Clichés de l'auteur (2007-2014)

Figure 7 - Planche Photographique - De la patrimonialisation au pastiche : techniques de parement et construction neuve d'inspiration vernaculaire



Clichés de l'auteur (2009-2014)

Plus généralement, le souci de l'esthétique est tel, les maisons, les environnements domestiques (les jardins, les murs et murets, les portails, etc.), les espaces publics, qu'il s'agisse des rues, places de village ou des *greens*<sup>38</sup>, sont si parfaitement entretenus, pour ne pas dire quasiment manucurés, qu'ils pourraient en être perçus ou considérés comme autant de pièces d'un véritable « décor ». Du reste, celui-ci donne le sentiment d'être parfaitement réussi et conforme à ce que l'on pourrait consciemment ou non en attendre (cf. infra) ! De fait, des discussions tenues avec un certain nombre d'habitants de ces « campagnes parfaites », il apparaît non seulement que ces derniers auraient conscience de vivre dans un décor, mais plus encore, qu'ils ont tendance à l'assumer comme un choix de vie. Ils éprouvent ainsi une certaine fierté à l'idée de contribuer à leur échelle (celle de leur logement et des environs immédiats en général) à coproduire un paysage dont chacun peut jouir et qui résulte donc d'une forme de manière d'être. Cet argument se trouve parfaitement illustré par l'extrait d'article suivant, tiré du site internet maison-deco.com :

---

<sup>38</sup> Les *greens* sont les espaces verts publics de différentes tailles et natures qui composent une partie des espaces publics villageois.

« Ayant grandi au centre de Londres, Suzy rêvait d'un endroit paisible où accueillir sa famille et en particulier ses neveux, avec lesquels elle aime aller nourrir les poules et caresser les chevaux des voisins.

« Avant de me lancer, j'ai dressé une liste de tout ce qui me tenait à cœur. De beaux panoramas, un village avec un pub agréable, de l'ancien, un endroit qui résiste à l'épreuve du temps et autour duquel aucune construction future ne serait possible. Et puis qui ne soit pas trop loin de Londres. Le Devon m'a semblé parfait. »

Après quelques week-ends à visiter la région, Suzanna finit par trouver le village et son cottage. Avant même de passer la porte de son adorable refuge, il est facile de deviner comment elle a pu tomber amoureuse. Le village est si pittoresque qu'il semble arrêté dans le temps, « les gens s'y promènent encore à cheval et il est courant que quelqu'un entre au pub avec un faisan sous le bras pour l'échanger contre une pinte et un repas ».

(source : <http://www.maison-deco.com/diapo/reportages/Decouvrez-ce-cottage-anglais-digne-d-un-roman-de-Jane-Austen/391622>)

*Car, pour reprendre le fil de mon propos, comme l'illustrent les propos de Suzanna, la campagne britannique donne l'impression d'être conçue comme un objet ou un moyen de (se) procurer du bien-être<sup>39</sup>, que ce soit par le regard plus ou moins contemplatif, par l'intermédiaire de loisirs de plein air, de diverses pratiques ludiques et/ou sportives. Quels que soient le jour de la semaine et l'heure de la journée, il est impossible de ne pas croiser ou doubler, qui un cycliste, un cavalier, des riverains promenant leur(s) chien(s), une joggeuse, etc. En fonction des aménités paysagères et de la densité de la clientèle potentielle, aux innombrables chemins de randonnée pédestre (toujours parfaitement balisés) s'ajoutent les parcours de golf, les centres équestres ou les « spots » de parapente ou de VTT, etc. Le week-end, les routes sont prises d'assaut aussi bien par les cyclistes plus ou moins chevronnés que par les amateurs de voitures anciennes ou autres bolides à deux et quatre roues. Dans tous les cas, les paysages agricoles, forestiers et/ou naturels qui composent les campagnes gentrifiées sont au diapason des environnements bâtis. Concrètement, là encore selon les régions concernées, tous les ingrédients sont réunis pour satisfaire aux canons de l'esthétique rurale britannique. Les routes sont petites et sinueuses à souhait, bordées de murs de pierres sèches, elles serpentent gentiment tantôt au fil des majestueuses forêts de feuillues, des plateaux plus sauvages, de landes naturelles, de campagnes onduleuses et vallonnées, ou tantôt des patchworks bocagers composés de haies savamment entretenues (*

Figure 5).

---

<sup>39</sup> Nonobstant les divers signes d'activités économiques productives (agricoles, agro-industrielles, voire extractives) qu'on peut plus ou moins ponctuellement y observer.

En bref, la très grande majorité des campagnes visitées semblent n'exister que pour et par les plaisirs qu'elles procurent à ceux qui veulent et peuvent les apprécier, qu'ils résident dans les environs, viennent d'une ville plus ou moins distante ou enfin, qu'ils soient touristes originaires d'une autre région du Royaume-Uni, voire de l'étranger.

*Figure 8 - Planche Photographique - Une campagne dessinée pour les loisirs et le plaisir*



Clichés de l'auteur : 2009-2014 (Cotswolds, Lake District, North Norfolk, Somerset)

Figure 9 - Planche Photographique – Le jardinage, un loisir et une esthétique pour soi, et pour les autres



Clichés de l'auteur : Lake District, 2009

### 2.2.2 Clichés, stéréotypes et production de l'identité

Si ce n'est qu'elle n'a pas fait mention des quelques maisons récentes sans caractère particulier, des petites zones en bordure de village ou périphérie de bourg concentrant les anciens logements sociaux (photo), en bref, des portions de campagne pouvant paraître plus « ordinaires » (cf. infra), la rapide description esquissée précédemment a été voulue la plus fidèle possible à ce qu'il est donné d'observer dans les campagnes présentées (par les chercheurs) comme gentrifiées. Manifestement, l'injonction esthétique qui semble présider à l'apparence et à la vie rurales est suffisamment forte pour en devenir excessive aux yeux de certains témoins, alors susceptibles de railleries<sup>40</sup> ou commentaires parfois chargés d'ironie (voir par exemple J. Urry, 1995 : 210). À défaut d'amuser ou d'irriter le chercheur, cette esthétisation peut pour le moins l'interpeler, au regard notamment de son intensité, de son caractère quasi hégémonique ou des stéréotypes mobilisés.

À cet égard, certains passages du point précédent peuvent légitimement être perçus comme exagérément ou volontairement caricaturaux, car mobilisant précisément trop de clichés et autres images d'Épinal pour être « sincères ». Pourtant, ces derniers ont été pointés par nombre de publications dès les années 1960 (par exemple R. Pahl : 1965 : 12). La presse écrite et radiotélévisée de même que les productions fictionnelles (notamment télévisées) jouent naturellement un rôle central dans la production de ces clichés. Toutes actionnent divers leviers (stéréotypes) qui contribuent à façonner une certaine image des campagnes britanniques (par exemple Phillips et al. 2001 ; Phillips 2002). La méthodologie originale (fondée sur quelques entretiens avec les acteurs clés à l'origine de la série) adoptée par J. Horton lui a permis d'aller plus loin encore dans la

---

<sup>40</sup> Ainsi, à l'occasion de la soutenance de thèse de Doctorat de Pierre Pistre, lorsque ce dernier a évoqué le cas des campagnes britanniques, Henri Buller, membre du jury, rapporteur, l'a interrompu en précisant sans nuance ni détour : « c'est juste un décor, un pastiche ! ».

déconstruction des processus d'élaboration et de diffusion de l'image de *la* campagne à partir de l'exemple du dessin animé *Postman Pat*. J. Horton s'interroge sur l'origine même de la construction culturelle de la ruralité à partir de cette série diffusée depuis les années 1980 par la BBC à destination du très jeune public britannique. Horton démontre que la rencontre et l'alchimie ayant conduit à l'écriture, la production et la diffusion de la série ne doivent absolument rien au hasard dès lors qu'on raisonne en termes de réseaux et capitaux sociaux. Le lieu de résidence des principaux individus impliqués<sup>41</sup> (à proximité du Lake District) et leur vision commune de la campagne idéale (de leur point de vue comme de celui du public visé) les ont incités à s'appuyer sur leur expérience vécue en Cumbria, dans le Lake District et ses marges, pour créer le décor de leur série et tenter de restituer les sociabilités observées, y compris dans le village de Longsdale, qui aurait donc inspiré très directement celui de Greendale, théâtre des aventures quotidiennes de Pat le facteur (Figure 11). Au fil des ans, la série s'est imposée comme une référence incontournable, qui fait dire à J. Horton que « it is something that is in the British culture now » (Ibid : 394) et qu'au-delà, elle influence la vision de ce qu'est, et doit être, la campagne anglaise.

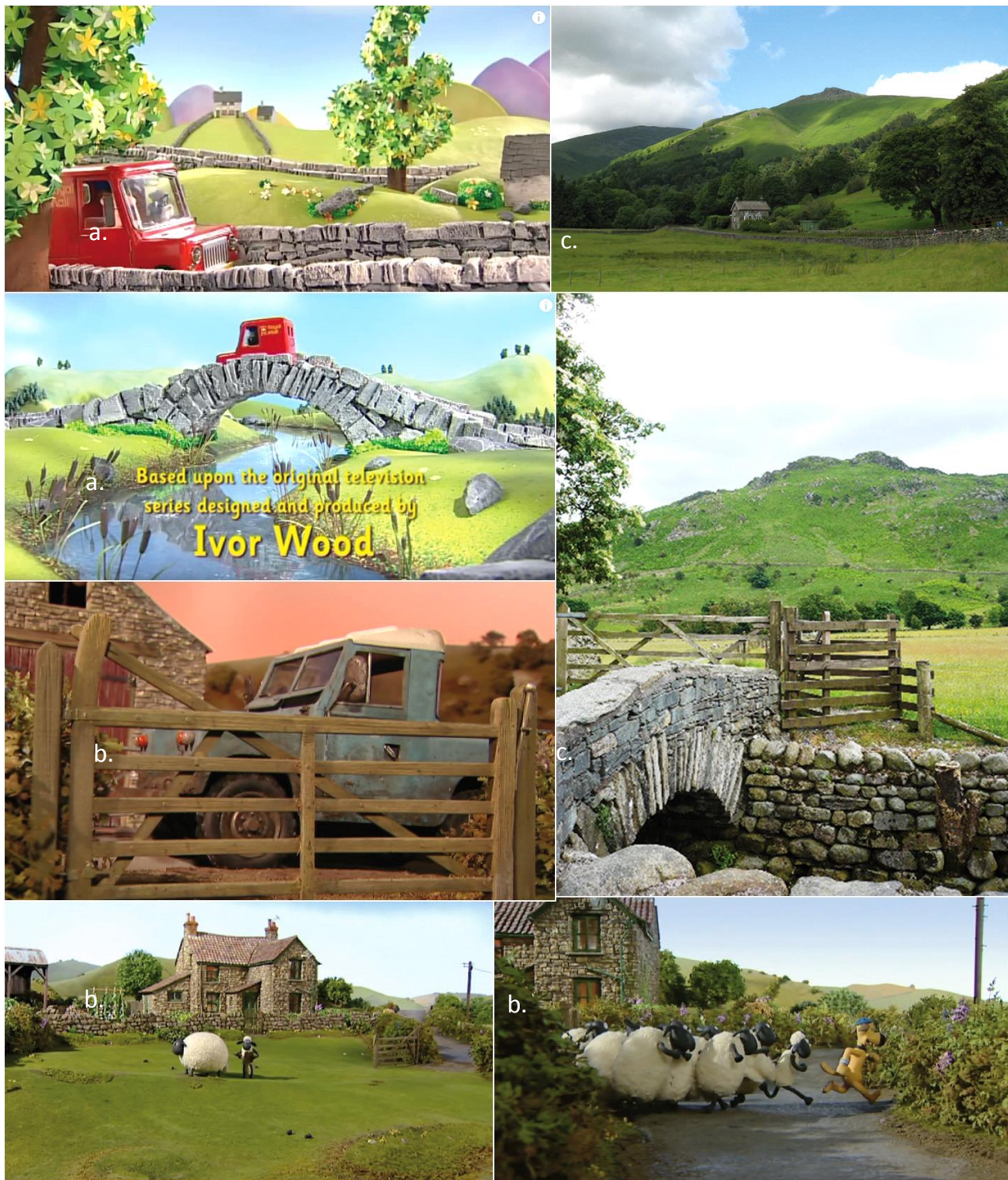
*Figure 10 - Planche photographique – La place des paysages de campagne dans l'imaginaire national : 1er tableau de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de Londres 2012*



Source : Comité International Olympique

<sup>41</sup> Concrètement, selon Hortman (ibid : 391), la série *Postman Pat* est née d'une rencontre entre John Cunliffe, écrivain de littérature jeunesse et instituteur dans une école du Lake District, la mère d'un de ses élèves qui, connaissant ses livres, a servi d'intermédiaire avec un directeur des programmes de la BBC dont elle savait qu'il était en quête d'un auteur pour créer une nouvelle série animée pour la chaîne nationale.

Figure 11 - Planche photographique - La construction culturelle de la campagne britannique : effets de résonance entre les séries télévisées pour enfants et les paysages ruraux

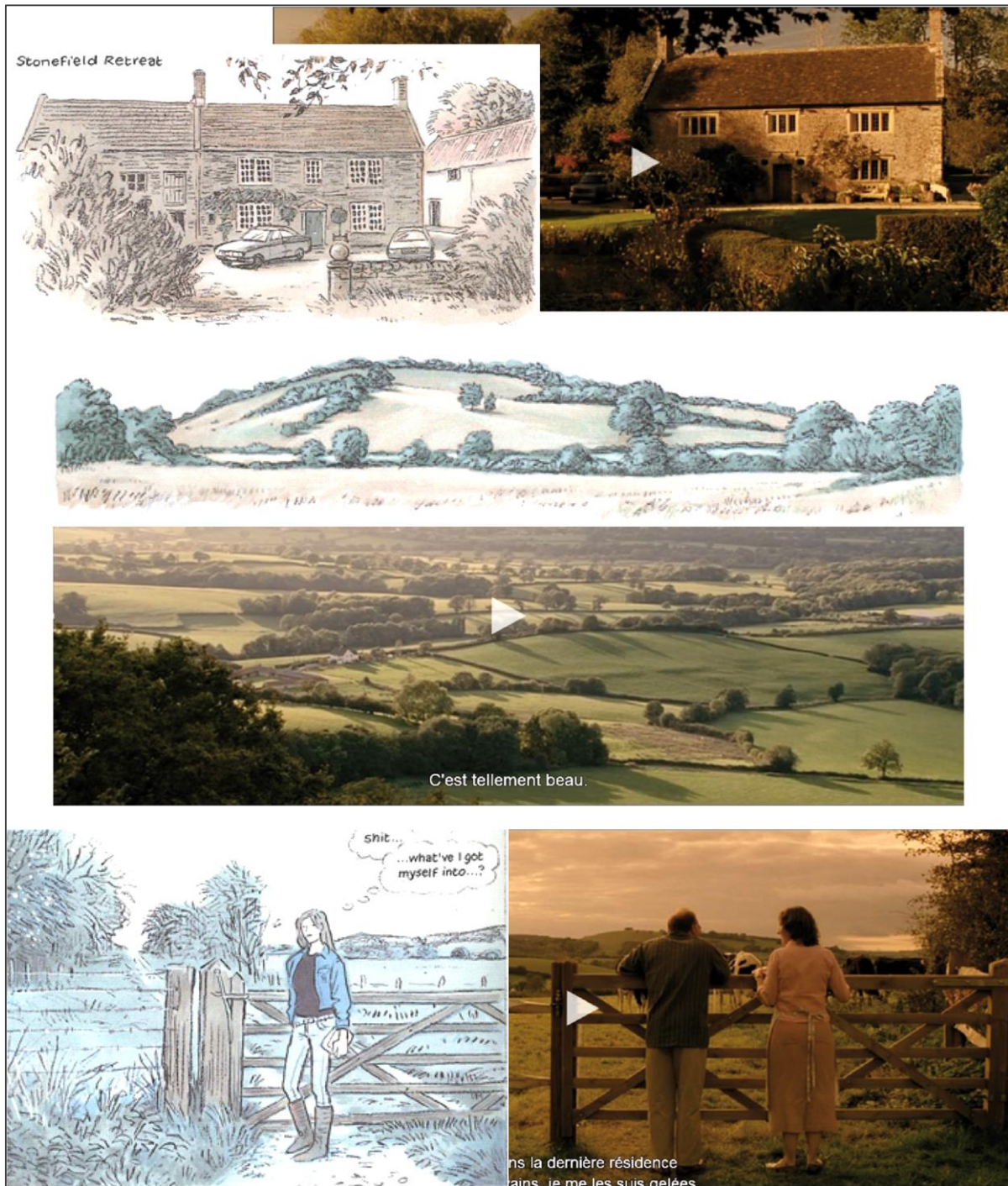


Sources : a. Post Man Pat, BBC b. Shaun le mouton c. clichés de l'auteur, Lake District, 2008



En l'occurrence, les similitudes entre les paysages réels et fictionnels sont bien souvent frappantes. Mais elles ne se limitent pas aux productions destinées aux jeunes publics. Ainsi, qu'il s'agisse des descriptions de la vie dans les Cotswolds et de l'environnement dans lequel évoluent les personnages de David Lodge (dans *Pensées secrètes* en particulier) ou du cadre champêtre dans lequel se déroule la plupart des intrigues résolues par le flegmatique (autre cliché) Inspecteur Barnaby, on y trouve effectivement tous les ingrédients constitutifs de la campagne esthétisée décrite plus haut. Dernier exemple, dans son « roman dessiné », Posy Simmonds fait de la campagne gentrifiée ou en cours de gentrification, un personnage à part entière de son intrigue, au même titre que l'héroïne principale, la dénommée Tamara Drewe. Il n'est sans doute pas fortuit que les arrière-plans de la version cinématographique du roman (réalisée par Stephen Frears) soient aussi précisément inspirés des aquarelles originales (Figure 12). Qui sont elles-mêmes de très fidèles reproductions des paysages que tout un chacun peut observer sur le terrain (cf. diverses photos du présent document)... Finalement, en partant de ce dernier constat, en paraissant telle qu'elle est, c'est-à-dire à la fois très esthétisée et très « attendue », la campagne alimente sa propre image, qui est abondamment restituée à la société dans son ensemble, sous diverses formes et par diverses voies (témoignage d'une connaissance, production journalistique, fictionnelle, écrite, filmée, etc.). En retour, les habitants, visiteurs et médias se font l'écho du « dispositif scénique » constitutif de l'idylle rurale et font ainsi percoler un certain nombre de clichés au sein de la société britannique ; avec deux conséquences qui peuvent être brièvement développées.

Figure 12 - Planche photographique - Les paysages de Tamara Drewe : de la Bande Dessinée au film, de la réalité à la fiction, et vice versa



Sources : Tamara Drewe, P. Simmonds, 2008 ; Tamara Drewe, S. Frears, 2010, montage de l'auteur.

Premièrement, la répétition de ce cadre environnemental et esthétique s'appuie en particulier sur quelques éléments « symptomatiques » des paysages de campagnes britanniques. Si les (néo)ruraux (les gentrificateurs en particulier) sont inspirés ou guidés par ces marqueurs pour opérer leurs choix résidentiels et esthétiques, on pourrait d'une certaine manière considérer qu'ils se conforment à une esthétique très normalisée, pour ne pas dire normative. Il n'est ainsi pas tout à fait anodin qu'Abram et al. (1996 : 310) décrivent leur terrain du Buckinghamshire comme l'épitomé de la campagne anglaise, mais que dans le même temps, le County du Leicestershire s'autoproclame « le cœur de l'Angleterre rurale » (« heart of rural England»), de même que le site Cotswolds (site internet à vocation touristique) décrit les Cotswolds comme la « quintessence de la campagne anglaise », alors que les romantiques ont jeté leur dévolu sur le Lake District, emblème de la ruralité anglaise depuis la fin du 18<sup>e</sup> siècle (C-F. Mathis, 2010). Autrement dit, par-delà les nuances locales, de nombreuses pièces de ce « décor arcadien » sont communes aux campagnes anglo-britanniques. Par incidence, se pose alors la question d'une forme d'homogénéisation des campagnes gentrifiées. En la matière, les barrières d'accès aux champs, propriétés, chemins publics de randonnée, et même villages !, sont très probablement l'exemple le plus abouti de l'« icône » paysagère rurale susceptible d'être rencontrée dans toutes les campagnes d'outre-Manche. En effet, ce type de barrière est étonnamment diffusé à travers le pays<sup>42</sup> (cf. la couverture du mémoire, les figures 7, 9 et 10 par exemple) où en plus de remplir son office originel (protéger l'accès à), elle semble même devoir assurer une fonction symbolique fondamentale. Comme l'indiquent les fabricants-distributeurs de l'*English Gate*<sup>43</sup> (cf. par exemple <http://www.trewgates.com/gates-and-fittings/estate-gates/>), elle n'incarnerait en effet rien de moins que la « ruralité »<sup>44</sup>... Souvent utilisée par les collectivités, elle marque physiquement l'entrée dans une ou dans la communauté rurale (un village, un hameau). En tout état de cause, le fait est qu'aujourd'hui, quelle que soit la région, mais également quels que soient le film d'animation ou la bande dessinée, c'est bien la *même* barrière de bois qui ponctue les paysages champêtres, conduisant à une certaine uniformisation des campagnes britanniques.

Deuxièmement, par extension, l'esthétique codifiée de la campagne (gentrifiée) d'une part, et la circulation de l'image produite par cette campagne d'autre part, sont désormais constitutives d'une véritable identité sociale et culturelle pour ses habitants. A titre d'exemple, pour J. Murdoch, A. Pratt (1997 : 51), les termes « rural » et « campagne » tendent à évoquer des images d'harmonie et de consensus (...) dont la puissance tiendrait au lien entre l'idéal de la campagne et l'identité nationale. Considéré comme une partie inestimable du patrimoine national, le « *rural land* » est considéré comme un « coin tranquille » au sein duquel peut « se nicher et se protéger une culture anglocentrée ».

---

<sup>42</sup> En dépit de variantes locales plus théoriques que concrètement observables sur le terrain, ce qui laisserait supposer qu'il y a effectivement eu un processus de diffusion d'un modèle particulier de barrière...<http://www.news.countrymanmagazine.co.uk/?p=33>.

<sup>43</sup> C'est le nom que lui donne d'ailleurs un site australien de commercialisation de ladite barrière (<http://www.englishcountrygates.com.au/>).

<sup>44</sup> D. Smith (2002) a d'ailleurs intitulé un de ses articles « Rural gatekeepers and 'greentrified' pennine rurality: Opening and closing the access gates? » pour évoquer l'image d'Hebden Bridge et le rôle des agents immobiliers dans la différenciation sociale des espaces résidentiels locaux (D. Smith, 2002 : 447-463). En l'occurrence, après vérification auprès de l'auteur, la référence à la barrière, n'est ni consciente, ni volontaire...

Sur le terrain, et pour peu scientifique que cela puisse paraître, cette matrice identitaire est quasiment palpable. Elle l'est autant à travers les marqueurs paysagers qu'à travers les manières « quotidiennes » d'être et de paraître de la plupart des ruraux<sup>45</sup> (cf. infra). Cependant certains lieux ou événements plus précis peuvent concentrer plus que d'ordinaire ces multiples expressions du capital symbolique et identitaire qui caractérise les campagnes britanniques gentrifiées. En l'occurrence, l'immersion impromptue dans une fête de village dominicale de l'ouest des Cotswolds a été une opportunité assez unique d'y être confronté. Par sa morphologie, ses qualités architecturales et son degré de patrimonialisation, le village composait a priori un cadre idéal. Il était en outre agrémenté, pour la circonstance, de nombreuses touches d'anglicité ou de britannicité typiques (Figure 13). Les étals et autres stands, de même que les animations de rue, arboraient tous les signes convenus de l'Angleterre ou de la Grande-Bretagne traditionnelles, jusqu'au concours de couture et prêt-à-porter excentrique, ou au concert folk organisé au beau milieu du cimetière et des tombes qui faisaient naturellement office de mobilier urbain (les cimetières anciens étant souvent intégrés aux jardins ou parcs publics). D'audience locale, cette fête de village peut être lue comme un moyen chaleureux et joyeux de partager un certain nombre de plaisirs et valeurs, mais également comme un moment privilégié pour exprimer son adhésion aux plaisirs et valeurs en question. Dans une certaine mesure donc, ces festivités nous sont apparues comme un temps d'expression et d'exaltation de l'appartenance sociale et culturelle à une communauté. D'ailleurs, à son échelle, cette fête de village active tous les ressorts de ce qu'Eric Hobsbawm qualifie de traditions inventées (E. Hobsbawm, 2006) et dont il explique qu'elles visent pour l'essentiel à assurer, de manière plus ou moins consciente, la cohésion identitaire des populations concernées (cf. par exemple le photographe du journal local, Figure 13). Autrement dit, et par le biais d'un effet miroir comparable à celui décrit plus haut pour les paysages et l'image de la campagne, par l'intermédiaire de l'expression et de la réception d'un certain nombre de marqueurs identitaires, les plaisirs de la vie sociale en campagne d'un côté, et le désir de campagne de l'autre, s'entretenaient et se confortaient mutuellement. Ce faisant, ils agiraient comme un processus autoréalisateur, voire comme une construction territoriale autoréalisatrice.

---

<sup>45</sup> En tout cas ceux que l'on voit ! Plusieurs publications appellent les chercheurs à ne pas omettre de leur géographie des campagnes britanniques ceux que l'on voit peu ou pas du tout (par exemple C. Philo, 1992 ; P. Cloke et J. Little Ed., 1997)

Figure 13 - Planche photographique - La production d'une Angleterre pour elle-même : une fête de village (Cotswolds)



Source : Clichés de l'auteur (2013).

### 2.2.3 De l'entre soi à l'exclusion

Sous l'effet des puissantes dynamiques qui l'animent encore aujourd'hui, la campagne britannique a profondément évolué depuis la Deuxième Guerre mondiale. Mais, à l'image des normes esthétiques et fonctionnelles décrites, il semble que cette nouvelle campagne soit plus précisément le lieu où se manifestent certaines textures de classe ou des éléments visibles de certains habitus plus que d'autres. La campagne britannique créée ces dernières décennies résulterait donc de la consécration d'une certaine campagne (voire d'une certaine Angleterre, cf. Matless, 1994), dont on peut se demander dans quelle mesure elle n'est pas exclusivement produite pour elle-même, c'est-à-dire, pour être plus explicite, produite par et pour un groupe socioculturel bien particulier, et en position dominante.

De fait, lorsque le visiteur et/ou observateur (dès lors qu'il est attentif et/ou averti ?) des campagnes gentrifiées peut difficilement ne pas être sensible aux innombrables signaux qui lui sont adressés et qui tendent dans la plupart des cas à souligner le caractère socialement sélectif du territoire qu'il parcourt. En effet, plus cossues les unes que les autres, les maisons indiquent d'elles-mêmes qu'elles ne sont financièrement accessibles qu'à une portion aisée de la population, ce qu'un coup d'œil aux vitrines des agences immobilières vient aisément confirmer. Dans la même veine des attributs socialement distinctifs, les automobiles aperçues dans les rues des villages ou dans les cours des cottages plus isolés, sont bien souvent issues des catalogues des marques dites « premium ». Là encore, certains modèles (en particulier le Range Rover) donnent l'impression d'être brandies telles des icônes, certes de la campagne britannique, mais peut-être aussi de certaines catégories sociales. Au-delà de ces signes émis et partagés par les résidents permanents et secondaires (les *weekenders* en particulier), les campagnes gentrifiées sont ponctuées d'autres indicateurs de la composition sociale des populations qui les « consomment ». En ce sens, les équipements visibles destinés aux activités ludiques (le golf, l'équitation, le tennis, le parapente, etc.) ou même culturelles (les galeries d'art) mentionnées plus haut sont eux aussi l'expression visible de pratiques socialement distinctives et sélectives<sup>46</sup> (Parenthoën, 2013). *In fine*, qu'il s'agisse des résidents ou des simples visiteurs de passage (à la journée ou touristes), tous (ou presque) semblent partager diverses pratiques et valeurs et par-delà, une appartenance à un même groupe social (dans le cas du Lake District, cf. F. Richard 2009). En tout état de cause, chacun de ces « signes extérieurs » de richesse constitue un message adressé sciemment ou non à ceux qui les partagent autant qu'à ceux qui en sont dépourvus. Cumulés, ils réaffirment sans cesse aux premiers leur appartenance à un même groupe. Aux seconds, ils martèlent au contraire qu'ils n'en sont pas.

Ainsi, et sans s'engager ici dans une hasardeuse analyse sociologique des phénomènes observés, revenons sur l'idée selon laquelle l'ensemble de ces signaux peuvent être interprétés comme le moyen, à la fois de s'identifier soi-même à un groupe social (et au territoire qui lui correspond), et de

---

<sup>46</sup> Y compris en considérant le fait que le golf soit sans doute une pratique sportive et sociale plus démocratisée Outre-Manche qu'en France.

le porter à connaissance de l'autre<sup>47</sup>. En l'espèce, il est possible de restituer in extenso une partie d'une conversation informelle<sup>48</sup> tenue avec une femme d'une quarantaine d'années à la caisse d'un magasin de décoration de Stow-on-the-Wold, dans le nord des Cotswolds. Après avoir échangé quelques mots sur les motifs et coloris de ses plaids (100 % pure laine anglaise), la conversation s'engage :

« En fait, ce n'est pas mon magasin, c'est celui d'une amie allemande qui m'a demandé de la dépanner cet après-midi. D'habitude je ne fais pas ça. J'ai fait mes études à Oxford (je suis du Yorkshire au départ). Après mon mari et moi nous sommes installés à Londres où je travaillais dans l'immobilier. Mais on a très vite acheté un cottage pour le week-end dans les Cotswolds. Une ancienne grange en fait. [Relance : c'est agréable par ici ?] C'est vraiment formidable, c'est très joli, la campagne est magnifique. Surtout quand on vient de Londres. Ces petites collines toutes douces... Et puis, ils ont fait attention à conserver l'architecture, le style. On a de la chance. C'est assez riche aussi. Et c'est vraiment très multiculturel, avec des gens qui viennent de partout, des Allemands, des Français, des Hollandais aussi. (...) C'est pour tout le monde pareil en fait, avec les enfants, on a besoin de plus d'espace : avant, on avait notre appartement à Londres et on ne venait que le week-end. Mais maintenant, avec les trois enfants, on a préféré s'installer ici. La grange est vraiment chouette, on a tout rénové, c'est très haut de plafond. C'est dans un petit village pas loin d'ici. C'est à côté d'une grande ferme bio. Il y a aussi un café et un magasin. Ça s'appelle Daylesfordorganic, vous n'êtes pas allé ? C'est vraiment bien (Figure 14). Il y a des vêtements magnifiques pour les hommes. (...) Pour la maison, on a de la chance parce que c'est difficile aujourd'hui de trouver quelque chose comme ça. C'est devenu complètement inabordable. Vous avez soit des manoirs, soit des petits cottages. Mais quand vous avez des enfants, vous avez besoin de plus d'espace ; du coup, maintenant, les gens (on a des amis qui le font), ils achètent une maison moderne, qui n'est pas jolie, mais ils refont tout l'intérieur. Ils n'ont plus le choix en fait. [Relance : où se trouvent-elles ces maisons ?] Il y en a là, juste au-dessus, si vous suivez la rue tout droit. Et puis il y a de super écoles aussi. Celle de Kingham [le village où elle réside] est la meilleure de tout le Oxfordshire. C'est celle où vont les enfants. Et le collège de Stow est excellent également. Il est très bien classé. Ma fille ainée y sera l'an prochain. Je pense qu'elle continuera le mandarin d'ailleurs. [Relance : elle apprend le mandarin ? Elle s'adresse alors à son fils âgé de 5 ou 6 ans qui se tient à ses côtés]. Ta sœur, elle fait du mandarin, n'est-ce pas ? Et toi, tu vas apprendre le mandarin ? [le petit garçon : « bof, euh... non »]. En tout cas cet après-midi, tu vas faire du violon ou de la clarinette ! Tu préfères quoi aujourd'hui ? [Elle me demande ensuite si j'ai des enfants, s'en suivent quelques mots sur la France]. En fait, mon mari se demande si on ne va pas s'installer en France, dans le Sud. On y réfléchit un peu en ce moment. Mais je viens de monter une affaire dans l'immobilier depuis quelques mois et ça marche bien. [Relance : c'est une agence immobilière ?] Non, pas vraiment, j'aide plutôt les gens à trouver un logement. En fait, je connais plein de gens maintenant ici. Et j'ai beaucoup de demandes de gens de Londres qui cherchent une maison dans le coin. En fait, on est parfaitement

---

<sup>47</sup> Peut-être s'agit-il là d'une autre manière d'exprimer de manière plus explicite ce que P. Cloke et al. 1998 ou M. Phillips (1998 b.) écrivent d'un type implicite de gentrificateurs qu'ils considèrent s'inscrire dans les sociétés locales « for self and show ».

<sup>48</sup> Dans le cas des conversations informelles comme celles-ci, elles ne sont pas enregistrées. En revanche, elles sont immédiatement et scrupuleusement consignées dans un cahier de notes. Il ne s'agit donc pas d'une transcription littéralement fidèle à la réalité. Pour autant, l'ordre des idées, leur contenu et leur forme (avec de nombreuses expressions reprises in extenso) sont restitués au plus près des propos effectivement échangés.

connecté à Londres ici. On ne se sent loin de nulle part. Mon mari prend le train pour aller travailler à Londres. Ca prend une heure environ, et comme il travaille à Paddington, c'est très rapide. Quand il finit trop tard, il reste à Londres : on y a gardé notre appartement, c'est pratique. Il y a pas mal de gens à faire ça. Ou alors des gens qui travaillent sur Birmingham même [Relance : ça ne fait pas loin ?] Non ! On était en vacances à Florence la semaine passée. On a pris l'avion à Birmingham, c'est à une petite heure de route, ça se fait très bien. [relance : ça a l'air vraiment parfait ici ?]. Oui, vraiment. Et puis c'est tellement amical, très chaleureux ! [d'autres clients arrivant, la conversation s'achève sur une invitation à lui rendre une nouvelle visite en compagnie de mon épouse et des enfants].

Figure 14 - Planche photographique - Daylesfordorganic, Kingham : Boutiques et café « haut de gamme » par et pour les gentrifieurs



Source : clichés de l'auteur (2013)

Assez spontanément énoncée (les relances avaient été rares et légères), cette description d'un style de vie à partir d'une gamme relativement étendue de pratiques et capitaux sociaux, culturels, financiers pose assurément la catégorie sociale de l'individu qui s'en fait l'auteur. Ce type d'exposé permet aisément à celui qui l'entend de se positionner vis-à-vis de ce qui semble être « la » norme locale. De par leur cohérence et leur omniprésence, les codes et marqueurs sociaux de la gentrification rurale produisent une norme vis-à-vis de laquelle il est difficile de ne pas « s'étalonner » soi-même. Il pourrait être objecté ici que ce réflexe est pour l'essentiel dû à la



position de chercheur travaillant précisément sur ces objets et processus. Or, divers entretiens et autres observations conduits dans des contextes variés mènent à la conclusion selon laquelle les habitants et visiteurs sont loin d'être insensibles à la production de cette norme et de ce qu'elle suppose d'inclusion ou au contraire d'exclusion. Ainsi, dès le début d'un entretien réalisé avec une Française, employée depuis plusieurs années dans un office du tourisme du Lake District, celle-ci s'est spontanément positionnée dans la hiérarchie sociale de sa commune de résidence pour expliquer qu'elle n'était « pas tout à fait comme les autres » et qu'à ce titre, elle serait susceptible de « m'apporter un point de vue différent de celui des gens d'ici ». Dans un autre registre, une enseignante-chercheuse retraitée et vivant dans un petit hameau du nord-est du Lake District nous a expliqué qu'en dépit de leurs carrières professionnelles, elle et son défunt mari (lui aussi enseignant-chercheur), se distinguaient de leurs voisins, du double point de vue de l'aisance financière et du « prestige social », beaucoup moins affirmés pour eux. De fait, s'agissant notamment d'un ancien haut responsable du FAO à Rome, d'un ancien ambassadeur britannique en Ex-URSS, d'un architecte de renom, d'un chirurgien-dentiste, le voisinage se caractérisait par un entre soi relativement élitiste, duquel seuls l'agriculteur local et sa fille se démarquaient. Sans considérer ce hameau comme représentatif de l'ensemble des campagnes gentrifiées, le fait est que l'homogénéité sociale (relative) des campagnes britanniques tend vers une forme d'entre soi qui conduit lui-même à une certaine exclusivité sociale. Or, de l'exclusivité à l'exclusion sociale, le pas peut être aisément franchi, idée d'ailleurs implicitement évoquée dans l'article de J. Hotman (2008 : 395). Au fil des épisodes, la campagne de Postman Pat demeure ce qu'elle est supposée être ou devoir être : tous les personnages sont blancs, sans problème financier, hétérosexuels, respectant une répartition précise des tâches au sein du couple. Dans l'hypothèse où les détails seraient nécessaires, les hommes travaillent et leurs épouses s'occupent de la bonne marche du foyer... De même que le village de Greendale apparaît si beau, si parfait, que chacun aspirerait à y vivre. Or, précisément, tout le monde ne le peut pas.

Dans le détail, cette exclusion pourrait ici se décliner selon deux modalités. Pour les populations les plus modestes, qu'elles soient résidentes ou de passage, y compris les travailleurs pendulaires<sup>49</sup>, dites locales ou non, la réception de l'ensemble des codes et signaux décrits plus haut peut générer à des degrés variables un sentiment non seulement d'altérité, mais peut-être plus encore d'illégitimité. En considérant le fait que ce sentiment ait pu être exprimé par les personnes citées précédemment, malgré des capitaux culturels et économiques qui sont loin d'être négligeables et une bonne intégration sociale dans leurs villages respectifs, on peut imaginer qu'il soit massivement partagé pour les individus et ménages moins bien dotés. Ce peut être le cas par exemple des employés les moins qualifiés et/ou rémunérés des secteurs agricole, industriel, touristique, de la restauration, en particulier ceux issus des minorités ethniques, y compris de couleur. En effet, si la question ethnique n'a jusqu'à présent pas été évoquée, le fait est que les campagnes gentrifiées sont presque exclusivement blanches. Qu'elles soient absentes et/ou invisibles (cf. infra, section suivante), les minorités n'ont ou ne se donnent manifestement très peu droit de cité dans l'espace public rural, ce

---

<sup>49</sup> Si elles ne sont pas exposées aux congestions qui frappent quotidiennement les autoroutes et villes britanniques, les campagnes sont exposées à un impressionnant trafic automobile. Surtout, notamment dans certains contextes de campagnes gentrifiées très touristiques comme le Lake District, les flux campagnes/villes ont la particularité d'être croisés : résidents ruraux travaillant en ville croisent matin et soir presque autant de résidents urbains travaillant en campagne.

qui a pu faire l'objet de recherches passionnantes (J. Agyeman, R. Spooner, 1997 ; S. Neal, J. Agyeman Eds., 2006 b ; Halfacree, 1996), mais sans lien direct avec les travaux sur la gentrification rurale ; ce lien existant néanmoins indirectement à travers l'emprise et l'influence des *middle classes* sur la construction de ces campagnes « blanches ».

Quant à la seconde modalité du glissement de l'exclusivité vers l'exclusion, elle consisterait plus fondamentalement en ce que les populations ne répondant pas aux critères (économiques, socioculturels, ethniques) de l'entre soi ne résident tout simplement pas dans les espaces ruraux. Concrètement, et en creux, cette possibilité s'impose assez rapidement comme une relative évidence aux yeux de l'observateur dès lors qu'il traverse ou s'attarde quelque peu dans les petites, moyennes ou plus grosses villes autour desquelles se sont construites les campagnes gentrifiées. En effet, au même titre que les paysages ruraux fourmillent d'indicateurs paysagers spécifiques aux catégories sociales qui les ont façonnés, les noyaux urbains émettent eux aussi leurs lots d'informations susceptibles de préciser les profils socioculturels de leurs habitants. Ainsi, qu'il s'agisse de la morphologie et autres caractéristiques de l'habitat, de la structure de l'offre commerciale ou de services non marchands, bourgs et villes paraissent souvent beaucoup plus populaires que les campagnes environnantes. Dans certains cas, les contrastes sont même très profonds. A cet égard, l'opposition entre le Lake District et certaines des petites villes périphériques, anciennement minières pour quelques-unes, affectées par la désindustrialisation est frappante (Figure 15, cf. également Richard 2009). Dans un autre registre, la forte surreprésentation des minorités ethniques dans certaines villes du Yorkshire telles qu'Halifax ou plus encore Bradford, tranche brutalement avec leur quasi-absence dès qu'on en sort (cf. infra, section suivante).

Figure 15 - Planche photographique - Contrastes sociaux et paysagers entre les campagnes et un certain nombre de petits pôles urbains : exemple de villes minières et côtières de la Cumbria



Source : clichés de l'auteur (2009)

Ces deux dernières illustrations (Lake District et West Yorkshire) sont l'occasion de souligner un autre point clef issu de mes terrains britanniques et de leur confrontation à la littérature existante. Ces deux régions ont été mentionnées à la fois parce que du point de vue des contrastes ces terrains se distinguent des autres ou de certains autres, et parce qu'ils sont également très différents l'un de l'autre. Autrement dit, au-delà de la formulation générale qui consiste à évoquer *la* campagne gentrifiée, celle-ci est *de facto* beaucoup plus plurielle que l'idée qu'on pourrait s'en faire à travers une approche exclusivement bibliographique.

#### 2.2.4 Nuances et différenciations locales : l'exemple du North Norfolk

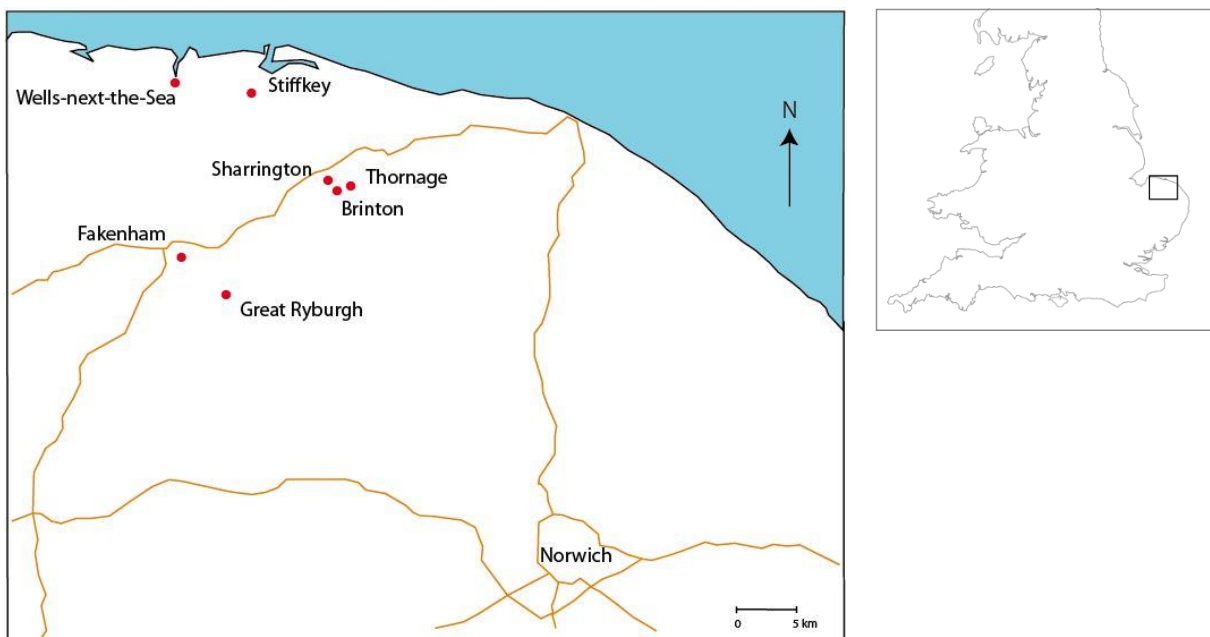
Avec le tournant culturel évoqué en début de chapitre, les chercheurs britanniques ont intégré leurs propres pratiques scientifiques à l'ensemble des éléments et acteurs qui concourent à produire les campagnes anglaises. Dans cette perspective réflexive, travailler sur la gentrification rurale et faire état de ses recherches ne doit pour autant conduire ni à résumer la campagne britannique à cette seule réalité de la gentrification (risque exprimé par exemple par Hoggart, 1997), ni à présenter cette dernière comme uniforme. L'exposé des acquis de la recherche (en particulier la section 1.2.4) nous a déjà indirectement permis de faire état de quelques nuances inter et infra régionales, que nous compléterons d'un troisième niveau de lecture, envisagé à l'échelle (micro-)locale. Si la diversité potentielle et effective des processus de gentrification rurale a ponctuellement pu être soulignée (par exemple Phillips 1993 : 123-124, 2005 ; Stockdale, 2010 ; et à une échelle plus fine Smith, 1998 ; voire P. Pistre qui en restitue sa perception via son état de l'art, 2012), il s'agit donc ici d'explicitier cette pluralité des campagnes gentrifiées en la restituant de manière plus « palpable » et sensible que ce que la littérature peut donner à lire. Mettre au jour la diversité des campagnes revenant indirectement à envisager une typologie, nous retiendrons deux critères assez élémentaires de différenciation. Le premier consiste à préciser la situation des terrains mobilisés comme support aux recherches de ces dernières décennies. Rarement détaillée ni même évoquée par les auteurs, celle-ci s'impose pourtant comme un déterminant fondamental des dynamiques et modalités « locales » de la gentrification. Le second critère réside dans l'intensité perçue de la gentrification à travers les paysages produits, en termes d'esthétique, de patrimonialisation, d'homogénéité, etc.

Un premier niveau de lecture (à l'échelle interrégionale) de la diversité des campagnes britanniques gentrifiées pourrait, par exemple, distinguer le bassin londonien des régions plus (Gower, Norfolk, West Yorkshire) ou moins périphériques (Cotswolds, Leicestershire, voire South Nottinghamshire) (Annexe 4- carte des *Counties*). Les contextes géographiques économiques et démographiques respectifs justifieraient probablement de s'attarder sur l'hypothèse de mises en œuvre plurielles du processus de gentrification. Nous proposons cependant d'affiner d'emblée l'échelle d'observation et de privilégier une approche par les terrains choisis par les chercheurs. Bien qu'allant du comté (*County*) à parfois un ou deux villages, sans doute retenus pour leur exemplarité ou représentativité, l'échelle du ou des terrains nous apparaît la plus pertinente pour percevoir l'hétérogénéité des campagnes gentrifiées étudiées outre-Manche.

Certains de ces terrains correspondent à des espaces ruraux en partie isolés (pour reprendre la typologie britannique, cf. section suivante) : le Norfolk intérieur, la partie orientale du Leicestershire, dans une certaine mesure le West Yorkshire, le Wiltshire ou même le nord du Buckinghamshire. A cet égard, les campagnes peuvent y paraître relativement ordinaires du double point de vue des paysages productifs que des moteurs et de l'intensité de la gentrification. D'autres terrains, les Cotswolds ou le Lake District notamment, eux aussi très ruraux se distinguent en revanche par une très forte activité touristique, doublée d'une intense patrimonialisation et d'une gentrification sensiblement plus généralisée et intense. Un troisième type de terrain pourrait regrouper ceux qui sont certes ruraux, mais qui se distinguent également par leur localisation littorale (North Norfolk, péninsule de Gower). Au-delà de sa seule contribution paysagère, la présence du trait côtier influence au moins partiellement les modalités géographiques de la gentrification (en établissant par exemple une opposition côte/arrière-pays), la composition sociodémographique des ménages (en moyenne peut-être plus âgés) qui y contribuent, la forte saisonnalité de la fréquentation touristique, etc. Quels qu'en soient les détails, la spécificité d'une identité littorale nous paraît en tout cas suffisante en soi pour devoir être expressément formulée en tant que telle à l'occasion d'une recherche consacrée à la gentrification rurale. Par ailleurs, dans les deux cas cités, la gentrification paraît relativement inégale, voire ponctuelle ou circonscrite dans le cas de la péninsule de Gower (quelques échanges informels avec divers agents immobiliers de Swansea ont pourtant confirmé la forte attractivité de la péninsule à l'endroit des ménages aisés). Enfin, certains des terrains explorés en Grande-Bretagne se démarquent des autres par leur proximité à la ville, et singulièrement à la « grande ville ». Dans des proportions variables, cette caractéristique concerne aussi bien les terrains du bassin londonien que d'autres, plus septentrionaux et situés par exemple dans l'aire d'influence de Birmingham (Warwickshire, Leicestershire), ou de métropoles de taille et rang inférieurs telles que Bristol (sud des Cotswolds), Leeds (West Yorkshire) ou encore Norwich (Norfolk). Potentiellement générateur d'une forte pression sur les campagnes, offrant des opportunités d'emplois spécifiques (plus qualifiés et mieux rémunérés que dans les campagnes plus isolées), dans la plupart des cas, la proximité de la ville influence considérablement la gentrification. Animée, entretenue et intensifiée par les actifs, elle est souvent aussi généralisée que dans les campagnes isolées les plus touristiques. Elle peut néanmoins s'y traduire sous des formes sensiblement différentes, par exemple, par le poids de la construction plus ou moins récente, voire neuve, qui complète alors l'offre de logements susceptibles d'attirer les gentrifieurs. S'il n'est pas utile, dans cette section, d'aller plus loin sur cette question de l'articulation entre gentrification rurale et de proximité urbaine, il est en revanche nécessaire d'affiner une nouvelle fois l'échelle d'observation pour saisir les nuances les plus locales de la gentrification rurale.

La fin du chapitre précédent a été l'occasion de rappeler le rôle et/ou l'instrumentalisation des documents d'urbanisme et autres dispositifs de planification dans la perspective de conservation de patrimoines bâtis et paysagers, laquelle permettait de comprendre pourquoi et comment certains villages avaient pu être les cibles privilégiées des gentrificateurs. De la même manière, Parsons avait très tôt indiqué que « pour découvrir les preuves de la gentrification dans le South Nottinghamshire et le North Norfolk, il faut observer à l'échelle du village » (Parsons, 1980 : 9). Se glisser dans les pas de Parsons, le « suivre » sur ses terrains de thèse, permet de fait de prendre toute la mesure de cette assertion apparemment banale, mais pourtant fondamentale. Pour ne prendre que le cas du North Norfolk, en passant de l'un à l'autre des « villages » investigués par Parsons, mais également par Phillips trente ans plus tard (Phillips, 2005, cf. infra), il est possible tout à la fois de considérer des intensités de gentrification très variables d'un village à l'autre, parfois distants de seulement quelques kilomètres, d'observer des compositions paysagères et des morphologies villageoises très distinctes, et enfin, de constater la permanence de contrastes sociaux au sein même des communautés rurales, qu'il s'agisse de villages groupés ou plus éclatés (certains correspondant plutôt à une somme de hameaux).

Carte 4 - Carte de localisation des villages du North Norfolk



Réalisation F. Richard

En entamant par exemple la découverte du « North Norfolk gentrifié » par Wells-next-the-sea, le géographe « plutôt ruraliste » peut avoir l'impression de se trouver en terrain inattendu, voire inconnu. En effet, comme la toponymie pouvait a priori le laisser penser, Wells-next-the-sea n'est autre qu'un petit port de pêche traditionnel autour duquel s'est développé un bourg relativement dense comptant plusieurs centaines d'habitants<sup>50</sup>. Assez typique des fronts de mer patrimonialisés, celui de Wells se caractérise par un subtil équilibre entre la mise en valeur des traces de l'économie locale passée (anciens entrepôts, grues, vieux gréements, paniers à crabes ou homards de pêcheurs) et la place dorénavant accordée à la navigation de plaisance. Aussi soigné que le front de mer, l'arrière front aurait lui aussi tendance à se démarquer des canons de la gentrification rurale classique en reprenant plutôt les codes de la gentrification urbaine, notamment s'agissant d'une petite place rappelant nombre de petits squares londoniens, objets de convoitise de la part des *middle classes*, y compris dans l'East End (F. Richard, 2001 ; 2017 à paraître). Cependant, en s'éloignant du cœur de bourg en direction des périphéries, une plus grande mixité se fait jour, notamment du point de vue de la morphologie du bâti, composé de maisons souvent accolées ou semi-détachées, dont certaines ont été récemment construites.

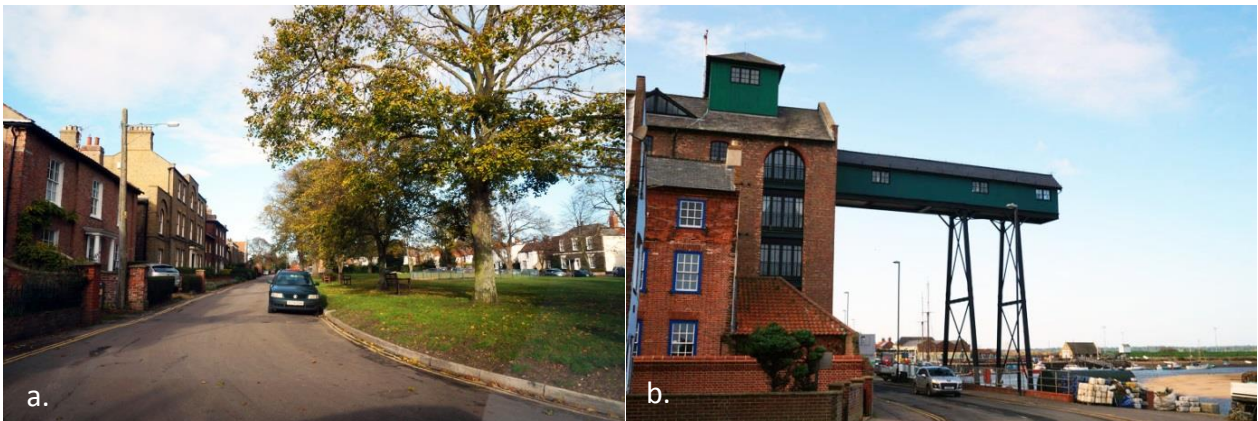


Figure 16 - (a. b.) Wells-next-the-sea

---

<sup>50</sup> Environ 2 500 habitants (source : 2011 OPCS Census), nombre qui passe à plus de 10 000 pendant la saison estivale (source : Tourist information <http://www.nr23.co.uk/>)

Figure 17 – (a. b. c.) Stiffkey, un village-rue patrimonialisé, esthétisé, gentrifié

A 4 km à l'ouest de Wells, Stiffkey se trouve en retrait de la côte, enchâssé dans une vallée peu profonde, mais étroite. Le village-rue s'étend ainsi tout en longueur sans faire apparaître de centralité très marquée. Stiffkey se distingue par le matériau de construction de ses maisons traditionnelles (de petits galets de silex). Les rares maisons neuves identifiées (trois à flanc de coteaux, près du pub) et leur architecture très contemporaine s'intègrent bien au sein d'un village dont de nombreuses maisons traditionnelles et autres petits commerces expriment en de nombreux points le souci d'esthétisation décrit plus haut dans le chapitre. En la matière, seul un petit ensemble immobilier, en sortie est du village, datant probablement des années 1970, rompt avec cette « unité » paysagère. En revanche, en empruntant le petit pont de pierre qui conduit vers la sortie sud du village, tous les marqueurs de la campagne gentrifiée sont réunis en quelques dizaines de mètres. Quelques chevaux broutent dans la prairie en contrebas du pont, observés par une marcheuse souriante qui tient son chien de race en laisse (fig. 17 b.). Elle porte une doudoune The North Face, une paire de bottes Hunter (bottes plastiques, entrée de gamme à 140 £) et se dirige vers les quelques maisons qui marquent la limite du village, et devant lesquelles trônent quelques Land et Range Rover...



Source<sup>51</sup> : Google Street View



A dix kilomètres au sud-est de Stiffkey se trouve Sharrington, un village très différent des deux précédents à deux égards au moins. Premièrement, il apparaît beaucoup plus éclaté, composé d'une succession de petits hameaux, sans cœur de village ni cohérence. Les maisons s'égrainent les unes après les autres au fur et à mesure que l'on suit les petites routes (il n'est pas possible de parler de rue) qui serpentent localement. Seul, peut-être, le magnifique Town Hall pourrait faire office de « centralité ». Deuxièmement, bien que l'ensemble des espaces domestiques ou communs soit relativement coquet, sans doute aussi soigné qu'à Stiffkey et Wells, l'atmosphère générale y est différente en ce sens que le cadre bâti n'offre pas le même cachet historique ni le même intérêt architectural que beaucoup d'autres campagnes gentrifiées. A Sharrington, pour l'essentiel, l'habitat est constitué de maisons manifestement récentes (des années 1950 aux années 1990) qui, en dépit du fait qu'elles soient souvent parées des galets vernaculaires, produisent un paysage relativement ordinaire. Au total, et les quelques maisons plus cossues n'y changent rien, Sharrington correspond probablement plus à ce qu'on pourrait attendre d'une campagne (britannique) mitée qu'à une campagne affectée d'un processus de gentrification « classique ».

Figure 18 – (a. b.) Sharrington et (c.) Thornage, villages, hameaux et mitage plus ordinaires



Sources : a. Google Street View, b. Cliché de l'auteur (2013)

En l'occurrence, à quelques centaines de mètres de Sharrington se trouve le village de Thornage (investigué uniquement par M. Phillips, 2005), qui s'il est sensiblement plus compact que le premier, ne compte lui aussi que quelques rues sans charme particulier et vis-à-vis desquelles le Town Hall, excentré, se démarque lui aussi de manière spectaculaire. Par ailleurs, à en juger par les pancartes fixées aux façades ou aux clôtures de jardin, le marché de l'immobilier semble plus actif que dans les localités précédentes, plusieurs maisons étant à vendre ou ayant été récemment vendues. Comparé à Sharrington, sans qu'elles ne soient forcément majoritaires, la proportion de maisons apparemment anciennes est ici un peu plus conforme aux standards des campagnes gentrifiées. Du point de vue des matériaux utilisés, Thornage apparaît comme un village de transition, en ce sens qu'en tant que matériaux de construction, brique rouge et galets sont utilisés dans des proportions

<sup>51</sup> Du fait d'une meilleure qualité de prise de vue (très grand angle), le cliché Google Street View a été préféré au cliché de l'auteur.

sensiblement équivalentes. Mais, ceci expliquant probablement cela, Thornage se distingue peut-être plus encore par le grand nombre de logements ou de séries de maisons accolées et, pour le coup, plus modestes en moyenne. Au point de générer parfois un contraste relatif lorsqu'elles jouxtent des cottages plus cossus (photo de la maison près des deux ou trois *Council houses* (en brique) à la sortie ouest/sud-ouest.



Source<sup>52</sup> : Google Street View

Figure 19 - Brinton, un petit village préservé et gentrifié



Cette hétérogénéité interne est en revanche absente de Brinton, étape suivante du chapelet de villages constituant le terrain de Parsons. En fait de village, Brinton est à plus proprement parler un gros hameau, dépourvu de tout commerce, et plus généralement de tout autre service ou équipement collectif. En revanche, il apparaît plutôt charmant, alternant coquettes petites maisons de bourg et propriétés plus imposantes, la plupart

pourvues de vastes terrains (dans certains desquels on peut entrevoir une piscine ou un terrain de tennis). De l'ensemble se dégage une apparente aisance financière, sans être clinquante par rapport à ce qu'on peut observer sur d'autres terrains, une atmosphère paisible et harmonieuse d'un village matinée d'une « authenticité » tranquille symbolisée par quelques détails, tels ce petit étal de pots de miels en libre-service (5£ les 500 g), sis en bord de route, à l'entrée d'un jardin.

---

<sup>52</sup> Idem note de bas de page 50.

Figure 20 - (a.b.c.) Fakenham, une centralité urbaine en marge de la gentrification rurale



Pour le coup, Fakenham offre un visage en tous points différents de celui de Brinton, et plus généralement des localités décrites jusqu'alors. Tout d'abord, plutôt qu'un village, il s'agit plus fondamentalement d'une petite ville de plusieurs milliers d'habitants<sup>53</sup>, située sur un axe de communication important pour le Norfolk. Si l'entrée par l'ouest de la ville propose quelques maisons de standing moyen, une grande partie de l'habitat est constituée de lotissements généralement populaires, très denses et datant pour l'essentiel des décennies d'après-guerre. Quant au centre-ville, il apparaît vivant, spécialement en cette fin de marché hebdomadaire. Le paysage urbain est relativement composite, associant bâtiments publics anciens, petits bâtiments fonctionnels typiques de l'architecture moderne des décennies d'après-guerre. Surtout, l'offre commerciale est probablement plus représentative d'une population plus populaire que celle qui réside dans les campagnes environnantes. J'y croise un homme originaire du sous-continent indien (probablement le premier individu de couleur depuis deux jours de terrain à la campagne). Alors que le thermomètre de la pharmacie indique 9°C, deux hommes se promènent en ville, en short et T-shirt de football, attributs vestimentaires plutôt des catégories populaires.



<sup>53</sup> Plus de 7 512 habitants en 2011, source ONS.

Distant de seulement quelques kilomètres au sud-est de Fakenham, Great Ryburgh se présente comme l'ultime étape de cette immersion au sein des campagnes gentrifiées du North Norfolk. En l'occurrence, en dépit des nuances, parfois profondes, qui se sont progressivement esquissées depuis Wells-next-the-sea, Great Ryburgh se distingue plus nettement encore en offrant un paysage inattendu, expression d'une trajectoire socioéconomique apparemment inédite. Les premières observations font état d'une proportion importante de logements datant de l'après-guerre, voire des années 1990 et même 2000 pour quelques petits ensembles immobiliers composés de pavillons ou de maisons accolées. Mises à part quelques petites extensions perpendiculaires, le village s'étend d'est en ouest à mesure que l'on parcourt la rue principale autour de laquelle se sont déployées les constructions. D'époques, de formes, ou de dimensions hétéroclites, les logements et leur environnement immédiat, éventuellement les jardins domestiques pour ceux qui en sont dotés, ont néanmoins en commun d'être sensiblement moins élégants et moins systématiquement entretenus que ceux qui ont pu être décrits jusqu'ici. Les haies sont elles aussi loin d'être aussi parfaitement taillées que celles de Thornage ou de Brinton, les palissades décrépies n'ont plus toujours leur aplomb d'antan, etc. De nombreuses maisons sont en vente. Observation inédite, même les maisons anciennes qui présentent un certain potentiel architectural et patrimonial sont en

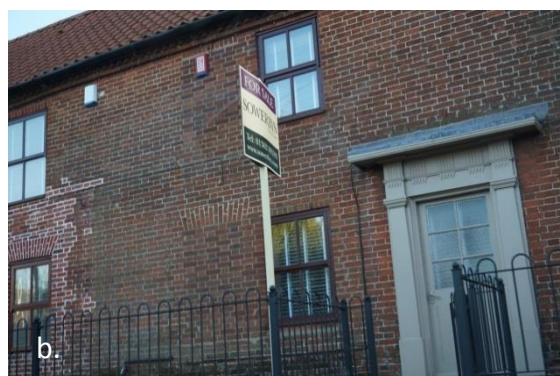


Figure 21 - (a. b. c.) Great Ryburgh ou l'hypothèse de la dégentrification

mauvais état. L'odeur assez forte qui inonde le village s'explique finalement à la vue d'un ensemble agro-industriel qui se révèle être une usine de malt, encore en activité<sup>54</sup>, bien que les parkings réservés aux salariés et prises de livraisons soient peu encombrés. Enfin, en approchant de la sortie est du village, un gros manoir émerge au-dessus du mur d'enceinte qui entoure le parc attenant. Localisée dans l'un ou l'autre des villages traversés plus tôt, cette maison de maître aurait probablement paru aussi somptueuse qu'inaccessible. A Great Ryburgh, elle paraît triste et défraîchie, les voilages grisonnants n'ayant ici été ni déposés, ni remplacés par quoi que ce soit qui

<sup>54</sup> Une petite recherche permettra par la suite d'apprendre que cette usine de Malt est implantée à Great Ryburgh depuis près de 200 ans.

serait préconisé par *Country Living*. A cet égard, la traversée de Great Ryburgh est une véritable « révélation », une réalité socio-géographique dont la littérature grise ne rend pas compte. Non seulement les trajectoires locales de la gentrification rurale ne sont pas toujours rectilignes, mais plus encore, il semble même qu'elles puissent parfois s'inverser. En effet, à l'époque de ses recherches doctorales, Parsons avait pu conduire d'ambitieuses enquêtes de terrain visant à préciser la composition sociale respective de chacune des localités constitutives de son terrain. Au milieu des années 1970, Great Ryburgh apparaissait alors comme l'un des villages les plus engagés dans le processus de recomposition socioprofessionnelle et sociale...

Tableau 1 - La mesure statistique de la gentrification sur les terrains de Parsons dans les années 1970<sup>55</sup>

Village	Socio-Economic Class						
	I	II	III	IV	V	VI	VII
Brinton	41,2	11,8	0	23,5	25,2	0	0
Fakenham	12,3	9,2	7,7	33,4	27,6	3,1	4,6
Great Ryburgh	20	20	0	40	20	0	0
Sharrington	15,4	0	15,4	23,1	30,8	15,4	0
Stiffkey	12,5	25	6,2	12,5	31,3	12,4	0

Source : D'après Questionnaire Survey, Août-Septembre 1975. Parsons, 1980 : 30.

Au final, à l'issue de cette dernière section consacrée aux paysages des campagnes britanniques gentrifiées (eu égard aux investigations dont elles ont fait l'objet en étant identifiées en tant que telles par les chercheurs concernés), et par extension, aux paysages de ce qu'un lecteur non averti pourrait considérer comme « la » gentrification rurale britannique, le double impératif de prudence et de nuance s'impose. Premièrement, au même titre qu'il est réducteur de parler de « la » campagne française, appréhendées à l'échelle inter régionale, les campagnes britanniques sont multiples et donc susceptibles d'être affectées de différentes modalités de gentrification. Deuxièmement, au sein d'une seule et même région, voire d'un *County*, les dynamiques locales et micro locales d'avancée, de consolidation, voire de reflux de la gentrification sont, elles aussi, multiples, à tout le moins au travers de leur expression visible et/ou paysagère. La seule illustration offerte par le parcours au sein des terrains combinés de Parsons et Phillips dans le North Norfolk est édifiante. En ne se fondant que sur les productions scientifiques disponibles, pourtant de très grande qualité, le lecteur mal informé de la « réalité » du contexte géographique du terrain support des recherches, s'expose au risque de s'en faire une représentation partielle, voire biaisée. Ainsi,

<sup>55</sup> Pour information, la catégorisation officielle en *social class* a été abandonnée depuis le recensement de 1991. Elle est ici adaptée par Parsons pour les deux catégories dont il considère que les gentrificateurs sont issus : I Professional workers own account, employees / II Employers and managers in Central and local government, industry and commerce ; Farmers, employers and managers only.

A titre informatif, la suite de la nomenclature officielle se déclinait comme suit : III NM Skilled occupations – non-manual / III M Skilled occupations – manual / IV Partly skilled occupations / V Unskilled occupations.

concernant le Norfolk, loin d'une campagne uniformément patrimonialisée, aisée et même « rurale », on se trouve en fait confronté à une variété inattendue de situations allant par exemple du petit port de pêche touristique, au hameau très aisé et exclusivement résidentiel, au village encore structuré par une fonction agroproductive, et ayant peut-être même vécu une trajectoire socioéconomique déclinante, voire un cycle inédit (?) de « dé-gentrification ».

Pour conclure ce point, si l'exercice de style que constitue ce parcours commencé est délicat à mettre en œuvre, il est malheureusement difficile d'en proposer une alternative, si ce n'est par l'intermédiaire de la vidéo. Quoi qu'il en soit, il fournit néanmoins quelques éléments de lecture de l'expression paysagère contemporaine de la gentrification des campagnes anglaises, éléments qui peuvent par ailleurs être complétés d'indicateurs plus conventionnels.

## **2.3 Explorations statistiques et cartographiques (2011)**

Les dernières phase et section de cette traversée de la frontière visent en quelque sorte à achever cette visite des campagnes britanniques en proposant un état des lieux statistique et cartographique de la gentrification. Si le lecteur aurait légitimement pu attendre ces éléments plus tôt dans le développement, j'ai néanmoins fait le choix de respecter le rythme et les étapes qui ont ponctué ma démarche, y compris pour la mobilisation de ce corpus de données. Du reste, les résultats du recensement de 2011 n'ont pu être exploités pour les espaces spécifiquement ruraux ou urbains avant la fin de l'été 2013, date à laquelle la nouvelle *Rural-Urban Classification* (RUC11) a été rendue publique<sup>56</sup>. Après avoir présenté les principales caractéristiques de cette nomenclature et des modalités possibles de traitement cartographique des données censitaires britanniques, nous nous engagerons dans l'observation quantitative et spatialisée de la gentrification rurale. L'objet de cette section n'est pas tant d'en conduire une analyse détaillée que d'en balayer un certain nombre de données clefs susceptibles de compléter le regard plus « impressionniste » qui a pu prévaloir au fil des pages précédentes.

### **2.3.1 Statistiques publiques et nomenclature rural/urbain**

En ce qui concerne les nomenclatures spatiales distinguant villes et campagnes, le rural et l'urbain, les statistiques publiques françaises et britanniques se fondent sur des principes partiellement comparables, mais peuvent toutefois retenir des critères sensiblement différents. En effet, à l'image de l'INSEE qui définit les communes rurales en tant que telles dès lors qu'elles ne sont pas une

---

<sup>56</sup> A ce jour encore, aucune publication relative à la gentrification rurale ne les exploite, si ce n'est les communications de D. Smith et C. Kinton auxquelles il a été fait référence page 54 et qui ont été réalisées dans le cadre du projet iRGENT.

commune urbaine ou qu'elles ne contribuent pas à faire émerger une unité urbaine<sup>57</sup>, le *Government for Statistical Service* décrit les zones urbaines comme étant celles qui appartiennent à des secteurs d'urbanisation continue de plus de 10 000 habitants. Par défaut, les zones rurales sont celles qui « ne sont pas urbaines, c'est-à-dire consistant en des zones d'implantation de moins de 10 000 habitants, ou qui sont en rase campagne<sup>58</sup> » (source : Rural Urban Classification de 2011, RUC2011). Autrement exprimé, au seuil quantitatif des 10 000 habitants agglomérés de manière continue, s'ajoutent des considérations morphologiques (la rase campagne, *sparse setting*). Concrètement, l'*Ordnance Survey mapping* (basée sur le recensement de 2011) a consisté à diviser l'Angleterre et le Pays de Galles en Output Areas (171 372 pour la seule Angleterre) regroupant en moyenne 309 personnes. Il s'agit des plus petites unités géographiques auxquelles les données censitaires sont produites et communiquées (avec un minimum de 80 habitants ou 20 ménages). Chaque OA est ensuite qualifiée d'urbaine ou de rurale selon que son centroïde démographique appartienne ou non à un ensemble (continu) de 10 000 habitants. Dans un deuxième temps, cette typologie binaire est affinée, d'une part à partir de la densité de ménages mesurée par sections d'un hectare, et d'autre part à partir de la densité relative de chaque section vis-à-vis des sections voisines ou de sections plus distantes (jusqu'à 30 km dans les secteurs les moins peuplés). *In fine*, les multiples combinaisons possibles permettent d'esquisser jusqu'à six types d'espaces ruraux et quatre types d'espaces urbains (contre un seul auparavant)<sup>59</sup> (cf. infra).

Par ailleurs, sauf à travailler à une échelle très locale, du fait de la lourdeur technique et de l'illisibilité des productions cartographiques, il n'est pas envisageable de traiter les informations statistiques par le prisme des Census Output Areas. C'est pourquoi ceux qui souhaitent engager des analyses spatialisées à une échelle fine pour l'Angleterre et le Pays de Galles, disposent de deux autres types d'unités statistiques, à savoir les Lower Super Output Areas (LSOAs) et les Middle Super Output Areas (MSOAs). Les premières, au nombre de 34 753, (Tableau 1) comptent en moyenne 1 613 habitants (calculs de l'auteur). Les secondes sont sensiblement plus étendues et peuplées (7 787 habitants en moyenne). Quant à leur catégorisation en tant que LSOAs et MSOAs ruraux ou urbains, elle est déterminée en fonction du profil majoritaire des SOAs qui les constituent. Cependant, et là encore, la mise en œuvre de cette technique de classement dépend également des configurations

---

<sup>57</sup> La notion d'unité urbaine repose sur la continuité du bâti et le nombre d'habitants. On appelle unité urbaine une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants. Si l'unité urbaine se situe sur une seule commune, elle est dénommée ville isolée. Si l'unité urbaine s'étend sur plusieurs communes, et si chacune de ces communes concentre plus de la moitié de sa population dans la zone de bâti continu, elle est dénommée agglomération multi-communale. Sont considérées comme rurales les communes qui ne rentrent pas dans la constitution d'une unité urbaine : les communes sans zone de bâti continu de 2000 habitants, et celles dont moins de la moitié de la population municipale est dans une zone de bâti continu (source : INSEE).

<sup>58</sup> Rural areas are those areas that are not urban, i.e. consisting of settlements below 10,000 people or are open countryside (source : RUC11).

<sup>59</sup> En dépit de ce raffinement méthodologique et technique, il n'en reste pas moins quelques anomalies ou approximations. Par exemple, un OA peut couvrir de larges portions d'espaces ruraux mais apparaître comme urbain si la majorité de ses habitants est agglomérée à un noyau urbain voisin.

morphologiques de l’habitat et des niveaux de densités<sup>60</sup> (villages, hameaux, habitat dispersé, franges urbaines, en zones de plus ou moins rase campagne, etc.).

Tableau 2 - Principales caractéristiques des unités de recensements (Angleterre, Pays de Galles) 2011

	Super Output Areas	Lower SOAs	Middle SOAs
Effectifs	171 372 (Angleterre seule)	34 753	7201
Nombre moyen d’habitants	309	1 613	7 787
Nombre maximum d’habitants	?	8 300	16 342
Nombre minimum d’habitants	80	963	2203

Sources : Office for National Statistics (ONS), <http://www.ons.gov.uk/ons/guide-method/geography/beginner-s-guide/census/super-output-areas--soas-/index.html>, et calculs de l’auteur.

Enfin, dernier point, le processus d’agglomération des SOAs en LSOAs ou MSOAs se traduit mécaniquement par une perte d’homogénéité morphologique des entités supérieures (LSOAs par rapport aux SOAs, MSOAs par rapport aux LSOAs) et finalement par la nécessité de simplifier la typologie. Elle passe ainsi de 10 à 8 catégories d’espaces, et logiquement, au détriment des espaces ruraux (Tableau 2). Concrètement, la Planche cartographique 5 permet de visualiser la répartition des espaces ruraux et urbains au regard de la typologie précédemment exposée. Soulignons d’emblée la contraction des espaces qualifiés d’urbains pour l’essentiel limités à un Grand Londres légèrement étendu, à un triangle Birmingham, Leeds, Liverpool, à la grande agglomération de Newcastle ainsi qu’aux zones littorales, notamment au sud du Pays de Galles. A l’inverse, pour un pays identifié comme étant très fortement urbanisé, les cartes montrent qu’au regard de la RUC 2011, les campagnes britanniques sont très étendues et constituent le type d’espace ultra dominant au sein de vastes régions, et pas seulement périphériques. Par ailleurs, la comparaison entre les cartes 3a et 3b permet d’illustrer la perte d’information géographique liée à l’agglomération des SOAs et des LSOAs pour créer les MSOAs. Localement, la constitution des MSOAs affecte profondément les découpages issus de la typologie, nuisant d’autant à la précision des représentations cartographiques des données disponibles. En conséquence de quoi, les analyses thématiques présentées dans le point suivant seront conduites à l’échelle la plus fine possible, à savoir à celle des LSOAs. Au total, ces dernières regroupaient en 2011 quelque 10 094 262 habitants, soit 18 % de la population résidant en Angleterre et au Pays de Galles.

---

<sup>60</sup> 2013, P. Bibby, P. Brindley, The 2011 Rural-Urban Classification For Small Area Geographies: A User Guide and Frequently Asked Questions (v1.0), 22 pages.



Tableau 3 - Regroupement d'unités de recensement et typologies rural/urbain

RUC 2011 Super Output Areas	RUC 2011 Lower or Middle Super Output Areas
Urban: Major Conurbation	Urban: Major Conurbation
Urban: Minor Conurbation	Urban: Minor Conurbation
Urban: City and Town	Urban: City and Town
Urban: City and Town in a Sparse Setting	Urban: City and Town in a Sparse Setting
Rural Town and Fringe	Rural Town and Fringe
Rural Town and Fringe in a Sparse Setting	Rural Town and Fringe in a Sparse Setting
Rural Village	Rural Village <sup>61</sup> and Dispersed
Rural Village in a Sparse Setting	Rural Village and Dispersed in a Sparse Setting
Rural Hamlets <sup>62</sup> and Isolated Dwellings	
Rural Hamlets or Isolated Dwellings in a Sparse Setting	

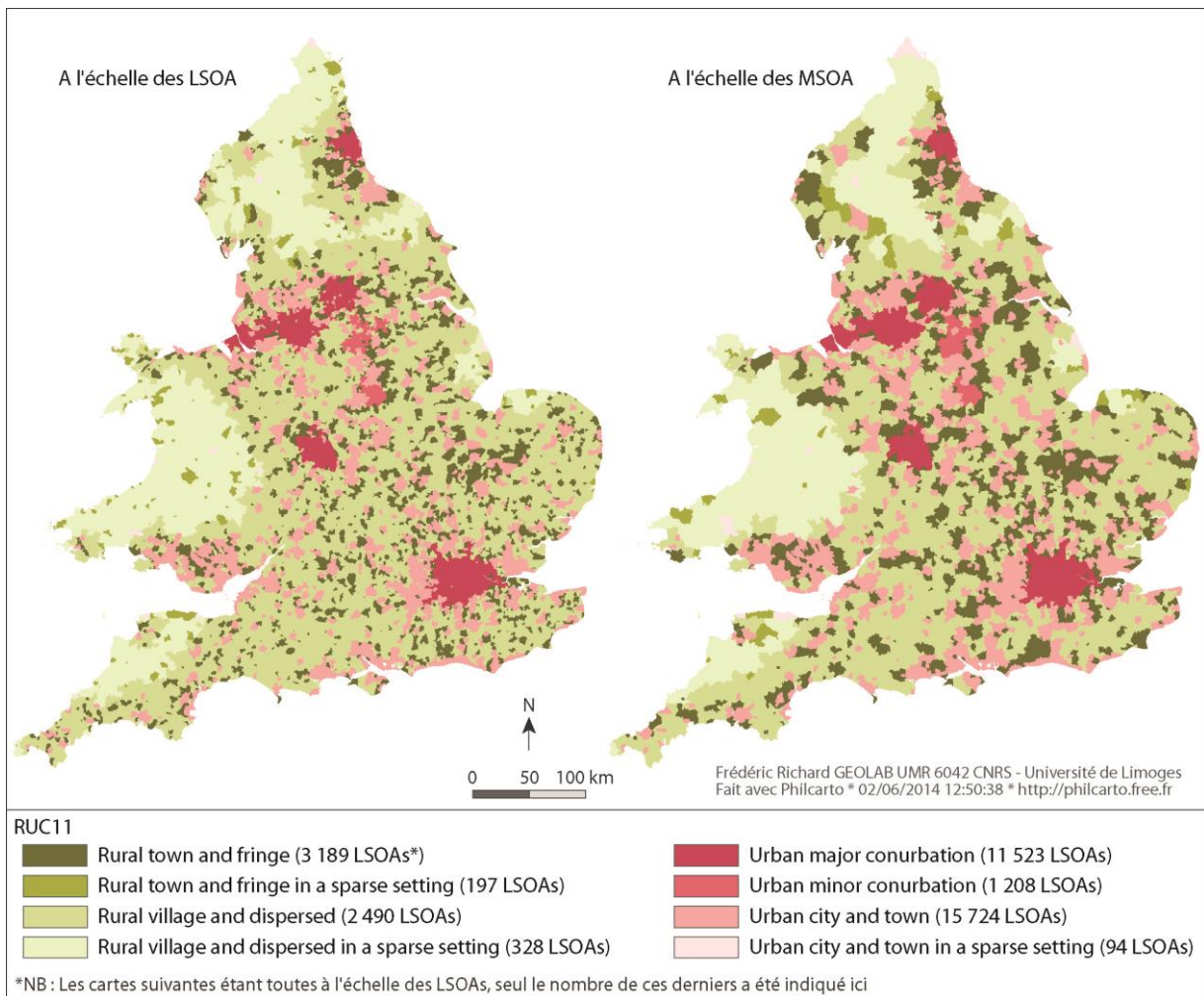
Source : The 2011 Rural-Urban Classification For Small Area Geographies: A User Guide and Frequently Asked Questions (v1.0)

---

<sup>61</sup> La notion de village est définie comme suit : “a cluster of dwellings (with a specific density profile)”.

<sup>62</sup> Les hameaux sont définis “ by reference to a group of farmsteads”.

Planche cartographique 5 - Espaces ruraux et urbains selon la RUC 11 par MSOAs et LSOAs



### 2.3.2 Une approche de la gentrification rurale par la cartographie thématique

A travers cette section, il s'agit d'exposer un certain nombre d'éléments quantitatifs et cartographiques permettant de mieux caractériser l'ampleur et les modalités de la gentrification des campagnes britanniques. Outre le recours à diverses variables attendues à cet égard, l'idée est ici de profiter de l'appareillage cartographique et statistique élaboré pour proposer de rapides analyses thématiques. Celles-ci sont destinées à la fois à esquisser d'autres lectures possibles de la gentrification rurale au Royaume-Uni, et à poser les jalons d'éventuelles recherches futures.

### 2.3.2.1 Les NS-SEC ou les middle-class dans les campagnes

Engageons d'emblée cet état des lieux avec la donnée censée permettre de mesurer l'emprise des *middle classes* sur les campagnes britanniques (Hoggart, 1997 ; Phillips, 2007, Richard 2009). En l'occurrence, la nomenclature NS-SEC offre une lecture des groupes sociaux au travers des catégories socioprofessionnelles de l'ensemble des actifs<sup>63</sup> (cf. Annexe 5) pour le détail des catégories et Annexe 6 pour la traduction française des NS-SEC britanniques, voir Brousse, 2008). Le Tableau 4<sup>64</sup> permet de mesurer la part des catégories socioprofessionnelles incarnant au mieux les « *middle classes* » dans les différents types d'espaces britanniques. En premier lieu, beaucoup moins nombreuses en volumes dans les campagnes que dans les villes, les NS-SEC supérieures apparaissent néanmoins surreprésentées dans les espaces ruraux, et ce, quelles qu'elles soient. Selon qu'on ait une lecture plus ou moins large de la notion de *middle class* au travers de cette nomenclature, les potentiels gentrificateurs représentent dans tous les cas une proportion considérable des actifs occupés (37,4 % pour les seules NS-SEC 1 et 2, plus de 50 % en y agrégeant la NS-SEC 4). Dans le détail, les surreprésentations respectives des NS-SEC 1, 2 et 4 sont plus ou moins variables selon les sous-types d'espaces ruraux. En ce qui concerne par exemple les *Higher Managerial, Administrative and Professional Occupations* (NS-SEC 1), elles apparaissent très fortement surreprésentées dans les villages et hameaux en général, mais avec un gros écart (du simple au double) selon qu'on se trouve en rase campagne ou non. Inversement, les NS-SEC 4 (catégorie beaucoup plus hétérogène que les deux autres) sont très fortement représentées dans ces mêmes villages et hameaux des campagnes les plus isolées et moins densément peuplées. En revanche, lorsqu'on associe les NS-SEC 1, 2 et 4, les actifs concernés représentent une proportion impressionnante, largement au-delà des 50 %, de l'ensemble des actifs résidant dans les villages et hameaux.

Tableau 4 - Distribution des NS-SEC supérieures dans les espaces ruraux et urbains (Angleterre, Pays de Galles, 2011)

RUC11	Tous actifs 16-74 ans	NS SEC 1 (en %)	NS SEC 2 (en %)	NS SEC 4 (en %)	NS SEC 1 et 2 (en %)	NS SEC 1, 2 et 4 (en %)
Rural town and fringe	3 497 964,00	11,7	24,2	11,8	35,8	47,6
Rural town and fringe in a sparse setting	210 999,00	7,3	20,6	15,5	27,8	43,3
Rural village and dispersed	2 848 370,00	14,6	26,3	16,7	40,8	57,5
Rural village and dispersed in a sparse setting	375 806,00	9,4	22,5	23,4	31,9	55,3
<b>All Rural</b>	<b>6 933 139,00</b>	<b>12,6</b>	<b>24,8</b>	<b>14,5</b>	<b>37,4</b>	<b>52,0</b>
Urban city and town	16 711 282,00	10,5	22,3	9,4	32,8	42,2
Urban city and town in a sparse setting	95 319,00	6,4	19,0	11,9	25,4	37,3
Urban major conurbation	12 429 865,00	11,9	23,0	9,5	34,9	44,4
Urban minor conurbation	1 249 072,00	9,0	19,6	8,5	28,6	37,1
<b>All Urban</b>	<b>30 485 538,00</b>	<b>11,0</b>	<b>22,5</b>	<b>9,4</b>	<b>33,5</b>	<b>42,8</b>
<b>Angleterre et Pays de Galles</b>	<b>37 418 677</b>	<b>11,3</b>	<b>22,9</b>	<b>10,3</b>	<b>34,2</b>	<b>44,5</b>

Sources : ONS Census 2011, calculs de l'auteur

<sup>63</sup> A l'exception des chômeurs n'ayant jamais travaillé et de ceux qui sont en chômage de longue durée.

<sup>64</sup> Dont la structure sera identique pour chacune des variables traitées dans la présente section.

En l'occurrence, les déclinaisons cartographiques des données censitaires vont dans le même sens que les premières observations formulées, tout en précisant les logiques géographiques. En guise de préambule méthodologique, indiquons que les séries de cartes présentées dans cette section sont toutes fondées sur une discrétisation dite standardisée ou de la moyenne et de l'écart-type. Si elle n'est pas systématiquement bien adaptée aux populations statistiques concernées par les cartes présentées ici (dans l'idéal cette méthode de discrétisation s'applique mieux aux distributions « gaussiennes »), cette méthode permet cependant de faire état des pourcentages réels tout en raisonnant en termes de surreprésentation et d'écart à la moyenne<sup>65</sup>. Pour amorcer le commentaire de ces premières planches, il n'est pas superflu de mentionner les proportions maximums d'actifs appartenant aux catégories socioprofessionnelles supérieures à l'échelle des LSOAs ruraux : elles peuvent ainsi atteindre 65,5% de l'ensemble des actifs pour les seules NS-SEC 1 et 2 (carte 4a) et s'élever jusqu'à 77 % en cumulant les NS-SEC 1, 2 et 4 (carte 5).

Au-delà de cet effet mécanique du changement d'échelle, les *middle classes* se caractérisent par des distributions géographiques plus ou moins sensiblement différenciées selon les catégorisations retenues. En effet, en dépit de quelques nuances locales, les espaces résidentiels des actifs issus des NS-SEC 1 et 2 sont relativement similaires. Concrètement, qu'il s'agisse des cadres supérieurs, professions libérales et gros employeurs, ou des cadres et professions libérales plus modestes, ils privilégient peu ou prou les mêmes espaces ruraux. Ils ont ainsi investi un grand bassin londonien dilaté<sup>66</sup> sur ses périphéries sud, ouest et surtout nord en direction du centre de l'Angleterre. D'une certaine manière, les actifs des NS-SEC 1 et 2 résidant en campagne semblent attirés par les périphéries rurales des grandes agglomérations. En cela, ils contrastent fortement avec les Small Employers and Own Account Workers<sup>67</sup> de la NS-SEC 4 (« la petite bourgeoisie » ; cf. C. Brousse, 2008 pour un état des lieux des tentatives d'harmonisation européenne en matière de catégories socioprofessionnelles) dont les zones d'implantation résidentielle correspondent beaucoup plus massivement aux périphéries septentrionales et occidentales (Pays de Galles, Devon, Cornouailles) de l'Angleterre (carte 4b). Au total, ces deux distributions spatiales, elles-mêmes liées à des appareils productifs locaux et régionaux différents (cf. infra), apparaissent complémentaires l'une de l'autre pour finalement couvrir l'essentiel des campagnes d'Outre-Manche. En outre, dès lors qu'elles sont combinées, les trois principales NS-SEC (1, 2 et 4) représentent une part importante de la population active occupée résidant en campagne, et même supérieure à 50 % dans un nombre significatif de LSOAs (Carte 7). A cet égard, le recours au terme de gentrification concernant tout ou parties des campagnes anglaises et partiellement galloises paraît donc spectaculairement justifié.

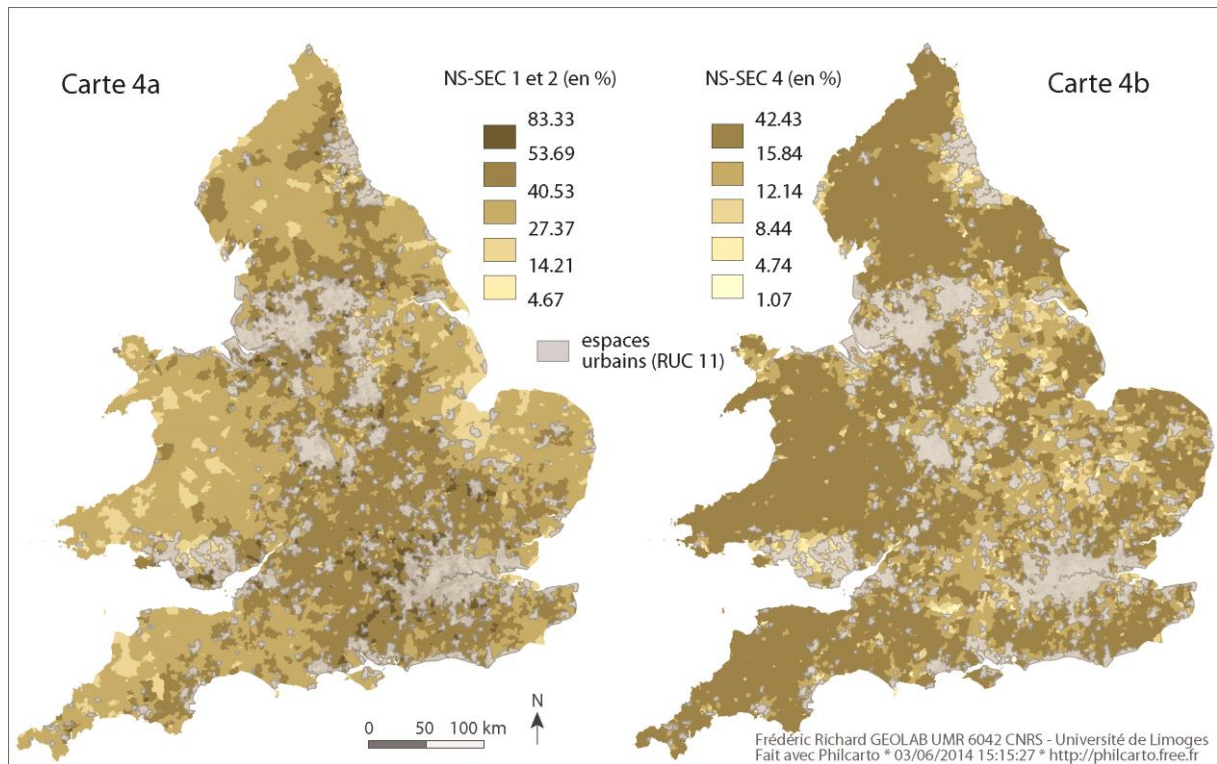
---

<sup>65</sup> Contrairement à M. Phillips (2007) par exemple qui privilégie un indice de surreprésentation à la moyenne (type quotient de localisation) sans faire état des proportions sur lesquelles sont basés les calculs.

<sup>66</sup> Cf. les observations de Hoggart (1997) qui lui, distingue le *Sud-Est* de l'Angleterre vis-à-vis du reste du pays.

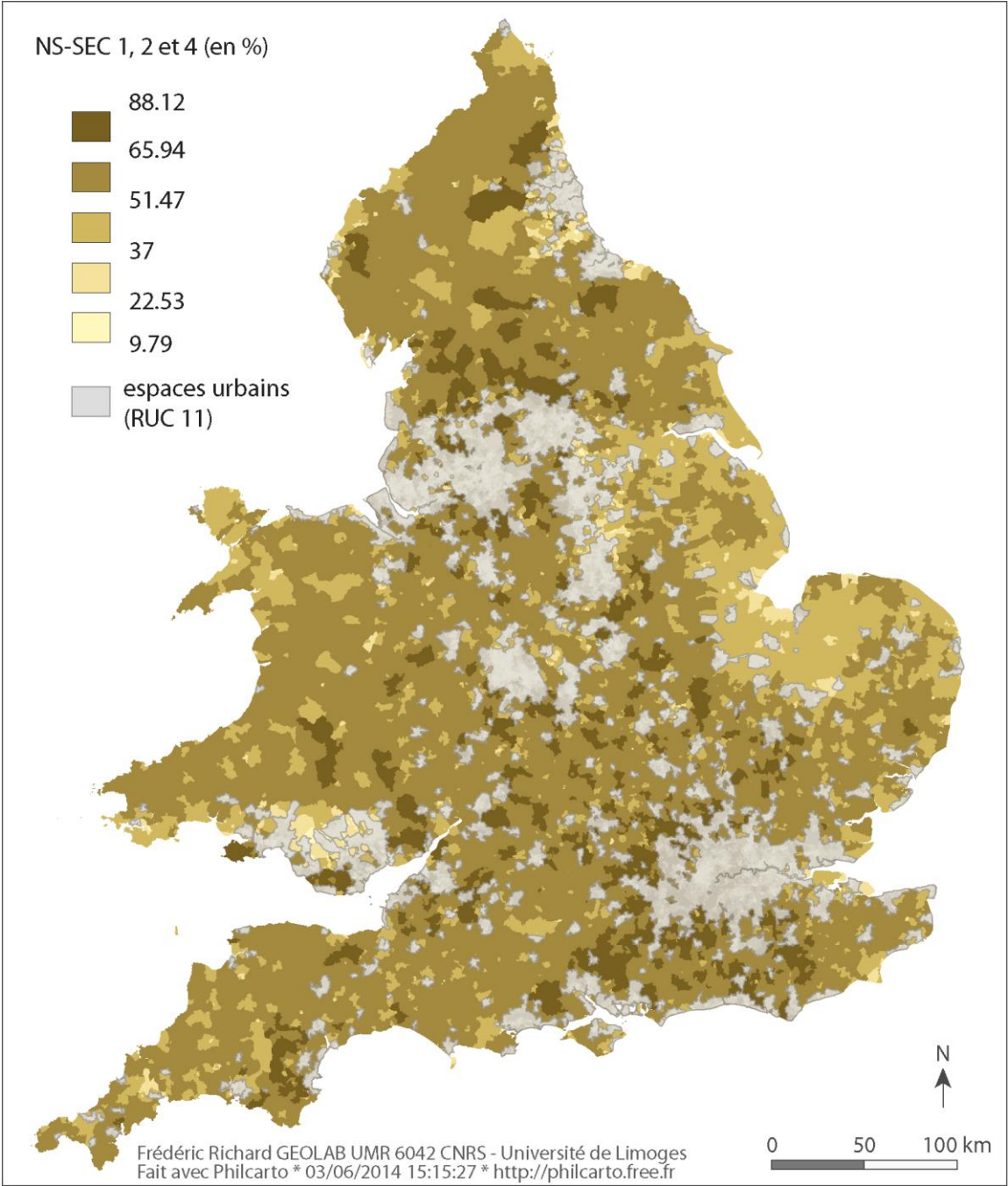
<sup>67</sup> Les *Own account workers* (travailleurs indépendants, autres que relevant des professions libérales traditionnelles, qualifiés parfois de « petite bourgeoisie ») constituent environ les deux-tiers des actifs de la NS-SEC 4, le troisième tiers comprenant donc les « petits » employeurs, tous secteurs d'activité confondus. Ces « petits » employeurs peuvent compter jusqu'à 25 salariés (source : SOC2010 volume 3: the National Statistics Socio-economic classification (NS-SEC rebased on SOC2010)).

Planche cartographique 6 - "Services Classes" et "petite bourgeoisie" : des géographies différenciées et complémentaires



NB. : Sauf mention contraire, les cartes du chapitre 2 ont toutes pour source : Office for National Statistics, 2011 Census.

Carte 7 - L'emprise des Middle Classes sur les campagnes britanniques



### 2.3.2.2 Gentrification rurale et capital culturel : les résidents les plus diplômés

En considérant les différentes formes de capitaux susceptibles de contribuer à modeler les contours des groupes sociaux et/ou des classes sociales contemporaines, le niveau de qualification et/ou diplôme apparaît comme un élément fondamental. Cet indicateur présente en outre l'avantage de figurer parmi les données censitaires disponibles au Royaume-Uni comme dans la plupart des pays développés. Il permet enfin de caractériser les groupes sociaux en présence par-delà leurs statuts d'actifs ou inactifs et complète donc le regard porté plus haut aux NS-SEC.

En l'occurrence, sur la base du « Level 4+ »<sup>68</sup>, les résidents de 16 ans et plus les plus diplômés du Royaume-Uni représentent une part significative (27,2 %) de la population totale et qui s'accroît encore pour les seules zones rurales (29,4 %). En revanche, d'un type de campagne à l'autre, les écarts sont beaucoup plus prononcés, en particulier en faveur des villages et hameaux, notamment pour les campagnes les plus densément peuplées (32,7 %). Logiquement, la distribution des populations en fonction de leurs niveaux de qualification apparaît donc en relative cohérence avec celle des NS-SEC des actifs occupés décrite précédemment.

Tableau 5 - Distribution des plus diplômés dans les espaces ruraux et urbains (Angleterre, Pays de Galles, 2011)

RUC11	Résidents habituels âgés de 16 ans et plus	Qualifiés de niveau 4 et plus	Qualifiés (Level 4 et plus, en %)
Rural town and fringe	4 208 901	1 144 135	27,2
Rural town and fringe in a sparse setting	262 906	61 397	23,4
Rural village and dispersed	3 405 079	1 112 927	32,7
Rural village and dispersed in a sparse setting	452 031	129 998	28,8
<b>Total Rural</b>	<b>8 328 917</b>	<b>2 448 457</b>	<b>29,4</b>
Urban city and town	20 375 595	5 101 056	25,0
Urban city and town in a sparse setting	125 303	25 065	20,0
Urban major conurbation	15 108 407	4 469 402	29,6
Urban minor conurbation	1 558 558	339 497	21,8
<b>Total Urbain</b>	<b>37 167 863</b>	<b>9 935 020</b>	<b>26,7</b>
<b>Angleterre et Pays de Galles</b>	<b>45 496 780</b>	<b>12 383 477</b>	<b>27,2</b>

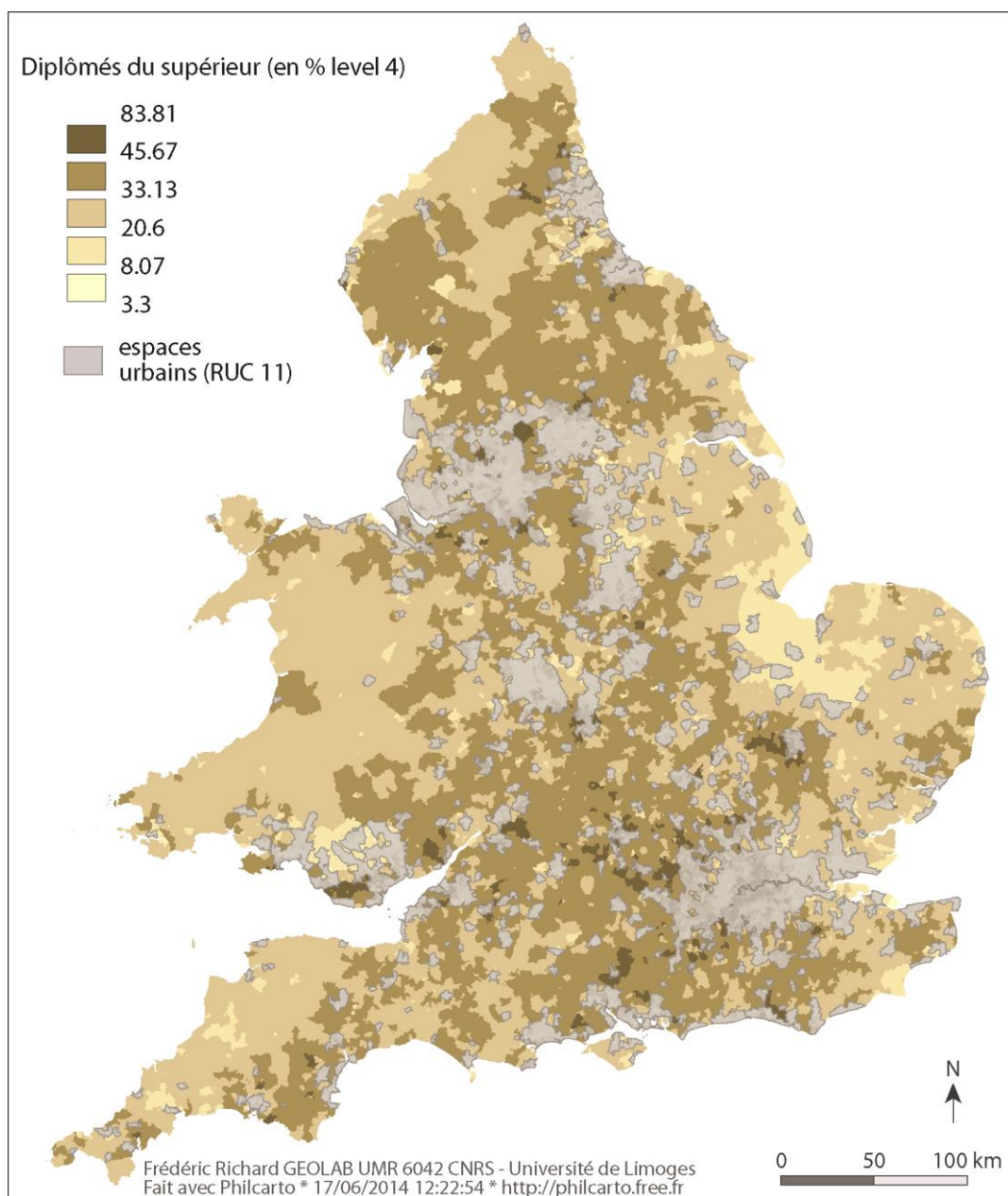
Sources : ONS Census 2011, calculs de l'auteur

Dans le détail de leur implantation géographique, les espaces ruraux privilégiés par les plus diplômés semblent être légèrement plus étendus et diffus que ceux des NS-SEC 1 et 2 (carte 4a). En effet, s'ils

<sup>68</sup> L'indicateur ici retenu est le « Level 4+ qualifications » du recensement. Ce niveau de qualification concerne l'ensemble des individus de plus de 16 ans titulaires d'un diplôme de premier cycle du supérieur (par exemple un BA, BSc), Higher Degree (par exemple un MA, PhD, PGCE), NVQ Level 4-5, HNC, HND, RSA Higher Diploma, BTEC Higher level, Foundation degree (NI), Professional qualifications (for example teaching, nursing, accountancy).

sont fortement surreprésentés dans les régions du Sud-Est, dans la partie orientale du Sud-Ouest et les Midlands, les plus diplômés ont également jeté leur dévolu résidentiel sur des zones rurales à la fois plus clairsemées et périphériques de l'Angleterre, en particulier dans le Nord, par exemple dans les environs du Lake District, ou encore dans le North Yorkshire. Notons par ailleurs que les LSOAs ruraux qui regroupent les plus fortes proportions de diplômés Level 4+ (qui peuvent atteindre près de 60 % du total des 16 ans et plus) sont localisés dans des *Counties* et autres secteurs géographiques qui ont la plupart du temps fait l'objet de recherches relatives à la gentrification rurale (Warwickshire, Oxfordshire, Berkshire, Lake District, etc., cf. Carte 3). Inversement, une lecture en creux de la variable permet de souligner le très faible nombre de LSOAs ruraux dans lesquels les « très diplômés » seraient sensiblement moins présents qu'à l'échelle nationale.

Carte 8 - Capital culturel et gentrification : les diplômés dans les campagnes





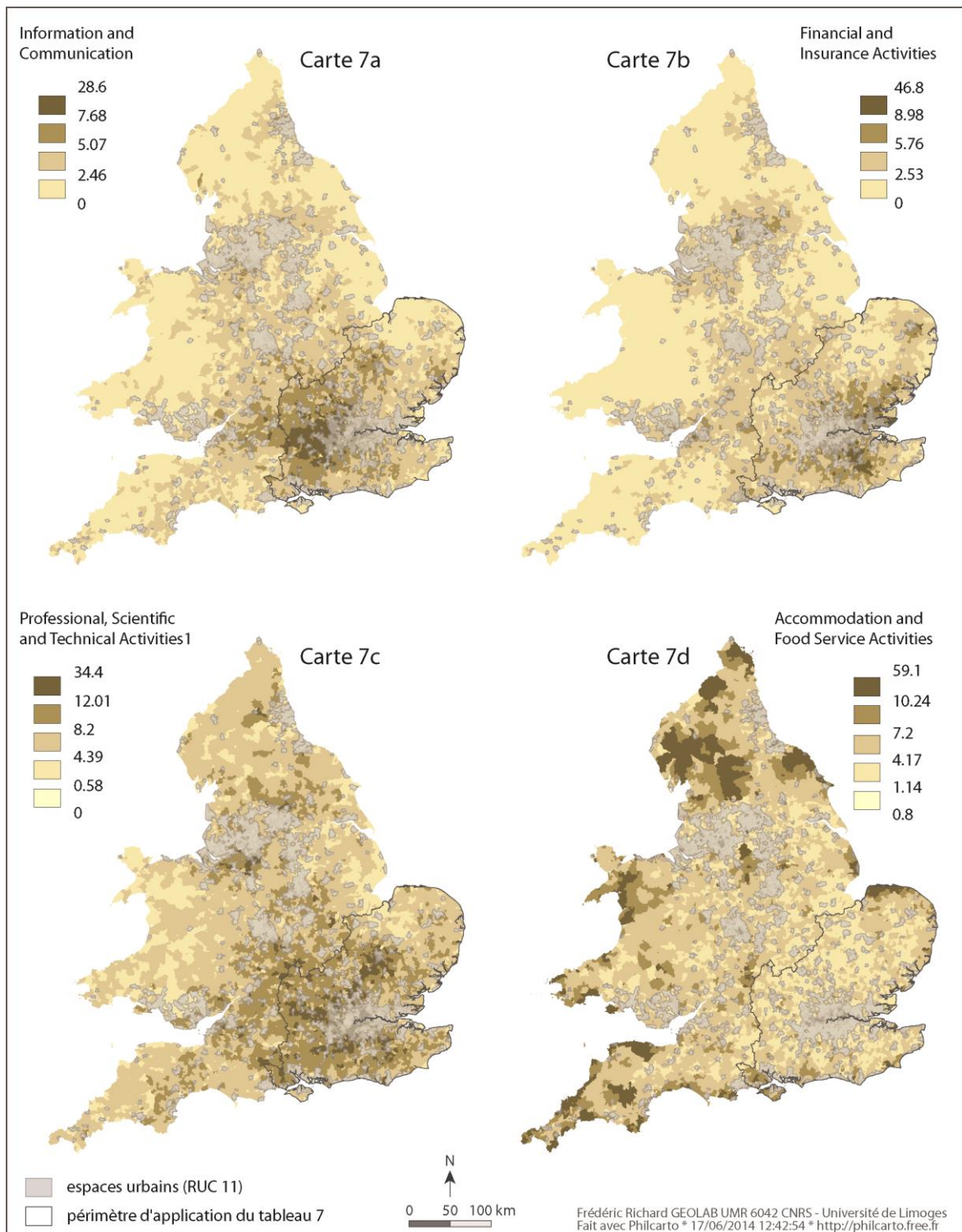
### 2.3.2.3 Gentrifieurs et appareil(s) productif(s)

Dans la continuité des travaux de Cloke et al. consacrés à l'hétérogénéité des *middle classes* ainsi qu'aux relations intra-classes, les observateurs des mutations rurales et recompositions sociales associées (par exemple Marsden et al., 1993 ; Hoggart 1997 ; Abram, 1998 ; Phillips 1998 , 2007 ; etc.) différencient systématiquement les *service classes* des autres sous-catégories susceptibles de composer la ou les *middle classes*. Sans entrer dans les détails (cf. note de bas de page<sup>18</sup>), l'émergence de ces *service classes* serait liée à l'évolution de l'appareil productif britannique dans son ensemble, notamment sa bascule progressive dans l'ère postindustrielle et postfordiste (J-P. Delas, 1993, M. Appert, J. Tuppen, 2008). En la matière, les travaux relatifs aux modalités géographiques de ces bouleversements sont nombreux et soulignent la plupart du temps la dualisation de l'espace britannique. S'opposeraient ainsi les régions qui souffrent des répercussions de la globalisation de l'économie et celles qui en bénéficient. Au premier rang de ces dernières, figure naturellement Londres, ville globale par excellence (S. Sassen, 1996 ; F. Richard, 2001, 2011 ; C. Hamnett, 2003 ; M. Appert, J. Tuppen, 2008 ; M. Appert, 2008), et au-delà, une grande partie du sud-est de l'Angleterre. En effet, la nature et le poids de l'appareil productif londonien influencent fortement la structure socioprofessionnelle de la région et dépassent très amplement les limites strictes du Grand Londres, notamment grâce aux réseaux ferrés et autoroutiers qui en irriguent les périphéries. D'une certaine manière, ce serait par une forme de métamorphisme de contact que se diffuseraient à l'ensemble du sud-est de l'Angleterre des emplois et/ou une structure socioprofessionnelle spécifiquement métropolitains. Justifiant par exemple pour Hoggart (1997) de différencier la région du reste du pays dans ses réflexions quant à l'emprise des *middle classes* et/ou des *service classes* sur les campagnes. En complément de ces approches, l'idée est ici de s'appuyer précisément sur les statistiques disponibles pour caractériser les secteurs d'emploi des ruraux actifs et d'éclairer la surreprésentation des individus et groupes sociaux relevant des NS-SEC supérieures (cf. supra) dans certaines campagnes britanniques.

En la matière, à l'échelle des LSOAs, les secteurs d'activité et d'emploi (*industries of employment*) offrent des configurations très variables. En résumé, pour un certain nombre de ces secteurs, les actifs, occupés, concernés présentent une répartition relativement équitable à l'échelle nationale. C'est le cas notamment de ceux exerçant dans les secteurs public et parapublic tels que l'éducation ou la santé, mais également dans d'autres, comme celui du bâtiment. Au contraire, pour certaines *industries of employment*, les actifs occupés se distinguent par une polarisation plus forte à proximité de gisements d'emplois eux-mêmes plus concentrés. Il peut par exemple s'agir des secteurs des énergies (les complexes de production électrique polarisent sensiblement les emplois), des transports (par exemple avec les plateformes aéroportuaires) ou encore des activités hôtelières et de restauration (carte 7d, cf. infra). D'autres enfin présentent également de fortes disparités en matière de répartition géographique des actifs, mais à la différence des secteurs d'emploi précédents, ils se démarquent selon une opposition urbain/rural beaucoup plus prononcée. C'est le cas naturellement de l'agriculture, de la forêt et de la pêche ou dans une certaine mesure de l'industrie, concentrée dans les régions urbaines des Midlands et du Nord. Mais c'est aussi le cas des actifs occupés dans les secteurs respectivement liés à l'information et la communication, aux finances et activités assurantielles, et enfin aux activités libérales, scientifiques et techniques. Si ce n'est que, l'opposition ville/campagne pointée plus haut pour l'agriculture et l'industrie, se décline selon une modalité singulière en ce sens que les actifs ici concernés sont très nettement polarisés par la métropole

londonienne. Dans le détail, chacun des trois derniers secteurs cités se distingue des autres : si les actifs de l'information et de la communication sont très concentrés autour du Berkshire, ceux des finances et assurances le sont plutôt dans l'Essex et le Kent (sud-est et nord-ouest de Londres), alors que les derniers ont une distribution plus étendue, dans un rayon de 50 à 100 km à partir du centre Londres (carte 7abc).

Planche cartographique 9 - Gentrification rurale et secteurs d'emplois



De fait, en comparant les tableaux Tableau 6 Tableau 7, la spécificité des campagnes de ce Grand Bassin londonien apparaît clairement. Dans un premier temps, le Tableau 6 permet de souligner l'importance non négligeable des secteurs susmentionnés et plutôt typiques des économies métropolitaines. En effet, cumulés, ces secteurs sont à peine moins représentés en moyenne parmi les actifs occupés des espaces ruraux que ceux des zones urbaines. Pourtant, le plus frappant réside peut-être dans les contrastes internes à chacune des deux catégories, respectivement entre *Rural town and fringe* et *Village and dispersed* d'un côté, et *Major conurbations* et *City and town in sparse setting*. Dans un deuxième temps, le Tableau 7, resserré sur le Grand Londres et les deux régions du South East of England et de l'East of England<sup>69</sup> (cf. détours des cartes, Planche cartographique 9), indique l'influence de l'appareil productif du Grand Londres et de ses périphéries sur la structuration des secteurs d'emploi des actifs occupés des campagnes du Sud Est. En l'espèce, cumulés et comparés à la moyenne nationale, les trois secteurs d'activité retenus y sont effectivement très surreprésentés dans les espaces ruraux de cette partie de l'Angleterre. En outre, concernant plus précisément les campagnes correspondant aux *Village and dispersed*, elles comptent près d'un actif sur cinq occupé dans ces trois secteurs d'activité, une proportion qui n'est finalement pas très éloignée de celle des espaces londoniens les plus en prise avec l'économie supérieure propre aux villes globales.

Tableau 6 - Distribution (espaces ruraux et urbains) des actifs occupés dans les secteurs d'activité de type métropolitains (Angleterre, Pays de Galles, 2011)

RUC11	Résidents actifs occupés âgés de 16 à 74 ans	Secteur de l'information, de la communication (en %)	Secteur des finances et assurances (en %)	Secteurs libéraux, scientifiques et techniques (en %)	Total des 3 secteurs (en %)	Secteur hôtelier et restauration (en %)
Rural town and fringe	2 458 136	3,3	3,2	6,2	12,7	5,1
Rural town and fringe in a sparse setting	141 677	1,5	1,4	4,1	7,0	10,7
Rural village and dispersed	2 031 966	3,5	3,3	7,7	14,4	5,1
Rural village and dispersed in a sparse setting	258 966	1,7	1,3	5,0	8,1	8,4
<b>Total Rural</b>	<b>4 890 745</b>	<b>3,2</b>	<b>3,1</b>	<b>6,7</b>	<b>13,0</b>	<b>5,4</b>
Urban city and town	11 929 696	3,7	3,9	5,6	13,1	5,5
Urban city and town in a sparse setting	63 861	1,3	1,2	3,5	6,1	12,0
Urban major conurbation	8 786 287	4,9	5,8	8,0	18,8	5,8
Urban minor conurbation	855 747	2,9	2,7	4,6	10,3	5,4
<b>Total Urbain</b>	<b>21 635 591</b>	<b>4,1</b>	<b>4,6</b>	<b>6,6</b>	<b>15,3</b>	<b>5,6</b>
<b>Total général</b>	<b>26 526 336</b>	<b>4,0</b>	<b>4,3</b>	<b>6,6</b>	<b>14,9</b>	<b>5,6</b>

Sources : ONS Census 2011, calculs de l'auteur

<sup>69</sup> Si ce découpage simpliste n'est pas parfaitement satisfaisant pour refléter ce que peut-être le Grand bassin londonien (il faudrait par exemple supprimer le Norfolk et le Suffolk, cf. carte des *Counties*, Annexe 4), ces deux régions administratives s'étendent sur et comprennent l'essentiel des espaces ruraux de surconcentration des actifs des trois secteurs économiques nous intéressant ici. En outre, les défauts de ce découpage auraient plutôt tendance à desservir l'argumentation (le Norfolk gommant par exemple une partie de la surreprésentation des actifs des 3 secteurs économiques du Tableau 6).

Tableau 7 - Distribution (espaces ruraux et urbains) des actifs occupés dans les secteurs d'activité de type métropolitains du Grand Sud Est (South East, East of England, London)

RUC11	Résidents actifs occupés âgés de 16 à 74 ans	Secteurs de l'Information et de la communication (%)	Finances et assurances (%)	Activités libérales, scientifiques et techniques (%)	Total des 3 secteurs (%)
Rural town and fringe	888 618	4,5	7,7	4,2	16,3
Rural town and fringe in a sparse setting	11 712	1,8	3,6	1,5	7,0
Rural village and dispersed	750 709	4,5	8,8	4,3	17,6
Rural village and dispersed in a sparse setting	9 211	1,9	6,2	1,7	9,8
<b>Total Rural</b>	<b>1 660 250</b>	<b>4,5</b>	<b>8,1</b>	<b>4,2</b>	<b>16,8</b>
Urban city and town	4 797 476	4,9	6,7	4,7	16,4
Urban major conurbation	4 651 406	6,7	10,5	7,4	24,6
<b>Total urbain</b>	<b>9 448 882</b>	<b>5,8</b>	<b>8,6</b>	<b>6,0</b>	<b>20,4</b>
<b>Moyenne nationale</b>		<b>4,0</b>	<b>4,3</b>	<b>6,6</b>	<b>14,9</b>

Sources : ONS Census 2011, calculs de l'auteur

#### 2.3.2.4 Les exclus de la campagne, ou la gentrification rurale en creux

Au même titre que les mutations rurales britanniques de ces dernières décennies sont la plupart du temps scrutées par le prisme de ceux qui en sont les principaux acteurs, à savoir les *middle classes*<sup>70</sup>, la gentrification est essentiellement perçue, analysée et mesurée au travers des gentrificateurs. Or, à l'occasion des quelques pages relatant mon expérience sensible des campagnes gentrifiées anglaises, j'ai évoqué la possibilité d'un subtil glissement pouvant conduire de l'entre soi à la mise à l'écart de « l'autre ». Un certain nombre de variables censitaires peuvent être mobilisées ici pour tester cette hypothèse de l'exclusion de certaines catégories d'habitants des campagnes gentrifiées, et peut-être plus largement encore des espaces ruraux.

Dans cette perspective, à supposer que les NS-SEC supérieures permettent, dans une certaine mesure (cf. Richard, 2009), d'identifier et éventuellement cartographier les populations les plus aisées, les NS-SEC spécifiques aux catégories socioprofessionnelles et emplois les moins qualifiés permettraient à l'inverse d'esquisser les contours des populations les plus modestes. Cependant, d'autres variables sont généralement jugées tout aussi, voire plus pertinentes (voir par exemple C. Lindsay, D. Houston, 2013), en tout cas dans le contexte britannique. En l'espèce, combinés ou non, le taux de chômage et la part de « malades permanents ou handicapés inactifs (16-74 ans) » constituent deux indicateurs fiables des difficultés d'accès à l'emploi, des populations les plus modestes, voire de la pauvreté (F. Richard, 2001).

<sup>70</sup> Pour une critique de ce travers académique, cf. C. Philo, 1992 ; 1997.

Tableau 8 - Rural/urbain, des espaces et des populations inégalement confrontées à l'absence d'emploi (16-74 ans)

RUC11	Total des actifs	Chômeurs (% de la pop active)	Handicapés, malades permanents inactifs (%)	Chômeurs, handicapés, malades permanents inactifs (%)
Rural town and fringe	2 593 594	4,6	5,0	9,6
Rural town and fringe in a sparse setting	150 443	5,3	6,3	11,6
Rural village and dispersed	2 115 490	3,4	3,5	6,9
Rural village and dispersed in a sparse setting	269 816	3,6	5,0	8,6
<b>Total Rural</b>	<b>5 129 343</b>	<b>4,1</b>	<b>4,4</b>	<b>8,5</b>
Urban city and town	12 843 697	6,0	6,0	12,0
Urban city and town in a sparse setting	69 613	6,3	8,2	14,5
Urban major conurbation	9 672 685	7,7	6,6	14,3
Urban minor conurbation	944 531	7,8	7,7	15,5
<b>Total Urbain</b>	<b>23 530 526</b>	<b>6,8</b>	<b>6,3</b>	<b>13,1</b>
<b>Total général</b>	<b>28 659 869</b>	<b>6,3</b>	<b>6,0</b>	<b>12,3</b>

Sources : ONS Census 2011, calculs de l'auteur

A l'image de la plupart des variables précédemment balayées dans ce chapitre, le taux de chômage de la population active diffère fortement selon les espaces considérés, une nouvelle fois à « l'avantage » des espaces ruraux (Tableau 8). En moyenne, l'écart est plus sensible entre rural et urbain dans leur ensemble (4,1 contre 6,8 %) qu'entre les sous catégories constitutives du rural. Au sein des campagnes, les actifs des villages et hameaux, qu'ils résident dans des campagnes clairsemées ou non, sont les moins affectés par le chômage. Concernant la proportion d'handicapés et/ou malades permanents inactifs au sein de la population en âge de travailler, au-delà de quelques nuances et d'un écart ville/campagne moins prononcé que pour le taux de chômage, elle conforte les observations précédentes. Au total, en combinant les deux variables, les ruraux, et plus singulièrement encore ceux qui vivent plutôt dans les villages et hameaux apparaissent comme beaucoup mieux préservés des vicissitudes liées au marché du travail et par extension de la pauvreté. En inversant la lecture, il pourrait être avancé que ces mêmes ménages, catégories socioprofessionnelles et autres groupes socioculturels modestes et plus exposés aux difficultés financières sont tenus à l'écart des campagnes britanniques, à tout le moins d'une grande partie d'entre elles. En l'occurrence, les propos méritent ici d'être précisés. En premier lieu, bien que discrète (visuellement et statistiquement), la pauvreté n'est pas totalement absente des campagnes britanniques. Outre les publications plus ou moins anciennes (par exemple Cloke, 1997), divers rapports ont encore récemment attesté (Palmer, 2009 ; DEFRA, 2014) de la permanence de la pauvreté dans les zones rurales britanniques. En second lieu, parce que relatifs à la population active, les indicateurs statistiques utilisés ici ne sont pas le strict reflet de la « pauvreté », tant s'en faut (Cloke, 1997). En la matière, ils sont par exemple susceptibles d'être plus ou moins pertinents en fonction de la structure par âge des territoires observés et de la part relative des populations les plus âgées, et inactives.

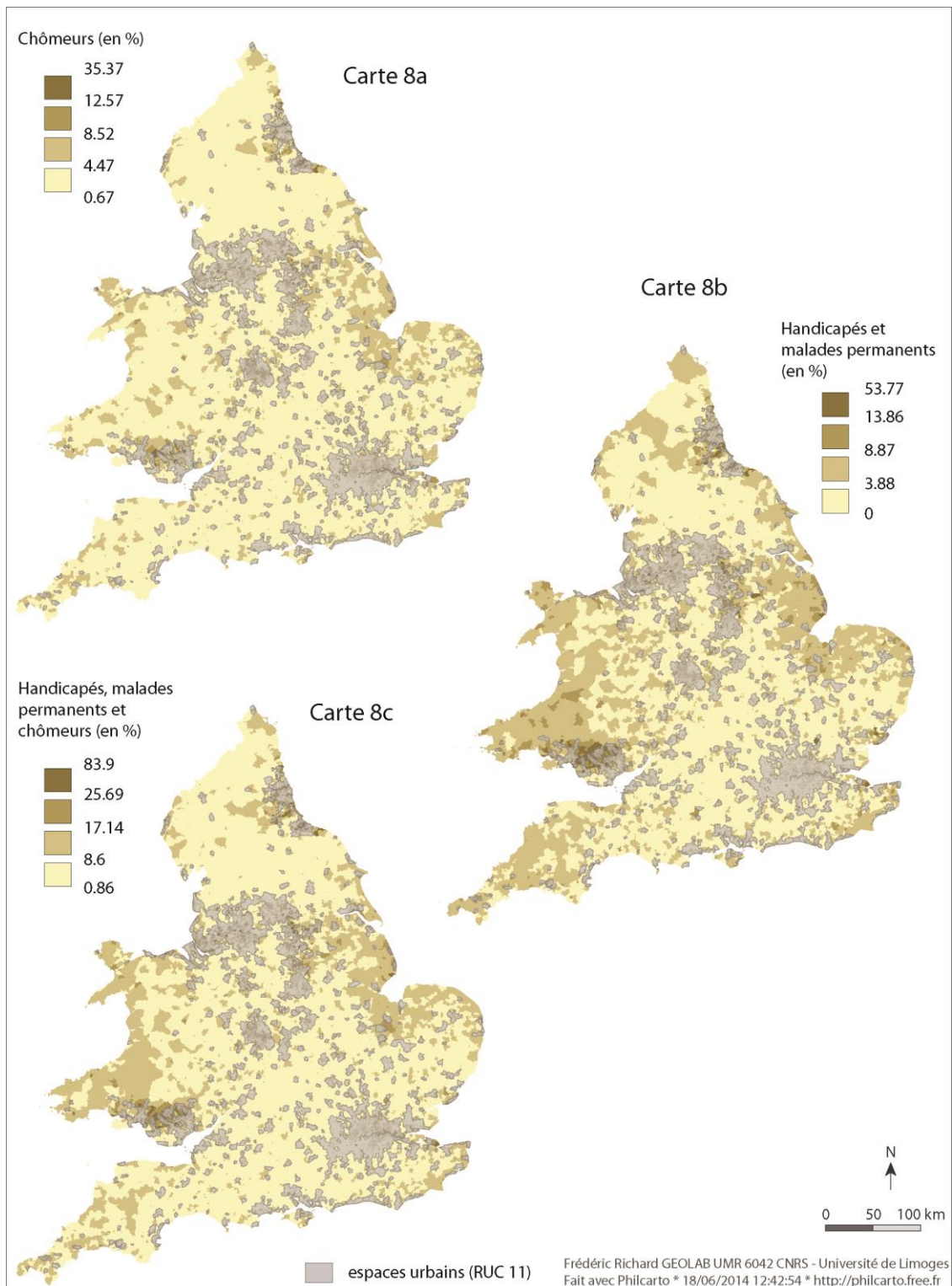
Par-delà ces précisions, la représentation cartographique des données citées tendrait à accréditer la discrétion des populations les plus fragiles dans les espaces ruraux anglais et gallois. En effet, qu'il s'agisse des chômeurs<sup>71</sup>, des handicapés et malades permanents, ou de la réunion de ces deux catégories de personnes en âge de travailler, tous y sont sous-représentés (Planche cartographique 10). Le déséquilibre, pour ne pas dire le contraste, est d'ailleurs tel entre LSOAs ruraux et urbains, que la discrétisation standard (moyenne/écart-type) serait en principe inadaptée à notre population statistique (la moyenne arithmétique est d'ailleurs située au centre de la deuxième classe inférieure). Dans le détail, et pour ne prendre que l'exemple du chômage, pour celles des campagnes qui présentent un taux supérieur à 10 % par exemple (soit 160 LSOAs sur 6 204 ruraux), elles appartiennent presque systématiquement à la catégorie des *rural town and fringe* et sont souvent localisées à proximité d'agglomérations industrialo-portuaires, parfois anciennement minières, plutôt du centre et du nord de l'Angleterre, ainsi qu'au Pays de Galles<sup>72</sup>. Inversement, les près de 300 LSOAs ruraux comptant moins de 2 % de chômeurs relèvent en majorité de la catégorie des villages et hameaux et ont une légère tendance à être situées dans le sud du Pays.

---

<sup>71</sup> Dans le sens du questionnaire de recensement, basé sur le principe de l'auto-déclaration, et non dans celui du BIT ou du ministère du travail et des retraites (intitulé au 15/07/2014) par exemple.

<sup>72</sup> Dans les LSOAs ruraux les plus touchés, les taux de chômage peuvent parfois dépasser les 20 % (le maximum étant de 26,7 %), les inactifs malades permanents et handicapés peuvent représenter plus de 25 % des résidents en âge de travailler (maximum à 38,6 %). Combinées, ces populations constituent parfois plus de 40 % des 16-74 ans (le maximum étant ici de 64,6 %).

Planche cartographique 10 - Des campagnes (presque) sans pauvres ?



Cependant, si les catégories populaires et/ou des « pauvres » sont peu présentes dans les espaces ruraux, il est une catégorie d'habitants qui en la matière se distingue plus encore, au point d'être quasi absente des campagnes britanniques. En effet, les minorités ethniques, et plus précisément les minorités non blanches, y sont très fortement sous-représentées : composant 14 % de la population nationale, elles ne représentent que 2,4 % des populations rurales et moins de 2 % dans les zones les plus clairsemées (Tableau 9). En désagrégant les données par groupes ethniques (ici les Asiatiques et les Noirs), les différentiels s'accroissent encore, soulignant en particulier l'opposition entre les campagnes dans leur ensemble et les plus grandes agglomérations. Nul doute que la seule situation londonienne (qui compte près de 40 % de non Blancs parmi ses 8,2 millions d'habitants en 2011) joue ici un rôle important. Du reste, les minorités de couleurs sont proportionnellement moins absentes des campagnes les plus denses, dont une partie non négligeable se trouve de fait dans le grand sud-est de l'Angleterre, à proximité relative de Londres.

Tableau 9 - Rural/urbain : une profonde différenciation ethnique

RUC11	Nombre d'habitants	Non Blancs (%)	Asiatiques (%)	Noirs (%)
Rural town and fringe	5 131 309	2,6	1,1	0,4
Rural town and fringe in a sparse setting	314 050	1,7	0,8	0,1
Rural village and dispersed	4 112 206	2,3	1,0	0,3
Rural village and dispersed in a sparse setting	536 697	1,2	0,4	0,1
<b>Total Rural</b>	<b>10 094 262</b>	<b>2,4</b>	<b>1,0</b>	<b>0,3</b>
Urban city and town	25 072 094	8,9	5,2	1,4
Urban city and town in a sparse setting	149 058	2,6	1,3	0,2
Urban major conurbation	18 849 335	27,4	14,3	7,5
Urban minor conurbation	1 911 163	12,2	6,0	2,7
<b>Total Urbain</b>	<b>45 981 650</b>	<b>16,6</b>	<b>8,9</b>	<b>4,0</b>
<b>Total général</b>	<b>56 075 912</b>	<b>14,0</b>	<b>7,5</b>	<b>3,3</b>

Sources : ONS Census 2011, calculs de l'auteur

NB : La somme des % des Asiatiques et des Noirs n'est pas égale au % des non Blancs : manquent ici les diverses catégories de Métis (« Mixed x »), les « Autres Arabes », et les « Autres autres ».

Sans être forcément abordée par l'intermédiaire de mesures statistiques, la question de la quasi-absence des minorités ethniques dans les campagnes britanniques suscite un intérêt certain de la part de divers acteurs. Ainsi, le fait de recourir à l'expression de « quasi-absence » pour décrire le très faible poids démographique des populations concernées serait très certainement contesté avec virulence par les chercheurs britanniques. En effet, attachés à réévaluer la réalité de géographies (au sens d'objets) négligées ou l'attention portée à des réalités culturelles et sociales contestées (C. Philo, 1992 ; 1997 ; P. Cloke et J. Little Ed., 1997) les chercheurs s'évertuent à faire reconnaître depuis de nombreuses années (y compris dans le champ académique) la présence des minorités dans les campagnes britanniques. Par-delà, l'enjeu consiste pour eux à faire prendre conscience des questions liées aux relations interethniques, au racisme, au harcèlement, à la ségrégation, aux modalités d'exclusion, à l'exercice des droits, de la citoyenneté, etc. De fait, en 2004, Trevor Phillips, alors Président de la Commission for Racial Equality, a dénoncé ce qu'il a présenté comme une forme d'« apartheid passif », principe dont J. Agyeman et R. Spooner proposent un résumé efficace :

« (...) the countryside at the core of Britain's national identity was regarded as the ideal location in which to breed a healthy and moral 'race', and country people



became the 'essence' of England. (...) The idea of national culture and its connection with the countryside, as employed by the extreme right, also works on a more popular level. A sense of ownership and belonging to the countryside, and the nation itself, is often constructed through an appeal to heritage (...). In Britain this rural heritage is portrayed as white and Anglo-saxon and is reproduced daily in popular culture and through educational practices (J. Agyeman et R. Spooner (1997 : 201).

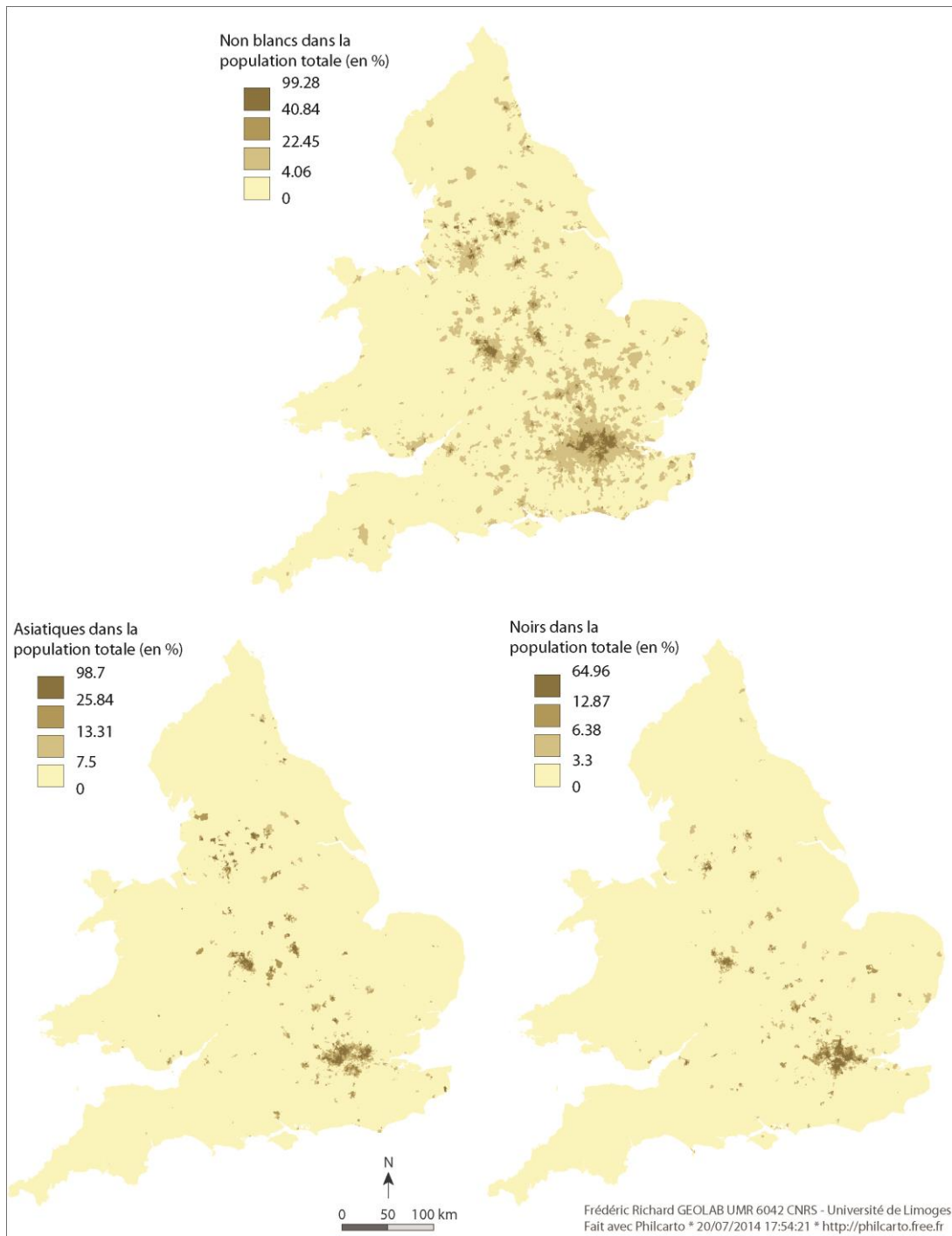
Quoi qu'il en soit, l'hypothèse d'un apartheid passif est désormais régulièrement partagée et interrogée au sein de la communauté scientifique, par exemple en miroir d'une possible campagne multiculturelle (S. Neal, J. Agyeman, 2006 b : 115-119) ou encore dans une perspective relative aux politiques publiques de lutte contre le racisme<sup>73</sup> (N. Chakraborti, 2010). En l'occurrence, si les chiffres globaux (par types d'espace, cf. Tableau 9) sont éloquentes, leur projection cartographique l'est peut-être plus encore.

En effet, la carte 9a met en saillance l'amplitude extrême des valeurs lorsqu'elles sont traitées à l'échelle des LSOAs. De même, elle souligne une opposition quasi binaire opposant villes et campagnes. Déclinant ces données par minorités ou groupes de minorités, les cartes 9b et 9c renforcent encore le degré de polarisation urbaine, en tout cas par un certain nombre d'agglomérations, des populations asiatiques (mieux représentées dans la moitié anciennement industrielle de l'Angleterre) et des individus s'étant définis comme Noirs. Dans tous les cas, les distributions sont si déséquilibrées que la discrétisation standard a été adaptée (réduite d'une classe) pour faire figurer la moyenne arithmétique, en limite supérieure de la classe 2 pour les non-Blancs, et de classe 1 pour les Asiatiques et les Noirs. En dépit de ces ajustements, les contraintes statistiques et graphiques liées aux traitements de ces variables à une telle échelle font rapidement toucher les limites de l'exercice.

---

<sup>73</sup> A l'occasion de sa « géo-biographie réflexive », P. Cloke relate un évènement qui, explique-t-il, va structurer la suite de sa trajectoire scientifique. Elle constitue une excellente synthèse des développements précédents et permet d'ajouter que là où il existe et s'exprime dans les campagnes britanniques, le racisme y est ancré de longue date (l'épisode remonte aux années 1970) : "After leaving Wye College I started work as a lecturer in geography at St David's University College, Lampeter in west Wales (...). Here, though was a very different form of rural lifestyle than that in Kent. As Viv and I looked for a house to buy, a local estate agent proudly outlined the advantages of Lampeter, chief amongst which was that 'it is a nice area because there are no blacks here'. I have to admit that we were *astounded* by the comment, and discussed it with people few weeks afterwards. Of course there had been quite a few black people in Wye, but these had been 'overseas' students at the college rather than accepted full-time members of the community. Were all rural areas prone to this kind of racism then ? Had our lives been that shaltered ? The answer to the latter question is probably 'yes'" (P. Cloke, 1994 : 157-158).

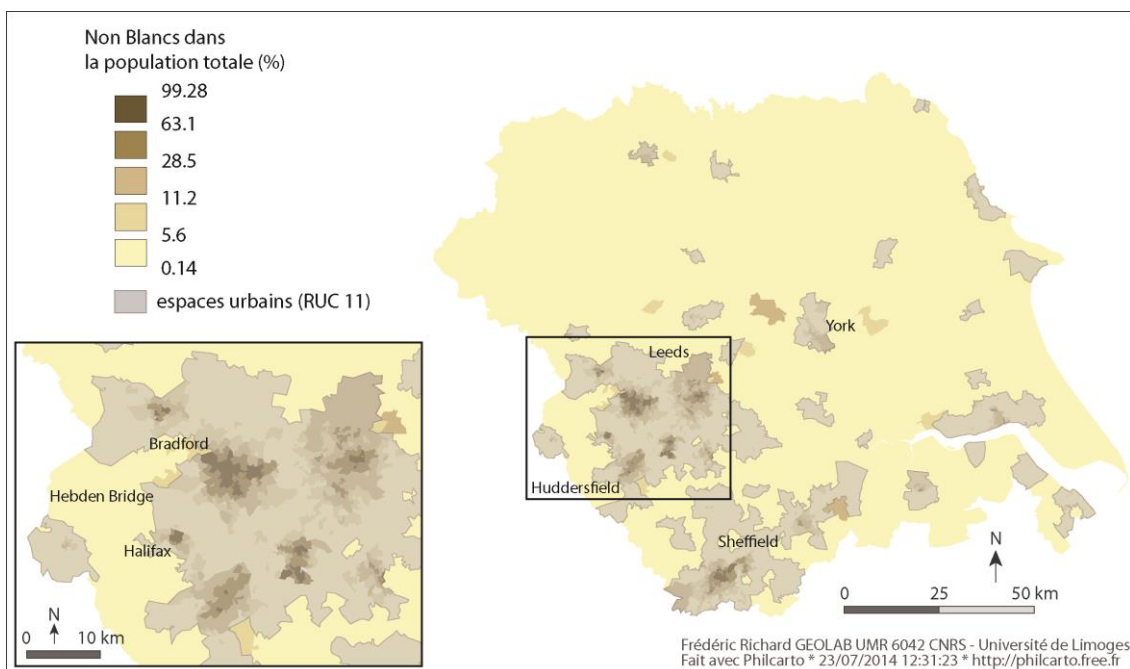
Planche cartographique 11 - Un apartheid passif : des campagnes blanches



En revanche, le moindre effet de zoom permet d'apprécier à sa plus juste valeur le potentiel d'explorations statistiques et cartographiques (même les plus élémentaires) lié à des variables « originales » (aux yeux d'un géographe français au moins). Elles sont en outre marquées par des distributions très singulières du point de vue des réalités géographiques et sociales qu'elles reflètent. Par exemple, pour faire écho (et réactualiser) à une publication antérieure (Richard, 2011), la Planche cartographique 12 permet de mesurer avec une plus grande précision l'ampleur des différenciations ethniques entre villes et campagnes à l'échelle très locale. Resserrée sur la seule région du Yorkshire

et du Humber (du nom du fleuve et de son estuaire à l'est), elle révèle de profondes oppositions internes. En réalité, alors que les non-Blancs représentent en moyenne 11,2 % de la population (écart-type de 17,3), les écarts entre LSOAs pourraient même difficilement être plus extrêmes puisque les proportions de non Blancs varient de 0,14 et 99,28 %. Dans le détail, ces contrastes se déclinent en deux temps de lecture. A l'échelle régionale, les minorités sont fortement concentrées dans le sud-ouest, dans la plupart des villes localisées en piedmont des Pennines et ont à l'inverse globalement délaissé le reste du Yorkshire<sup>74</sup>. Mais en nous penchant plus attentivement sur les anciens pôles industriels tels que Leeds, Bradford ou Halifax par exemple, l'effet ciseaux entre d'un côté les écarts de pourcentages et de l'autre la proximité spatiale entre zones urbaines de surreprésentation des minorités non blanches et zones rurales de quasi-absence des mêmes minorités est extraordinairement frappante. Concrètement, pour prendre par exemple le cas d'Halifax, qui présente ici l'intérêt de se trouver à moins de dix kilomètres d'Hebden Bridge (terrain de Smith 1998, 2001), certains quartiers peuvent compter jusqu'à 85 % de populations non blanches. Or, parfois à moins de deux kilomètres de ces quartiers, à fortiori à 5 ou 10, la population est presque uniformément blanche : l'essentiel des LSOAs compte alors moins de 3 %, parfois même moins de 1 % d'habitants se réclamant des minorités non blanches.

Planche cartographique 12 - De « l'apartheid passif » aux réalités locales de l'exclusion



<sup>74</sup> A quelques exceptions notables, dont quelques LSOAs ruraux, notamment au nord-ouest de York.

## Conclusion du chapitre 2

Si le premier chapitre a surtout consisté à reprendre et restituer les recherches relatives à la gentrification rurale en Grande-Bretagne, le second a visé à s'emparer du processus lui-même, à le scruter, l'investiguer en tant que géographe français et francophone. Dans le monde de la recherche, rencontrer et s'approprier une notion scientifique pour y travailler soi-même, ou pour travailler aux processus sociaux qu'elle décrit, passe dans un premier temps par l'exploration bibliographique. Dans un certain nombre de sciences sociales, la théorie se construit sur l'analyse de faits, et au-delà sur les faits eux-mêmes. En géographie, ces faits ou processus sociaux s'expriment souvent à travers des paysages. C'est vrai en tout cas de la gentrification rurale. Or, le paysage étant la rencontre entre l'objet observé et le sujet observant, la perception de l'objet observé est fondamentalement déterminée par la construction intellectuelle et culturelle du sujet observant. En tant que géographe français (ayant été formé en tant que tel dans une institution singulière qu'est l'université française) et être social, citoyen français (ayant été coconstruit en tant que tels par la société française et ses déclinaisons locales au sein desquelles j'ai grandi et passé ma vie jusqu'à présent), j'ai naturellement (mais culturellement) été amené à porter un regard singulier de celui que les collègues britanniques peuvent eux-mêmes porter à la gentrification rurale.

Concrètement, à travers la description des paysages britanniques de la gentrification rurale, j'ai exprimé le fruit d'une expérience sensible en essayant de la faire partager au lecteur peut-être peu au fait des dynamiques contemporaines des espaces ruraux britanniques en général, mais plus particulièrement des terrains qui ont pu servir de supports aux recherches qui nous intéressent ici. Les rapides traitements cartographiques de la gentrification rurale perçue via divers indicateurs statistiques visaient de la même manière à transmettre une certaine vision de « la » réalité sociale et géographique à laquelle fait écho la notion de gentrification rurale. Au-delà, et beaucoup plus fondamentalement sans doute, le but de l'exercice était ici de proposer au lecteur francophone non anglais une définition la plus empirique qui soit de ce qu'est la gentrification rurale, en tout cas au sens de ce que l'on peut *concrètement* entendre lorsque sous la plume d'un collègue britannique ou d'un collègue travaillant au Royaume-Uni apparaît le terme de gentrification rurale. De mon point de vue, il s'agissait d'une première étape indispensable à la pleine appropriation du terme et à l'issue de laquelle seulement il est envisageable de réfléchir à l'application possible du concept dans un autre contexte géographique, par exemple celui des campagnes françaises.

## Chapitre 3 – Traverser les frontières (2) : De l'importation à la circulation de la « gentrification rurale »

Dans sa *Théorie du voyage*, M. Onfray défend l'idée selon laquelle voyager consiste en partie à rencontrer sa subjectivité : « Le voyage suppose une expérimentation sur soi qui relève des exercices coutumiers chez les philosophes antiques : que puis-je savoir sur moi ? Que puis-je apprendre et découvrir à mon propos si je change de lieux habituels, de repères et modifie mes références ? » (M. Onfray, 2007 : 81-82). Pour le géographe, traverser les frontières, décoder, analyser de nouvelles formes et dynamiques territoriales permet de porter un regard enrichi et renouvelé à celles dont il est coutumier, qu'il connaît, croit ou croyait connaître. Traverser les frontières académiques procède des mêmes principes et offre les mêmes vertus réflexives. Les cultures et pratiques scientifiques de l'Autre doivent permettre de « méditer » les siennes propres. Le lecteur aura compris qu'à titre personnel, travailler à la fois sur le Royaume-Uni et la gentrification rurale relève à divers égards de cette démarche. Concrètement ce troisième chapitre vise à capitaliser sur les acquis des deux premiers pour formuler un certain nombre de pistes de recherche inégalement formalisées.

Elles consisteront à réfléchir à l'éventualité et aux modalités « d'importation » de la notion de gentrification rurale en France, et au-delà à la question de sa circulation (y compris dans le sens de la sociologie de l'acteur-réseau) à l'échelle internationale. Après avoir dressé en guise de chapitre 2 un état des lieux du contenu de la notion et d'avoir mis celle-ci concrètement en regard du contexte dont elle est le produit (autant qu'elle contribue à le produire, M. Callon, B. Latour, 2006 ; M. Callon, 2006, B. Latour, 2001), il s'agira de préciser les conditions dans lesquelles la gentrification rurale pourrait constituer une grille de lecture utile à la compréhension des espaces ruraux de ce côté-ci de la Manche. En l'occurrence, le propos consistera en grande partie à suggérer de nouvelles, ou à tout le moins « d'autres » délimitations de « l'espace rural » que celles qui semblent prévaloir aujourd'hui dans la recherche France. Il sera donc nécessaire de s'attarder ici sur la question du périurbain dont je m'efforcerai de justifier en quoi il pourrait être considéré comme une déclinaison, parmi d'autres, du rural. De fait, ce n'est probablement qu'à cette condition que le concept de gentrification pourrait être importé et appliqué dans sa forme originelle.

Ce sera donc à l'aune d'une lecture plus ruralo-centrée des campagnes françaises que je propose dans un deuxième temps de faire le point sur les géographies de la gentrification rurale en France. Ces géographies sont produites d'une part par le biais de la littérature explicitement ou implicitement relative à la gentrification rurale en France. Elles le sont d'autre part par les modalités de la gentrification rurale elle-même, en tout cas tel qu'elle se laisserait mesurer et cartographier ici de manière relativement basique et « expérimentale » à travers quelques grands indicateurs statistiques.

Mais au préalable, dans la mesure où ces interrogations ont suscité puis alimenté une réflexion collective qui s'est concrétisée en 2013 par le dépôt d'un projet ANR ORA+ intitulé iRGENT, ce chapitre débutera par un nouvel encadré consacré à la place et à l'apport des dynamiques collectives de recherche.

### **Encadré (2) – Plus on est de chercheurs... – Les apports de l'ANR iRGENT**

Comme le suggère l'intitulé du troisième chapitre de ce mémoire, s'il est question ici de traverser les frontières, l'objectif est d'aller plus loin que sur le seul terrain britannique. A l'origine, mes recherches engagées sur la gentrification rurale ne concernaient et n'étaient destinées à ne concerner que le Royaume-Uni. Ce n'est qu'au fur et à mesure de l'exploration de la bibliographie et des terrains britanniques que s'est progressivement posée l'hypothèse d'une mise en miroir avec la situation française. C'est en évoquant ce projet d'emprunt et d'importation du concept avec Martin Phillips en 2011 qu'est née l'idée d'une collaboration autour de l'idée plus large de circulation. Cette démarche a donné lieu au projet d'ANR iRGENT (pour International Rural Gentrification) monté avec des collègues britanniques et états-uniens en 2013. Déposé dans le cadre du programme international Ora+ (Open Research Area), il a été retenu par l'Agence Nationale de la Recherche, l'Economic and Social Research Council (Royaume-Uni) et la National Science Foundation (USA) qui le financent conjointement pour une durée de trois ans. Lancé en octobre 2014, le programme regroupe donc des partenaires britanniques (M. Phillips, Université de Leicester, D. Smith Loughborough University) et états-uniens avec P. Nelson (Middlebury College) et J. Dwight Hines (Point Park University). En France, sont impliqués quatre enseignants-chercheurs des Universités de Limoges et Clermont-Ferrand (F. Cognard, J. Dellier, S. Guyot, et moi-même), deux jeunes docteurs (G. Tommasi post-doctorante GEOLAB et P. Pistre post-doctorant IFSTEAR) et deux doctorantes de l'Université de Limoges (G. Saumon, M. Métainier).

Concrètement, ce projet de recherche international a été imaginé lors d'une conversation tenue avec M. Phillips à Leicester, conversation au cours de laquelle j'ai exposé la nature et l'objet de mes recherches et la problématique générale du présent mémoire d'HDR, déjà « en gestation » à l'époque. Suite à plusieurs rencontres et de nombreux échanges ultérieurs, le projet iRGENT s'est progressivement enrichi de l'approche conceptuelle des Britanniques, en particulier d'une première entrée par la sociologie de la traduction, déjà mobilisée dans les travaux de M. Phillips (2010) pour interpréter l'inégale diffusion des termes de gentrification rurale et de contre-urbanisation ainsi que d'une seconde, par celle de la théorie des actifs sociaux qui serait ici appliquée à la gentrification rurale. Résumé dans ses très grandes lignes, le projet iRGENT ambitionne de produire la première analyse approfondie et transnationale des géographies à la fois du concept et du phénomène de gentrification rurale, et ce, à travers une étude comparative de la théorie, des formes et des dynamiques de gentrification au sein des espaces ruraux, en France, au Royaume-Uni et aux USA. Le projet vise à examiner la pertinence et la portée de la gentrification rurale en tant que concept susceptible d'être mobilisé comme clef de lecture interprétative des mutations rurales en France, au Royaume-Uni et aux USA. Dans cette perspective, et comme indiqué plus haut, le projet s'appuiera sur le concept des « sociologies de la traduction » (Akrich et al. 2006) afin de déconstruire les sens et usages passés et actuels du terme de gentrification rurale tel qu'il apparaît dans les discours et

sphères académiques, politiques et plus généralement publiques des trois pays considérés. Une analyse de la gentrification rurale fondée sur la théorie des actifs ou des capitaux sera également engagée dans le but de créer des indicateurs empiriques de la présence et de l'usage des actifs sociaux ou des différentes formes de capital (en particulier économique et culturel, mais aussi environnemental, cf. infra) mobilisés au travers des processus de gentrification rurale. En combinant ces indicateurs empiriques à des éléments de mesures comparables des espaces ruraux, urbains et périurbains, il sera alors possible de cartographier les séries de données, y compris censitaires. Il s'agira d'analyser à plusieurs échelles les géographies de la gentrification rurale en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis, puis d'en produire une typologie. Cette typologie permettra de sélectionner une série de territoires ruraux fortement différenciés les uns des autres au sein de chacun des trois pays. Seront ensuite entreprises des études comparatives détaillées, à la fois des formes et des dynamiques de gentrification rurale. A cet effet, des appareillages méthodologiques communs seront mis en œuvre pour conduire les enquêtes de terrain, notamment en ce qui concerne les entretiens, les questionnaires, la constitution de groupes de discussion ou encore les relevés paysagers.

Au-delà de cette présentation succincte du projet tel qu'il a été accepté par le « consortium » ORA, il est important de souligner que la « simple » élaboration du projet elle-même a constitué une expérience scientifique « unique ». Outre les enseignements tirés en matière de rigueur méthodologique et de montage de projet, la richesse des discussions autant que les nombreuses incompréhensions respectives, ont été une formidable source de réflexion sur la, ou les pratiques de la recherche, en général, et des travaux consacrés à la gentrification rurale en particulier. De fait, si certaines des difficultés ont parfois tenu aux insuffisances linguistiques des uns et des autres, elles ont plus fondamentalement résulté de cheminements intellectuels, de conditionnements méthodologiques et de cultures scientifiques bien différents. Plus lente et difficile était la construction du projet commun, plus elle justifiait les questionnements à l'origine à la fois du mémoire d'HDR et du projet iRGENT lui-même. Par exemple, les innombrables échanges et allers-retours entre d'un côté conception et formalisation des pistes de recherche et de l'autre nos terrains et regards respectifs à la gentrification rurale dans chacun de nos trois pays m'ont amené à des considérations plus générales sur la pratique de la recherche en géographie sociale aujourd'hui. En effet, avec la dématérialisation et l'extraordinaire accessibilité de la littérature scientifique, donc avec l'internationalisation de la production et des avancées empiriques et/ou conceptuelles dont cette littérature fait état, risque également de venir le temps des malentendus. Non que ces derniers n'aient été possibles avant la mise en ligne des revues scientifiques, mais sans doute étaient-ils moins probables (au sens statistique). A cet égard, le champ de la gentrification urbaine nous en offre une illustration en ce sens que plusieurs auteurs ont souligné l'influence des contextes géographiques (États-Unis, Canada, Londres) dans la controverse animée par les tenants de diverses quasi-théories de la gentrification (C. Rhein, 1997 ; N. Smith, 1979 ; 1996 ; D. Ley, 1986 ; C. Hamnett, 1991 ; 2003 ; A. Clerval et M. Van Criekingen, 2012).

Ainsi, la mise en partage au sein de la communauté scientifique de notions et concepts relatifs à des objets ou des processus de nature géographique *localisés*, donc en partie au moins *singuliers*, impose d'en intégrer toutes les implications possibles. Cela suppose également de la part, et de l'auteur, et du lecteur, qu'ils soient vigilants et qu'ils prennent un certain nombre de précautions. Chacun doit respectivement rendre et tenir compte des contextes géographiques et sociaux, locaux et nationaux qui ont donné naissance à telle ou telle publication. De même, doivent-ils impérativement ne pas

omettre de considérer celle-ci comme étant inscrite dans une production académique nationale beaucoup plus vaste, au caractère potentiellement normatif en termes de cadres conceptuels et outils méthodologiques, y compris, pour les géographes, en matière de catégorisation des espaces, question autour de laquelle le chapitre est en partie construit.

### 3.1 La gentrification rurale en France : conditions d'application

Plusieurs chercheurs ont recouru au terme de gentrification pour analyser des objets et autres dynamiques rurales dans le cadre de différents terrains français (Raymond 2003, 2005, 2007 ; Cognard, 2006 ; Perrenoud 2008 a., 2012 ; Richard et Dellier 2011, Richard et al. 2014, Richard et al. 2015) voire à l'échelle nationale (P. Pistre, 2012). En imaginant que ces travaux soient précurseurs de recherches plus nombreuses et donc d'une appropriation grandissante de la notion de gentrification rurale dans les années à venir en France, une question fondamentale supposerait d'être posée en amont : à quelles conditions le concept peut-il ou doit-il être appliqué en France pour l'être dans une perspective cohérente et compatible avec celle qui a prévalu au Royaume-Uni, c'est-à-dire dans le double contexte, géographique et académique, dont il est originellement issu ?

#### 3.1.1 Ambiguïtés et malentendus ?

Tout concept et/ou objet de recherche se nourrit de contributions multiples, d'interprétations plus ou moins nuancées, voire contradictoires. Concernant la gentrification, il me semble qu'une partie non négligeable des malentendus résulte en fait du flou involontairement entretenu autour de la question fondamentale des limites géographiques de ce qui doit être inclus ou non dans le cadre d'analyse de la gentrification dite *rurale*.

Afin d'illustrer l'intérêt de cette mise au point, il est possible de s'appuyer sur quelques exemples. La remarquable thèse de P. Pistre (2012) pourrait être le premier. Consistant en une minutieuse et très complète entreprise de déconstruction géostatistique des mobilités et migrations résidentielles à destination des campagnes françaises depuis les années 1960, cette recherche doctorale déroule un grand nombre de planches cartographiques. Construites à l'échelle des bassins de vie et sur le périmètre du « référentiel rural élargi »<sup>75</sup>, elles suggèrent ainsi une « vision large » du rural ou des campagnes (cf. infra). A l'issue de ses traitements, P. Pistre propose logiquement une carte de typologie visant à identifier l'intensité et les facteurs locaux de la possible gentrification de certaines

---

<sup>75</sup> Dans le cadre d'une commande de la DATAR, divers acteurs institutionnels et chercheurs ont co-produit un rapport destiné à redéfinir les contours de l'espace rural à partir des bassins de vie. A travers ce rapport, intitulé « Structuration de l'espace rural : une approche par les bassins de vie » les auteurs ont donc cherché à « s'affranchir de la césure trop brutale entre « espace à dominante urbaine » et « espace à dominante rurale », le parti a été pris d'appuyer les études conduisant à ce rapport sur un espace rural vaste, par précaution. Cet espace rural se déclinera en deux parties complémentaires : l'une constituée uniquement de bassins de vie, homogène au sens où le pôle appartient à l'unité d'étude (le bassin de vie), l'autre constituée de la seule périphérie des plus grandes villes (unités urbaines de plus de 30 000 habitants). Le premier espace sera dit « référentiel rural restreint » ; avec l'adjonction de la deuxième partie, complémentaire, on parlera de « référentiel rural élargi » » (Collectif, 2003 : 8).



campagnes françaises (ibid. : 233). Or, à la différence de toutes les précédentes, cette carte se trouve être amputée des bassins de vie à dominante urbaine [NDLR proposés dans le rapport pour la DATAR] et, surtout, des campagnes des villes [NDLR celles-ci résultant d'une typologie produite par P. Pistre en amont de ses analyses exploratoires]. P. Pistre justifie ce choix en indiquant qu'il s'agit ainsi de « se concentrer sur des territoires moins touchés par des processus de périurbanisation » (ibid.). L'argument ici développé consiste justement à considérer que ce faisant, et à l'occasion précise de sa carte de typologie de synthèse, P. Pistre traduit le concept de gentrification avec le regard d'un géographe français, c'est-à-dire un regard influencé, voire conditionné ? (cf. infra), par les nomenclatures institutionnelles (notamment de l'INSEE) et l'urbano-centrisme qu'elles sous-tendent.

Mais en élargissant le champ de réflexion à d'autres pays que la France, cet exemple n'est pas unique. Ainsi à sa manière, S. Hjort (2009) fait état d'une démarche intellectuelle assez comparable. Pour traiter de la gentrification rurale en Suède en tant que processus migratoire, elle dresse un état de l'art fondé sur des productions essentiellement tirées de la littérature britannique et teste ensuite l'hypothèse de la gentrification rurale dans les campagnes suédoises reculées à partir de divers traitements statistiques (pour les années 1980 et 1990). A l'issue de quoi elle conclut qu'il « n'y a pas de preuve évidente de gentrification comprise en tant que processus migratoire dans les zones rurales en Suède » (...) « Quoiqu'il en soit, il y a quelques éléments allant dans le sens d'un processus de gentrification affectant les zones proches des villes moyennes. L'objet n'est pas de dire que la gentrification rurale doit être exclue en Suède dans le sens où elle n'y existe pas, mais plutôt de dire que le processus de gentrification peut être observé dans certains secteurs spécifiques ou peut-être sur certains segments du marché du logement ». Et d'ajouter ensuite, « aussi, il est assez probable que la gentrification rurale peut être un processus de type plus périurbain, les présentes recherches ne concernant que les portions plus clairsemées des campagnes » (ibid : 97-98). Ce faisant, S. Hjort présupposerait (à tort, cf. infra) que les chercheurs britanniques travaillant à la gentrification rurale excluent *eux aussi* de leurs périmètres d'investigation les campagnes périurbaines.

En guise d'ultime illustration, cette fois-ci empruntée au contexte néo-zélandais, l'argumentation défendue par D. Collins (2013) est bâtie à partir des mêmes ambiguïtés. En résumé, C. Freeman et C. Cheyne (2008) ont interprété par le prisme de la gentrification la forte dynamique immobilière et le renouvellement sociodémographique dont les zones rurales littorales font l'objet depuis les années 1980. De son côté, D. Collins conteste vigoureusement ce point de vue au motif que de nombreuses zones concernées relèvent plus de l'extension des zones de « commuting », que « les mutations du marché du logement (inflation, tensions, « social and physical up-grading ») pourraient être les caractéristiques plutôt d'un marché de l'immobilier bouillonnant que celles de la gentrification », et enfin que « les divers archétypes de la gentrification rurale sont *absents* [en italique dans le texte] : restauration et réutilisation de bâtiments agricoles et résidentiels historiques (...) ». (D. Collins, 2013 : 122-123). Et de conclure « While the “discursive space of gentrification” is likely to remain “congested and contested” (Phillips, 2005 : 477), analysts of rural change should be wary of applying the gentrification label when development is better characterized by the language of subdivision, sprawl, and greenfield new-built than by that of regeneration, revitalization, and class struggle » (ibid). De fait, articulée autour d'un caléidoscope d'extraits bibliographiques et de travaux conduits dans divers contextes géographiques (nord-américain, anglais, écossais, etc.), cette argumentation n'est en soi guère moins valable qu'une autre. Pourtant, confrontée aux observations de terrain conduites au Royaume-Uni, elle pourrait également sonner comme l'expression d'un certain malentendu quant aux contours et au contenu à la fois de la gentrification rurale et du « rural ». Au-

delà, ce débat fait d'ailleurs en partie résonance avec celui qui, au Royaume-Uni, consiste à privilégier l'analyse des dynamiques rurales soit par le *biais* de la contre-urbanisation soit par celui de la gentrification.

### 3.1.2 Périmètres des campagnes et de la gentrification rurale outre-Manche

A divers passages des précédents chapitres, le lecteur attentif a pu s'étonner que ne soit pas éclaircie l'épineuse question du périmètre ou des limites des campagnes britanniques. D'autant qu'elle conditionne mécaniquement le traitement et le contenu qu'on accorde *in fine* à la composante *rurale* de la gentrification. En réalité, c'est en toute conscience que j'ai choisi de retarder cette mise au point et de ne l'explicitier qu'à cette étape tardive du développement. D'une certaine manière, le lecteur est ainsi invité à suivre le rythme des interrogations et de l'apparition de « verrous » qui sont à l'origine de ma propre démarche. Ayant engagé mes investigations par l'entremise de terrains « indiscutablement » ruraux (les parcs nationaux et en particulier le Lake District), je ne me suis confronté que dans un deuxième temps aux terrains des chercheurs britanniques, et pour être plus explicite, à l'enjeu de la proximité de ces terrains à leurs centralités urbaines respectives. Précisons en outre, que cette proximité n'est pas mentionnée en tant que telle dans la production scientifique concernée, et qu'elle ne semble d'ailleurs pas être l'objet de questionnements spécifiques. C'est vrai par exemple concernant la littérature précisément consacrée à la gentrification et dont la Carte 3 démontre pourtant que la plupart des terrains mobilisés sont localisés dans les périphéries urbaines et/ou métropolitaines, parfois même dans des secteurs considérés comme urbains au regard de la RUC11. En clair, les collègues britanniques décrivent peu la situation (plus ou moins périurbaine ou au contraire « périphérique » par exemple) de leurs terrains. En revanche, comme il vient d'en être fait état plus haut, certains travaux et arguments de chercheurs non britanniques travaillant sur des terrains eux aussi non Britanniques ont involontairement et/ou indirectement souligné l'aspect tout à fait fondamental de cette problématique. Celle-ci s'est imposée avec plus d'acuité encore au moment où, nous concernant, le projet d'une démarche comparative « transnationale » a été envisagé (cf. infra).

A question fondamentale, rien n'interdit une tentative de réponse simple et brève. Revenant sur les grandes lignes de la Town and Country Planning Act de 1947<sup>76</sup>, Bodiguel et al. (1989 : 37) considèrent que cette dernière a fixé les contours de la campagne : « le rural a été et est encore le non-urbain, ou encore, d'une part l'absence de grande ville et donc la présence d'une faible densité de population, d'autre part le domaine privilégié de l'agriculture ». De leur côté, K. Bishop et A. Phillips (1996 : 1-9) tendraient à inverser le cours et la hiérarchie des choses, mais aboutissent au même dénouement. Concrètement, ils estiment que les forces économiques conduisant à l'optimisation productive des terres agricoles ont très largement contribué à la gestion et à la planification de fait du rural. La Seconde Guerre mondiale a consacré le caractère littéralement vital de l'agriculture britannique, et par extension des espaces ruraux, ce dont la loi de 1947 n'est autre que l'affirmation institutionnelle.

---

<sup>76</sup> Naturellement, il est possible de remonter plus loin encore. Par exemple, Murdoch et Pratt (1997 : 60) reconnaissent au géographe Dudley Stamp (voir également H. Clout, 2008) et à son rapport sur les usages du sol une influence déterminante sur le planning d'après-guerre et l'*urban containment* (difficile de ne pas lire ici une certaine similitude avec J-F Gravier et la politique de déconcentration/décentralisation qui structure nos politiques d'aménagement depuis plus d'un demi-siècle).

En termes de planification et de zonage, *l'urban containment* et autres *Green belts* ont été les outils au service d'un certain « fondamentalisme agricole » (ibid. : 4). Mais parallèlement, la mise en œuvre de la National Parks and Access to the Countryside Act de 1949, et en particulier la désignation des Parcs Nationaux et des Areas of Outstanding Natural Beauty (AONBs) a également institué le principe de la conservation et de la protection de certaines autres campagnes, les campagnes de la « nature » et du patrimoine. Ces dernières décennies, les crises agrosanitaires aidant, les nouveaux impératifs de développement durable s'imposant progressivement, la tendance serait plutôt à sacrifier à la « vieille orthodoxie de protection des meilleures terres agricoles » en faveur de nouvelles approches, « plus attentives à une série de valeurs environnementales qui reflètent mieux le caractère de la campagne » (ibid.), notamment en intégrant une importance croissante aux enjeux paysagers. Quoi qu'il en soit, qu'elles fussent séparées un temps pour être partiellement combinées plus tard, ces politiques ont globalement permis de contenir les extensions urbaines au sein de périmètres très précisément délimités, générant de fait une limite nette et la plupart du temps sans aucune ambiguïté paysagère entre la ville et le « hors la ville », autrement exprimé, le rural ou la campagne.

Cette césure, voire cette frontière, paysagère opère au quotidien pour les habitants. Mais elle semble opérer également pour les institutions (cf. les nomenclatures exposées dans le chapitre 2) et la recherche académique pour laquelle elle fait apparemment consensus : cette dernière l'accepte en tant que grille de lecture binaire (rural/urbain) des territoires britanniques, même lorsqu'elle l'aménage de typologies affinant cette opposition (cf. par exemple Marsden et al., 1996 ; Hoggart, 1997 parmi les références déjà citées). Pour en venir à la littérature ruraliste convoquée dans le présent document, cette acceptation s'explique également par le fait que la dichotomie urbain/rural est également le reflet et le produit de la société, c'est-à-dire qu'elle est parfaitement cohérente avec les perceptions et représentations majoritairement partagées au sein de la société britannique (encore qu'il faille parfois nuancer, cf. par exemple M. Mahon, 2007 et quelques cas d'études irlandais). En conséquence de quoi, les géographes britanniques, y compris ceux qui travaillent sur la gentrification, ne semblent pas chercher à intégrer d'autres critères ou paramètres susceptibles de troubler la situation. Par exemple, certaines campagnes britanniques, notamment anglaises, sont pleinement intégrées aux systèmes urbains et dépendantes des appareils productifs qui les polarisent. Mécaniquement, la proximité des campagnes aux centres urbains est d'ailleurs d'autant plus fréquente au Royaume-Uni qu'il s'agit d'un pays aux dimensions modestes doté de quelques agglomérations imposantes (F. Richard, 2011 a., b.). La densité du trafic routier, les encombrements quotidiens sont là pour attester de l'ampleur des flux de navetteurs. Pour l'exprimer dans un langage plus franco-centré, les ruralistes d'Outre-Manche reconnaissent naturellement l'existence de ces dynamiques périurbaines.

Elles ont d'ailleurs très tôt fait l'objet d'investigations empiriques (H. Bracey, 1964 ; R. E. Pahl, 1965 a, b, 1966 ; D. Thorns, 1968) et d'interprétations plus conceptuelles, y compris du point de vue des catégorisations spatiales ou de ce que R.E. Pahl (1968) a qualifié de *Rural-Urban continuum*. Ce faisant, ces pionniers ont ouvert une voie par la suite empruntée par de nombreux chercheurs. Pour citer un premier exemple, en s'intéressant à la planification et aux *middle classes* dans le Buckinghamshire (à l'immédiat nord-ouest de Londres), S. Abram et al. (1996) travaillent indiscutablement sur le « périurbain » et ses habitants. En atteste cet extrait d'entretien réalisé avec un résident local impliqué dans la mise au point du Development Plan local et qui conteste les modalités de concertation : « you come home from work, well, if people work in London they don't

get home until 7,8 o'clock at night (...) » ainsi que la référence à d'autres mobilités comparables en direction cette fois de Milton Keynes, située au nord du Buckinghamshire). Un deuxième exemple nous est fourni par M. Phillips (1993) lorsqu'il teste l'hypothèse de la gentrification rurale sur la presqu'île de Gower. Dans ce cas précis, les premiers villages de la péninsule se trouvent au contact immédiat des faubourgs de Swansea, et plus globalement, la presqu'île dans son ensemble apparaît comme une extension résidentielle de la cité galloise. En l'occurrence, Phillips a investigué à diverses reprises des terrains localisés dans les très proches périphéries rurales de villes moyennes (cf. Carte 3) (Phillips, 2002 ; 2005 ; Phillips et al., 2008, respectivement dans le Berkshire, le Norfolk et le Leicestershire). De son côté, M. Scott (2011) fait explicitement état du *commuting* dont les acteurs locaux de la gentrification sont coutumiers. Ce faisant, il confirme ce que C. Hoggart avait analysé des « *middle classes in rural England* » et souligne à la fois les mouvements de navettage (1997 : 253, 255) et le fait que la part croissante des *middle classes* résulte de flux migratoires liés à ce qu'il décrit clairement comme un phénomène de périurbanisation (ibid. : 259). D'ailleurs, à l'issue de son article, l'auteur conclut en concentrant l'essentiel de son attention sur les *commuters* de Londres (sans pour autant exclure d'autres villes-centres), résumant incidemment la montée en puissance des *middle classes* dans la *rural England* à ce type d'individus et de ménages.

Pour autant, le fait que les éléments constitutifs du périurbain soient bien présents dans la littérature ne s'est manifestement pas traduit par l'adoption ni d'une nouvelle catégorie spatiale, ni d'une terminologie ad hoc. Compte tenu notamment des motivations des nouveaux résidents de ces zones, de leur volonté d'investir aussi bien un *village* (même « métropolitain », R. E. Pahl 1968) qu'un paysage champêtre, les chercheurs britanniques n'ont remis en cause ni le caractère rural des espaces concernés, ni a fortiori le terme (rural) lui-même. A l'image de ce qu'institue la nomenclature RUC11 décrite précédemment, ces espaces hybrides seraient plutôt considérés comme un sous-type de la plus vaste catégorie du « rural ». Quant à ce flou relatif concernant ce qu'est ou n'est pas vraiment le rural, concernant certaines de ses portions qui pourraient être au moins partiellement d'une « autre » nature que du « pur » rural, il n'apparaît pas comme une difficulté en soi. Par exemple, dans son article se proposant d'élargir les pratiques à d'autres géographies de la gentrification, au détour d'une phrase lorsque M. Phillips (2004 : 19) évoque de manière très précise les ambiguïtés liées aux différentes catégories d'espace, mais sans y porter plus d'attention puisqu'il poursuit le fil de sa démonstration sans revenir sur cet aspect de la question<sup>77</sup> : “Such settlements [spaces composed of small, low-density settlements] conform closely with the secondspace, normative geographies of the English landscape identified by people such as Matless, whereas many of the growth settlements might be seen to transgress the boundaries of a ‘proper’ rural settlement, becoming some settlement in between the urban, the rural and the suburb”. De fait, de manière plus générale, à l'occasion de son balayage historique de l'évolution de la géographie rurale dans les îles britanniques, H. Clout (2008) montre incidemment que les ruralistes ont intégré à leur champ d'expertise ces mêmes territoires qui n'en relèveraient pas à « proprement parler » (cf. supra citation précédente) et ce, sans qu'il fasse état de débats ni autres circonvolutions conceptuelles ou méthodologiques.

---

<sup>77</sup> En l'occurrence, pour être complètement honnête, compte tenu de l'ambition de l'article cité, cette question des catégories spatiales est d'une certaine manière « hors sujet ». Il n'empêche que, sauf erreur ou omission, elle n'est jamais abordée dans l'abondante production de M. Phillips.

Cependant, accepter cette posture vis-à-vis d'un espace rural qui s'étendrait jusqu'aux franges incontestablement urbaines, suppose également d'avoir résolu la question de la place de l'habitat récent, qu'il s'agisse de pavillonnaire ou d'autres formes de constructions neuves qui seraient plus spécifiques à la Grande-Bretagne (Figure 22) et de son influence sur le peuplement, les modes d'habiter et les paysages antérieurement ruraux. De fait, dans le contexte de la gentrification urbaine, la prise en considération des constructions neuves, et au-delà de ce que les Anglo-saxons qualifient de *new-built gentrification* (M. Davidson, L. Lees, 2010) a été débattue. Si ces discussions n'ont apparemment pas eu de résonance pour ce qui est de la gentrification rurale, la question s'y pose pourtant à deux titres. Premièrement, selon leur nombre, leur proportion et leur distribution au sein de l'habitat local, ce sont a priori les nouveaux développements résidentiels qui sont en grande partie susceptibles de remettre en cause la « nature rurale » des campagnes exposées à la pression foncière et immobilière issue des centralités urbaines. Deuxièmement, au moins au même titre qu'elle se pose en milieu urbain, la question d'intégrer ou non les constructions neuves dans le processus de gentrification rurale est fondamentale pour déterminer le contenu, donc le périmètre d'application de cette dernière.

Figure 22 - Planche photographique - Constructions neuves en milieu rural : la culture de la densité, de l'économie foncière et de la préservation des paysages



Clichés de l'auteur, 2008-2014

Pour être clair là encore, l'enjeu ici n'est pas tant de me positionner dans ce ou ces débats : il est plutôt de préciser comment semblent le faire ou l'avoir fait ceux qui travaillent (explicitement) à la gentrification rurale en Grande-Bretagne. En l'espèce, comme l'ont montré les quelques pages consacrées aux terrains de D. Parsons à la fin des années 1970, les villages à partir desquels ce dernier a construit son argumentaire en faveur d'un processus de gentrification rurale ont pratiquement tous été exposés aux constructions « neuves ». De même que l'ont été à différents degrés et selon des modalités variables (y compris masquées par recours aux pastiches d'architecture vernaculaire) ceux de M. Phillips (1993, 2001, 2002, 2004, etc.) ou de D. Smith (1998, 2001, 2002). Pour être plus précis, dans certaines des localités investiguées, les logements récents, dans le sens de non « historiques » et datant des années 1950 aux périodes les plus contemporaines sont parfois majoritaires, voire omniprésentes. En l'occurrence, si ces constructions récentes ne tendent pas à remettre en cause la légitimité du concept de gentrification pour ceux qui y recourent dans de tels contextes, c'est qu'ils en ont (eu) une lecture large<sup>78</sup>. Concernant par exemple M. Phillips, au fil de ses publications, il définit ainsi la gentrification rurale à la fois comme un processus de « développement résidentiel » (M. Phillips, 1993 : 134) et un « produit matériel et spatial » quel qu'il soit (M. Phillips, 2002 : 289), lui permettant de facto d'y intégrer les constructions neuves. Constant dans cette position, il la justifie d'ailleurs un peu plus longuement dans son article consacré à deux villages du Berkshire pour lesquels il souligne que la « presence of new build is not only of importance in relation to gentrification as social displacement, but is also central to notions of gentrification as material investment and transformation » (ibid : 293). Il déploie alors l'argumentaire et la rhétorique d'inspiration marxiste initialement développés par N. Smith pour expliquer que sous toutes ses déclinaisons (rénovation ou construction neuve par exemple), la gentrification [rurale] est liée à « l'inégale circulation du capital et aux manifestations spatiales des stratégies de désinvestissement et/ou de réinvestissement » (Ibid. : 298).

De manière générale, il semble donc que les ruralistes britanniques travaillant à la gentrification rurale s'inscrivent dans la ligne défendue ultérieurement par M. Davidson et L. Lees (2010), c'est-à-dire une ligne consistant en une acceptation libérale de ce que recouvrent la notion et le processus de gentrification (cf. celle de Clark en introduction générale). A titre d'illustration, et à l'image de M. Phillips, les deux auteurs précités soutiennent l'idée qu'on puisse parler de gentrification y compris lorsque les complexes immobiliers supplantent très largement les démarches de rénovation (dans le cas des opérations de reconquêtes de friches urbaines par exemple). De même écrivent-ils qu'on doit accepter l'idée selon laquelle dans le cadre du processus de gentrification, le remplacement (en tant que déplacement indirect) des populations d'origine puisse intervenir en lieu et place de leur déplacement (direct). Au final, ils argumentent en faveur d'une définition très ample, voire « élastique » de la gentrification, une définition qui prenne en compte « la marchandisation de l'espace, les relations de pouvoir », une acception qui « comprenne les dimensions politiques [au sens de *politics*] qui sont inévitablement présentes lorsque les mutations d'un quartier reposent sur les classes sociales (...) » (M. Davidson, L. Lees, 2010 : 408).

---

<sup>78</sup> Laquelle pourrait ainsi s'opposer à une lecture étroite telle que la suggère D. Collins (2013) déjà cité plus haut à propos de la Nouvelle-Zélande et pour qui, le double fait, 1. de la présence de constructions neuves, dans des campagnes 2. proches des villes, disqualifie l'usage du terme de gentrification rurale.

Rappelons qu'à cette étape du présent mémoire, l'objectif est de réfléchir aux modalités d'importation et d'application de la notion de gentrification rurale en France. Or, en considérant la conception doublement libérale dont il vient d'être fait état, et du rural qui s'étend jusqu'aux franges indiscutablement urbaines, et de la gentrification rurale qui intégrerait aussi les dynamiques socio-spatiales liées aux constructions neuves et récentes, l'usage du concept en France pourrait/devoir être dans des perspectives « sensiblement » comparables. C'est-à-dire qu'il sera nécessaire d'étendre les limites du rural français à tout ou partie des espaces qui sont la plupart du temps qualifiés de périurbains plutôt que de ruraux (démarche également suivie par P. Pistre, 2012). En bonne logique, si l'idée est de raisonner à partir des critères britanniques, il serait donc possible d'engager les premières explorations statistiques de l'éventuel processus de gentrification rurale en intégrant indifféremment les espaces officiellement qualifiés de ruraux et ceux qui sont dits périurbains. Cela reviendrait néanmoins à ignorer de manière peut-être un peu trop expéditive les pratiques hexagonales qui tendent à privilégier des regards moins binaires (que rural/urbain), plus urbano-centrés, et qui le plus souvent reconnaissent une troisième catégorie spatiale, qu'elle soit qualifiée de périurbain, de tiers-espace, d'espace intermédiaire, etc. Par conséquent, il pourrait être utile de faire un point sur ces catégories spatiales et d'exposer en quoi ceux qui le souhaitent pourraient adopter une lecture plus ruralo-centrée du territoire français.

### 3.1.3 Pour une lecture ruralo-centrée des campagnes françaises

Alors qu'elle est consacrée à un objet apparemment très périphérique à l'objet de ce mémoire, cette sous-section s'impose en réalité comme une étape importante du raisonnement qu'on doit suivre si l'on cherche à importer la notion de gentrification en France. Dans quelle mesure est-il envisageable de reproduire ou de s'appropriier le cadre, l'espace au sein duquel les géographes britanniques travaillent sur la gentrification rurale ? Pour être plus explicite, dans quelle mesure est-il possible de conduire des recherches sur la gentrification rurale dans le périurbain français ? Le point de vue avancé ici n'étant pas forcément très partagé, j'ai choisi de l'exposer en longueur et de manière détaillée, notamment parce qu'il a en partie déterminé l'approche partagée au sein de l'ANR iRGENT.

#### 3.1.3.1 L'institutionnalisation du périurbain

Si la *2011 Rural-Urban Classification* (RUC11) britannique fait explicitement mention des deux grandes catégories d'espace, les pose sur un même pied d'égalité, voire valorise le rural vis-à-vis duquel est ensuite placé l'urbain, il en va autrement en France. Outre le « désuet » (1954) seuil des 2 000 habitants agglomérés distinguant l'urbain du rural, en 1996/97, l'INSEE a conçu un nouveau Zonage en Aires Urbaines<sup>79</sup>. En synthèse, les principales caractéristiques de ce ZAU sont d'avoir placé l'emploi et les déplacements domicile/travail au cœur des logiques territoriales françaises, d'avoir institutionnalisé l'avènement du périurbain en tant que catégorie spatiale, et enfin, d'avoir défini le

---

<sup>79</sup> *Pôles urbains et périurbanisation*, Insee première n° 516, avril 1997.

rural en creux, en ce qu'il n'est pas, à savoir ni « pôle urbain » ni « couronne périurbaine ». Par nécessité d'actualisation des données et des périmètres autant que par souci d'appliquer les recommandations du rapport Cuiller pour le compte du CNIS<sup>80</sup>, l'INSEE a publié en 2011 une nouvelle version de zonage. Supposé, entre autres objectifs, offrir plus de visibilité à l'espace rural, le ZAU10 est communiqué au grand public en octobre 2011 par l'intermédiaire de la fiche INSEE Première n° 1374. Elle est intitulée "*Le nouveau zonage en Aires Urbaines de 2010 – 95 % de la population vit sous l'influence des villes*" et définit finalement les communes supposées composer le rural comme des « communes isolées hors influence des pôles »... Outre l'incongruité consistant à imaginer qu'une quelconque commune de l'espace français puisse ne pas être sous « l'influence » d'un pôle urbain, les nomenclatures proposées par l'INSEE s'inscrivent dans la durée pour traduire l'urbano-centrisme sinon de leurs auteurs, au moins de leurs commanditaires.

Dans le champ académique, en tant que terrain et support à des recherches diverses et/ou directement en tant qu'objet de recherche lui-même, le périurbain (et la périurbanisation) a fait l'objet d'une attention toujours croissante depuis les années 1970. A tel point qu'il serait vain de chercher à en dresser un inventaire qui se voudrait exhaustif (pour un état des lieux récent, voir par exemple l'HDR de R. Dodier, 2009, le document en question constituant une pièce maîtresse de la littérature scientifique de ces dernières années). Après avoir longtemps porté sur les mesures, mécanismes et enjeux de l'étalement urbain (M. Berger, 2004), véritable « obsession technoscientifique » (P. Estèbe, 2004), les recherches de ces dernières années<sup>81</sup> ont peut-être gravité autour de quelques problématiques plus particulières. Par exemple, de nombreux travaux ont convergé autour de l'identité du périurbain, de sa singularité par rapport aux autres catégories spatiales (rural/urbain), notamment au regard de la place et des fonctions de la nature (Vanier, 2003 ; M. Poulot, 2013) ou à celle des configurations politiques, institutionnelles et aménagistes (Vanier, 2000). Une démarche complémentaire a mis l'accent sur la relation, les interactions entre l'espace périurbain et les populations qui y résident, l'occupent, l'ont investi ou non (B. Motte-Baumvol et al., 2013). La question de la spécificité du ou des modes d'habiter périurbains a ainsi émergé, souvent par le prisme des mobilités, des sociabilités et/ou des représentations territoriales (A. Morel-Brochet, 2007 ; L. Cailly, 2007 ; L. Cailly et R. Dodier, 2007 ; L. Cailly, 2008, R. Dodier, 2009, 2013 ; Terrahbmobile, 2013). D'une certaine manière, l'hypothèse d'une identité sociale et territoriale spécifique a incidemment nourri une controverse plus ou moins vive. Pour certains (en tout cas tels que d'autres les lisent), le périurbain serait l'espace de la mise à distance, de la relégation, de l'isolement, du repli sur soi, des refoulés de la mondialisation, du défaut d'urbanité ou des angoissés de la métropole multiculturelle (C. Guilluy, 2010 ; J. Lévy, 2013 ; G. Billard, A. Brennetot, 2010). Inversement, d'autres refusent d'y lire ces dérives ou plus encore les interprétations qui en seraient faites, en ce qu'elles sont souvent simplistes et de nature très essentialiste (E. Charmes et al., 2013 ; J. Rivière, 2013 ; C. Gintrac et S. Mekdjian, 2014). D'ailleurs, et par extension là encore, les recherches récentes sur le périurbain tendent à réinterroger « l'uniformité » sociale dont il est supposé être à la fois le fruit et le reflet. Alors que la périurbanisation et ses auréoles de lotissements ou d'artificialisation pavillonnaire ont longtemps été

---

<sup>80</sup> Conseil National de l'Information Statistique, Rapport du groupe de travail « Statistiques et nouvelles tendances de localisation des populations et des activités sur le territoire » (Groupe Francis Cuillier) - septembre 2009.

<sup>81</sup> Motte-Bomvaul et al. (2013) parlent de deuxième génération de la recherche.



présentées comme le fait des classes moyennes, voire l'expression de la moyennisation de la société française, cette figure uniforme tend à se fissurer (M. Berger, 2004 ; MC. Jaillet, 2004, E. Charmes 2011). Au contraire, les travaux (y compris ceux qui sont mentionnés ici) ont progressivement permis de reconnaître la pluralité des ménages, des groupes sociodémographiques ou socioculturels, des catégories socioprofessionnelles, des trajectoires migratoires et résidentielles, des morphologies et paysages, etc. Au final, par-delà les différenciations socio-spatiales internes, ce sont bien l'existence, la juxtaposition et/ou la cohabitation de plusieurs périurbains (espaces et résidents) qui ont été identifiés (L. Cailly, 2007, 2008 ; L. Cailly et R. Dodier, 2007), parfois à travers divers « gradients d'urbanité » (J. Lévy, 2003).

De fait, par définition, pour ne pas dire étymologiquement, le périurbain est perçu et existe en tant que tel en référence à « l'urbain » en général, et plus concrètement, aux centralités urbaines qui maillent le territoire français. On postule en outre que faute d'être pleinement « l'urbain », le périurbain en est néanmoins le prolongement<sup>82</sup>. Pourtant, au regard de l'omniprésence et de l'influence de cette figure (quasi tutélaire) de l'urbain vis-à-vis du périurbain, les recherches relatives au périurbain soulèvent souvent un certain paradoxe. En effet, dans le détail de leurs investigations empiriques, rares sont les auteurs à ne pas recourir à un moment ou à un autre de leurs démonstrations aux caractéristiques « traditionnelles » de la campagne en ce qu'elles sont fondamentales à la compréhension des dynamiques territoriales et sociales desdits espaces périurbains.

### *3.1.3.2 Un périurbain finalement « très rural »*

Prenons l'exemple de l'ouvrage d'E. Charmes intitulé « La ville émietlée. Essai sur la clubbisation de la vie urbaine » (2011). De prime abord, ce titre peut donner l'impression d'une approche fortement empreinte d'urbano-centrisme. Or, de ce point de vue, l'analyse de ce que l'auteur définit comme le processus de clubbisation (cf. infra) du périurbain est en fait considérablement plus nuancé. E. Charmes s'appuie notamment sur une typologie fondée pour une part non négligeable sur des éléments classiquement constitutifs du « rural ». Concrètement, il distingue trois types de communes parmi celles qui sont considérées comme périurbaines au regard des nomenclatures INSEE. Certaines, celles sur lesquelles il concentre son propos, sont des « communes résidentielles » : leur population est inférieure à 2 000 habitants, elles sont localisées dans les premières couronnes de la périurbanisation, peuplées de populations plutôt aisées. Leur « urbanisation y est à maturité, ce qui signifie que les règlements d'urbanisme limitent la croissance démographique à des opérations ponctuelles et préservent fortement une ceinture d'espaces naturels ou agricoles » (ibid. 47). Un second type (correspondant à environ 10 % des communes périurbaines selon l'auteur) est composé des communes faisant office de centralités au sein du périurbain. Le fait qu'elles aient un poids démographique dépassant le seuil des 2 000 habitants (donc un parc de logement plus hétérogène) peut expliquer que « la diversité sociologique du peuplement des communes centres est plus grande

---

<sup>82</sup> En l'occurrence, bien que « l'urbain » soit rarement défini de manière explicite, on peut cependant penser qu'il se singularise du « non urbain » tout à la fois par les modes de vie, les compositions sociologiques, les fonctions, la « prégnance de la connectivité » ou de « l'hyperspatialisation » (cf. Lussault, 2009).

que dans les autres » [communes du périurbain]. Offrant un certain nombre de services plus ou moins rares au sein du périurbain, elles y remplissent l'office du « bourg » rural traditionnel dont E. Charmes souligne la spécificité en indiquant qu'un « bourg de 3 000 habitants n'a pas grand-chose de commun avec une ville de plusieurs dizaines de milliers d'habitants ». Enfin, les communes du troisième type sont « les petites communes en mutation [qui] sont situées sur le front le plus avancé de la périurbanisation, encore très rurales et souvent peuplées de quelques centaines d'habitants ». Plus encore, on y « trouve un parfum de ruralité que les premières couronnes périurbaines ont quelque peu perdu. Quelques vieux villages pittoresques accueillent également des cadres supérieurs qui y ont acheté des maisons de week-end » (ibid, 45). En l'occurrence, ces mentions et références multiples à la survivance ou à la permanence d'éléments fondamentalement constitutifs de la ruralité ne sont pas le seul fait d'E. Charmes. D'autres évoquent par exemple des « campagnes urbaines » (Berger, 2004 : 25 ; Dodier 2009), des « villages » (même en ce qu'ils sont idéalisés, voire mythifiés, cf. N. Mathieu, 2009 ; A-M. Morel-Brochet, 2009), et autres « villageois qui n'en sont pas » (Morel-Brochet 2007), etc. Plus encore, le rural serait dans le fond si présent dans le périurbain, que M. Poulot (2008) défend l'idée qu'à travers ce dernier on puisse en fait avoir affaire à une « ville saisie par le rural ».

Résumons. Il est désormais acquis que le périurbain existerait en tant que tel parce qu'il n'est pas vraiment « l'urbain », et qu'il n'est plus vraiment le « rural » non plus. Néanmoins, les précédentes illustrations conduiraient à penser qu'à défaut d'être encore *le* « rural », le périurbain en a manifestement conservé un certain nombre d'attributs fonctionnels et morphologiques essentiels. Dès lors, à condition de s'émanciper de l'urbano-centrisme dominant, n'y aurait-il pas matière à embrasser les dynamiques socio-spatiales des espaces *péri-urbains* (dans cette orthographe, au sens très strictement littéral de « autour des villes ») d'un point de vue plus ruralo-centré ? A ce stade, il est sans doute utile de préciser mon propos. L'idée n'est pas de réactiver vainement un débat sans doute infini ni sur le couple urbain/rural (N. Mathieu, 1990, 2012) ni sur ce qu'est ou n'est pas le périurbain (les deux étant liés du reste). L'idée est encore moins de prendre le contre-pied du mouvement général de reconnaissance et de légitimation scientifiques et institutionnelles du « périurbain ». Mon objectif est beaucoup plus modeste et pragmatique : il s'agit simplement d'exposer dans quelles mesures le « périurbain » pourrait être intégré aux périmètre et champ d'application du concept de gentrification *rurale* tels qu'ils prévalent au Royaume-Uni. Autrement exprimé, quels sont les arguments permettant de considérer le périurbain comme une déclinaison du rural, voire, en allant au bout de la logique comme une forme de péri-rural<sup>83</sup> ? Dans cette perspective, le plus simple serait de revenir rapidement sur les réserves formulées à l'endroit du périurbain (au moins en tant que catégorie spatiale plus que de concept pour paraphraser M. Vanier, 2003), y compris par ceux qui en sont spécialistes. Ces réserves sont au moins de deux ordres. Les premières concernent directement les modalités et critères de catégorisation spatiale ; les secondes pointent le hiatus entre, d'un côté ces mêmes nomenclatures, et de l'autre la réalité perçue, les représentations sociales qui sont co-constitutives du périurbain ou plus précisément des campagnes péri-urbaines.

---

<sup>83</sup> Le terme étant déjà parfois utilisé autant dans le champ académique (N. Martin, 2013) que dans le discours plus commun, voir par exemple : <http://www.leparisien.fr/espace-premium/seine-et-marne-77/je-suis-plutot-un-elu-du-peri-rural-24-02-2015-4554395.php#xtref=https%3A%2F%2Fwww.google.fr>

### 3.1.3.3 *Le périurbain, une catégorie discutable et discutée*

A propos des critères à l'origine des nomenclatures INSEE ayant institutionnalisé le périurbain, les critiques qui leur sont portées rejoignent naturellement celles qui sont portées plus généralement à toutes les nomenclatures fondées à la fois sur des variables et des seuils. Dans notre cas d'espèce, le fait d'avoir retenu le poids de l'emploi, le navettage domicile-travail et le seuil de 40 % d'actifs occupés pose de vraies questions de fond<sup>84</sup>. Concernant ce dernier seuil, il aurait apparemment été déterminé par tâtonnements, de manière strictement empirique pour générer des couronnes périurbaines qui ne seraient ni trop peu, ni trop étendues (cf. Rapport Cuillier, 2009). Quant à l'emploi et aux mobilités pendulaires associées, le problème réside dans le fait de réduire notre « quotidien » socio-spatial à cet unique indicateur. En outre, les actifs occupés sont-ils vraiment les seuls à officier en tant « qu'architectes » des territoires ? Selon les chiffres 2011 du recensement de l'INSEE, sur les 63,5 millions d'habitants en France métropolitaine, moins de 30 millions sont considérés comme actifs, dont au mieux 27 millions sont occupés. Ainsi, pour caricaturer, peut-on résumer la nomenclature des espaces français à un seul type de mobilité (domicile-travail) d'une minorité (40 %) d'une minorité (27 millions sur 63) ? Au-delà de cet exercice un peu facile, la question se pose néanmoins très concrètement lorsque ces mesures sont déclinées localement. Pour peu que les territoires non urbains soient vieillissants, que les emplois soient très polarisés par un (ou quelques) pôle(s) urbain(s), les couronnes périurbaines s'en voient mécaniquement très étirées : dans certains départements très « ruraux », l'aire urbaine centrée sur la « métropole » locale peut parfois couvrir bien plus de la moitié des communes. Et paradoxalement, du fait même de cet étirement, les critères statistiques n'en paraissent que plus décalés et inadaptés aux réalités démographiques, sociales et territoriales locales<sup>85</sup>. A choisir une variable et un seuil statistiques, le géographe pourrait sans doute légitimement s'en autoriser d'autres.

A cet égard, M. Poulot (2008) fait très justement remarquer qu'en d'autres temps, les standards internationaux faisaient de la densité un indicateur central pour caractériser la nature des espaces ruraux, qu'ils fussent de faibles ou moins faibles densités. Elle ajoute d'ailleurs que dans certains pays, ces seuils ont pu être adaptés en fonction des pressions démographiques et foncières pesant sur les zones rurales affectées de flux migratoires issus de centres urbains. De fait, des propositions méthodologiques récentes attribuent toujours une place déterminante à la densité, y compris dans des perspectives inter ou transnationales de typologie des espaces ruraux (P. Chevalier et al., 2010.) Mais M. Poulot indique également que l'occupation et l'usage des sols restent des éléments clefs de la caractérisation urbaine ou rurale des territoires et se réfère notamment à la définition de J-P. Diry

---

<sup>84</sup> Sauf à n'utiliser les ZAU uniquement pour ce qu'elles sont en réalité : « à savoir uniquement des bassins d'emploi centrés sur des villes : par construction ni plus, ni moins » (Julien 2007 : 27).

<sup>85</sup> Au risque de céder au limougeaud-centrisme, prenons l'exemple de Saint Léger La Montagne, commune de 315 habitants, perchée dans les Monts d'Ambazac, au cœur d'un massif forestier typique du Limousin. Elle est distante de 33,5 km de la gare des Bénédictins à Limoges, dont 22 d'autoroute, pour un temps de trajet de moins de 30 minutes. Sur les 315 habitants, 142 sont actifs, et 124 occupés. En théorie, avec seulement 50 de ces 315 habitants travaillant dans le pôle urbain limougeaud, Saint Léger serait considérée comme une commune périurbaine. Dans la pratique, les 60 actifs effectivement occupés dans l'une des communes du pôle urbain restent une petite minorité de la population (source : INSEE, fichier DADS).

(1999 : 9) pour qui le rural se définirait par un « bâti discontinu laissant une place plus ou moins grande aux champs, voire à la friche et à la forêt et par des densités relativement faibles ». Du reste, l'omniprésence des espaces « agrinaires » dans les couronnes périurbaines est souvent présentée comme un élément susceptible d'affecter sinon la crédibilité ou la légitimité de la catégorie, au moins son caractère opératoire. De fait, comme le soulignent par exemple E. Charmes (2011) ou plus encore P. Julien (2007), les critères retenus pour déterminer le ZAU ou le ZAUER (zonage en aires urbaines et aires d'emploi de l'espace rural), ne sont pas totalement satisfaisants « pour appréhender l'espace des villes et celui des campagnes, y consacrer des études économiques ou sociologiques ou encore y mener des politiques territoriales ». Julien<sup>86</sup> précise ainsi que « les espaces périurbains (...) sont encore fortement dédiés à l'agriculture puisque 55,4 % de leur superficie sont de la surface agricole utilisée (SAU). Parallèlement, ces espaces périurbains accueillent 35 % des exploitations agricoles et 36 % de la SAU de France métropolitaine. Leur densité de peuplement relativement faible et leurs paysages encore largement marqués par les activités agricoles et forestières (...) » (ibid : 28). Forte de ces observations (très sujettes aux variations régionales, cf. collectif 2003 : 84), M. Poulot insiste sur le concours de l'agriculture non seulement à maintenir les paysages ruraux, mais plus encore à les conforter précisément parce qu'elle est en mesure de répondre à de nouvelles commandes sociales (production de paysages, modes de production plus respectueux de l'environnement et des riverains, nouveaux « produits » notamment labellisés AB, circuits courts de proximité, etc.). Autrement dit, de manière assez paradoxale, l'agriculture serait amenée à renforcer la composante la plus indiscutablement rurale des campagnes où celle-ci est précisément la plus menacée sous l'effet de la « périurbanisation » et de ce que cela suppose de pression démographique et surtout foncière. Mais par-delà l'activité agricole elle-même, ce sont bien les faciès, les structures, morphologies et composantes paysagères qui tendent à fabriquer et pérenniser le rural vis-à-vis de l'urbain. C'est en tout cas le point de vue que défendent également les géographes F. Landy et S. Moreau (2015 : 3) qui se revendiquent en tant que tels dans leur introduction au numéro de la revue *Justice Spatiale* consacré au « droit au village » : « Outre ses étiquettes de philosophe et de sociologue qui ne peuvent être niées, Lefebvre est parfois présenté comme un géographe. Vision bien contestable, étant donné qu'aucun géographe ne perdrait autant la perception de la matérialité des paysages pour affirmer que toutes les campagnes françaises sont « urbanisées ». Les sociologues, comme T. Paquot, hésitent moins à de telles affirmations, mettant l'accent sur les processus d'acculturation – parfois non encore achevés pourtant – et utilisant des définitions de « l'urbanité » très extensives ».

De fait, ces divers arguments sont peut-être plus entendus et partagés qu'on ne pourrait le penser (J-C. Bontron, 2016 par exemple) et les typologies alternatives à celles que les institutions statistiques ont proposées il y a maintenant 20 ans, sont relativement nombreuses. Ainsi, bien que produit sous l'office de l'INSEE, mais sur commande d'un CIADT et de la DATAR, le « zonage en bassins de vie » (au moins dans sa version de 2003) en est une bonne illustration (collectif, 2003). Comme indiqué plus haut, construit autour de l'accès à une série d'équipements structurant les mobilités de la quasi-totalité de la population (et pas seulement des actifs occupés) ce zonage entraîne une contraction très sensible des zones urbaines au profit des différents types d'espaces. Le zonage en bassins de vie

---

<sup>86</sup> Reprenant les chiffres et l'argumentation déjà avancés en 2003 dans le rapport de l'INSEE (cf. supra, collectif, 2003).

est d'ailleurs celui que M. Talandier (2007) et P. Pistre (2012) ont jugé le plus pertinent dans le cadre de leurs recherches doctorales respectives consacrées aux espaces ruraux (et considérés de manières sensiblement différentes par l'une et l'autre) (voir également Aragau, 2013). Mais d'autres approches existent encore et mobilisent des échelons territoriaux divers et variés pour des résultats tout aussi convaincants (Chevalier et al. 2010). Elles peuvent en outre exprimer un regard délibérément ruralo-centré, dans le sens où elles envisagent les territoires (y compris tout ou partie des couronnes périurbaines du ZAU et plus généralement les zones péri-urbaines), à travers leurs composantes « par nature » rurales, notamment parce qu'encore à vocation agricole (J-C. Bontron, 2003 ; en particulier la première typologie proposée)...

Parallèlement ou en complément aux réserves formulées quant aux critères de catégorisation du périurbain et aux implications de cette dernière sur la délimitation du rural, d'autres critiques portent sur le décalage entre d'un côté ces catégories du savoir et/ou du pouvoir (P. Julien, 2007) et de l'autre les représentations collectives (ultra)dominantes au sein de la société. Pour faire simple, qu'ils y résident ou non, dans leur écrasante majorité, les individus et ménages ne connaissent ni ne reconnaissent le périurbain, ni en ce qu'il suppose de territorialité habitante, ni en ce qu'il recouvre en tant que catégorie spatiale institutionnalisée. Tous les chercheurs soulignent d'ailleurs cette singularité du périurbain : alors qu'il est intensément scruté en tant que tel par la recherche et les pouvoirs publics en charge des politiques locales et nationales d'aménagement, il est « totalement inconnu » des populations. Pour aller dans le même sens, un certain nombre d'études empiriques, qu'elles soient de nature plutôt quantitative (y compris les sondages, cf. Hervieu, J. Viard, 2005) ou qualitative convergent pour dire qu'en lieu et place du périurbain, les personnes interrogées voient et « vivent » du rural, du village, de la « campagne » (E. Charmes 2011 ; R. Dodier, 2009 ; M. Berger, 2004 ; Talandier, 2007 ; A. Morel-Brochet, 2007). Par exemple L. Cailly (2007 : 71) remarque que « *les périurbains d'origine citadine*, ce n'est pas une surprise, découvrent un territoire « rural » qu'ils réinventent à travers l'usage ludique et ornemental du jardin, à travers le bricolage domestique, à travers l'expérimentation des promenades champêtres, à travers les sociabilités néovillageoises qu'ils cherchent parfois, au moins au départ, à reconstruire ». Finalement, tout cela ne devrait-il pas nous (chercheurs, en particulier géographes) inciter à questionner la légitimité et/ou le caractère « hégémonique<sup>87</sup> » du « périurbain », éventuellement en tant que catégorie, mais a minima dans sa forme lexicale actuelle.

---

<sup>87</sup> Dans le sens où compte tenu de son « poids symbolique » (Talandier 2007), l'actuelle catégorisation issue de l'INSEE exerce une influence très forte sur la communauté scientifique : elle semble l'avoir « intériorisée » pour l'intégrer désormais à ses pratiques de recherche (en particulier pour la délimitation des terrains). A titre d'exemple, en introduction de son ouvrage, E. Charmes (2011) pose le contour géographique du périurbain en le fondant sur le ZAU alors même qu'il en pointe par ailleurs les grandes faiblesses. De même, alors qu'il démontre pourtant la relativité ou la pluralité des périurbains au travers d'une puissante analyse théorique et empirique, R. Dodier (2009) justifie/décrit néanmoins le caractère périurbain de son terrain au regard des critères du ZAU.

### 3.1.3.4 Des catégories savantes au Leviathan : "mon rural à moi"

D'une certaine manière, dans leur contexte national, ce décalage entre représentations collectives ordinaires et catégories savantes a également interpellé les chercheurs britanniques. Au risque de me répéter, ils y ont répondu à travers leur définition du rural, de la *countryside* qui n'existent en tant que tels qu'en ce qu'ils résultent d'une construction sociale, en ce qu'ils sont le produit de perceptions, de discours et pratiques d'un ensemble d'acteurs, dont les individus et ménages ordinaires. Probablement faut-il voir dans ce positionnement une expression concrète du « tournant culturel » qui a saisi les sciences sociales d'outre-Manche dans les années 1980, géographie rurale comprise. En introduction de son ouvrage, M. Woods (2011 : 8-9) rappelle ainsi que la ruralité « est une entité imaginée et créée par des discours particuliers qui sont produits, reproduits et contestés par les universitaires, les médias, les politiques, les groupes de pression et les individus ordinaires ». Bien que plus discrète, cette préoccupation n'en est pour autant pas complètement absente du monde académique hexagonal. C'est par exemple ce que l'on pourrait interpréter de l'invite adressée par B. Debarbieux (2005) à ses collègues chercheurs et universitaires, pour tenter de construire des objets géographiques (dont les catégories spatiales que sont la ville, la campagne et le périurbain) dans une perspective qui « réconcilierait » les catégories savantes et non savantes.

En l'espèce, ceux qui souhaiteraient répondre favorablement à cette suggestion pour l'appliquer au périurbain et au rural, disposent d'arguments de poids. On l'a vu, l'actuelle définition institutionnelle du périurbain (donc du rural), par l'intermédiaire du ZAU, présente trop de faiblesses pour être acceptée en l'état. Y compris aux yeux de chercheurs qui seraient eux-mêmes enclins à la reconnaissance du périurbain (au sens large) en tant que territorialité singulière et/ou en tant qu'objet de recherche ; c'est le cas par exemple de M. Vanier pour qui « le tiers espace est un concept, pas un espace statistiquement défini comme l'est devenu le périurbain » (Vanier, 2003 : 82). Mais quitte à réconcilier catégories savantes et non savantes, il paraît préférable de partir des représentations et territorialités habitantes telles qu'elles existent pour penser les catégories spatiales plutôt que l'inverse.

De ce point de vue, et à titre d'exemple, le concept de mode d'habiter qu'a imaginé N. Mathieu dans les années 1990, pourrait s'avérer efficace. Il a été forgé en combinant le genre de vie du géographe, « versant de la matérialité et de la naturalité du social » et le mode de vie du sociologue et ce qu'il comprend « de force des représentations individuelles et collectives » (N. Mathieu, 2009 : 27). Le concept vise également à affirmer « l'indivisibilité de la relation entre les deux versants matériel et idéal de toute action humaine et de tout fait social » (N. Mathieu, 2010 : 1). Mis en œuvre par A. Morel-Brochet dans le cadre de ses propres recherches conduites dans les contextes périurbains francilien et angevin, il a permis de mettre au jour des résultats empiriques importants. Entre autres choses, A. Morel-Brochet a pu observer que « l'approfondissement des valeurs portées par les termes de ville et de campagne est plus opérant et plus heuristique » que les grandes catégories spatiales énoncées en termes d'espaces urbains, périurbains et ruraux. Plus encore, pour les personnes interviewées, « périurbain et rural ne font qu'un : la campagne » (A. Morel-Brochet, 2007 : 27-28), ce qui vient conforter maints commentaires similaires exprimés par d'autres et signalés plus haut. En tout état de cause, en valorisant ce qui relève de la dimension perçue, sensible, éventuellement affective du parcours et des modalités de l'habiter des « individus ordinaires », ces derniers contestent de fait toute forme d'identification à un territoire qui serait *leur* périurbain. Ce

faisant, ne déniaient-ils pas du même coup l'existence *du* périurbain ? Dans ces conditions, pourquoi leur imposer cette catégorie savante plutôt que d'intégrer la réalité des modes d'habiter à nos catégories (et autres grilles de lectures) savantes ? C'est là aussi ce que nous suggère A. Morel-Brochet qui, à la lumière de ses résultats, conclut en incitant la communauté scientifique à (re)questionner l'interprétation (dominante ?) de la « vie périurbaine loin de ses habitants ». Mais peut-être pourrait-on se permettre de lui emboîter le pas et de réfléchir également à l'idée de (re)questionner tout bonnement la catégorie du périurbain en tant que telle ? En l'espèce, tout en gardant en tête l'objectif de compatibilité avec la définition des espaces ruraux généralement convenue dans la littérature sur la gentrification outre-Manche, une proposition pourrait consister à reconnaître l'évidence de campagnes des villes (P. Pistre) ou de campagnes *péri-urbaines*. Cette option lexicale présente pour moi le triple intérêt 1. de reconnaître l'identité rurale des territoires concernés, 2. de suggérer qu'ils ne constituent qu'une campagne parmi d'autres, dont 3. elles se distinguent précisément par leur situation périphérique à la ville<sup>88</sup>, source de diverses aménités.

Quoi qu'il en soit, ces arguments en faveur d'un rural élargi aux portes de l'urbain ne demeurent que des arguments : ils peuvent être aussi bien défendus que contestés. A cet égard, à l'exception près du contexte gallois duquel elles sont tirées, je pourrais faire miennes des réflexions auxquelles s'était livré P. Cloke sur la réalité et l'intérêt du « rural » aux tous débuts de sa carrière : « As can be imagined from the foregoing account of what it was like to live in a small remote west Wales town, I was never able to accept that the 'rural' did not exist as a reasonably useful geographical category, despite the logic of arguments used by those of the opposite view » (P. Cloke, 1994 : 160 dans Cloke et al. 1994).

Autrement exprimé, travailler sur la gentrification rurale, choisir de le faire au sein d'un espace rural étendu aux campagnes péri-urbaines, c'est d'une certaine manière prendre position. Mais ni plus ni moins que consacrer ses recherches au périurbain, au « tiers espace » ou aux « espaces intermédiaires », etc. En revanche, ce qui importe c'est d'en avoir conscience. D'abord parce que comme l'écrivent Allan et Mooney (1998 : 293-294) quelle que soit la définition du rural qui prévaut pour tel ou tel, elle résulte d'une série de facteurs et d'influences (les lectures, le rapport au terrain) qui conduisent le plus souvent les chercheurs à trouver ce qu'ils cherchent. D'où le besoin de bien considérer la prise de position du chercheur, a fortiori lorsqu'il s'agit de catégorisation. C'est en tout cas ce que nous rappelle Bourdieu (1980 : 64) lorsqu'il parle de la « science sociale, qui est contrainte de classer pour connaître, n'a quelque chance, sinon de résoudre, du moins de poser correctement le problème des classements sociaux et de connaître tout ce qui, dans son objet, est le produit d'actes de classement que si elle fait entrer dans sa recherche de la vérité des classements la connaissance de la vérité de ses propres actes de classement ». Si les courants de pensée en sociologie et plus largement en sciences sociales ont pu être complétés ou renouvelés depuis ces travaux, la nécessité énoncée par Bourdieu s'impose aujourd'hui encore à tous : qu'on aborde la question par l'intermédiaire des approches réflexives d'inspiration postmoderne ou plutôt par celui de la sociologie de la traduction ou de l'acteur réseau, ce qui compte par-dessus tout, c'est d'avoir

---

<sup>88</sup> Pour autant, pour aller au bout de cette invitation à adopter une lecture plus ruralo-centrée, dès lors qu'on reconnaît le caractère rural de ces territoires intermédiaires (Bonerandi et al., 2003) entre villes et campagnes, il y aurait une certaine logique à les qualifier de territoires *péri-ruraux* et de considérer les flux migratoires qui les alimentent comme l'expression, sur le temps long, d'une *re-ruralisation* de l'espace français.

conscience d'être aussi acteur et co-producteur de l'objet de recherche dont on s'est saisi, sur lequel on travaille, qu'on crée ou qu'on conforte en tant que tel par le fait même de son activité de chercheur. Dans le cadre de leurs histoires personnelles, de leurs parcours scientifiques, de leurs stratégies de publication, de leurs ambitions de carrières, de leur quête de reconnaissance individuelle et professionnelle, les chercheurs ainsi sont amenés à prendre position, à chercher des alliances, avec d'autres chercheurs ou d'autres institutions émanant d'autres formes de pouvoir, notamment politique. Au final, comme l'écrivent Callon et Latour (2006) faire ce choix, c'est « nourrir le Leviathan » : et travailler sur le périurbain ou sur le rural, sur le mode d'habiter ou la gentrification, sur les migrations d'aménité (Glorioso R., Moss LA., 2012), le post-tourisme (Hines, 2007 ; N. Martin et al. 2012, N. Martin, 2013), etc., sont pour chacun des chercheurs concernés autant de manières de nourrir son propre Leviathan.

### **3.2 Les géographies de la gentrification rurale en France**

En occultant le caractère partiellement digressif de la section précédente, celle-ci nous a permis de comprendre que travailler à la gentrification rurale en France tout en s'inscrivant dans une démarche comparable à celle des collègues britanniques suppose deux principaux prérequis. Le premier consiste à considérer la notion de gentrification avec une certaine latitude, le cas échéant en intégrant les constructions récentes ou neuves au processus. Le second revient à accepter l'idée d'une campagne dont les limites géographiques ne s'arrêtent pas à celles du périurbain (défini ou non par l'INSEE), mais plutôt à celles de l'espace « strictement » urbain. Dès lors qu'on les accepte, ces critères nous conduisent potentiellement à « relire » des recherches déjà menées sur les espaces périurbains au prisme de la notion de gentrification rurale. De même, les explorations statistiques et cartographiques des éventuelles dynamiques de gentrification des espaces ruraux peuvent désormais être envisagées dans de nouvelles limites. Cependant, avant de suivre ces deux pistes de réflexion, revenons brièvement sur certaines recherches plus ou moins récentes dont l'existence montre qu'il existe déjà une géographie de la gentrification rurale en France.

#### **3.2.1 Les travaux explicites**

Déjà mentionnées pour certaines dans les premiers chapitres du présent document, plusieurs recherches conduites depuis les années 2000 sur les dynamiques des espaces ruraux français ont explicitement évoqué le terme et/ou le concept de gentrification rurale. Dans le détail, il est nécessaire de distinguer les publications dans lesquelles le terme est évoqué tout en restant périphérique au propos principal (par exemple Séchet et David, 2005 ; Dodier, 2007 ; Cognard, 2006, 2010 ; Banos et Candau 2014 ; N. Martin, 2013, etc.) de celles dont elle serait l'objet ou à défaut un élément fondamental de la problématique.



Dans cette perspective, S. Raymond est a priori la première à avoir exploré et travaillé en longueur au concept de gentrification rurale. A l'occasion de ses recherches doctorales engagées à la fin des années 1990 et consacrées aux migrations ville-campagne dans le midi de la France (Tarn et Tarn-et-Garonne) et en Californie (Comté de Mendocino), elle pose comme hypothèse que les néo-ruraux et autres « Back-To-The-Landers » initialement motivés par la construction d'une société alternative et contre-culturelle et un « retour à la nature », ont partiellement renoncé à certains de leurs idéaux. Outre le fait qu'ils aient peu à peu adopté les attributs des classes moyennes (en particulier du point de vue des fonctions et statuts professionnels), ces premiers migrants ont également ouvert la voie à des migrations ultérieures classiquement identifiées dans les contextes de reprise rurale. Si comparés aux précédents, ces migrants sont plutôt en quête d'un « retour à la campagne », qu'ils soient retraités, migrants originaires de pays d'Europe du Nord, actifs navetteurs ou porteurs de projet, bi-résidents, etc., ils contribuent tous à faire peser une pression nouvelle sur le marché de l'immobilier et/ou sur le foncier. Bien que la spirale inflationniste demeure moins insoutenable qu'en Californie, les populations tarnaises les plus fragiles d'un point de vue financier sont néanmoins pénalisées dans l'accès au marché immobilier local. Si S. Raymond souligne des modalités différentes et même des intensités inégales entre ses terrains californien et français, elle en vient tout de même dans les deux cas à évoquer la notion de gentrification rurale pour décrire à la fois l'emprise des nouveaux habitants sur les deux territoires ainsi que les conséquences de cette emprise vis-à-vis des populations locales. Pour être plus précis, S. Raymond s'appuie notamment sur les travaux de D. Rose et Jon Caulfield, pour analyser ce processus au prisme de la notion de gentrification marginale. Ceux qui en seraient les acteurs se caractérisent par le fait d'appartenir à des classes moyennes qui, d'une part, sont mieux pourvues en capital culturel qu'en capital économique et qui, d'autre part, privilégient des zones d'implantation plus ou moins marginales elles-mêmes, en tout cas au sein desquelles il est possible de mettre en œuvre un mode de vie et des valeurs qui se veulent en décalage avec les modes de vie et valeurs dominant(e)s ou plus « mainstream » (S. Raymond, 2003 : 259-263). Notons pour terminer, que dans sa thèse de doctorat (2003), S. Raymond tend à rester prudente et nuancée quant à la mise en œuvre de « germes de gentrification », une gentrification partielle et ponctuelle du Pays de Grésigne ou des Gorges de l'Aveyron. En revanche, à l'occasion de ses publications ultérieures (2005, 2007), elle est sensiblement plus affirmative au sujet de la pertinence et du principe d'une gentrification rurale sur ses terrains aveyronnais. En revanche, pour d'autres territoires ruraux français (Lubéron, Midi toulousain et même bordelais), elle affirme clairement leur gentrification.

De son côté, M. Perrenoud, socioanthropologue, a eu l'occasion de publier une série d'articles (2008a ; b ; 2012) présentant les résultats d'une enquête de terrain conduite dans la deuxième moitié des années 2000 dans et autour d'un village médiéval des Corbières (2008a) ou des Hautes Corbières (2012). Cependant, plus que la gentrification rurale elle-même, ce sont les artisans locaux du bâtiment qui constituent l'objet des recherches de M. Perrenoud. Certains d'entre eux sont présentés comme des « artisans de la gentrification » au sens par exemple où M. Phillips évoque les agents de la gentrification, ces relais et vecteurs locaux (agents immobiliers, architectes, etc.) du processus. En l'occurrence, ceux des artisans qui relèvent de cette catégorie mobilisent leurs capitaux culturels et sociaux pour faciliter les interactions (et *in fine* facilitent leurs affaires) et la compréhension mutuelle avec les gentrificateurs ruraux des Corbières. Ces artisans du bâtiment (2008a) et autres indépendants (artisans d'art, agriculteurs, etc.) sont d'autant plus pourvus en capitaux et

autre habitus habituellement apanages des gentrificateurs qu'ils sont eux-mêmes des enfants de primo-migrants, de néo-ruraux des années 1970, dont M. Perrenoud écrit également (en référence à S. Raymond) qu'ils ont été acteurs d'un processus de gentrification marginale. Autrement dit, si Perrenoud ne travaille pas sur la gentrification rurale à proprement parler, celle-ci joue un rôle fondamental dans ses recherches puisqu'elle constitue le contexte, l'environnement géographique et social au sein duquel et par lequel évoluent les individus qu'il a pu observer et interviewer. D'ailleurs, à l'image d'un certain nombre d'auteurs anglo-saxons, alors que Perrenoud prend le temps de la pédagogie nécessaire à la présentation du terme et à la justification de son emploi en milieu rural, il n'apporte aucun élément de nature statistique qui viendrait étayer l'idée que son terrain, et peut-être plus généralement les Corbières, sont en cours de gentrification. Il s'appuie en revanche sur une connaissance fine dudit terrain pour identifier plusieurs types de nouveaux habitants qui peuvent être envisagés comme autant de profils de gentrificateurs : le « gentrificateur marginal » certes, mais aussi le jeune, et néanmoins, revenant qualifié (c'est-à-dire de retour d'une émigration souvent urbaine finalement temporaire) ou encore le « super gentrificateur ». Ce que la littérature anglo-saxonne décrit comme relevant de la gentrification rurale, M. Perrenoud le reconnaît dans les mutations sociales et géographiques que traversent les Corbières depuis quelques décennies désormais. Plus encore, s'appuyant sur les travaux de Fabiani (2006) à propos de la patrimonialisation et de l'esthétisation de la Provence que Perrenoud associe, à juste titre, au processus de gentrification<sup>89</sup>, il élargit implicitement, mais considérablement la géographie de la gentrification rurale à une grande partie du sud de la France : « Si le Luberon constitue probablement le modèle originel de cette inflexion symbolique, c'est tout l'arc méditerranéen, et notamment l'« arrière-pays » qui s'est peu à peu vu requalifié » (M. Perrenoud, 2012 : 100).

Cette approche socioanthropologique et donc très locale de la gentrification est éloignée de celle adoptée par P. Pistre au travers de ses recherches doctorales essentiellement fondées sur une exploration statistique et cartographique (2009, 2011, 2012). Tout en cherchant en priorité à se saisir des dynamiques démographiques des espaces ruraux français sur le moyen terme (1968-2006), P. Pistre estime que la gentrification est « l'occasion de tester une ouverture conceptuelle, des comparaisons avec d'autres contextes nationaux, et sa capacité à caractériser certains processus du renouveau rural français » (2012 : 6). Plus loin l'auteur ajoute qu'une « approche gentrifiée du renouveau démographique des campagnes françaises peut aussi fournir un cadre d'étude cohérent pour associer considérations sociodémographiques et de logement, et de décentrer le regard des seuls nouveaux installés vers les transformations plus générales des territoires d'accueil » (ibid : 163). A l'issue de ses traitements statistiques, quelles que soient les variables envisagées (parc de logement, catégories socioprofessionnelles, revenus, populations étrangères originaires d'Europe du

---

<sup>89</sup> Note de bas de page de l'article (2008 : 105) relatif aux « musicos » dans lequel M. Perrenoud ne fait que mentionner au travers d'une note de bas de page la gentrification de son terrain audois : « J'évoque ici un terrain situé dans l'arrière-pays méditerranéen, dans un département jusqu'ici surtout marqué par la relative médiocrité de ses vins et de ses plages mais dont certaines zones connaissent depuis une quinzaine d'années une véritable gentrification rurale. Cette inflexion culturelle du contexte local semble s'opérer sous l'action conjuguée d'un tourisme culturel tendant à supplanter le tourisme balnéaire (et plus enclin à s'implanter durablement), d'une tentative de reconversion de certains acteurs locaux vers l'authenticité, la patrimonialisation (on abandonne le vin de table pour l'huile d'olive millésimée par exemple) et enfin du poids grandissant des enfants de « néo-ruraux » (voir la situation de Pierre dans le cas présent) dans l'économie locale ».

Nord), P. Pistre arrive à une conclusion nuancée en ce sens qu'à l'échelle des bassins de vie ruraux, les indicateurs des processus de gentrification restent relativement diffus et sont « floutés » par leur « cohabitation quasi-systématique avec des dynamiques sociales et de logement hétérogènes » (ibid. 232). Cependant, à travers une carte de synthèse dont il a été précisé plus haut qu'elle exclut les bassins de vie ruraux périurbains, il met en saillance un certain nombre de bassins de vie affectés de mutations susceptibles d'attester de diverses formes de gentrification rurale, en particulier en zones littorales ou de montagne, mais pas exclusivement (ibid. 233).

Du reste, ces observations et conclusions sont très cohérentes et convergentes avec celles conduites par les divers membres de Géolab à Limoges. Pour la partie française de leurs terrains, F. Richard, J. Dellier et G. Tommasi se sont essentiellement intéressés à la Montagne Limousine (le PNR de Millevaches en Limousin et ses périphéries proches) à l'occasion de divers travaux. Il s'est d'abord agi d'un rapport d'étude commandé par la région Limousin sur les interactions entre environnement(s) et migrations à destination des campagnes limousines à partir de l'exemple du PNR Millevaches. A cette occasion, nourris par les recherches conduites en parallèle au Royaume-Uni (Richard, 2009, 2011), Richard et Dellier (2011) se sont en partie emparés de la commande sous l'angle de la gentrification et plus encore de la *greentrification* (Smith et al. 2001). Outre le fait d'avoir identifié divers profils de néo-Limousins susceptibles de correspondre à ceux de gentrificateurs, Richard et Dellier ont également pointé les modalités géographiques du processus. En l'occurrence, en ce qui concerne les aspirations et concrétisations résidentielles des migrants pour lesquelles les profils socioculturels et les niveaux de revenus sont très discriminants. En résumé, ce sont à la fois les plus aisés et les plus modestes qui recherchent des logements isolés (plutôt qu'en centre-bourg de village), les premiers étant cependant plus à même de concrétiser leur projet initial. Par ailleurs, même dans le cas du PNR de Millevaches, plusieurs exemples attesteraient de la tendance au regroupement par affinités sociales et culturelles avec par exemple l'émergence de hameaux presque exclusivement habités par des gentrificateurs (Dellier et al. 2011 ; Richard et al. 2011). En combinant leurs analyses, les chercheurs de Géolab ont également mis l'accent sur un type singulier de gentrificateurs, surreprésenté sur leurs terrains limousins. Relevant en grande partie de la gentrification marginale pointée plus haut, ils sont qualifiés ici d'alter-gentrificateurs du fait des motivations qui les portent, à la fois en termes de philosophie politique et d'engagements écologiques ou environnementaux. Dans le cas de la Montagne Limousine, si leur investissement de longue date dans les démarches collectives et les initiatives d'intérêt général sont indiscutables, les tensions avec les populations « dites locales » peuvent apparaître et resurgir plus ou moins ponctuellement, se déclinant alors sur le registre de la colonisation/légitimité locale (Richard et al. 2014).

Au final, une revue de littérature attentive révèle l'existence d'un certain nombre de publications plus ou moins récentes ayant pour objet et/ou contexte explicites la gentrification rurale. Elles esquissent une double géographie de la gentrification rurale, à la fois d'un point de vue épistémologique et empirique. Assises sur des terrains plutôt méridionaux, indiscutablement ruraux, ne pouvant guère être assimilés à des périphéries urbaines (de la Montagne Limousine aux marges de l'Aveyron en passant par l'arrière-pays audois), ces recherches ont mis en lumière des profils de gentrificateurs variés, mais en même temps plus ou moins comparables. Parallèlement, d'autres travaux décrivent des mutations et configurations socio-spatiales qui font singulièrement écho au processus de gentrification, mais sans toutefois en dire le nom (Richard et al. 2015 ; Tommasi et al. 2016).

### 3.2.2 Exemples de travaux portant implicitement sur la gentrification rurale

Le corpus bibliographique entrant en résonance de manière implicite avec le processus de gentrification est potentiellement loin d'être négligeable. Les quelques exemples retenus ici peuvent être répartis en deux groupes selon qu'il s'agisse de références portant (du point de vue de leurs auteurs respectifs) sur le rural ou au contraire de publications consacrées plutôt aux espaces périurbains.

Concernant les premières, les travaux de L. Wylie sur le Lubéron (1988) sont probablement les plus illustratifs, précisément du fait de son terrain (le Lubéron), souvent présenté comme l'archétype de la campagne française touristifiée, patrimonialisée, socialement sélective, et même gentrifiée (Pistre 2012 ; Perrenoud 2011 ; Raymond 2005 ; ou encore Cognard, 2010 : 329, dont un des interviewés s'émeut du risque de « lubéronisation » de son village). En l'occurrence, les notes ethnographiques de Wylie sur les changements observés à Roussillon et dans la vallée d'Apt entre son premier séjour en 1950 et son retour dans les années 1980 sont presque autant de déclinaisons thématiques du processus de gentrification. Y sont ainsi évoqués dans un mélange de nostalgie et d'humour désabusé les effets de la touristification (de masse), la transformation ou la conversion du bâti (fermes, auberges, garages, granges, etc.) en logements luxueux.

« Au bas de la rue se trouve la grande maison que je connais le mieux — la maison où nous habitons en 1950. Sa façade est pratiquement la même, mais les propriétaires actuels étant des amis proches, je sais que derrière ces murs, l'intérieur et la cour ont été transformés d'une manière exquise. Le vieux hangar qui nous cachait dans le temps la vue de la vallée a depuis longtemps été abattu pour faire place à une piscine dont la photo a paru dans un article de Vogue. Notre vieux hangar à bois a également été mis à bas et remplacé par une bibliothèque à deux étages, le second orné d'un balcon. Une grande fenêtre ouvre sur la vallée vers les collines d'ocre du Petit-Piquebaure et au-delà vers les monts de Vaucluse et le mont Ventoux. C'est dans ce bureau que Jean Lacouture écrit ses célèbres biographies ».

L. Wylie 1987 (<http://terrain.revues.org/3312>)

Plus généralement, l'auteur explique que décédée ou émigrée, une grande partie de la population d'origine n'habite plus Roussillon, où elle est désormais remplacée par des retraités, des bi-résidents, quelques actifs très aisés, originaires de Paris ou des Bouches-du-Rhône voisines, par quelques ménages plus modestes impliqués dans des expériences d'agriculture et élevage fromager, de nombreux artistes et autres personnalités médiatiques, etc. Attirés par les aménités de ce que l'on surnomme localement le Triangle d'Or, ces nouveaux habitants peuvent être tantôt montrés du doigt par de rares locaux mal à l'aise, tantôt être considérés comme autant d'aubaines pour faire fructifier le capital foncier et immobilier des familles locales. Ils contribuent dans tous les cas à alimenter la spirale inflationniste qui s'est emparée du marché du logement, y compris sous forme de lotissements haut de gamme inspirés des canons de l'architecture vernaculaire...

Si les travaux de Wylie sont édifiants, on aurait également pu s'appuyer dans une très large mesure sur ceux de Le Goff (2012). En recourant au même procédé d'immersion dans un autre bourg provençal (Cadenet) situé à mi-chemin entre Roussillon et Aix-en-Provence, le sociologue s'est interrogé sur la fin de la société villageoise, les mutations de « l'identité provençale » sous l'effet de l'ouverture progressive au tourisme, aux installations de nouveaux habitants, là encore, retraités originaires de Paris ou de cadres travaillant à Aix ou Marseille. Les mutations décrites par Le Goff pourraient très aisément être assimilées (pour partie au moins) aux modalités et conséquences de la gentrification rurale telle qu'elle est décrite dans d'autres contextes géographiques. C'est le cas par exemple de ce court extrait de l'introduction de l'ouvrage qui convoque en quelques lignes les notions de déplacement/remplacement, de dépossession, d'aménité, d'évolution des paysages ou encore d'inégalités sociales entre anciens et nouveaux habitants : « Beaucoup d'anciens se vivent comme les derniers témoins d'un patrimoine qui ne leur appartient plus, les gardiens d'un décor de théâtre pour touristes et nouveaux habitants fortunés ou, pis encore, comme une « espèce en voie de disparition » (Le Goff, 2012 : 18).

Enfin, un dernier exemple singulier peut être tiré des recherches doctorales de Desponds (2005, 2007) sur les stratégies résidentielles et processus de différenciation spatiale dans ce qu'il appelle l'aire d'influence (et non « aire urbaine », subtilité fondamentale) de Cergy-Pontoise au nord-ouest de Paris. Plus précisément, il consacre une partie de ses travaux à analyser le rôle du PNR du Vexin dans les dynamiques ségréguatives et d'entre soi qui se mettent à l'œuvre au profit de ménages issus des catégories socioprofessionnelles supérieures. Et, inversement, il mesure l'impact de ces mêmes catégories sur le PNR dont les limites sud ne sont effectivement situées qu'à quelques kilomètres de Cergy-Pontoise. L'approche de Desponds est singulière en ce sens qu'il se démarque des usages en termes de dénomination des espaces étudiés. Du fait même de la proximité des communes du PNR exposées à la pression démographique et foncière de Cergy-Pontoise, il aurait pu parler de « périurbain », ce qu'il ne fait que de manière marginale. Dans son article de 2007, il se singularise encore en décentrant le regard porté aux dynamiques socio-spatiales liant Cergy-Pontoise à ses périphéries pour placer, non pas le cœur d'agglomération, mais le PNR (et l'espace rural) comme l'élément central de son analyse. Quoi qu'il en soit, ce qu'il décrit *in fine* comme de « l'embourgeoisement » (le terme gentrification n'apparaît que dans la liste des mots-clefs de l'article de 2007 et celui d'embourgeoisement ne semble pas figurer dans son ouvrage de 2005) et l'instrumentalisation des documents de planification et d'urbanisme réglementaire fait étonnamment résonance avec ce qui a pu être observé dans diverses périphéries du bassin londonien exposées à la gentrification rurale.

Cette référence aux travaux de Desponds sur un PNR périurbain, fait par ailleurs office de transition vers le deuxième groupe de travaux dont on pourrait dire qu'ils sont des évocations implicites de la gentrification rurale dès lors qu'on étend les limites du rural à ce que les auteurs concernés dénomment le périurbain. En l'occurrence, il peut être intéressant de se (re)plonger dans l'un des ouvrages fondateurs de la géographie du périurbain, à savoir « La rurbanisation ou la ville éparpillée » (Bauer et Roux, 1976). Sans qu'il soit bien sûr possible de confondre rurbanisation et gentrification rurale, dans leur description du processus, les auteurs activent de nombreux ingrédients de la gentrification rurale : migrations de la ville vers les périphéries rurales, la place de la nature et autres aménités rurales, des habitats différenciés (pavillons versus noyaux villageois), les profils socioculturels et socioprofessionnels des nouveaux ménages qui diffèrent des anciens avec qui ils cohabitent ou qu'ils remplacent, les forces du marché dans l'alimentation du processus, des

comportements de type NIMBY limitant la colonisation de certaines « communes rurales périurbaines » (pour restituer fidèlement les choix sémantiques des auteurs), la production culturelle d'un nouveau mode de distinction sociale sous l'influence de résidents aisés, une sélection sociale opérant pour accéder aux secteurs les plus convoités, etc.

Cependant, pour se référer à un corpus bibliographique plus récent, il est possible de redécouvrir « Les périurbains de Paris », ouvrage dans lequel M. Berger (2004) s'intéresse entre autres choses à l'évolution de la division sociale de l'espace en Ile de France sous l'effet de la périurbanisation. A partir surtout de la segmentation sociale de l'habitat pavillonnaire, Berger note que « la part prise par les catégories aisées dans le desserrement périurbain a largement contribué à remettre en cause la division sociale de l'espace qui prévalait jusqu'alors en région parisienne » (ibid. 96). Elle ajoute que certaines sous-régions franciliennes sont affectées plus que d'autres (par exemple le sud-ouest de la région : 98 ; 122-123) par la montée en puissance (démographique) des cadres et qu'à l'échelle régionale, un processus de polarisation sociale se met à l'œuvre sur la base de l'entre soi des cadres dont les localisations résidentielles tendent à traduire ou se traduire par un évitement de plus en plus affirmé des employés et plus encore des ouvriers. Les coûts et moyens différenciés d'accès au foncier et à l'immobilier agissent comme les déterminants d'un double positionnement des ménages, à la fois social et résidentiel. Si M. Berger préfère la notion de spécialisation sociale des communes à celle de ségrégation, le rôle moteur des cadres et plus largement des populations aisées dans ces dynamiques la conduisent à conclure que « les périphéries participent au processus général d'embourgeoisement de la région capitale. Les espaces de résidence des couches les plus aisées s'étendent au détriment des anciennes zones de résidence des classes moyennes, qui gagnent elles-mêmes sur les lieux d'implantation des ouvriers, tandis que ces derniers se déplacent vers les périphéries de la région, au milieu des ouvriers et des agriculteurs » (ibid 106).

Pour rester dans le contexte francilien (bien qu'il ne soit pas le terrain exclusif de ses observations), E. Charmes a décrit une combinaison de mutations d'ordre migratoire, social et politique qui affectent le périurbain et y conduisent selon lui à l'émergence de *clubs*. Cette notion est initialement issue de la modélisation économique du marché résidentiel par C. Tiebout aux États-Unis dans les années 1950. Selon lui, les comportements résidentiels s'expliquent par les choix des ménages vis-à-vis des paniers de biens (équipements, services) accessibles en fonction des municipalités dans lesquelles ils sont susceptibles de s'implanter : autrement exprimé, les ménages agissent plus comme des consommateurs que comme des citoyens. Selon E. Charmes, l'argument a été longtemps contesté en France en ce que « le rapport à l'environnement du lieu d'habitation est inévitablement d'ordre politique ». Cependant, sous l'effet notamment de l'évolution des mobilités qui entraînent « un rapport au local de moins en moins politique et de plus en plus consumériste » (Charmes 2004 : 74-75), l'hypothèse de Tiebout serait désormais (mais en partie seulement) vérifiable pour les (petites) communes périurbaines françaises, ainsi exposées à la clubbisation. Outre, dans un premier temps, leur capacité financière à s'implanter dans une commune périurbaine, les ménages co-construisent ou soutiennent ensuite des politiques d'urbanisme dont l'objet est de préserver les qualités (y compris au sens premier d'attributs) de la localité, du « village » d'installation et mécaniquement de s'en préserver un usage plus ou moins exclusif. Il indique ainsi que « les politiques exclusivistes accentuent également la spécialisation socio-spatiale du périurbain et sont de nature ségrégationniste au sens où elles excluent volontairement certaines catégories de la population » (ibid. 121). Selon les configurations locales et les types de villages, la dimension patrimoniale et/ou le mode d'urbanisation plus massivement pavillonnaire peuvent dominer. Dans le

cas de communes à l'habitat plus éclaté, des oppositions peuvent même poindre entre un ou des hameaux sujets à des formes de clubbisation (avec une autonomie politique sensiblement amoindrie) vis-à-vis de la centralité locale. Dans sa conclusion générale, E. Charmes écrit des communes périurbaines que « leur maîtrise de leur urbanisation leur permet de satisfaire l'idéal rural et villageois de leurs habitants, et notamment de conserver à leur espace bâti principal sa singularité et sa ceinture verte » (ibid. 247). Si clubbisation du périurbain et gentrification rurale ne sont pas synonymes, il serait difficile au regard et de l'expérience britannique et des quelques recherches déjà entreprises en France de ne pas considérer l'articulation et la superposition partielle des deux notions et au-delà des objets et champs que chacune recouvre. A cet égard, et en restant dans le cadre francilien, l'observation minutieuse de l'évolution des marchés immobiliers et fonciers dans les Yvelines sous l'effet de la mise en 2x2 voies de la N12 en direction de Dreux a conduit C. Aragau (2007) à des conclusions éclairantes quant aux dynamiques socialement sélectives des espaces résidentiels et aux processus de domination/substitution de catégories sociales vis-à-vis d'autres qui seraient moins compétitives.

Du reste, les logiques géographiques (liées à la proximité de la N12, à la « proximité » de Paris ou d'autres pôles d'emplois, etc.) sont complexes et délicates à synthétiser simplement. Cependant, elles sont plutôt convergentes avec celles qu'ont pu esquisser Dodier et Cailly à propos des périurbains du Mans et de Tours (dans le même numéro thématique de *Noroi* qu'Aragau, numéro consacré aux espaces périurbains). En résumé, les différenciations ou autres formes de ségrégations socio-spatiales s'articuleraient selon un gradient centre/périphérie (les catégories les plus aisées privilégiant les premières couronnes), auquel se superposeraient des « quadrants » ou des secteurs (appellation de M. Berger, 2004) favorisés par les infrastructures de transports, les équipements et/ou les aménités paysagères (cf. infra). Enfin, la structure et la segmentation inter-, voire infra-, communale des parcs et marchés du logement (types et âges de l'habitat) peut également influencer la composition sociale de la population ainsi que son évolution. Au final, il n'est donc pas impossible que la littérature consacrée aux espaces périurbains ait d'ores et déjà posé certains jalons des résultats qui seraient ou seront issus d'une exploration empirique des processus de gentrification rurale étendue aux limites de l'urbain. Du reste, en commentant l'approche méthodologique de M. Berger à l'occasion d'une note de bas de page, L. Cailly (2007, note de bas de page n°3) recourt au terme voisin d'embourgeoisement :

« En géographie, les travaux de M. Berger sur *les périurbains de Paris* incarnent ce premier type d'approche (Berger, 2004). À partir d'une analyse quantitative des combinaisons socioprofessionnelles communales dans le sud-ouest parisien (Essonne et Yvelines), cette dernière met en exergue des principes d'organisation collective (processus d'embourgeoisement, ségrégation intercommunale accrue) qu'elle met en rapport avec des choix résidentiels catégoriels orientés par des contextes structuraux, notamment l'évolution technopolitaine du secteur concerné. (...) Ce travail, nous semble-t-il, montre bien l'intérêt et les limites de la méthode quantitative/catégorielle. Très performante lorsqu'il s'agit de discerner des régularités et des structures, elle se prête difficilement à l'explicitation des lois établies : l'hypothèse d'une quête (volontaire et conscientisée) de distinction et d'entre soi convoquée pour expliquer l'approfondissement des processus ségrégatifs périurbains (Berger, p. 80), mériterait par exemple d'être approfondie et validée par une enquête qualitative ».

Par ailleurs, puisqu'il est fait référence aux divers travaux de Cailly et/ou Dodier, deux précisions s'imposent. La première consiste à rappeler que pour les deux auteurs (et singulièrement Cailly, 2004, 2007) les variables sociales ne sont pas toutes puissantes à éclairer les différenciations socio-spatiales du périurbain : se surimposent des critères d'âges, de trajectoires résidentielles des ménages et des individus, etc. A tel point que, et c'est la seconde remarque importante, si différenciation sociale il y a dans le périurbain (de leurs terrains respectifs), elle reste mesurée, en particulier en raison de « l'absence » des deux extrêmes de l'échelle sociale. Cailly (2007) indique d'ailleurs à raison qu'il peut s'agir d'une particularité liée à la taille de la ville-centre concernée (Tours) qui la distinguerait d'agglomérations plus importantes. Néanmoins, il fait peu de doute que d'autres facteurs que la seule taille de la ville-centre n'interviennent (par exemple la structure de l'appareil productif local, l'accessibilité ou la proximité à d'autres pôles d'emplois (qualifiés), l'intensité de la mise en tourisme, etc.). Ainsi, autrement et plus largement exprimé, se pose ici la question des différences interrégionales dans les dynamiques et l'intensité de la gentrification rurale des campagnes en général, mais des campagnes péri-urbaines en particulier (cf. infra). A tel point d'ailleurs que l'étude des dynamiques et modalités plus ou moins locales de gentrification rurale devrait également aborder la question des dynamiques inverses et qui se traduisent par l'isolement, la relégation et la marginalisation de populations modestes, parfois pauvres et/ou en situation de grande précarité (R. Séchet, O. David, 2005).

Pour conclure, outre les quelques travaux mobilisant de manière explicite et significative le terme de gentrification rurale, les quelques derniers exemples tirés de la littérature attestent également d'une reconnaissance (dans le sens d'observation) implicite du processus dans divers contextes géographiques français, que les campagnes concernées soient plus ou moins proches des villes et unités urbaines.

### **3.2.3 Une nouvelle cartographie exploratoire de la gentrification rurale en France**

Lorsqu'elles sont investiguées par le biais de monographies locales ou de recherches localisées et de nature plutôt qualitative, les campagnes françaises donnent à voir des recompositions sociodémographiques qui s'apparentent indiscutablement à ce que les collègues britanniques qualifient de gentrification rurale. En dépit des nuances et prudenances dont il a fait preuve à mesure qu'il explorait les composantes statistiques et spatiales de la gentrification rurale à l'échelle nationale, P. Pistre a lui aussi vérifié l'hypothèse d'une tendance à la gentrification rurale en France. Néanmoins, comme évoqué plus haut, ses analyses n'ont pas porté sur le même périmètre géographique que celui qui prévaut à la géographie de la gentrification rurale au Royaume-Uni. L'objectif de cette section consiste ainsi à ouvrir quelques pistes de réflexion, quelques propositions quant aux possibilités de traitements quantitatifs et cartographiques de la gentrification de « l'ensemble » des campagnes françaises, y compris celles qui s'étendent aux limites des espaces urbanisés.

Précisons bien qu'il ne s'agit là que de quelques illustrations issues de traitements élémentaires. Leur intérêt réside sans doute moins dans les résultats eux-mêmes que dans le fait qu'ils pourront (avec d'autres) potentiellement constituer le point de départ d'analyses plus approfondies. Celles-ci constituent en effet un volet important du programme des recherches qui seront conduites dans le



cadre de l'ANR iRGENT (cf. infra). A cet égard, l'un des objectifs de l'ANR est de mettre en place une méthodologie et un cadre d'analyse statistico-cartographique « communs » (dans la mesure du possible) aux 3 pays concernés (France, Royaume-Uni, États-Unis). Le premier choix fondamental réside donc dans la définition du périmètre du « rural ». En l'espèce, le parti pris collectif est le même que celui qui est défendu dans ce mémoire : par cohérence conceptuelle et empirique, l'espace urbain est drastiquement réduit aux limites de l'espace urbain artificialisé de manière continue. En l'occurrence, la nomenclature des unités urbaines fondée sur la continuité de l'espace bâti présente un certain intérêt de ce point de vue (cf. définition page suivante). Cependant, en superposant d'un côté la représentation cartographique de cette nomenclature et la réalité des espaces artificialisés (images Landsat 2010) de manière dense et continue, on s'aperçoit qu'un certain nombre de communes considérées comme des unités urbaines<sup>90</sup> comptent pourtant une proportion dominante d'espaces marqués par une morphologie et/ou un paysage de type agrorural (cf. cartes au bas de la Planche cartographique 14). D'ailleurs, à l'inverse, des communes qualifiées de rurales peuvent pourtant compter bien plus de 2 000 habitants, dès lors qu'ils ne sont pas suffisamment agglomérés (le maximum étant de 6 183 habitants pour Kervignac en 2011). Ces deux arguments, le fait que des unités urbaines comptent une grande partie d'espaces non artificialisés et que plusieurs centaines (586) des communes rurales puissent compter plus d'habitants que certaines unités urbaines qui, elles, concentrent tout juste plus de 2 000 habitants, nous ont incité à penser une nouvelle catégorie de communes pour conduire les explorations statistiques. Outre les communes « officiellement » rurales (au motif qu'elles ne sont ou n'appartiennent pas à une unité urbaine cf. note de bas de page 90), cette catégorie regrouperait toutes les autres communes étant ou appartenant à une unité urbaine de moins de 10 000 habitants. Ces dernières relèvent en gros de deux types (cf. carte Annexe 7). Il s'agit d'abord d'un grand nombre de communes dont la morphologie et les fonctions en font des bourgs foncièrement ruraux. Ensuite, figurent des communes (2 290 en l'occurrence) qui sont certes peuplées de plus de 2 000 habitants agglomérés ou dont au moins la moitié de la population vit dans une zone contiguë d'une agglomération (alors) multi-communale, la contiguïté étant souvent produite par l'intermédiaire d'un ou plusieurs lotissements. Celles-ci sont donc localisées en limite de « front urbain » (voire d'urbanisation dans certaines régions encore sujettes à un fort étalement), mais n'en gardent pas moins un profil paysager là encore marqué d'une très forte empreinte agrorurale. Au-delà de ces arguments morphologiques et fonctionnels qui ne seraient pas forcément rejetés a priori par les chercheurs<sup>91</sup>, l'intérêt de cette définition large du rural est également de ressembler peu ou prou à la catégorie des *rural towns and fringe* de la nomenclature britannique, d'où le seuil « discrétionnaire » des 10 000 habitants qui permettrait d'engager

---

<sup>90</sup> Pour l'INSEE, « l'unité urbaine est une commune ou un ensemble de communes qui comporte sur son territoire une zone bâtie d'au moins 2 000 habitants où aucune habitation n'est séparée de la plus proche de plus de 200 mètres. En outre, chaque commune concernée possède plus de la moitié de sa population dans cette zone bâtie. Si l'unité urbaine s'étend sur plusieurs communes, l'ensemble de ces communes forme une agglomération multi-communale ou agglomération urbaine. Si l'unité urbaine s'étend sur une seule commune, elle est dénommée ville isolée ».

<sup>91</sup> A cet égard, à l'occasion d'une communication de ces réflexions en colloque (P. Pistre et al. 2016) plusieurs géographes ruralistes de l'ouest de la France ont spontanément fait part de leur adhésion à cette définition, notamment en ce qu'ils sont confrontés à de nombreuses communes très « rurales » et pourtant peuplées de plus de 2 000 habitants (cf. Carte en annexe 7).

d'éventuelles comparaisons dans le cadre d'IRGENT. Ces choix méthodologiques pourront sembler critiquables, et ils le sont indiscutablement. Cependant, compte tenu des arguments exposés dans la section précédente, ce périmètre d'un rural étendu fondé sur un croisement arbitraire du peuplement et de la morphologie paysagère (même appréhendée de manière très basique) me paraît plus conforme aux perceptions et réalités vécues par les ruraux (ou ceux qui pensent l'être) qu'aux lambeaux de campagne suggérés par la dernière version du Zonage en Aire Urbaine (cf. Planche cartographique 13). Sans qu'il n'expose ses arguments outre mesure, Despond (2005) adopte une position très similaire en opposant de manière tranchée d'un côté l'agglomération de Cergy-Pontoise avec, de l'autre, les communes voisines (parfois même contigües) qui se distinguent de la première par leur « caractère rural » (ibid : 583).

*Planche cartographique 13 – Une approche cartographique ruralo-centrée des campagnes françaises : du zonage en aires urbaines à un référentiel rural élargi*

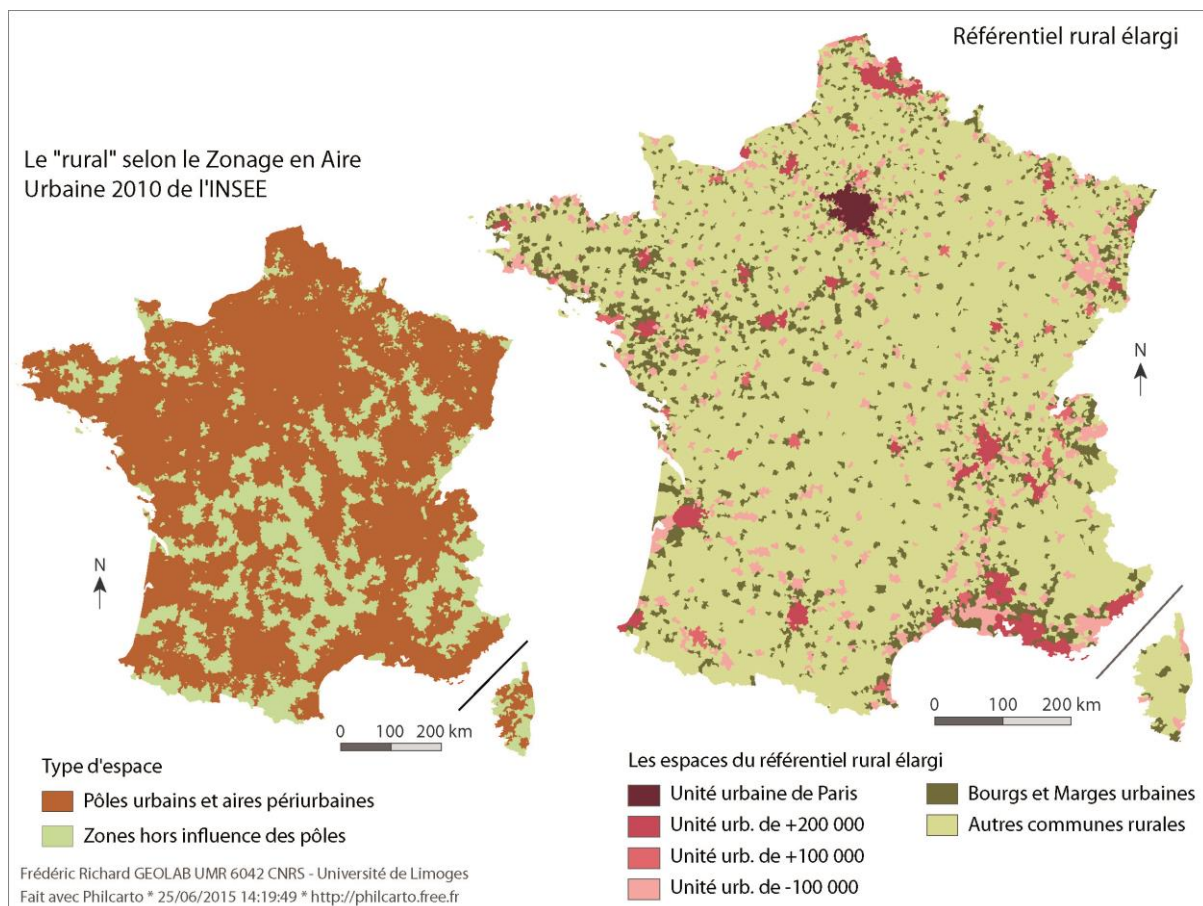
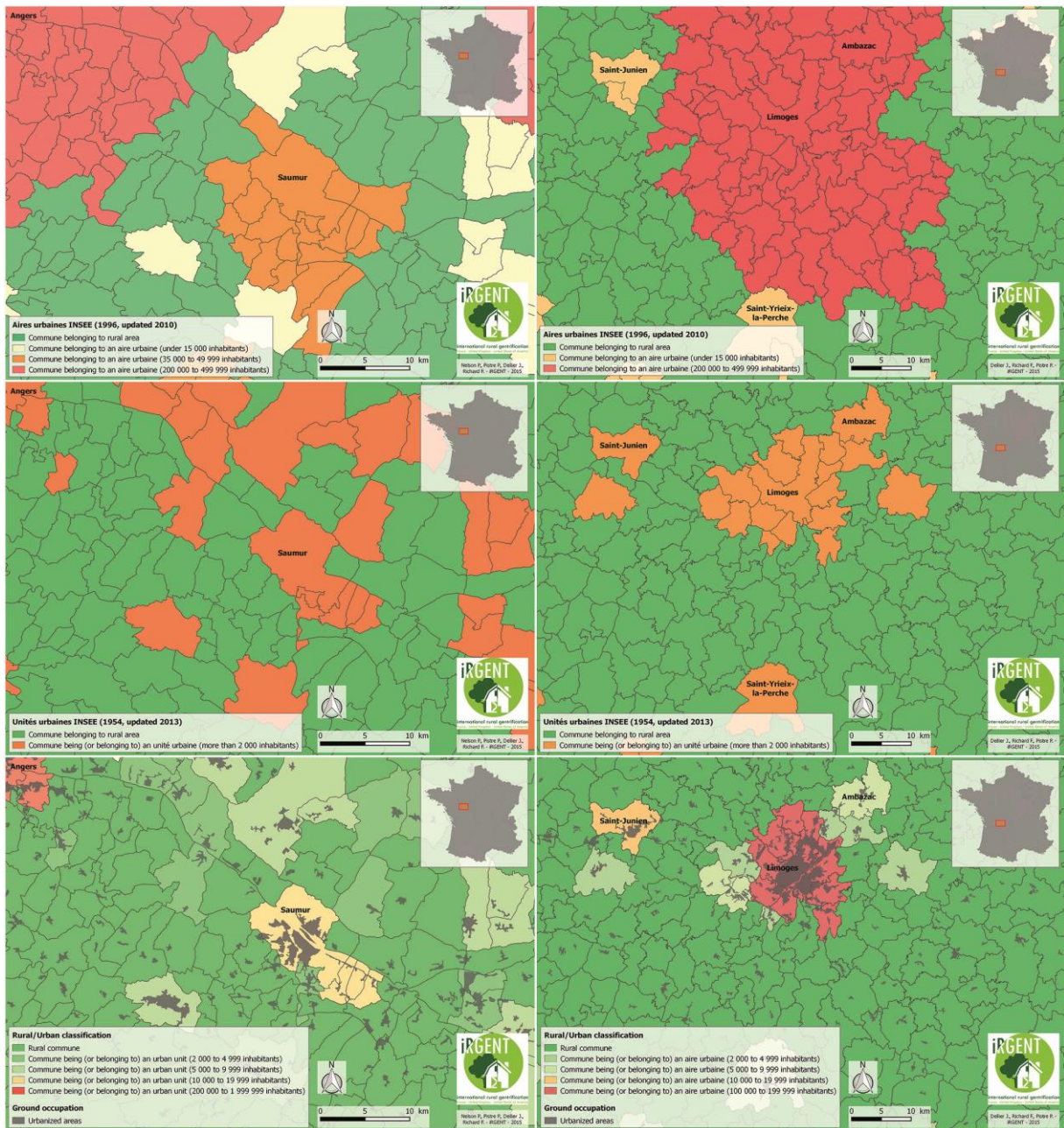


Planche cartographique 14 - Deux exemples de mise en application de nouvelles limites de l'espace rural : le Saumurois et les environs de Limoges



Réalisation J. Dellier, Sources : Richard et al. 2015, Pistre et al. 2016

Comme indiqué plus haut, l'analyse quantitative de la gentrification rurale est l'un des objectifs importants de l'ANR iRGENT. Il n'est donc pas ici question de s'engager dans une voie qui ferait double emploi avec les recherches programmées par ailleurs. De manière plus élémentaire il s'agit néanmoins de présenter quelques pistes et propositions de réflexions portant sur le traitement et la représentation de données visant à tester l'hypothèse d'une ou plusieurs formes de gentrification rurale en France et le cas échéant d'identifier les zones les plus affectées. En dépit de la fiabilité relative de certaines données censitaires pour les communes les moins peuplées, le traitement est dans un premier temps au moins envisagé à l'échelle communale pour l'ensemble du territoire

français, afin, comme dans le cas britannique (cf. chapitre 2), d'observer simultanément les grandes structures géographiques à l'échelle nationale, tout en étant en mesure d'en détailler les disparités et singularités plus locales. Nous nous contenterons de traiter ici trois principaux indicateurs (CS, diplômes, revenus) retenus pour leur faculté à présager de la présence de potentiels individus et ménages acteurs de la gentrification. En outre, pour les deux premiers, ils sont partiellement comparables avec les indicateurs disponibles et traités précédemment pour l'Angleterre et le Pays de Galle.

Ainsi, en s'inspirant de l'ordre des variables traitées pour l'Angleterre et le Pays de Galle, les catégories socioprofessionnelles pourraient de nouveau être les premières mobilisées dans le cas français. En l'occurrence, à la lecture du Tableau 10, trois brefs commentaires peuvent être formulés. En premier lieu, bien que les données ne soient pas strictement comparables, les cas britannique et français se distinguent nettement puisque le rural français compte une proportion sensiblement plus faible d'actifs issus des professions intermédiaires, cadres, professions libérales et intellectuelles supérieures. En outre, au sein de l'espace français, ces derniers y sont moins représentés dans l'espace rural que dans les autres catégories d'espace. Cependant, en comparant la situation entre 1982 et 2011, du fait de l'augmentation forte de leurs effectifs (en particulier dans les bourgs ruraux et marges urbaines) conjuguée à un recul absolu et relatif des autres CS les moins qualifiées, la très forte sous-représentation des CS 3 et 4 en zones rurales a été corrigée de manière spectaculaire (+ 165,81 % contre + 83 % pour l'urbain). A tel point, que les actifs de ces CS y sont désormais représentés dans une proportion quasi équivalente à celle qu'on peut observer dans les Unités Urbaines comptant de 10 à 100 000 habitants.

*Tableau 10 - Evolution des Catégories Socioprofessionnelles supérieures par type d'espace en France 1982-2011 (bases Unités urbaines 2010)*

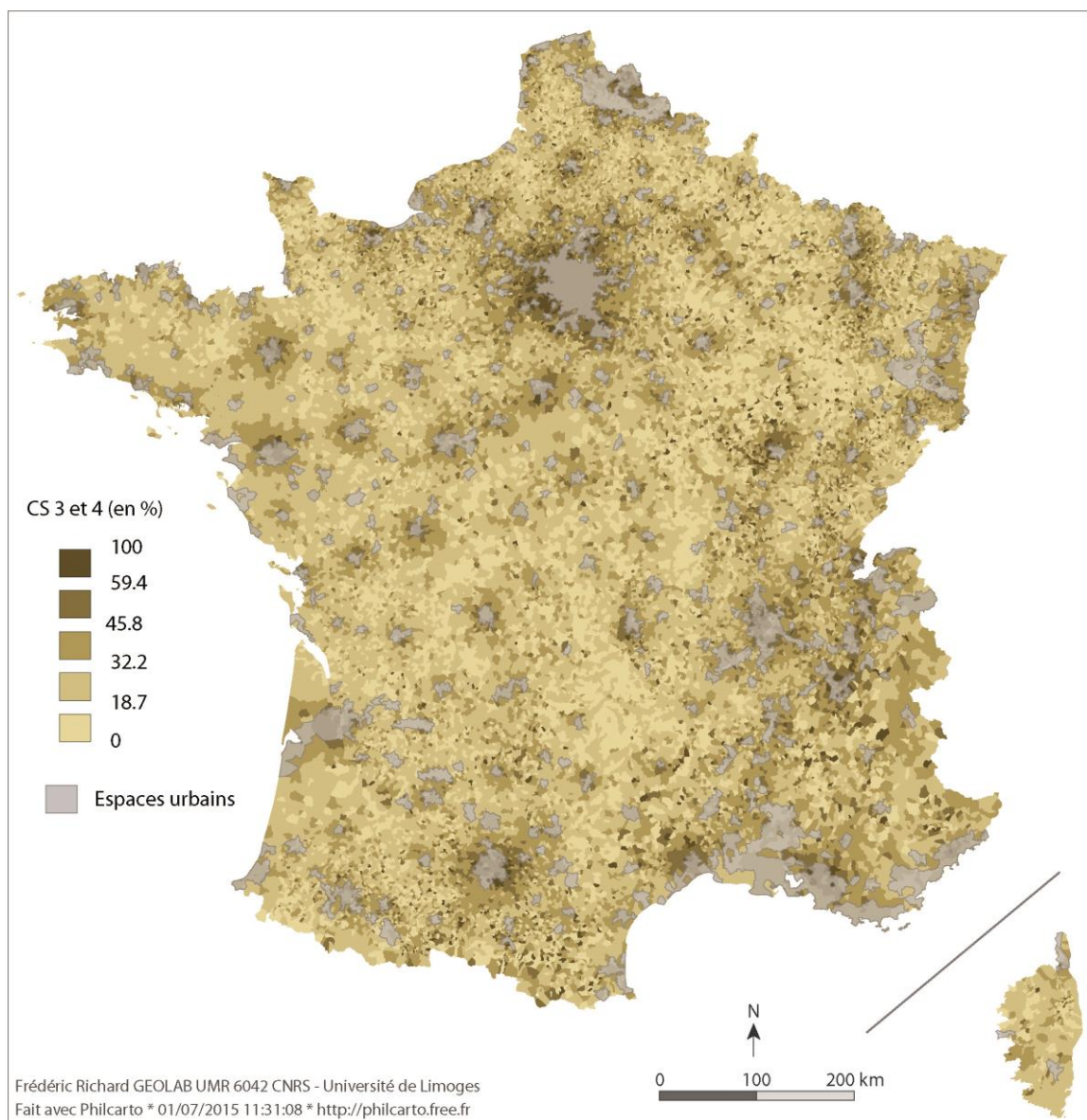
	total actifs 15-64 ans 1982	total actifs CS3 + CS4 82	Part des CS3 et 4 sur le total des actifs 82 (en %)	total actifs 15-64 ans 2011	total actifs CS3 2011	total actifs CS4 2011	total actifs CS3 + CS 4 2011	Part des CS3+4 sur le total des actifs 2011 (en %)	Evolution des CS 3+4 82-11 (en points)	Evolution des effectifs des CS 3+4 82-11 (en %)
Rural	4 835 368	740 940	15,32	3 570 159	378 001	838 830	1 216 831	34,08	18,76	64,23
Bourgs et marges urbaines	2 652 408	522 148	19,69	6 750 057	616 795	1 523 755	2 140 550	31,71	12,03	309,95
<b>Total Rural élargi</b>	<b>7 487 776</b>	<b>1 263 088</b>	<b>16,87</b>	<b>10 320 216</b>	<b>994 796</b>	<b>2 362 585</b>	<b>3 357 381</b>	<b>32,53</b>	<b>15,66</b>	<b>165,81</b>
Uurbaines -100 000	4 380 136	1 032 300	23,57	5 158 554	589 448	1 218 568	1 808 016	35,05	11,48	75,14
Uurbaines 100 000 à 200 000	1 247 044	336 340	26,97	1 490 779	209 902	376 469	586 371	39,33	12,36	74,34
Uurbaines +200 000	5 579 192	1 601 304	28,70	7 125 670	1 252 225	1 853 974	3 106 199	43,59	14,89	93,98
Uurbaine PARIS	4 452 056	1 595 100	35,83	5 378 919	1 482 645	1 371 116	2 853 761	53,05	17,23	78,91
<b>Total Urbain</b>	<b>15 658 428</b>	<b>4 565 044</b>	<b>29,15</b>	<b>19 153 922</b>	<b>3 534 220</b>	<b>4 820 127</b>	<b>8 354 347</b>	<b>43,62</b>	<b>14,46</b>	<b>83,01</b>
<b>Total général</b>	<b>23 146 204</b>	<b>5 828 132</b>	<b>25,18</b>	<b>29474138</b>	<b>4529016</b>	<b>7 182 712</b>	<b>11 711 728</b>	<b>39,74</b>	<b>14,56</b>	<b>100,95</b>

Sources : INSEE RGP 1982, Enquête annuelle 2011

Projetées à l'échelle communale, ces données apparaissent beaucoup plus contrastées encore. Un premier regard confirme la sous-représentation globale des actifs des catégories supérieures dans les espaces ruraux (sous-représentation nettement plus faible si les artisans, commerçants et chefs d'entreprises avaient été agglomérés aux CS 3 et 4). Cependant, dans le détail, un nombre non négligeable de communes rurales (près de 2 500 dont seulement 205 communes classées comme bourgs ou marges urbaines) comptent une majorité d'actifs des CS 3 et 4. Pour près de 7 000 d'entre elles, la part de ces derniers est supérieure à la moyenne nationale. Si la Carte 15 souligne le rôle des villes et passablement des grandes agglomérations dans la polarisation des actifs ruraux appartenant aux catégories socioprofessionnelles supérieures, elle met par ailleurs en lumière des inégalités

régionales marquées. Ainsi, la présence de ces actifs est sensiblement plus élevée en région Rhône-Alpes, en Ile de France et dans ses périphéries, dans le midi toulousain et sur les piémonts pyrénéens, dans le Nord et le Sud Bourgogne, dans l'arrière-pays provençal, etc. Du reste, si l'opposition ville/campagne reste structurante, et si le processus de « recomplexification sociale » (terme emprunté à Gilbert, 2010) des espaces ruraux n'est qu'engagé et loin encore d'avoir conduit à une gentrification généralisée des campagnes françaises, la Carte 16 rend néanmoins compte de la progression importante des CS supérieures entre 1982 et la première décennie des années 2 000. Au moins autant que la progression elle-même, la diffusion de ces CSP au sein des (ou de certains) espaces ruraux est ici clairement perceptible.

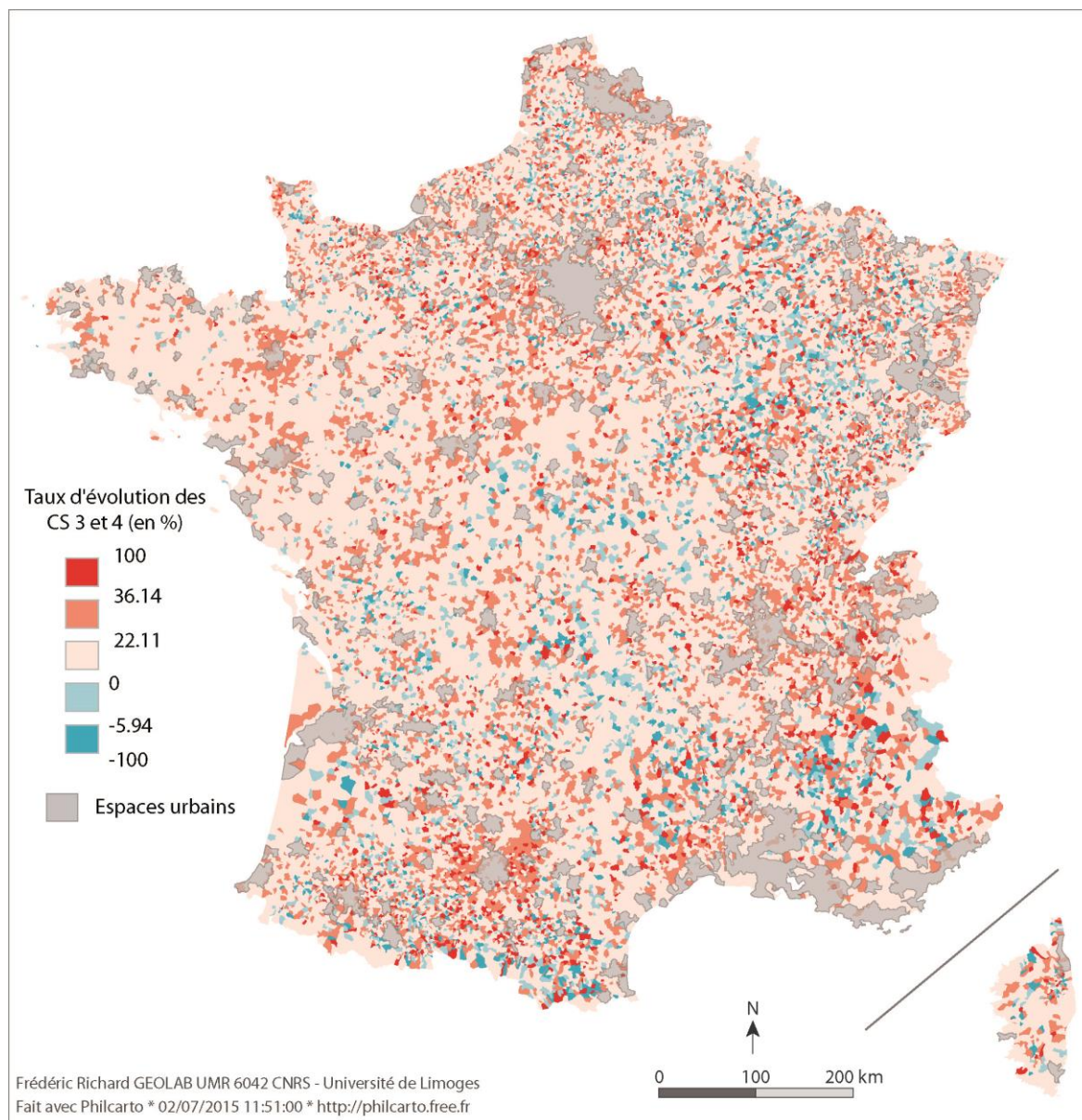
*Carte 15 - Une inégale, mais perceptible présence des CS 3 et 4 dans les campagnes françaises*



Source : Enquête de recensement 2011 INSEE.

NB : Du fait du poids démographique des plus grosses communes françaises (en particulier Paris) et de leur influence sur la moyenne calculée pour la discrétisation standardisée, cette dernière est basée ici sur la moyenne des CS 3 et 4 pondérée par le nombre d'actifs de plus de 16 ans par commune.

Carte 16 - Croissance et diffusion aux espaces ruraux des catégories socioprofessionnelles supérieures



RGP 1982 INSEE, Enquête de recensement 2011 INSEE.

Exprimant potentiellement la présence d'autres types de gentrificateurs que ceux que les CS 3 et 4 sont susceptibles d'incarner, la variable des diplômes peut par ailleurs être utilisée ici pour illustrer de nouvelles modalités de mesure de la représentation relative des gentrificateurs ruraux à l'échelle communale. Si les CS décrivent la position socioéconomique des individus actifs, les diplômes décrivent une population plus large puisqu'ils concernent également les retraités et autres inactifs en âge de travailler. Les diplômes permettent donc potentiellement de mettre en lumière d'autres déclinaisons de la gentrification que celle qui serait produite par les individus et ménages liés aux économies métropolitaines et autres emplois qualifiés. En effet, comparés à leurs alter ego encore actifs, les retraités diplômés du supérieur sont susceptibles d'investir d'autres espaces et régions,

guidés tantôt par les aménités environnementales et culturelles (F. Cognard, 2010) tantôt par leurs propres origines géo-généalogiques (P. Pistre 2012 : 285-289). De même, les individus et ménages bien pourvus en capitaux culturels, mais moins bien « installés » d'un point de vue professionnel et/ou économique, par choix ou non, seront également compris dans les contingents statistiques du Tableau 11. Certains d'entre eux pourraient ainsi correspondre au profil du gentrificateur marginal (S. Raymond, 2003) ou de l'altergentrificateur (Richard et Dellier, 2011 ; Richard et al. 2014).

Concrètement, à l'image de ce qui a pu être observé pour les CS supérieures, les individus les plus diplômés sont proportionnellement moins bien représentés en zones rurales que dans les villes françaises (encore qu'ici, le décalage avec le cas britannique soit moins frappant que pour les CS). Pourtant, dans un contexte de progression généralisée des qualifications, qu'il s'agisse des effectifs ou des parts relatives, les diplômés du supérieur ont progressé sensiblement plus vite dans le rural élargi que dans l'ensemble du pays. Plus encore, et à la différence des actifs des CS supérieures, le rattrapage a été nettement plus sensible dans les communes rurales (+ 485 %) que dans les bourgs ruraux et marges urbaines de notre typologie (+ 393 %).

*Tableau 11 - Evolution des Diplômés de l'enseignement supérieur par type d'espace en France 1982-2011 (bases Unités urbaines 2010)*

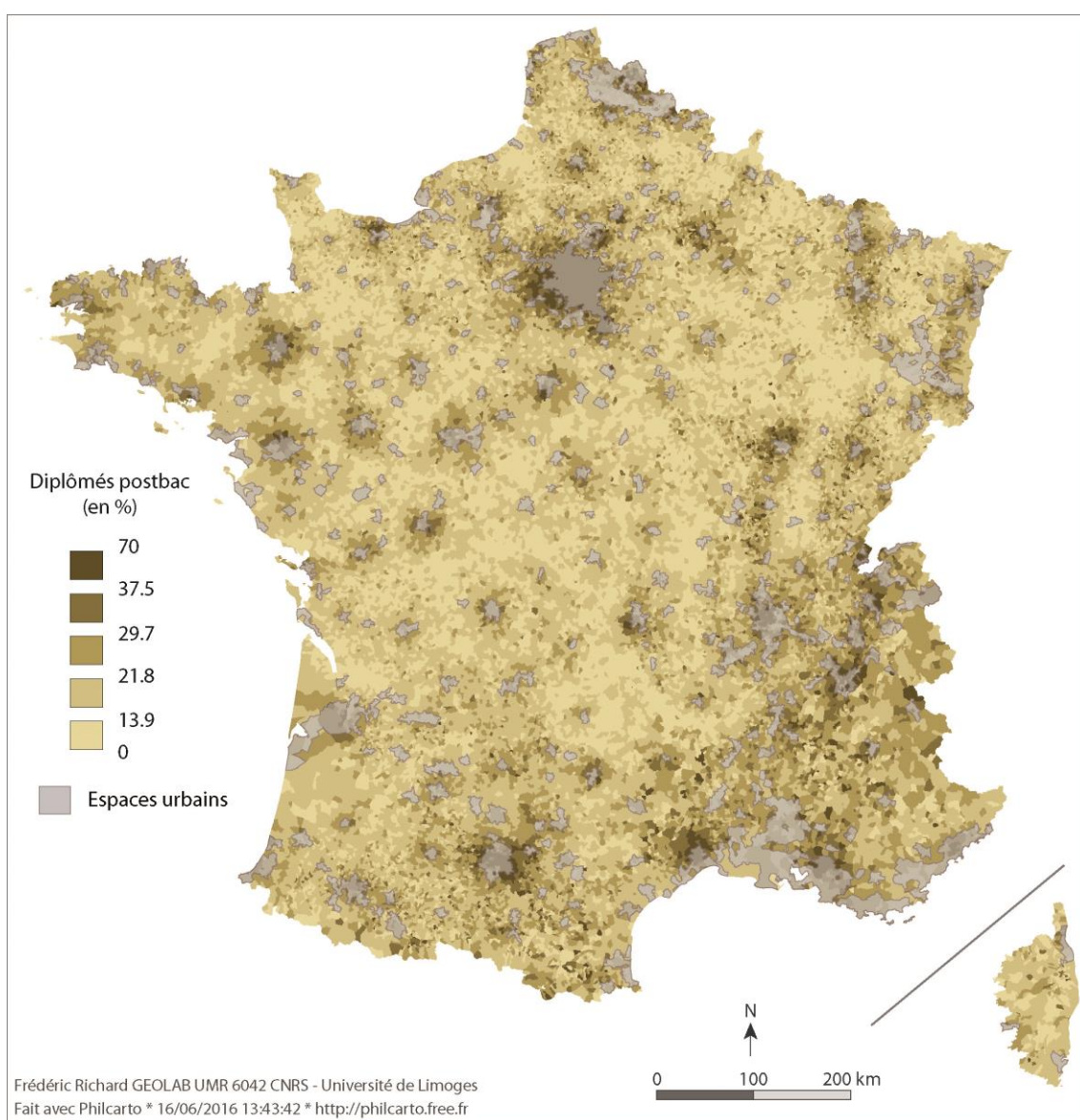
	Résidents de 16 ans et plus non scolarisés (1982)	Diplômés de l'enseignement supérieur (post-bac) 1982	Résidents de 16 ans et plus non scolarisés (2011)	Diplômés de l'enseignement supérieur post-bac (2011)	Part des 16 ans non scolarisés et + diplômés de l'enseignement supérieur (post-bac 1982, en %)	Part des 16 ans non scolarisés et + diplômés de l'enseignement supérieur post-bac (2011, en %)	Evolution des effectifs des diplômés du supérieur 1982-2011 (en %)
Rural	8 606 820	359 972	10 766 629	2 107 139	4,2	19,6	485
Bourgs et marges urbaines	4 619 300	239 332	5 898 693	1 178 864	5,2	20,0	393
<b>Total Rural élargi</b>	<b>13 226 120</b>	<b>599 304</b>	<b>16 665 322</b>	<b>3 286 003</b>	<b>4,5</b>	<b>19,7</b>	<b>448</b>
UUrbaines -100 000	7 411 408	506 044	8 640 962	1 847 745	6,8	21,4	265
UUrbaines +100 000	2 055 840	173 536	2 362 636	613 266	8,4	26,0	253
UUrbaines +200 000	9 418 628	878 704	10 867 444	3 216 559	9,3	29,6	266
UUrbaine PARIS	6 563 208	882 776	7 308 927	2 828 375	13,5	38,7	220
<b>Total Urbain</b>	<b>25 449 084</b>	<b>2 441 060</b>	<b>29 179 969</b>	<b>8 505 945</b>	<b>9,6</b>	<b>29,1</b>	<b>248</b>
<b>Total général</b>	<b>38 675 204</b>	<b>3 040 364</b>	<b>45 845 291</b>	<b>11 791 948</b>	<b>7,9</b>	<b>25,7</b>	<b>288</b>

Sources : INSEE RGP 1982, Enquête annuelle 2011

Sur le plan de leur distribution géographique au sein des espaces ruraux, les diplômés du supérieur manifestent une préférence à la fois pour les périphéries de la plupart des villes, et singulièrement des plus grandes (Carte 17). Dans le détail, les campagnes péri-urbaines des diplômés varient dans leur extension autant que dans leurs formes. Dans certains cas elles semblent s'étendre jusqu'à de longues distances des agglomérations (cf. par exemple Dijon, Montpellier ou Toulouse pour des configurations variables) alors que dans d'autres elles sont circonscrites aux communes rurales les plus proches des pôles d'emploi. De même, si ces campagnes diplômées se sont parfois développées tous azimuts ou presque (Nancy, Poitiers, Grenoble), dans d'autres cas elles ne concernent qu'une

partie des périphéries d'agglomération (l'ouest-sud-ouest de Paris, le sud-ouest de Clermont-Ferrand, l'est de Metz). Cependant, superposée à cette structuration urbaine de la géographie des ruraux les plus diplômés, apparaît une surconcentration manifeste de ces derniers au sud d'une ligne Genève/Bassin d'Arcachon. Si quelques zones (Cantal, Aveyron, Lozère notamment) demeurent délaissées de ce point de vue, de nombreuses communes rurales de ces régions méridionales et touristiques offrent apparemment les aménités suffisantes pour y concentrer en 2011 des proportions significatives de diplômés du supérieur. D'ailleurs, à la lecture de l'évolution de la part de ces derniers (exprimée en points, cf. Carte 18) entre 1982 et 2011, de nombreuses communes rurales de ces régions du Sud en général, mais peut-être plus encore du Sud-Est, ont connu les plus fortes progressions de diplômés parmi leurs habitants.

Carte 17 - Les campagnes des plus diplômés, entre polarisation urbaine et aménités en 2011

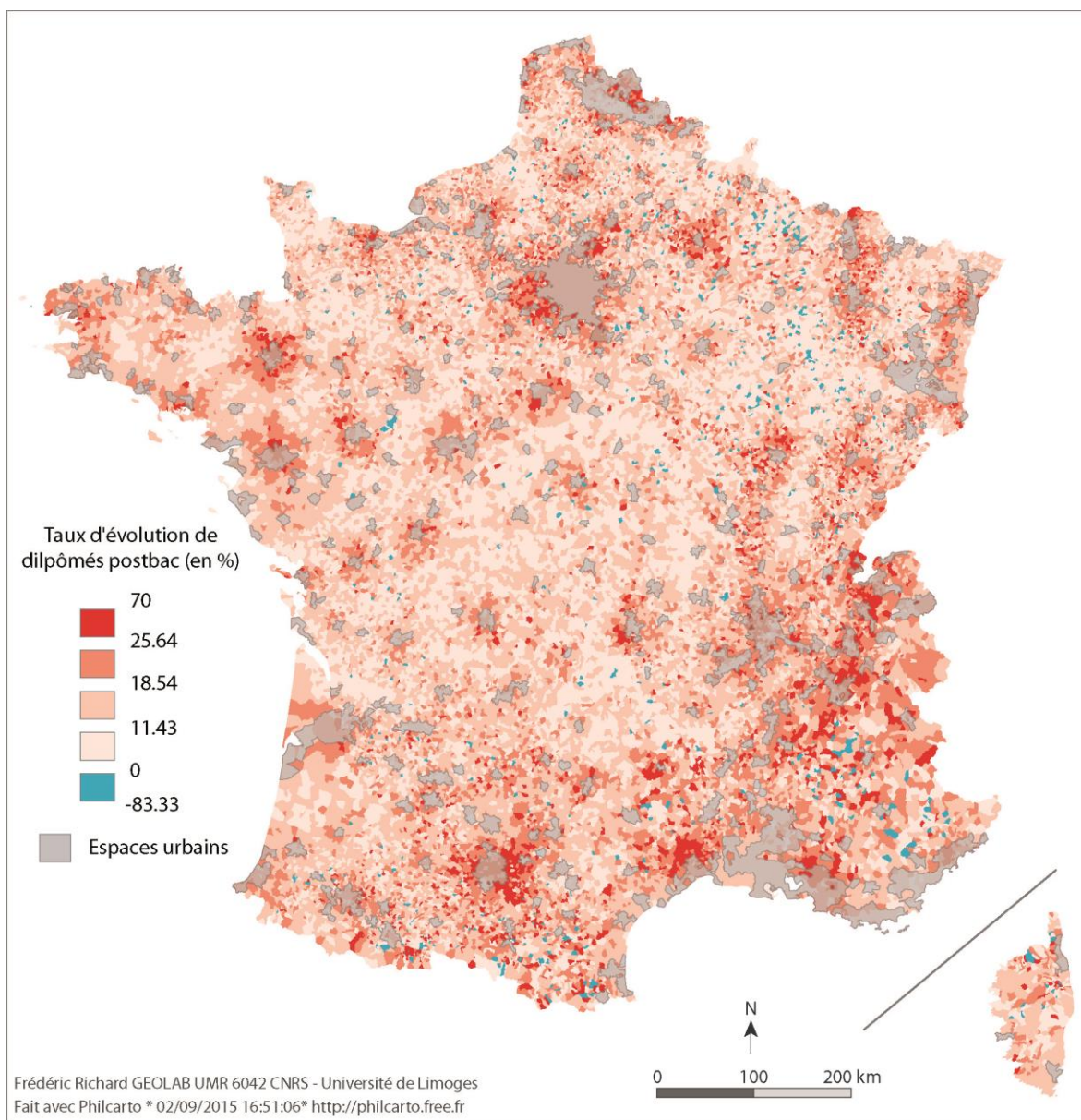


Source : Enquête de recensement 2011 INSEE.

N. B. Du fait du poids démographique des plus grosses communes françaises (en particulier Paris) et de leur influence sur la moyenne calculée pour la discrétisation standardisée, cette dernière est basée ici sur la moyenne des diplômés du supérieur pondérée par le nombre de résidents de 16 ans et plus par commune.



Carte 18 - L'évolution des campagnes des plus diplômés (entre 1982 et 2011) : une attractivité différenciée



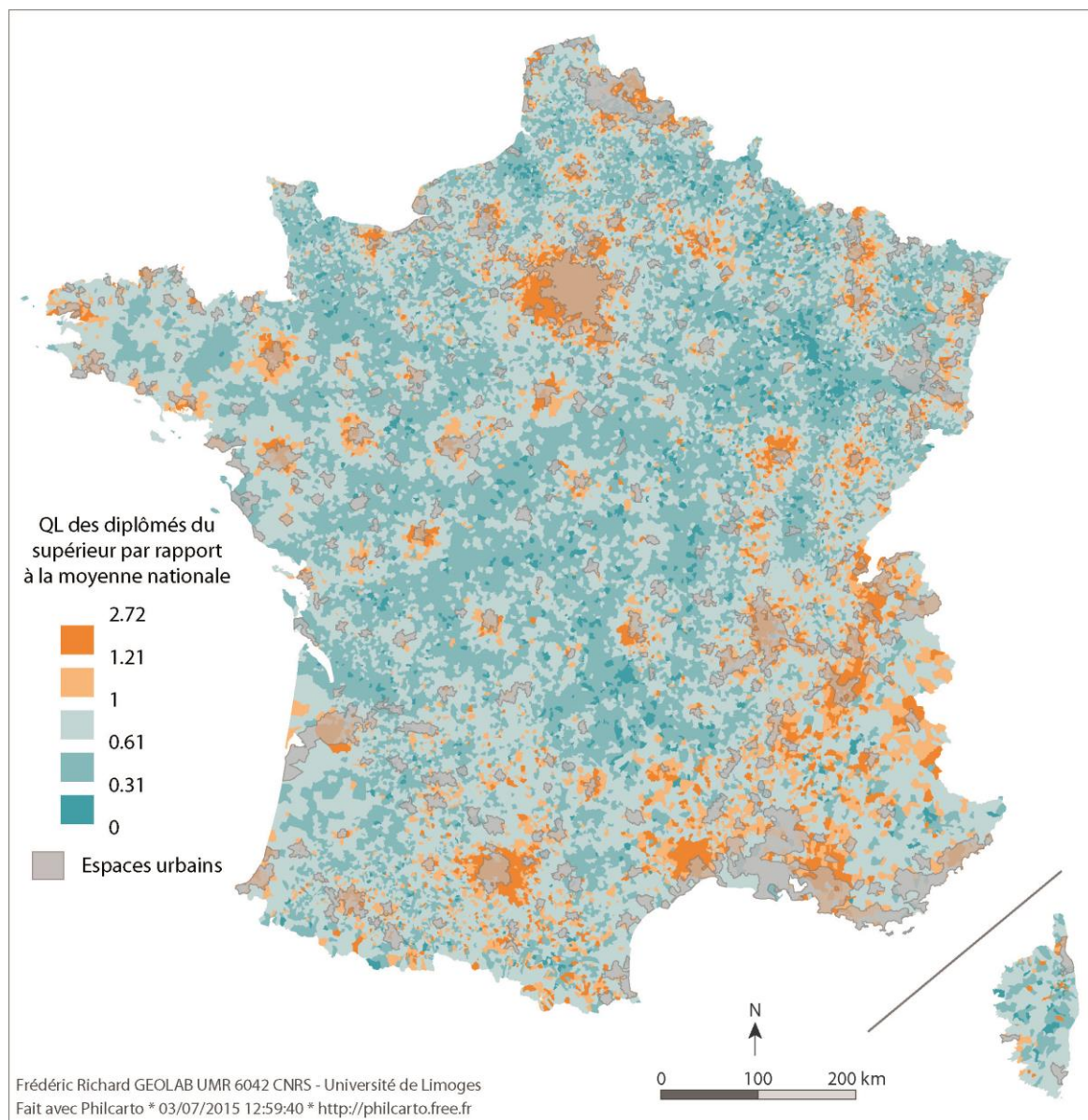
Source : RGP 1982 INSEE, Enquête de recensement 2011 INSEE.

La notion de surconcentration évoquée plus haut peut par ailleurs donner lieu à diverses mesures et représentations cartographiques. En la matière, le quotient de localisation (QL) est un outil efficace et simple à mettre en œuvre. Pour rappel, lorsque la valeur du quotient est inférieure à un pour une commune, les diplômés du supérieur y sont sous représentés par rapport à la moyenne nationale (avec un QL inférieur à 0,5, ils y sont deux fois moins représentés, avec un QL de deux, ils y sont deux fois plus représentés). Ainsi, comparée à la Carte 19 qui faisait simplement état des proportions communales de diplômés, la Carte 20 souligne plus fortement encore la forte et globale sous-représentation de ces derniers dans l'essentiel des campagnes françaises. Mais, par contraste, il

apparaît tout aussi significatif qu'un nombre non négligeable de communes rurales présentent une proportion de diplômés du supérieur plus élevée que la moyenne nationale, et dans 600 cas environ, une proportion double à la moyenne. Une lecture détaillée de la carte permet en outre de retrouver les périphéries rurales des villes moyennes à grandes et l'ensemble beaucoup plus diffus de communes au sein d'une vaste zone méridionale comptant des parts importantes de diplômés. Mais une observation plus attentive encore (malaisée à l'œil nu à cette échelle nationale), révèle la présence de nombreuses communes disséminées çà et là au sein de l'ensemble des campagnes : celles-ci pourraient ainsi apparaître comme autant de possibilités de mises en œuvre locales du processus de gentrification. A cet égard, d'un certain point de vue, la gentrification de ces communes isolées pourrait sembler particulièrement localisée et concentrée. Mais d'un autre point de vue, le fait que les communes concernées figurent à l'échelle nationale précisément parmi les plus « dotées » en diplômés, donc communes urbaines comprises, tendrait à indiquer que la gentrification y est au contraire fort bien engagée et/ou « généralisée ».

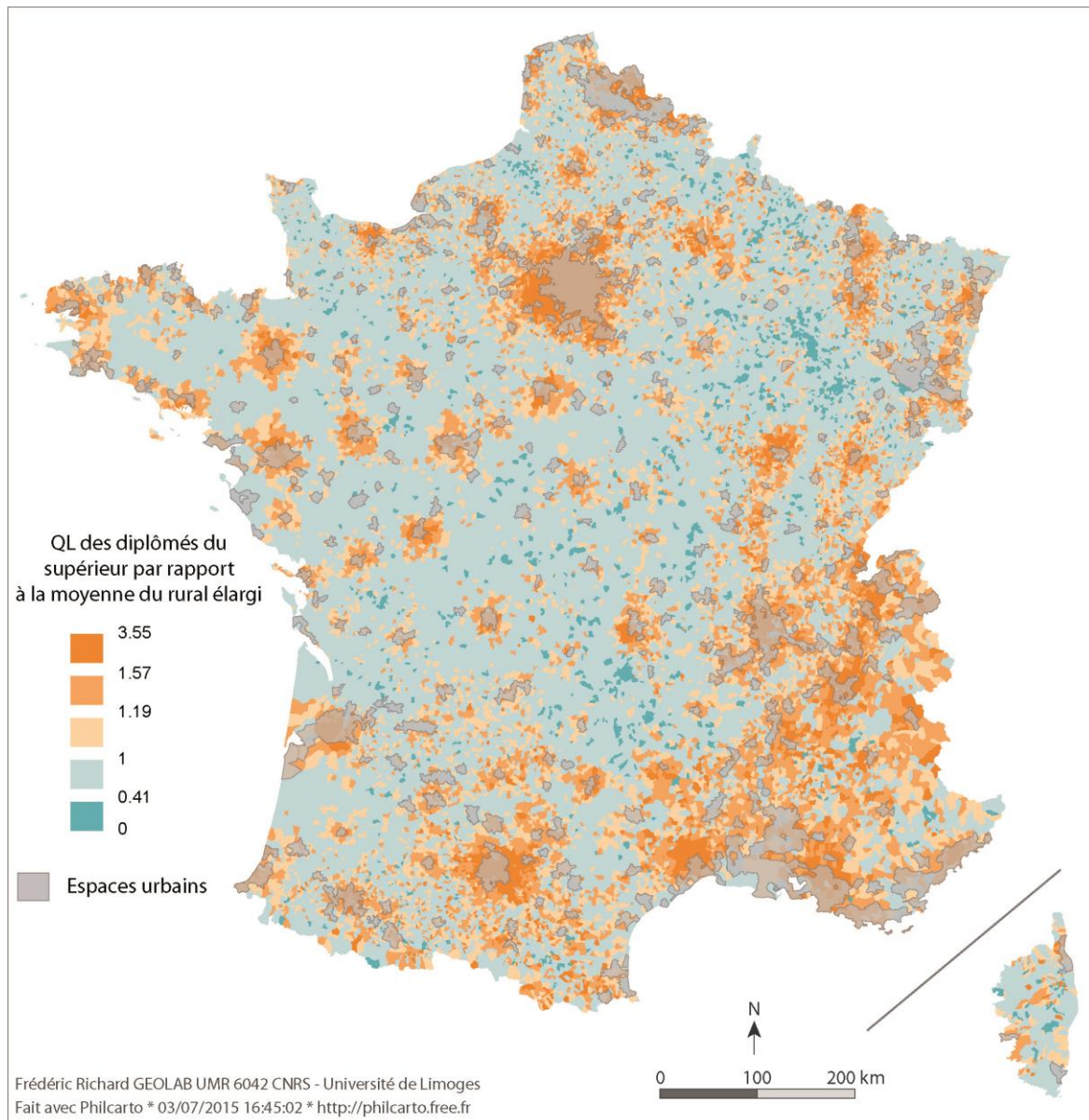
Par ailleurs, le QL est un indicateur souple qui offre aisément l'opportunité de mesurer la relativité d'un phénomène en modifiant l'espace et la moyenne de référence. De telle sorte qu'en confrontant le taux de diplômés de chaque commune, non plus à la moyenne nationale mais à celle du rural élargi, il nous est possible (Carte 20) d'envisager plus précisément la question des inégales dynamiques et intensités de gentrification *au sein* du rural. Dès lors, c'est une nouvelle (et toujours potentielle) géographie de la gentrification rurale qui se présente au lecteur. Si elle concerne grossièrement les mêmes régions que celles déjà mentionnées à diverses reprises, elle s'étend ici à de nouveaux et très nombreux secteurs, suggérant la voie à d'éventuelles explorations statistiques et de terrain pour en vérifier la réalité et les modalités.

Carte 19 - Diplômés et gentrification rurale à la lumière du quotient de localisation (moyenne nationale 2011)



Source : Enquête de recensement 2011 INSEE.

Carte 20 - Diplômés et gentrification rurale à la lumière du quotient de localisation (moyenne du rural élargi 2011)



Source : RGP 1982 INSEE, Enquête de recensement 2011 INSEE.

Les revenus des foyers fiscaux constitueront la troisième et dernière variable mobilisée dans ce bref préambule et résumé à ce que sera l'analyse quantitative de la gentrification rurale en France conduite dans le cadre d'iRGENT. Contrairement aux deux précédentes variables, en l'absence de données diachroniques<sup>92</sup> offrant une profondeur historique suffisante, nous nous contenterons ici de traiter les informations statistiques disponibles pour l'année 2011. Quoi qu'il en soit, les revenus des

<sup>92</sup> Dans la perspective des analyses statistiques programmées pour iRGENT, une série de données normalisées courant sur la période 1982-2013 a été commandée au centre M. Halbwachs.

ménages constituent un indicateur de premier ordre pour raisonner aux divisions sociales des espaces, y compris ruraux puisque seulement 979 des 36 157 communes ne comptent pas suffisamment de foyers fiscaux pour que soit rendu public l'ensemble des données fiscales disponibles pour les autres. En ce sens, les revenus peuvent être très utiles à qui s'intéresse aux dynamiques de gentrification (en particulier au travers d'approches diachroniques lorsqu'elles sont possibles). Cependant, en soi, les revenus moyens des ménages occultent diverses nuances de gentrification tenant aux acteurs locaux et aux différentes formes de capitaux qu'ils sont respectivement susceptibles de mobiliser et conforter au travers de leurs options résidentielles. Les revenus doivent donc être mis en résonance avec d'autres variables, notamment celles qui ont déjà été traitées plus haut.

Quoi qu'il en soit, le Tableau 12 fait état de faibles écarts de revenus nets moyens entre foyers fiscaux selon qu'ils sont localisés en campagne ou non. Concernant les seuls ménages imposables, ceux de l'unité urbaine parisienne font exception en disposant de revenus moyens environ 20 % supérieurs aux revenus moyens à l'échelle nationale. En revanche, les écarts sont beaucoup plus faibles entre les autres foyers des autres catégories d'espace. A tel point que mis à part le cas de l'unité urbaine Paris, la distribution géographique des foyers fiscaux les plus imposés aurait plutôt tendance à faire la part belle aux communes rurales, mais selon des contours partiellement inédits par rapport à ceux issus du traitement des variables précédentes (Carte 21). En effet, s'ils sont de nouveau concentrés dans la région francilienne et ses marges, ils le sont également sur un axe Champagne/Vallée du Rhône, dans l'intérieur des zones frontalières avec le Luxembourg, l'Allemagne et plus encore la Suisse, ces foyers fiscaux plus imposés que la moyenne se caractérisent enfin par une certaine équirépartition au sein des espaces ruraux de l'ensemble de l'hexagone.

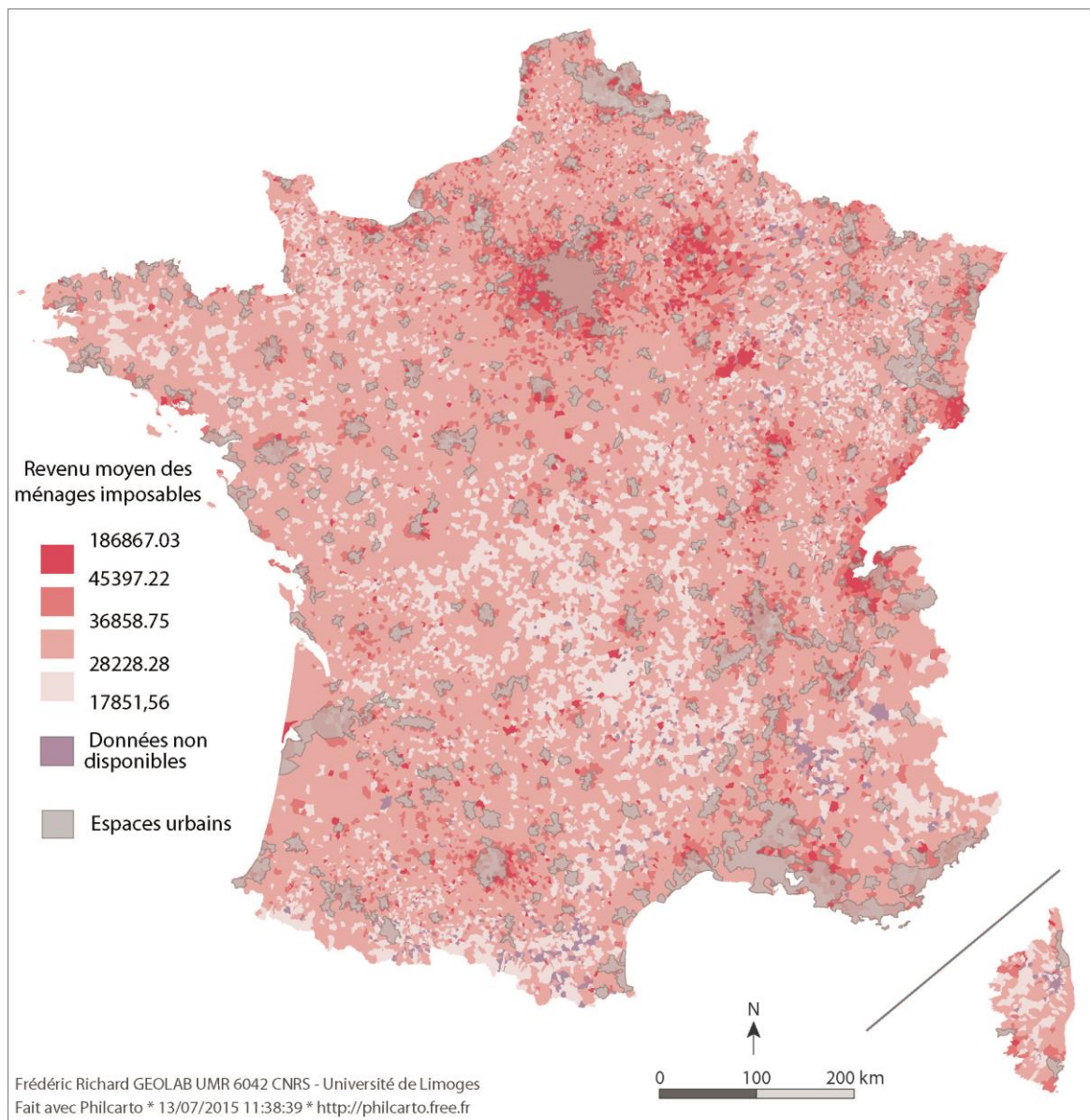
Tableau 12 - Revenus 2011 des foyers fiscaux par type d'espace (bases Unités urbaines 2010)

	Foyers Fiscaux	Foyers Fiscaux non imposables	Foyers Fiscaux imposables	Revenus Moyens Foyers Fiscaux Non imposables	Revenus Moyens Foyers Fiscaux imposables	Rapport Revenus Moyens Foyers Fiscaux non Imposables/ imposables
Rural	4 389 292	1 962 403	2 426 889	10 725	34 376	0,31
Bourgs et marges urbaines	7 774 371	3 473 052	4 301 319	10 931	33 958	0,32
<b>Total Rural élargi</b>	<b>12 163 663</b>	<b>5 435 455</b>	<b>6 728 208</b>	<b>10 857</b>	<b>34 109</b>	<b>0,32</b>
UUrbaines -100 000	6 672 667	3 058 513	3 614 154	9 965	34 207	0,30
UUrbaines +100 000	1 846 310	847 004	999 306	10 425	35 119	0,27
UUrbaines +200 000	8 591 808	3 688 713	4 903 095	9 639	36 220	0,29
UUrbaine PARIS	5 882 873	2 087 410	3 795 463	9 446	45 537	0,21
<b>Total Urbain</b>	<b>22 993 658</b>	<b>9 681 640</b>	<b>13 312 018</b>	<b>9 769</b>	<b>38 247</b>	<b>0,26</b>
<b>Total général</b>	<b>35 157 321</b>	<b>15 117 095</b>	<b>20 040 226</b>	<b>10 160</b>	<b>36 858</b>	<b>0,28</b>

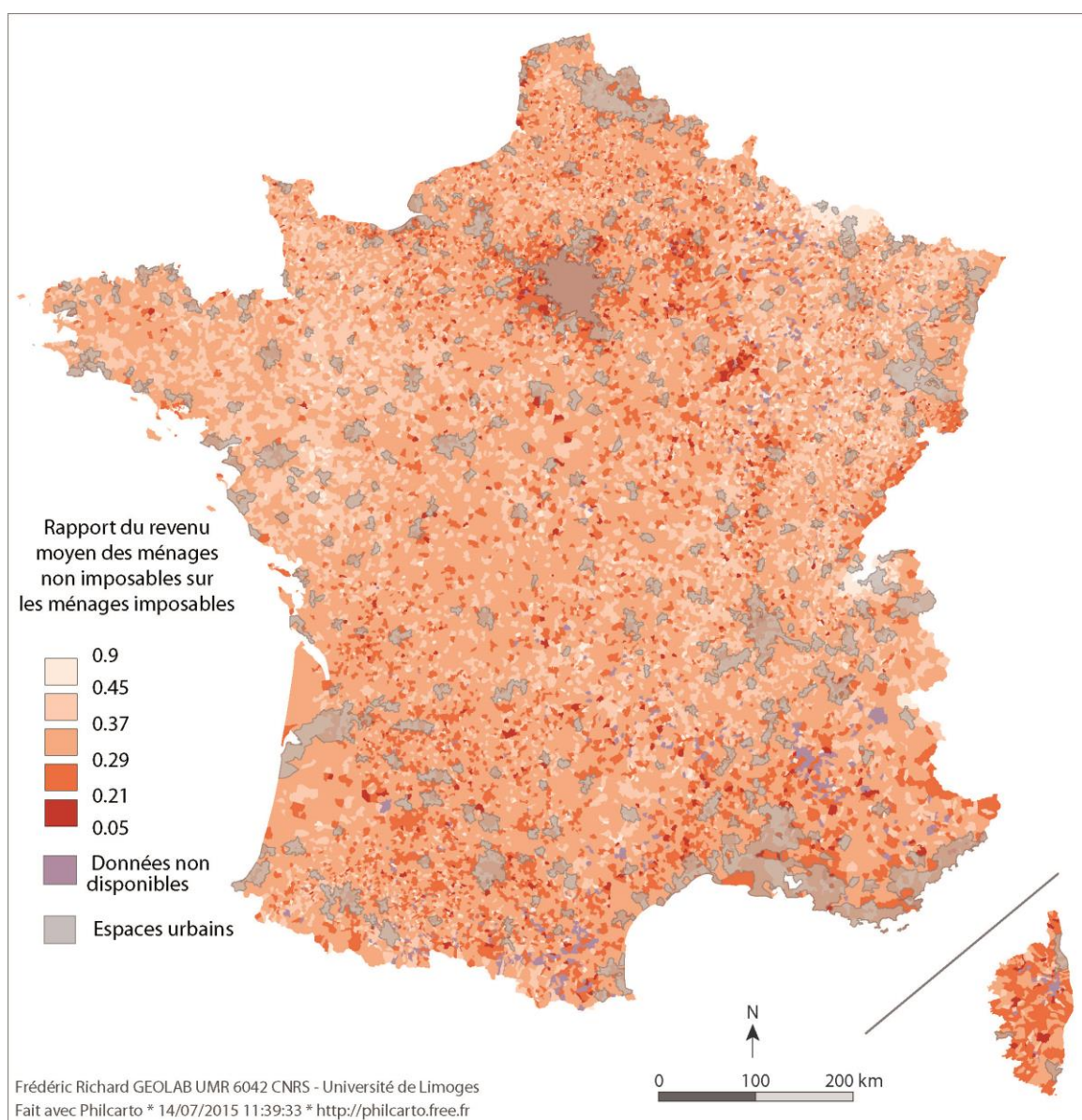
Sources : DGI 2011

Par ailleurs, en considérant que le processus de gentrification est intrinsèquement lié à la notion d'inégalité sociale (la seconde est conceptuellement et empiriquement indispensable à la première, F. Richard\*, à paraître), le rapport entre revenus des foyers imposables et non imposables pourrait inspirer quelques explorations statistiques et locales potentiellement fertiles. En effet, à l'échelle nationale, les espaces ruraux sont apparemment ceux qui présentent la plus grande homogénéité sociale, en tout cas pour celle qui est exprimée par l'entremise des revenus (Tableau 12). Pourtant, dans le détail de la désagrégation de cette moyenne à l'échelle communale, la situation semble beaucoup plus complexe et pour tout dire, contrastée. En effet, parmi les communes de notre rural élargi les plus aisées, un certain nombre (Ile de France, Bourgogne notamment) semblent traversées de profondes inégalités (avec des rapports entre revenus des foyers fiscaux imposables et non imposables allant de 1 à 5) ; alors que d'autres semblent plus uniformément aisés (par exemple en Champagne ou dans les zones frontalières, essentiellement avec la Suisse). A l'inverse, un nombre non négligeable de communes rurales dont la moyenne des revenus nets des foyers les plus aisés ne semble pas particulièrement élevée sont en revanche marquées par des niveaux de revenus très contrastés entre imposables et non imposables. Si ces communes sont plus ou moins équitablement réparties, elles sont toutefois légèrement plus présentes dans le quart sud-est de la France, dans l'arrière-pays méditerranéen et en particulier provençal, zones auxquelles s'ajoute la Corse. S'il n'est pas question de les expliciter ici plus avant, ces configurations plus ou moins contradictoires, pourraient résulter de recompositions sociodémographiques et sociales qui correspondent possiblement à différentes étapes, intensités ou formes de gentrification. Par exemple, les communes riches et peu inégalitaires, pourraient être des communes massivement gentrifiées, les communes riches à moyennement riches et inégalitaires pourraient n'être que partiellement (les hameaux périphériques ou l'habitat diffus versus le centre bourg comme dans les communes du Lubéron décrites par P. Pistre, 2012), les communes plus modestes mais présentant de fortes inégalités de revenus entre foyers imposés et non imposés ne feraient l'objet que d'un processus de gentrification très ponctuel, sous forme de poches, telles qu'elles ont pu être observées en Limousin par exemple (Richard et al. 2011, 2014).

Carte 21- Le revenu moyen des ménages imposables (2011)



Carte 22 – Les inégalités de revenus entre ménages imposables et non imposables (2011)



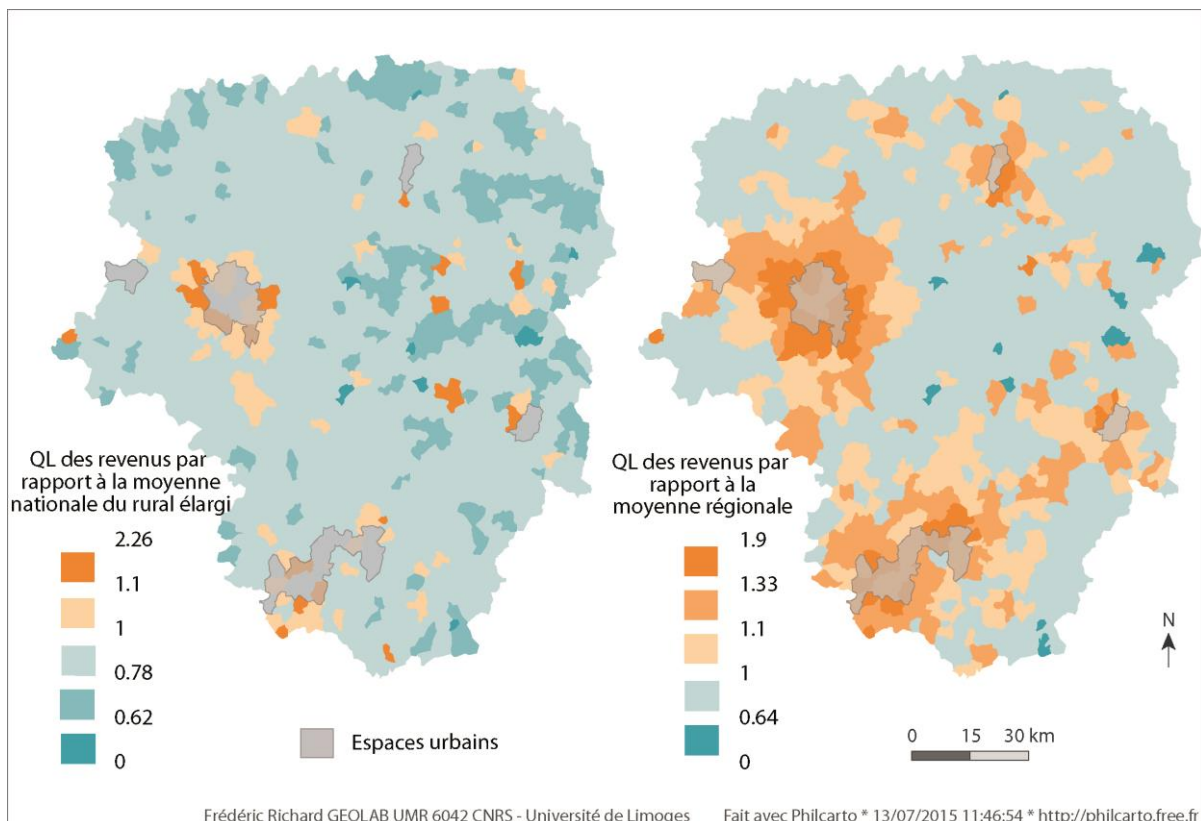
Source : DGI 2011

Ces dernières hypothèses et références à trois situations et réalités locales fort différentes les unes des autres sont l'occasion de formuler deux remarques importantes. La première consiste à réaffirmer l'idée de nuances régionales dans les modalités et l'intensité de la gentrification rurale. Concrètement, selon leurs organisations territoriales propres, les types de campagnes et de pôles urbains qui les structurent, les régions peuvent offrir des profils de populations rurales très variables (cf. par exemple en Annexe 8 la carte du Rhône-Alpes qui se distingue par des campagnes aisées pas forcément situées dans l'orbite des plus grosses métropoles, mais plutôt attirées par les « aménités helvètes » et plus classiquement environnementales). En déclinant encore cet argument liés aux effets d'échelle et singularités locales, les individus ou ménages susceptibles d'être caractérisés en tant que gentrificateurs en Lozère ne le seraient peut-être pas sur les pourtours du Bassin d'Arcachon ou dans la partie orientale des Monts du Lyonnais. Autrement exprimé, compte tenu des variations



inter et infra régionales en termes de niveaux de revenus et de pouvoir d'achat, se pose donc la question des seuils de référence (y compris des moyennes) retenus pour déterminer où les gentrificateurs sont probablement présents, et dans des proportions plus ou moins élevées. De même que la pauvreté est une notion relative (bien que des seuils de pauvreté absolue soient ponctuellement proposés), les « riches » d'une région peuvent apparaître relativement moins riches ailleurs. D'un point de vue statistique et cartographique, cela pourrait ainsi se traduire par des représentations graphiques et discrétisations basées non plus sur la moyenne nationale, mais sur les moyennes régionales, voire infra régionales. Déclinons ces considérations à partir de l'exemple des revenus des foyers fiscaux et plus précisément du Quotient de Localisation, calculé sur la base du revenu moyen des communes rurales à l'échelle nationale (Planche cartographique 23a) et sur celle de la moyenne de l'ensemble des communes de la seule région Limousin (Planche cartographique 23b). De fait, les représentations cartographiques produites diffèrent considérablement. En abusant, pour le besoin de l'illustration, du raccourci selon lequel revenus élevés seraient synonymes de gentrification, la Planche cartographique 23a fait ainsi état d'une spectaculaire sous-représentation des ménages potentiellement impliqués dans une dynamique de gentrification tandis que la seconde offre un visage beaucoup plus conforme aux réalités locales des recompositions sociales à l'œuvre dans le détail des territoires limousins.

Planche cartographique 23 - Relativité des revenus et des Quotients de localisation (2011)



Source : DGI 2011

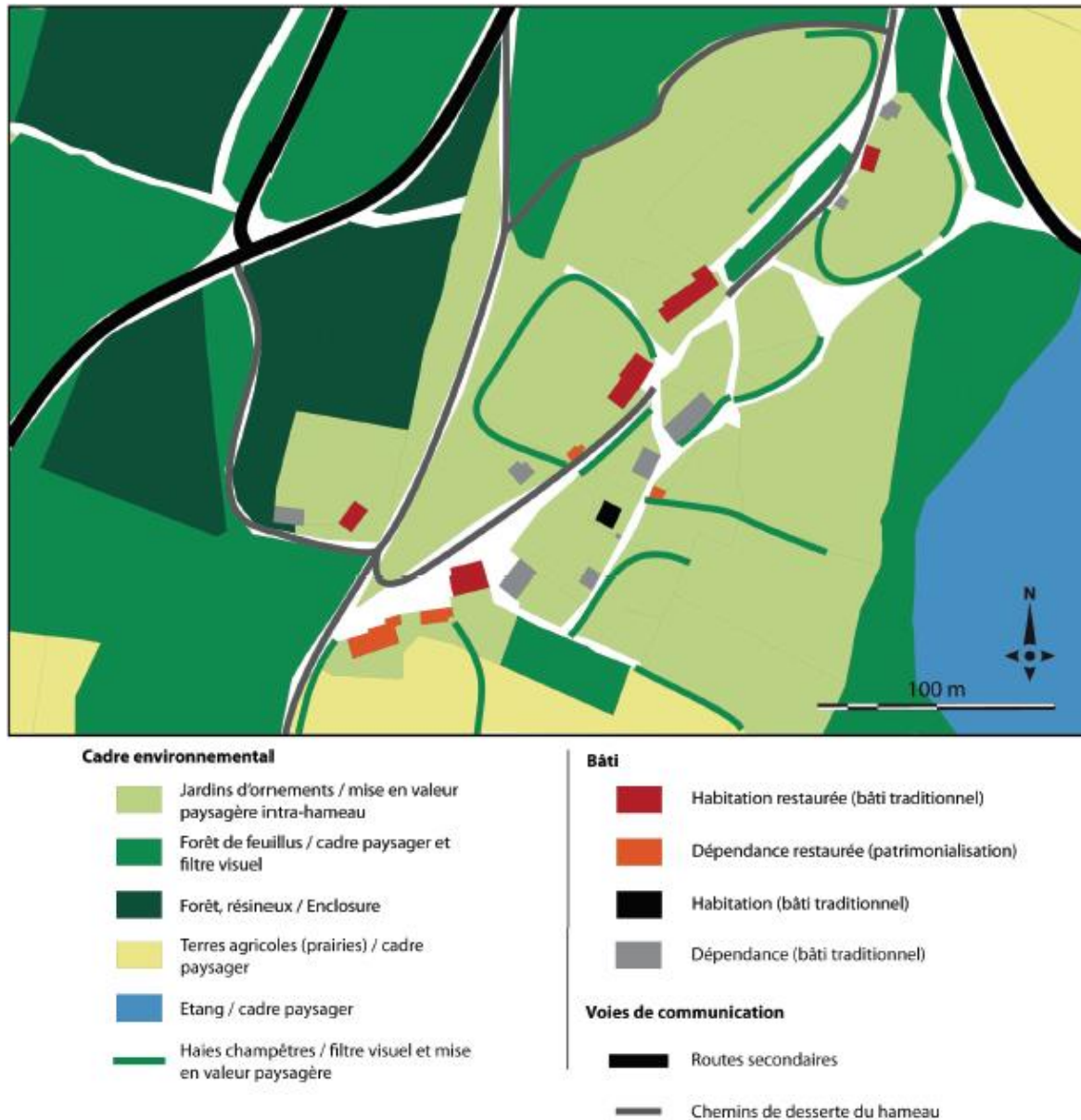
La seconde remarque est partiellement liée à la première et convoque également la notion d'échelle mais pour signaler qu'une exploration quantitative et cartographique solide de la gentrification des campagnes françaises ne pourra faire l'économie de variations scalaires et d'effets de zoom localisés. En effet, les représentations cartographiques envisagées à l'échelle nationale ont le mérite de suggérer quelques grands effets de structures sur les tendances possibles à la gentrification rurale de tel ou tel secteur ou type d'espace rural. Cependant, à cette échelle, le traitement masque les disparités et aspérités (dans le sens où elles interpellent particulièrement) plus locales liées aux multiples agencements géographiques (reliefs, intensité de l'urbanisation au double sens démographique et morphologique, présence des littoraux, aménités environnementales, etc.) propres à chaque région ou sous-région française, agencements respectifs qui distinguent profondément les régions les unes des autres. Ainsi, au risque de paraître redondant, au même titre qu'il n'existe pas une seule et unique gentrification urbaine (Lees 2000), le processus de gentrification rurale n'est lui-même ni homogène (dans l'espace) ni uniforme (y compris localement).

A l'issue de ces premières et très partielles explorations statistiques et cartographiques, quelques lignes de conclusion intermédiaire s'imposent. A l'échelle des grands types d'espace tels que définis ici, l'hypothèse de campagnes françaises gentrifiées à l'image et à la mesure de ce qu'elles sont Outre-Manche résiste peu à l'épreuve des traitements et des faits qui viennent d'être exposés. En revanche, les rares mesures diachroniques pourraient être l'expression de recompositions sociales qui elles-mêmes peuvent être liées ou se traduire par une tendance à la gentrification. De sorte que ces mesures mériteraient d'être investiguées plus avant. De surcroît, les fortes différenciations internes aux espaces ruraux dont la représentation cartographique de quelques variables et indicateurs a permis de (re)faire état, conforterait un peu plus cette idée d'un processus de gentrification en cours, affectant non pas *la*, mais plus modestement *certaines* campagnes françaises. En l'occurrence, en l'état actuel, les données disponibles pour les espaces ruraux sont tout à fait inopérantes pour traquer le caractère spatialement sélectif de la gentrification. Par exemple, à l'occasion des travaux entrepris pour la région Limousin avec J. Dellier, seule une investigation prolongée de la question a permis d'identifier un certain nombre de hameaux indiscutablement gentrifiés<sup>93</sup> (à l'image de celui qui a donné lieu au croquis de Figure 23) et qui, en tant que « poches de gentrification » localisées dans des communes limousines modestes n'auraient jamais émergé des traitements cartographiques.

---

<sup>93</sup> Au moment de l'enquête, une seule des maisons était encore occupée par une famille locale (retraités de l'agriculture). Toutes les autres l'étaient par des résidents permanents ou bi-résidents, actifs, notamment de l'éducation nationale, rentiers (un couple d'anciens entrepreneurs originaires d'Europe du Nord) ou retraités de la fonction publique notamment.

Figure 23 - Croquis d'un hameau gentrifié du plateau de Millevaches en Limousin



Source :IGN

Conception et réalisation : UMR CNRS 6042 GEOLAB - Université de Limoges - 2011

Auteur : Julien Dellier, J. in F. Richard, J. Dellier, 2011 : 59.

Pour en revenir aux traitements cartographiques précédents, nul doute que certains opposeront ici le fait que sans une définition extensive du rural qui s'étend jusqu'aux portes de l'urbain, bien rares sont les « véritables » communes rurales potentiellement touchées par la gentrification. Deux objections pourraient être formulées en retour. En premier lieu, en supposant effectivement que ces communes soient peu nombreuses (ce que certaines cartes inciteraient à relativiser), ne pourraient-elles pas pour autant d'être investiguées à travers le prisme conceptuel de la gentrification ? En second lieu, la volonté de s'affranchir des nomenclatures et catégorisations spatiales normatives et

« autoritaires » est précisément assumée. D'abord, et de manière très pragmatique, parce que cet affranchissement est une condition indispensable à l'approche comparative internationale programmée et qui représente une innovation majeure de l'ANR iRGENT. Ensuite parce que les résultats des traitements cartographiques n'étaient que bien partiellement attendus. Or, la confirmation ?, l'émergence ?, en tout état de cause, l'existence de ces communes péri-rurales ou de ces campagnes péri-urbaines aisées à très aisées, sont constitutives d'un processus et d'une organisation sociale de nature clairement ségrégative dont il serait nécessaire de creuser les liens qui l'unissent à la gentrification. Quoi qu'il en soit, elle l'est à l'échelle méso (d'une région urbaine par exemple) vis-à-vis de certains espaces urbains ou d'autres espaces ruraux dont les trajectoires sociales sont au contraire déclinantes ; ce que Despond (2005) démontre des relations entre la ville nouvelle de Cergy-Pontoise et les proches communes rurales du Vexin et plus largement à l'échelle francilienne. Elle l'est également à une échelle plus micro puisque ces communes rurales ayant fait ou faisant l'objet de profondes recompositions peuvent être le lieu d'importantes différenciations socio-spatiales au sein même de leur propre territoire, des ségrégations internes telles que certains villages britanniques gentrifiés donnent également à voir.

Et de fait, sans affirmer, ni même penser que l'ensemble des mécanismes à l'œuvre pour produire ces formes puissent relever ou être assimilés à un processus de gentrification, l'exclure a priori, par principe donné et répété, ne serait pas sans poser problème. Dans le cadre d'une controverse relative aux notions de capital et de domination, Ripoll développe un argumentaire que je pourrais faire mien ici :

« C'est pourquoi l'on peut dire que si Alain Caillé a le droit d'assumer une position et une réflexion normative, il refuse peut-être un peu de voir la réalité en face : il souhaite que les rapports sociaux fonctionnent différemment, sur la base d'une logique de « don » généralisé, que les diverses ressources sociales ne soient pas utilisées tels des capitaux dans des rapports de concurrence, de force ou de domination, et propose même des pistes pour cela. On peut et on doit (selon moi) imaginer un monde social qui soit débarrassé de toute inégalité et domination, mais il me semble que les concepts construits par Bourdieu et d'autres en termes de capitaux sont des outils particulièrement pertinents pour décrire la réalité d'aujourd'hui. Cela ne veut pas dire qu'il y a des rapports de force partout, que tous les rapports sociaux sont et surtout seront toujours et partout dissymétriques. Il ne faut donc pas voir du capital partout. Mais quand il y en a, il ne faut pas refuser de le voir. Et pour repérer son existence ou son absence, il faut au moins le chercher » (F. Ripoll, 2010 : 73).

Je ne saurais dire mieux de la gentrification rurale.

### Encadré (3) – Plus on est de chercheurs... – Des approches et analyses quantitatives et cartographiques transnationales

Comme indiqué à diverses reprises au cours de la sous-section 3.3.3, l'analyse quantitative et cartographique proposée dans ce mémoire n'a pas d'autre ambition que de dresser un premier constat, certes élémentaire, mais surtout susceptible de faire l'objet d'investigations plus approfondies, notamment dans le cadre d'iRGENT.

Cet encadré vise à en présenter brièvement quelques premières pistes et illustrations fondées sur les travaux communs conduits, en compagnie de J. Dellier et P. Pistre en France, avec les collègues britanniques et étatsuniens du projet iRGENT.

En premier lieu, si les indicateurs testés plus hauts constituent un socle solide pour esquisser l'analyse cartographique du processus de gentrification, ils devront être complétés par d'autres, lesquels pourront contribuer à éclairer sa complexité et sa pluralité, par exemple dans ce qui concerne les dynamiques du marché du logement. Combinées, certaines de ces données permettront en outre d'envisager des typologies de gentrification, en fonction des profils de ménages, de segments des marchés foncier ou du logement, voire encore en fonction des aménités propres aux territoires. En outre, en appliquant des seuils significatifs à divers indicateurs, il est possible de construire des indices (scores) composites servant à identifier les territoires où se cumulent les indices ou expressions de la gentrification (à l'image de la méthode adoptée par P. Nelson et al. 2011).

*Figure 24 - Exemple d'approche quantitative et cartographique testée par l'équipe française dans le cadre d'iRGENT*

#### **Methodology: 4 steps to identify places of rural gentrification by cumulative trends**

##### **Step 1: selection of 5 indicators**

###### **SOCIODEMOGRAPHIC COMPOSITION**

- (1) % Middle classes (active people)
- (2) % Higher educated (active and retired people)
- (3) % of taxable households (income)
- (4) AVG incomes of taxable households

###### **HOUSING**

- (5) Rate of evolution of permanent houses' volume

##### **Step 2: location quotients (LQ)**

(local result divided by general spatial AVG);

###### **Four spatial AVG have been experimented:**

- (1) National AVG
- (2) National rural AVG
- (3) Regional AVG
- (4) Regional rural AVG

##### **Step 3: scores by territory**

###### **Two methods have been experimented:**

- (1) if  $LQ \geq X$  then Dummy indicator = 1
- (2) if  $LQ \geq 1$  then Continuous indicator = from 0 to 1 where standard deviation = 1

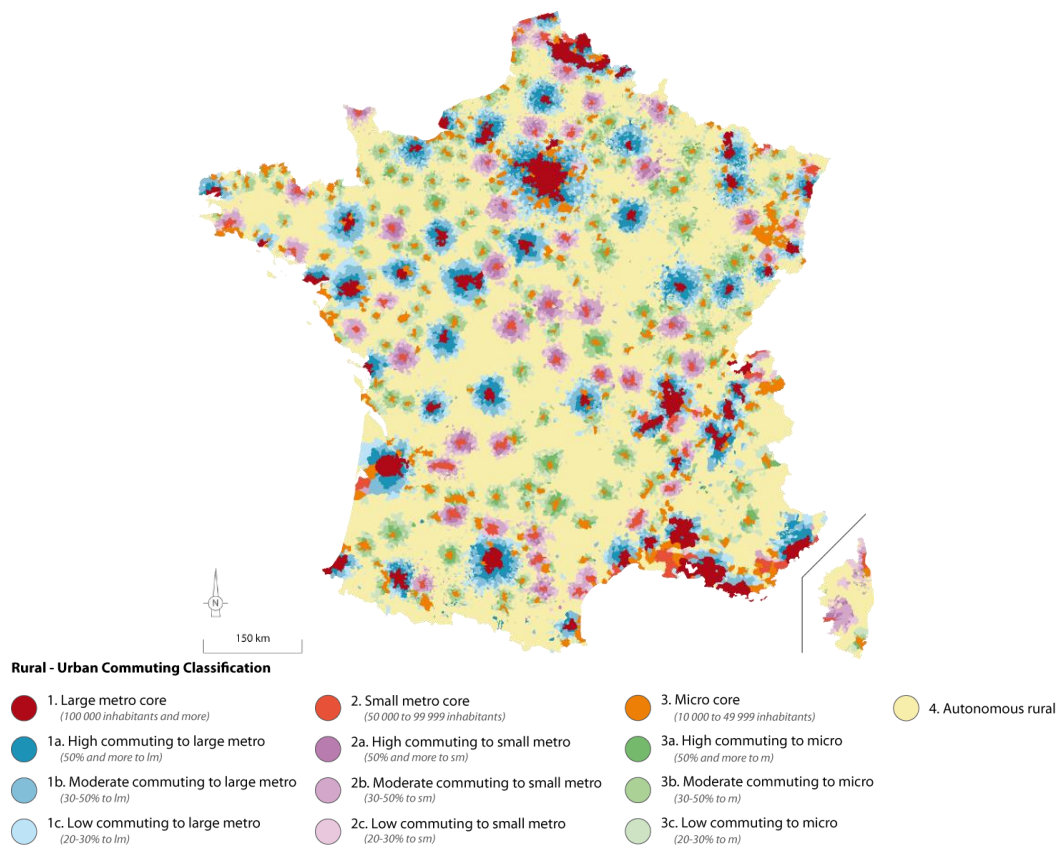
##### **Step 4: sum of LQ scores**

Scores of 3 and + could indicate evidence of local signs of rural gentrification

Source : Richard, Pistre, Dellier, 2015d.

Cependant, dans la mesure où la définition et la mise en œuvre de la méthode de mesure et d'analyse de la gentrification doivent être réellement transnationales, elles doivent reposer sur des indicateurs et des cadres géographiques qui soient les plus similaires et comparables possibles. Dans cette perspective, les réunions de travail en commun avec les collègues d'Outre-Manche et outre-Atlantique ont été l'occasion de nombreux échanges sur les approches envisagées par les uns et les autres afin de finalement convenir des traitements à réaliser avec les trois corpus statistiques à traiter pour ensuite engager les démarches comparatives. A l'occasion de ces réunions ont été confrontées les nombreuses nomenclatures spatiales en vigueur dans chacun des contextes nationaux, notamment dans l'objectif de définir un référentiel rural commun, calé pour l'essentiel sur le modèle britannique. Or, au cours de ces discussions, Britanniques et Américains ont été séduits par l'apport du navettage en tant qu'indicateur des liens économiques unissant villes et campagnes, et par-delà, pour mesurer l'influence des appareils productifs urbains sur les dynamiques de gentrification des périphéries rurales de villes ou métropoles. Redéfinies et modulées selon des critères d'intensité propres à l'équipe iRGENT et combinées à la typologie des unités urbaines étatsuniennes, les aires de navettage sont donc adaptées à la hiérarchie urbaine de chaque pays (y compris au Royaume-Uni). Quoi qu'il en soit, ces référentiels et cadres d'analyse nouveaux ouvrent des perspectives d'analyse mais également d'interprétation inédites du processus de gentrification et dont il est peu probable qu'ils aient pu être ni pensés ni imaginé par un seul et unique chercheur.

*Carte 24 - Référentiel et typologie des espaces ruraux pour les chercheurs d'iRGENT*



Source : Pistre et al., 2016.

### Conclusion du chapitre 3

Après avoir retracé les origines de la gentrification rurale (chapitre 1), puis avoir traversé une première frontière en assumant d'aller (re)visité le chantier de la gentrification des campagnes anglo-britanniques avec le regard d'un géographe français (chapitre 2), ce chapitre 3 a proposé le chemin inverse. Plus précisément, il a posé les « conditions » d'importation de la notion de gentrification en France, dès lors qu'on souhaite l'appliquer dans une perspective si ce n'est similaire, en tout cas comparable à la compréhension dominante du terme Outre-Manche. Concrètement, la première et ô combien fondamentale condition est de se contraindre à adopter un regard très ruralo-centré des catégories spatiales et par-delà des dynamiques sociales des espaces français. La seconde condition réside dans le fait d'accepter une définition ample, libérale, plastique de la gentrification rurale. Cela suppose donc de ne pas forcément considérer la gentrification par le prisme des approches urbaines, a fortiori des plus étroites ou orthodoxes d'entre elles. A cet égard, les arguments issus du chapitre 1 quant à l'autonomie relative de la notion de gentrification rurale peuvent être utilement rappelés.

Dès lors, la notion de gentrification rurale peut être acceptée en tant que grille de lecture, prisme d'analyse des dynamiques démographiques, des recompositions sociales, des inégalités sociales et des mutations géographiques à l'œuvre au sein des espaces français. Des recherches ont montré l'utilité d'y recourir explicitement pour enrichir l'investigation et l'interprétation de processus *locaux* de transformation de sociétés et paysages ruraux. D'autant que d'autres, sans mobiliser expressément le terme, ont également mis au jour des phénomènes qui (en acceptant les deux conditions précitées !) pourraient assez raisonnablement être considérés comme relevant ou participant de processus de gentrification rurale.

Néanmoins, en poussant la logique de l'exercice jusqu'à recourir à quelques grands indicateurs statistiques pour mesurer et cartographier l'éventuel processus de gentrification rurale en France, les résultats sont contrastés. En premier lieu, diverses dynamiques de transformations socioéconomiques et culturelles des campagnes françaises pourraient effectivement présenter des indices, marqueurs, prémices voire des tendances à la gentrification. Cependant, et sans oublier les divers exemples de territoires, de communes possiblement concernées (cf. les cartes et commentaires supra), sur le plan des indicateurs quantitatifs, les configurations française et britannique sont incomparables : « l'homogénéité » sociale des campagnes anglaises est sans commune mesure avec ce que l'on peut observer en France.

Si toutes les conditions (flux migratoires positifs, arrivée de populations bien pourvues en divers types de capitaux, patrimoines bâtis et naturels disponibles) sont réunies pour que se mette en œuvre le processus de gentrification, celui-ci ne s'exprime pas avec une intensité suffisante pour transparaître de manière indiscutable au travers de l'appareil statistique et cartographique à l'échelle nationale, même par le biais du découpage communal. Cela peut par ailleurs s'expliquer par le fait

que les campagnes françaises accueillent depuis les années 1960 des populations sensiblement plus diverses et hétérogènes que celles qui ont investi les villages et hameaux britanniques sur la même période. Autrement exprimé, je pose ici l'hypothèse que si le processus de gentrification rurale n'est pas statistiquement aussi frappant, c'est moins parce qu'il n'existe pas que parce qu'il est flouté, voire dissimulé par « l'exode urbain » des catégories plus populaires. Du fait de l'échelle à laquelle se jouent localement (de commune à commune, mais plus encore de hameau à hameau, cf. supra) les processus de gentrification rurale, l'approche statistique globale s'avère de fait bien inadaptée. En revanche, conjugués aux recherches (notamment de terrains) déjà mentionnées, certains des résultats issus des traitements quantitatifs et cartographiques résonnent surtout comme autant d'invitations à investir la question de la gentrification rurale par l'intermédiaire de l'observation qualitative de terrain !



## Chapitre 4 – Par-delà la gentrification rurale - perspectives

Si la gentrification rurale, en tant que processus et concept, appréhendée dans un ou plusieurs contextes nationaux peut amplement se suffire à elle-même en tant qu'objet de recherche, les travaux que j'y consacre s'inscrivent néanmoins au sein d'un champ plus large, celui de la géographie sociale. Je les mène par ailleurs au sein d'un collectif, d'un environnement intellectuel et humain constitué en particulier de mes collègues (au sens très large) de l'UMR GEOLAB et de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de l'Université de Limoges. De l'immersion dans ce double contexte, « GEOLAB » et « la géographie sociale », sont nées quelques réflexions et propositions qui dépassent la seule gentrification rurale.

Comme exprimé en filigrane dans les sections précédentes, travailler sur la gentrification rurale est une manière de traiter des questions d'inégalités sociales et de dynamiques autant agrégatives que ségrégatives. S'emparer de ou continuer d'investiguer cette problématique au sein d'un laboratoire de géographie physique et environnementale ne va pas spontanément de soi. Cette difficulté personnelle consistant à combiner une activité de recherche en géographie sociale tout en respectant la forte identité scientifique d'une Unité ancrée dans des champs plus « instrumentés » de la géographie a d'ailleurs pu être partagée par un certain nombre d'autres collègues récemment recrutés au département de géographie de Limoges. Nous avons collectivement surmonté cet obstacle initial en choisissant non pas de tourner le dos à nos domaines d'expertise antérieurs, mais de les appréhender désormais *au prisme* de l'environnement. Plus précisément, nous avons décidé de nous réunir autour des enjeux sociopolitiques de l'environnement à travers la notion de « capital environnemental ». Celle-ci structure désormais les travaux et la dynamique collective de l'équipe éponyme au sein de l'UMR depuis quelques années. Le regard que je porte à cette notion et l'articulation que j'entrevois entre gentrification rurale et capital environnemental feront l'objet d'une première section. La seconde sera consacrée à l'exposé d'un propos hybride entre la position et le projet de recherche. Il consiste en partie en un retour réflexif sur le cheminement intellectuel (dans le sens d'enchaînement de questions et de réponses) restitué dans le présent document. Comment concilier et articuler d'un côté l'intérêt porté à de « grandes » dynamiques socio-spatiales et de l'autre, la volonté d'aspirer à leur compréhension par le biais de l'observation directe, des paysages qu'elles produisent ? Loin d'un propos conclusif, il s'agira plutôt de partager quelques questionnements, quelques pistes de réflexion conceptuelles et méthodologiques éventuellement destinés à nourrir un futur projet de recherche.

## 4.1 De l'environnement au capital environnemental

Pour remonter à l'origine de la notion de capital environnemental, celle-ci m'est progressivement apparue à force d'allers et retours entre la littérature et les terrains britanniques. Peu au fait des théories sociologiques de la pratique, j'ai été interpellé par le recours régulier aux notions d'actifs ou de capitaux, ou encore d'habitus de classe (pas forcément exprimé sous cette forme) par divers géographes d'Outre-Manche (par exemple Thrift, 1987 ; Hoggart, 1997 ; Phillips, 1998 a., b. ; Cloke et al., 1998). Ces outils conceptuels ont attisé mon intérêt, d'une part parce qu'ils m'ont au contraire semblé moins usités dans la géographie<sup>94</sup> ruraliste francophone (sans être totalement absents bien entendu), et d'autre part, parce qu'ils m'ont paru particulièrement pertinents pour décrire et comprendre les campagnes britanniques en tant que production sociale. Par ailleurs responsable de l'équipe GEOLAB, alors intitulée Gestion de l'Environnement et Développement Durable (GEDD), il m'incombait en 2009-2010 de structurer le projet scientifique d'un groupe de recherche presque intégralement renouvelé et dont l'objectif prioritaire est de faire vivre collectivement une dynamique scientifique fédératrice construite autour des enjeux environnementaux au sens large.

De manière relativement intuitive (et rétrospectivement bien maladroite), j'ai posé les quelques premiers jalons (cf. projet de l'équipe Capital Environnemental, volume 2) d'une notion à et autour de laquelle travaille l'équipe aujourd'hui intitulée capital environnemental. Les derniers efforts de formalisation de la notion (notamment à l'occasion de la rédaction de l'appel à communication pour le colloque « Capital Environnemental : représentations, pratiques, dominations, appropriations spatiales » (Limoges, 18-21 novembre 2015) avec G. Saumon et J. Linton, ont conduit à définir le capital environnemental comme l'ensemble des investissements (socioéconomiques, idéologiques, émotionnels, politiques, artistiques...) dans l'environnement, investissements réalisés par des acteurs selon leurs représentations, intérêts et systèmes de valeurs spécifiques<sup>95</sup>. Cette définition générique présente l'avantage d'en permettre deux lectures selon les objets de recherche des collègues, deux lectures qui ont néanmoins en commun de s'appuyer sur une approche sociopolitique de l'environnement. Pour ceux d'entre nous qui travaillent aux ressources environnementales et aux enjeux liés à leur gestion (donc à leur contrôle), le capital environnemental s'exprime comme le potentiel d'un élément biophysique (comme l'eau, le sol ou la forêt) à être ou non (avec toutes les nuances intermédiaires) converti et exploité en ressource. Pour les autres, qui s'intéressent plus aux dynamiques sociales des espaces (plutôt naturels, ruraux, insulaires, mais éventuellement urbains aussi, cf. J. Dellier, S. Guyot, 2015 par exemple) le capital environnemental se pose comme l'un des actifs sociaux (protéiforme, cf. infra) qui en étant inégalement réparti et maîtrisé concourt non seulement à distinguer les groupes sociaux et leurs pratiques, mais également à entretenir voire aggraver les inégalités entre eux, et le cas échéant, les relations de domination qui les génèrent. Détaillons donc cette vision plus précise du capital environnemental telle que je l'envisage à titre personnel et telle qu'elle pourra être développée et mise en œuvre dans le contexte de l'ANR iRGENT

---

<sup>94</sup> Il en va bien sûr autrement en sociologie rurale, cf. par exemple les travaux de Perrenoud cité plus haut, mais auxquels on peut ajouter ceux de Renahy, 2010 ; Laferté, 2013 ou encore Parenthoen, 2013.

<sup>95</sup> Il se distingue donc clairement du capital naturel tel que les écologues et économistes ont pu le concevoir dans la lignée de R. Costanza et al. (1997).

et donc de l'étude de la gentrification rurale, que ce soit en France, au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis (cf. Encadré (2)).

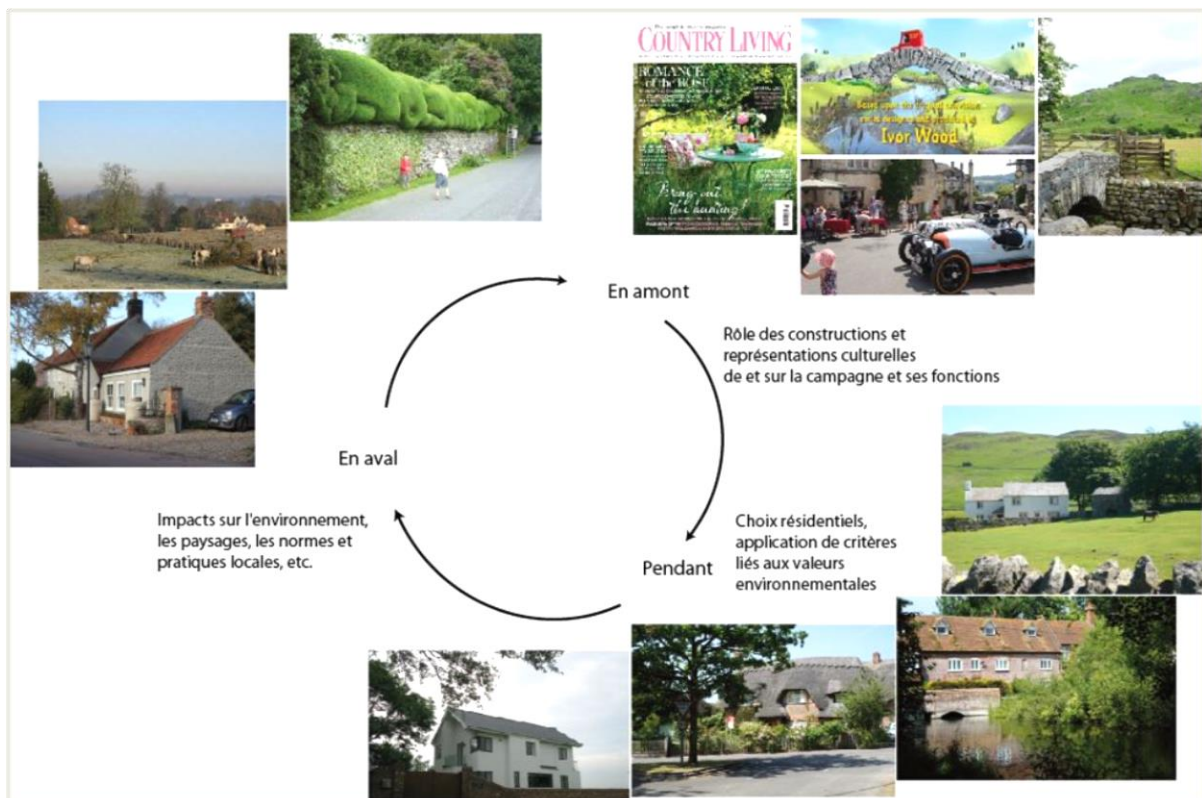
#### 4.1.1 Environnement et gentrification rurale

Comme indiqué plus haut, la notion de capital environnemental est née en grande partie de la lecture des références bibliographiques consacrées aux recompositions sociales des espaces ruraux, essentiellement britanniques, plus accessoirement nord-américains ou français. Le premier constat réside dans le fait que la plupart de ces travaux ont souligné la place centrale de l'environnement dans les dynamiques migratoires et résidentielles animant les territoires ruraux en général, et ceux qui sont concernés par le processus de gentrification en particulier. L'environnement est ici entendu comme une construction sociale et politique, c'est-à-dire l'interaction entre une matérialité biophysique et les représentations dont elle fait l'objet mais dont elle est également la projection. La notion d'environnement doit donc être comprise dans une acception large, combinant des réalités naturelles (topographiques, biotopiques, écosystémiques, etc.), des perceptions et projections individuelles ou collectives de ces mêmes réalités, ainsi que les influences mutuelles que réalités et perception/projections exercent les unes vis-à-vis des autres. Il faut donc voir ici une définition de l'environnement qui serait très proche de celle proposée par A. Berque, par exemple dans son *Histoire de l'habitat idéal*. Pour lui, « Dans la relation oecouménale, la réalité  $r$  est le sujet logique  $S$  (ce dont il s'agit) prédiqué en tant que prédicat  $P$  par l'existence humaine (i.e. que  $S$  n'existe pas en soi mais en tant qu'il est nécessairement saisi d'une certaine manière par nos sens, notre pensée, notre langage et notre action) ; ce qui se représente par la formule  $r = S/P$ , laquelle se lit ; *la réalité, c'est  $S$  en tant que  $P$* . Par exemple, c'est l'environnement ( $S$ ) en tant que paysage ( $P$ ) ; et globalement c'est la Terre ( $S$ ) en tant que notre monde ( $P$ ). La relation  $S/P$  (i.e.) la réalité n'est pas propre à l'écoumène ; elle apparaît avec la vie, et correspond, au niveau ontologique de la biosphère, à la relation *Umgebung/Umwelt* chez Uexküll ; mais au niveau ontologique de l'écoumène, y interviennent les systèmes techniques et symboliques (non seulement écologiques) propres à l'humanité » (Berque, 2010 : 93).

De fait, selon les cas, en le mobilisant dans une perspective plutôt globale ( $S = P1 + P2 + P3 + \dots$ ) ou au travers de déclinaisons plus précises (telles que  $P$  pourrait être les paysages, la nature, mais également une ressource, des aménités, etc.), les auteurs ont pu évoquer l'environnement en le considérant comme objet central de leurs recherches ou au contraire un peu plus périphérique. Quoi qu'il en soit, en ayant une lecture transversale de cette littérature, l'environnement peut y être perçu comme le, ou l'un des fils rouges du processus de gentrification rurale en général : par l'intermédiaire de son articulation avec chacune des étapes (avant, pendant, après, cf. Richard et Dellier, 2012 Richard et al. 2014, 2015) qui rythment les mouvements de populations qui en sont fondamentalement le vecteur (D. Smith, 1998, 2002 ; Smith et Phillips 2001 ; D. Hines, 2007, 2010 a., b., 2012, Bryson et Wickoff, 2010 ; E. Darling, 2005 ; Paquette et Domon, 2003 voire M. Phillips, 2005).

Pour être plus précis, l'environnement intervient d'abord *en amont* de ces mobilités. Il intervient en tant qu'espace physique et concret, en ce qu'il offre un éventail de destinations migratoires et résidentielles, d'abord possibles, ensuite désirées parce qu'inscrites dans des contextes environnementaux localisés (cf. infra) présentant différents traits objectivables (espace(s) disponible(s), relativement peu artificialisés, accès plus ou moins onéreux, morphologies paysagères variables, plus ou moins éloignés des centralités urbaines, qualités sanitaires relatives). L'environnement intervient également en tant que construction culturelle et sociale, c'est-à-dire comme entité idéale chargée de symboliques et de valeurs (plutôt) plus ou moins positives (au moins pour ceux qui s'y projettent). Celles-ci sont le résultat composite des innombrables représentations et expressions issues des arts (littéraires, picturaux...), des (mass) médias, des politiques, etc., structurées sur le temps long. Etant entendu que ces représentations sont sujettes à de permanents ajustements, sous l'influence d'inflexions conjoncturelles, voire de l'actualité (par exemple lors d'une épizootie). C'est probablement ici que se noue et se joue le lien entre, d'un côté les représentations culturellement différenciées de l'environnement selon les catégories sociales, et de l'autre, l'inégale distribution de ces catégories au sein du marché du logement et de l'espace résidentiel, au sein de ce que Bourdieu (1993) appellerait l'espace social réifié (cf. infra).

Figure 25 – La place de l'environnement dans le cycle de la gentrification des campagnes



Source : F. Richard, G. Saumon, G. Tommasi, 2015a.

Quoi qu'il en soit, les interactions entre ces représentations sociales de l'environnement et les groupes sociaux impliqués dans la gentrification rurale ont été soulignées à maintes reprises dans la

littérature (par exemple Thrift, 1987 ; Urry, 1995 ; Murdoch et al., 2003 ; Domon, Paquette, 2003 ; Marcouiller et al., 2009 ; Hines, 2007, 2012 ; Argent et al. 2009 ; Viard, 2012 ; Urbain, 2004, Perlik 2011, 2012 ; etc.). Mais fondamentalement, les travaux de Bunce (1994) relatifs à l'idéalisation des paysages de campagne aux Etats-Unis et au Royaume-Uni démontrent le lien ontologique existant entre les notions de campagne et d'environnement. Pour lui, la première n'est autre que la projection opérée par les élites et la *middle class* d'une perception de l'environnement (au sens large) construite par et au sein d'une société devenant progressivement industrielle et urbaine (voir également Mathis, 2010). S'appuyant en partie sur les mêmes arguments que ceux exposés plus haut (Chapitre 2) à propos de la naissance de l'idylle rurale britannique pendant les 18 et 19<sup>e</sup> siècles, Bunce détaille l'émergence de l'idéal pastoral en soulignant néanmoins les nouvelles conceptions philosophiques et fonctionnelles de la « nature » pour et par les *middle classes*, une nature chargée de valeurs positives et de plus en plus attrayantes. Plus encore, selon Bunce, bien qu'alimentée par des courants artistiques et philosophiques différents dans chacun des contextes anglais ou américain (par exemple Wordsworth et le Lake District d'un côté, Thoreau et les bienfaits de la nature sauvage de l'autre), cette « adoration de la nature » (*nature worship*) a ensuite été transposée dans la campagne, ou plutôt dans *des* campagnes idéalisées. Car en effet, si ces campagnes sont avant tout et de longue date perçues comme des paysages esthétiques au Royaume-Uni (alors qu'aux Etats-Unis elles reflètent plus un style de vie, en l'occurrence non urbain, cf. Bunce 1994 : 1-76), elles sont toutes la projection de considérations et de valeurs environnementales. Pour autant dans chacun des deux pays, et même si les producteurs et les médias vont changer, s'industrialiser dans une certaine mesure (rééditions massives d'ouvrages fondateurs, littérature pour enfants, TV, etc.), ces images et représentations seront relayées tout au long du 20<sup>e</sup> siècle et vont contribuer à faire émerger une campagne désormais considérée comme réserve et aménité, et plus globalement comme l'incarnation d'une relation positive à l'environnement. Précision faite que cette relation et la possibilité de la matérialiser sous forme d'itinéraire et de *choix* résidentiels sont socialement différenciées, et même inégales. Ce qui justifie précisément d'investiguer plus avant le lien entre environnement et gentrification rurale.

L'environnement intervient également dans la deuxième étape ou phase de la gentrification, celle qui correspond à l'itinéraire migratoire et résidentiel des individus et ménages. L'environnement concourt, parmi divers facteurs et critères à ce que s'élaborent et se matérialisent leurs préférences pour telle ou telle localisation résidentielle, y compris pour tel ou tel logement. L'environnement devrait donc être ici appréhendé à une échelle plus fine, à l'interface de la sphère domestique et de ce qui compose son contexte paysager immédiat. Dans une certaine mesure il doit être possible et parfois même nécessaire de concevoir ce premier niveau de contexte paysager dans une perspective scalaire un peu plus englobante : on peut supposer qu'un contexte paysager puisse lui-même être enchâssé au sein d'un contexte paysager plus vaste, à l'échelle infra-régionale par exemple. Plus vaste que le premier, ce contexte paysager « régional » peut donc être composé de différentes sous-entités paysagères, susceptibles de satisfaire autant d'aspirations résidentielles qu'elles présentent de nuances. Cette dimension du lien environnement/gentrification rurale a d'ores et déjà pu être explorée ou a minima mentionnée par divers auteurs, qu'ils aient traité de la gentrification rurale (R. Ghose, 2004 ; Bryson, Wickoff, 2010 ; Darling, 2005 : 1021 ; Domon Paquette 2003, Smith 1998 ; Smith, Phillips 2002 ; Richard Dellier 2012 ; Richard et al. 2014 ; Hines, 2012 ; ou non (par exemple parce qu'appliqué au périurbain français, cf. supra : Charmes, 2011 : 52, 248 ; Cailly, Dodier, 2007 : 70 ; Desponds, 2005 ; 2007).

Enfin, l'environnement intervient à l'issue de l'implantation des individus, ménages et groupes sociaux, c'est-à-dire dans les « temporalités aval » du processus de gentrification. L'environnement peut ici être appréhendé comme le support des multiples matérialisations possibles de la gentrification. Sous influence (plus ou moins forte, directe ou indirecte) des nouveaux habitants des espaces ruraux, l'environnement peut faire l'objet de diverses formes d'investissements de leur part. Ils peuvent se traduire par des modes de « consommation » directe des aménités naturelles (randonnée, sports nature, ski, etc. cf. Darling, 2005 ; Hines, 2007) ou à travers la consommation de biens transformés ou non et tirés du potentiel agroproductif local. Ils le sont via des pratiques souvent vertueuses d'un point de vue environnemental (agriculture bio ou raisonnée, circuits-courts, agroforesterie locale, ...) (F. Richard, J. Dellier 2011 ; F. Richard et al. 2014). Dans le premier cas, l'anthroposystème local y est aménagé pour être rendu « consommable » (sans qu'une transaction marchande soit systématique) puisqu'intrinsèquement lié aux pratiques ludiques, contemplatives, pédagogiques, culturelles, ou encore sportives qui s'y développent. Dans le second cas, c'est par et pour sa fonction productive, que l'environnement est mobilisé : les gentrificateurs en escomptent alors des bénéfices organoleptiques, sanitaires, socioéconomiques, symboliques, etc. Mais ces deux exemples d'investissement dans et pour l'environnement ne sont pas les seuls possibles de la part des gentrificateurs. La littérature regorge d'illustrations d'implication de gentrificateurs dans la défense de l'environnement et/ou des paysages (K. Halfacree, 1997 ; D. Hines, 2010 ; M. Bailoni, 2012), y compris via leur implication dans l'élaboration des documents d'urbanisme, de planification ou de protection, le cas échéant en les instrumentalisant (Little, 1987). Enfin, dans cette même perspective consistant à transformer ou maintenir en l'état l'environnement constitutif des campagnes tel que les gentrificateurs conçoivent qu'il doit être, ces derniers peuvent s'engager dans le portage ou l'animation de projets collectifs (AMAP, constitution d'une réserve, éco-quartier, co-financement d'initiatives éco-citoyennes, etc.) (Richard et al., 2014 a., b. M. Méténier 2015, G. Saumon 2017, thèse en cours). A l'échelle plus individuelle, le (re)modelage des paysages est également possible à travers la gestion des espaces dont ils sont propriétaires, qu'il s'agisse d'emprises foncières significatives ou de manière plus élémentaire encore, des espaces domestiques composés du logement et de ses environs immédiats que sont le jardin ou le parc entourant celui-ci (Domon et Paquette, 2003 ; Hines, 2007, 2012 ; Richard et Dellier, 2012 ; Richard et al., 2014 ; Phillips et al, 2008). De manière générale, qu'ils soient transformés, mis sous cloche, ensauvagés, esthétisés, etc., les paysages sont l'expression de l'investissement et de l'influence des nouveaux habitants (de même que des résidents secondaires souvent associés, cf. par exemple Darling, 2005 ; Perlik, 2011).

En synthèse, ces références et illustrations montrent qu'en le considérant sous différentes formes et déclinaisons, l'environnement joue un rôle tout à fait central dans le processus de gentrification rurale. Si ce n'est le fait de suggérer son analyse à chacun des trois niveaux auxquels correspondent les trois temps (amont, pendant, aval) des mobilités résidentielles qui, cumulées, composent et entretiennent sur la durée le processus de gentrification locale dans son ensemble, cette affirmation ne constitue en soi rien de bien innovant. Par exemple Bryson et Wyckoff (2010 : 55) défendent l'idée selon laquelle ce sont bien les aménités environnementales qui « drive the processes of rural gentrification ». Plus en détail et plus tôt encore, le couple environnement/gentrification avait été mis en lumière à l'issue des recherches doctorales de D. Smith (1998 ; Smith, Phillips, 2002). Au point de suggérer le néologisme *greentrification* en lieu et place de la gentrification rurale. Si D. Smith a resserré le champ d'application du terme « to stress the demand for, and perception of, 'green' residential space from immigrants households » (D. Smith, D. Phillips, 2001 : 457), son initiative

lexicale a été reçue de manière plus globale par la communauté scientifique et singulièrement ceux qui s'intéressent à l'articulation globale entre environnement et gentrification rurale (Bryson et Wyckoff, 2010 ; Hines, 2010 ; Phillips, 2005, 2008 ; Richard et Dellier 2011 ; Richard et al. 2014 a, b). En revanche, réfléchir à la conceptualisation du lien entre ces deux notions à travers celle de capital environnemental, constituerait une démarche et une position de recherche relativement plus innovantes. Ce mémoire peut être l'occasion de poser quelques éléments de réflexion qui restent à approfondir.

#### 4.1.2 L'émergence d'un capital environnemental (dans la gentrification rurale, et au-delà)

Le lecteur l'aura compris, la conceptualisation du capital environnemental proposée ici est largement inspirée des approches bourdieusiennes relatives à la notion de capital. Mais avant d'aller plus loin, il n'est pas inutile de souligner le fait que la géographie « ruraliste » existante fait parfois mention, sinon du terme exact, au moins du champ sémantique qui s'y rapporte. Ces références, qui peuvent être inégalement développées et argumentées, sont également plus ou moins directes ou indirectes lorsqu'elles sont exprimées par l'intermédiaire des termes tels que valeur, investissement, habitus, etc. Quoi qu'il en soit, elles sont de mon point de vue autant d'amorces et d'invitations à appréhender par cette conception du capital, l'articulation complexe entre environnement, inégalités sociales et division de l'espace.

Ainsi, dans son article consacré au capital territorial des espaces de montagne exposés aux dynamiques périurbaines et à la « gentrification alpine<sup>96</sup> », Perlik place la nature et les paysages au cœur de son analyse et des logiques territoriales qu'il décrit. Il écrit par exemple de la nature qu'elle « possède une double fonction qui peut être définie comme suit : un besoin fondamental de bien-être biophysique ; un *capital symbolique* permettant la *distinction* entre les individus et les couches sociales » (2011 : 18). Quant aux paysages investis par les gentrificateurs « multilocaux » comme Perlik les qualifie, ils jouent un rôle fondamental en offrant à la fois une *valeur* d'usage (agrément, panorama) et une *valeur* d'échange très élevées du fait de leur rareté et des prix de l'immobilier, les deux rendant en outre « leur *possession* prestigieuse » (ibid, 7-8). Dans le contexte étatsunien d'exurbanisation, C. Vogt s'attarde également sur « l'évolution du rôle de la nature » et revient sur les *bénéfices* tirés des ressources naturelles par les migrants (l'ouvrage collectif privilégiant une approche par les migrations d'aménité) (C. Vogt, 2009 : 103-106). S'appuyant sur des travaux antérieurs<sup>97</sup>, elle présente sous forme de tableau (ibid : 105) les différents types de *bénéfices* tirés de ce qu'elle qualifie de « *ressources* naturelles incorporées au logement en milieu rural » qui, selon elle, peuvent être aussi bien sociaux, qu'économiques, psychologiques, sanitaires, physiques et environnementaux (compris ici avec une forte composante culturelle puisque l'auteur fait allusion entre autres choses à l'éducation à l'environnement ou la connaissance de la nature).

---

<sup>96</sup> Pour être précis, le terrain suisse de Perlik est plutôt de type périurbain, mais considéré dans ses interactions avec les logiques métropolitaines, Perlik en parle comme de « quartiers ».

<sup>97</sup> Vogt C. A., Marans R.W., « Open Space Neighborhoods: Residents's View on New Forms of Development », *Journal of Park and Recreation Administration*, Vol. 21(4), pages 49-69.

Dans le même sens, l'imbrication entre ressources environnementales, mobilités géographiques et positionnement social est relevée par L. Cailly et R. Dodier (2007 : 70) qui, évoquant la géographie sociale des espaces périurbains soulignent à propos du nord-ouest du Mans l'influence des « aménités environnementales plus importantes (zone de bocage et de petites forêts), et dans lequel les catégories moyennes supérieures dominent. » Tandis qu'à « Tours, les coteaux de la Loire, du Cher ou de l'Indre, à fort *capital* paysager, attirent également des ménages aisés, alors que les Gâtines et les Varennes humides accueillent davantage les *classes* moyennes inférieures ». Décrivant des processus similaires, en ce sens que « la *valeur* du patrimoine local et du paysage introduisent des variations importantes » dans les différenciations socio-spatiales locales (Charmes, 2011 : 52), Charmes souligne néanmoins la convergence (et la conversion, cf. infra) de différents types de capitaux par le biais de la localisation résidentielle : « les ménages les plus aisés sont bien entendu ceux qui accèdent aux paysages les plus *valorisés* dans les secteurs les mieux desservis. Et leur regroupement dans un lieu renforce la *valeur* de ce lieu, notamment parce que cela crée un environnement social recherché » (ibid : 248). Desponds reste néanmoins celui qui recourt le plus explicitement au champ lexical si caractéristique de la sociologie de Bourdieu. Ayant décortiqué les facteurs et critères de choix de localisation des ménages s'implantant dans le PNR du Vexin, il a mis en évidence de manière générale la place du cadre de vie et plus singulièrement celle de la « nature » pour les Cadres et Professions Intellectuelles Supérieures (Desponds, 2005 : 635-638). Posant la question de l'entre soi et de la maximisation du *capital territorial* (2005 : 706), il précise sa pensée : « Tout fonctionne au final comme si les ménages cherchaient à disposer d'une nouvelle *forme de capital*. A côté des trois grandes *formes de capital* décrites par Bourdieu (« capital économique », « capital culturel », « capital social ») émerge un « *capital territorial* » qu'il définit comme le lieu le plus valorisé et déterminé par le capital spatial lui-même décrit comme « la capacité à se mouvoir dans un espace complexe » (ibid.). Et l'auteur d'indiquer plus loin que la volonté d'entre soi n'est pas suffisante pour comprendre les logiques d'organisation sociorésidentielles, convoquant à cet égard ce « capital territorial » et ce que cela implique de sélection sociale qui le produit (ibid. : 707).

Si les chercheurs cités ci-dessus ont mis en évidence les possibilités de conversions entre capitaux à partir de la localisation résidentielle (et donc au-delà, de sa composante environnementale), d'autres chercheurs ont à l'inverse insisté sur le recours que font les gentrificateurs à divers capitaux (culturels, sociaux, économiques, symboliques parfois même) dans le but de pérenniser, protéger ou améliorer la composante environnementale de leur localisation résidentielle. En l'occurrence, si Desponds (2005 : 710) se pose la question du filtre social que constitueraient les maintes contraintes liées à l'existence du PNR pour le Vexin et de manière prudente pour le PNR Haute Vallée de Chevreuse, ses collègues anglo-saxons sont beaucoup plus affirmatifs. De manière générale, Shucksmith (2011 : 608-609) dénonce l'instrumentalisation de l'écologie depuis les années 1980 au motif de préserver les campagnes anglaises des constructions neuves. Il souligne les rapports de domination sous-tendus par le fait que le « Planning has therefore acted as a crucial arena for class formation and social exclusion in rural England, operating generally in the interests of the privileged and against poorer, marginalised groups ». A cet égard, Abram et al. (1996) précisent les choses en détaillant les différentes formes de capital dont disposent les *middle class* pour intervenir dans les débats relatifs à la planification règlementaire. Concrètement, et comme j'ai pu le souligner plus haut déjà (cf. chapitres 1 et 2), au prétexte de protection de l'environnement, du patrimoine et des paysages (y compris des territoires déjà identifiés au titre de leur intérêt en la matière, par exemple les *Green*



*Belts* ou les AONB), les *middle classes* se battent pour le « contrôle de la forme physique et sociale future de leur campagne » (ibid. : 363).

De sorte que cette dimension environnementale, paysagère, esthétique peut alors être considérée comme la pièce maîtresse de la campagne, celle-là même à travers laquelle les *middle class* expriment leur *style de vie*, un ensemble de *pratiques* et de modes de consommation socialement distinctifs. Pour J. Urry (1995), c'est inspiré de pastoralisme que « this middle-class movement also sought to impose *habitus* upon the urban poor » (ibid. : 208). S'appuyant également sur les travaux qu'Halfacree a consacrés aux mobilités ville/campagne de la *service class* à travers une lecture directement inspirée de l'approche bourdieusienne, J. Urry reprend l'idée selon laquelle la campagne joue un rôle de première importance dans la *reproduction* de la *services class* qui « cherche à *légitimer sa position* dans la société à travers le déploiement de son *capital symbolique* », ce dont peuvent d'ailleurs se passer « la *bourgeoisie* et la « landed class » qui possèdent déjà un important *capital économique* » (ibid. : 209).

Finalement, cette sélection arbitraire de références issues du corpus bibliographique disponible sur les migrations ville-campagne et la gentrification rurale rappelle les nombreux recours au lexique et/ou à la rhétorique chers à Bourdieu. Construite autour de notions clefs diversement combinées entre elles, cette compilation de références tend à montrer que des jalons ont déjà pu être posés pour nous permettre de réfléchir plus avant à l'idée d'un éventuel capital environnemental dans la gentrification rurale. A l'usage, celui-ci pourrait constituer un outil conceptuel particulièrement adapté à l'investigation des processus et formes de la gentrification rurale. Il s'agit du reste de l'un des objectifs importants visés au sein de l'ANR iRGENT. A propos des terrains britanniques, les deux premières parties de ce mémoire ont pu laisser entrevoir le potentiel analytique du capital environnemental en ce sens que la notion pourrait considérablement enrichir quelques éléments du corpus et matériaux déjà exposés : ce peut être le cas des paysages décrits à différentes échelles (cf. section 2.2), de l'entretien restitué pages 75-76, ou encore de l'opposition villes/campagnes mise en évidence par la représentation cartographique de divers capitaux (cf. section 2.3.2). Dans le contexte français, l'idée de capital environnemental dans les dynamiques ou contextes de gentrification rurale a également été argumentée à l'occasion de plusieurs contributions (Richard et Dellier, 2011 a, b ; Richard et al. 2014 a et b. ; Richard et al. 2015, etc.). Pour autant, l'intérêt de la notion pourrait dépasser le seul objet de la gentrification rurale, et c'est naturellement dans cette perspective qu'elle est travaillée au sein de l'équipe GEOLAB.

Cependant avant d'approfondir cette hypothèse plus large de l'émergence d'un capital environnemental, il peut être utile en préambule de revenir de manière plus générale sur la notion de capital telle qu'elle est usitée au sein des sciences sociales. Pour l'essentiel, cette approche des relations et pratiques sociales est à mettre au crédit de Bourdieu puis de tous ceux qu'il a inspirés, y compris pour leurs critiques. Bien qu'il soit hasardeux de s'essayer à synthétiser la somme de ces travaux, limitons-nous ici au plus élémentaire. En résumé, le capital constitue l'ensemble des ressources ou actifs dont « des individus, des groupes ou des institutions » disposent dans le but de « faire aboutir leurs desseins » (E. Neveu, 2013 : 347). L'apport sans doute le plus fondamental de Bourdieu a été d'identifier et spécifier trois ou quatre principales espèces de capital : il peut être de nature économique, culturelle, sociale, et symbolique. Le « capital étant un rapport social, c'est-à-dire une énergie sociale qui n'existe et ne produit ses effets que dans le champ où elle se produit et se reproduit » (Bourdieu, 1979 : 127), chacune de ces espèces de capital est convertible en une ou

plusieurs autres espèces en fonction des besoins et des opportunités de ceux qui en disposent. Au final, la possession est issue et détermine autant la position que les pratiques sociales des agents (donc des rapports de domination), notamment par le biais de l'habitus (cf. infra). Concernant la place de l'espace dans la possession et la mobilisation du capital, Bourdieu a été peu disert et ne lui aurait tardivement consacré que le chapitre intitulé « Effets de lieu » dans *La misère du monde* (Bourdieu, 1993 : 249-262). Cherchant à « procéder à une analyse rigoureuse des rapports entre les structures de l'espace social et les structures de l'espace physique » (ibid : 250), il n'évoque d'ailleurs pas la notion de capital spatial en tant que telle. En effet, considérant l'espace comme la projection (via le lieu et la place) de la société et des rapports de domination qui la régissent, il lui préfère celle d'espace social qu'il définit comme l'exclusion mutuelle (ou la distinction) des positions qui le constituent, c'est-à-dire comme structure de juxtaposition de positions sociales » (ibid. : 251). De sorte qu'il n'y « a pas d'espace dans une société hiérarchisée, qui ne soit pas hiérarchisé et qui n'exprime les hiérarchies et distances sociales ». S'il se refuse manifestement à considérer le capital spatial en tant que tel, il accorde néanmoins à l'espace et, écrit-il plus précisément aux « lieux et places », les mêmes qualités qu'aux autres types de capital, c'est-à-dire qu'ils constituent des ressources convertibles ou des « profits » de *localisation*, de *position ou de rang* » ou encore « *d'occupation* » [en italique dans le texte] (ibid : 256-257). A cet égard, l'espace physique (pour la position qu'il procure au sein de l'espace social réifié, qu'il incarne et/ou dont il est le support, cf. infra) est convoité et la capacité à dominer l'espace dépend donc du capital détenu par les agents, capital dont Bourdieu explique qu'il permet en outre « la quasi-ubiquité que rend possible la maîtrise économique et symbolique des moyens de transport et de communication (...). Inversement, ceux qui sont dépourvus de capital sont tenus à distance, soit physiquement, soit symboliquement, des biens socialement les plus rares et condamnés à côtoyer les personnes ou les biens les plus indésirables et les moins rares. Le défaut de capital intensifie l'expérience de la finitude : il enchaîne à un lieu » (ibid. : 257-258).

Si les géographes ont pris leurs distances avec l'approche à la fois simplificatrice (l'espace physique comme simple projection de l'organisation et de la hiérarchie sociales) et par trop structuraliste/déterministe de Bourdieu, ils n'en ont pas moins été séduits par le potentiel heuristique d'un capital spatial à part entière<sup>98</sup>. Plus encore, certains l'ont défini en s'appuyant en partie sur les articulations implicitement suggérées entre les notions de maîtrise (métrise), de compétence (M. Lussault, 2009), de proximité, de mobilité, etc. Ainsi, pour J. Lévy (2003 : 124), il s'agit de « l'ensemble des ressources, accumulées par un acteur, lui permettant de tirer avantage, en fonction de sa stratégie, de l'usage de la dimension spatiale de la société ». De même, pour L. Cailly (2007 : 170), le capital spatial constitue un ensemble de valeurs (spatiales) accumulées et mobilisées en vue de produire d'autres valeurs ». Cependant, pour ce dernier, il existerait au sein du champ propre au capital spatial, un capital résidentiel qui ne peut lui-même « être conçu indépendamment d'un espace métaphorique, intégré et unifié, dans lequel les positions sont réglées par l'accès à certaines valeurs légitimes, légitimées et légitimantes. Dans ce champ, la maîtrise de ces valeurs dominantes, collectivement reconnues, convoitées, donc rares, est un *enjeu de lutte* [italique dans le

---

<sup>98</sup> A l'inverse, d'autres géographes auraient plutôt tendance à récuser la possibilité de penser un capital spatial autonome des formes originelles et fondamentales de capital décrites par Bourdieu (F. Ripoll, V. Veschambre, 2005).

texte] » (ibid. 172-173). Dans le cadre de son analyse des stratégies résidentielles des différentes catégories de personnels hospitaliers du CHU de Tours, L. Cailly détermine deux principales valeurs structurant le champ résidentiel, le « capital résidentiel d'accessibilité urbaine » et le « capital résidentiel d'écart » dont il démontre qu'ils sont effectivement inégalement distribués. Cependant, son approche individualiste (qualitative) lui permet de nuancer et d'enrichir ce constat premier en soulignant la richesse des combinaisons et stratégies possibles de mobilisation des différentes espèces de capital (y compris sur le temps long) déployées par les ménages (et pas seulement les individus). Au final, l'évolution régulière de la composition de leurs portefeuilles de capitaux, octroie aux ménages une certaine autonomie vis-à-vis des résultats attendus et issus d'une lecture du capital résidentiel par la seule entrée des catégories socioprofessionnelles ou des classes sociales.

Ces propositions de nouveaux capitaux, spatial (cf. également Fournier, 2008), résidentiel, ne sont que deux illustrations d'une tendance à la démultiplication des capitaux au sein de la communauté des géographes ou des économistes, avec par exemple, le capital rural (pour *countryside capital*, Garrod et al. 2006), le capital géographique (Lazzaroti, 2006) ou le capital territorial (Desponds, 2005 ; Perlick, 2011). En l'occurrence, cette tendance s'exprime également en sociologie et n'est d'ailleurs pas sans provoquer scepticisme et « agacement » (Neveu 2013 : 337) chez certains lecteurs assidus de P. Bourdieu. A cet égard, dans son fort amusant et pédagogique article, E. Neveu nous explique ses réticences devant l'inflation des espèces de capitaux en germe dans les sciences sociales : « si le concept [de capital] a un sens, il ne peut ni fonctionner par l'infinie scissiparité d'espèces sans cesse nouvelles, ne devenir une serpillère conceptuelle épongeant des notions qui gagnent à être distinguées ». Consacrant la première partie de son article à démontrer en quoi l'idée du capital érotique défendue par C. Hakim n'est pas scientifiquement très établie, il invite plus généralement à la prudence quant à la création de nouvelles déclinaisons qui ne seraient pas assises sur de solides certitudes conceptuelles et empiriques. En première étape, il rappelle la construction « originelle » du concept de capital autour de trois champs fondamentaux qui sont constitutifs des capitaux économique, culturel, social auxquels s'ajoute le capital symbolique qu'il définit comme une extension des trois précédents puisque correspondant à « un prestige, une aura, qui naît de processus de perceptions enchantées ou sublimées d'acteurs qui détiennent des structures ou des volumes inhabituels des capitaux précédents, ou qui passent pour les avoir acquis au terme de processus ou d'épreuves extraordinaires » (ibid : 348). L'argument de Neveu n'est pas de considérer comme définitivement figé l'appareil conceptuel d'origine, au contraire, il reconnaît que les mutations sociales réinterrogent en permanence les contours, la hiérarchie des capitaux et leurs modalités de contrôle. En revanche, Neveu défend l'idée selon laquelle aucun autre (nouveau) capital ne peut être constitué d'autre chose que d'une combinaison des quatre (voire trois + un) capitaux précédents. Neveu concède à la multiplication des « nouveaux » capitaux la vertu de mettre en lumière pour différents champs, les formes de pouvoir ou de capital qui leurs sont respectivement associés, prenant pour exemple (tirés notamment des travaux de Bourdieu) le « capital politique des parlementaires, le capital littéraire d'écrivains primés, le capital d'autochtonie », etc. Ils peuvent également apparaître comme des « variations propres aux modalités localisées de structuration d'un des capitaux fondamentaux » (ibid : 355). Mais, pour lui, tous restent autant de « dérivés combinatoires » variés issus des trois (+ un) principaux types de capital. Pour affirmer l'existence d'un nouveau capital, autonome des précédents, il faut selon Neveu, s'obliger à le définir en explicitant ses propriétés générales, « à le positionner par rapport aux capitaux déjà recensés et à expliquer ce qu'apporte l'ajout d'une variété nouvelle » (ibid : 352). Et, pour qui constaterait

finalement que son « nouveau capital » n'est en fait qu'un dérivé de l'un ou des trois autres, l'auteur conclut en proposant une « convention d'écriture » consistant, pour notre cas d'espèce par exemple, à parler soit de « combinatoire environnementale de capitaux », soit de « capital (social ou économique ou culturel) environnemental ».

Saisi de ces préconisations méthodologiques et conceptuelles somme toute raisonnables, tentons de les mettre en œuvre vis-à-vis d'un éventuel capital environnemental. En premier lieu, il nous faut préciser les contours d'un *champ environnemental*, sans lequel, pour paraphraser L. Cailly (2007 : 172), ne pourrait être conçu le capital environnemental. Ce champ, L. Cailly le définit comme un « espace métaphorique, intégré et unifié, dans lequel les positions sont réglées par l'accès à certaines valeurs légitimes, légitimées et légitimantes » tout en ajoutant bien sûr que dans ce « champ, la maîtrise de ces valeurs dominantes, collectivement reconnues, convoitées, donc rares, est un enjeu de lutte ». Comme tous les champs, le champ environnemental peut être détaillé en sous-champs (« poreux » et partiellement superposables) eux-mêmes composés de diverses valeurs. Tentons donc d'en esquisser les contours, en précisant au préalable qu'ils sont sans doute influencés ici par les contextes et terrains plutôt ruraux ou « de nature » auxquels je suis confronté depuis quelques années.

Le premier sous-champ regroupe les valeurs ou ressources (valeur et ressource étant indissociablement liées) liées à l'habitat des individus et ménages, l'habitat étant défini comme l'ensemble des conditions de logement et d'inscription du logement dans son environnement physique. Concernant le logement, quels que soient le type et ses caractéristiques diverses (ancien, neuf, individuel, isolé ou non, qui sont autant de valeurs reconnues), une attention particulière devrait être accordée aux surfaces de terrain et de plancher en ce sens qu'elles déterminent en grande partie le (sentiment de) confort de ses occupants. De même, mais dans une perspective peut-être plus anthropologique (cf. par exemple E.T. Hall, 1984), au-delà du logement lui-même, peuvent intervenir d'autres facteurs et atouts de nature éminemment environnementale. Dans une perspective « quasi architectonique », le logement donne accès à certaines conditions de bien-être plus ou moins physiologiques par l'intermédiaire de l'exposition solaire, de la luminosité, de la pente et de l'orientation des parcelles, de l'altitude, l'intimité ou la co-visibilité, etc. Au total, chacune de ces valeurs définissant les conditions d'habitat est amplement légitimée au sein de nos sociétés et occuperait une place centrale au sein du champ environnemental. Investies, donc transformées en capital environnemental, elles sont aisément convertibles, autant en capital économique qu'en capital social ou symbolique<sup>99</sup>.

Au-delà de l'habitat, à une plus petite échelle, un second sous-champ environnemental serait structuré par les valeurs liées au paysage, auquel on pourrait adjoindre la naturalité. Bien qu'il puisse varier d'un territoire à l'autre, le paysage s'impose comme un élément d'aménité et de positionnement social important au sein des espaces (qu'ils fussent ruraux ou non). Que ce soit à l'échelle méso (régionale, infra-régionale) ou beaucoup plus locale, la variété des identités

---

<sup>99</sup> A propos de Belleville et de l'importance des vues mais aussi des expositions au soleil pour les gentrificateurs qu'il a rencontré, E. Charmes écrit : « La disposition d'une vue dégagée est donc à la fois un plaisir et un signe de réussite sociale que certains propriétaires parisiens sont prêts à payer plusieurs dizaines de milliers d'euros » (E. Charmes, 2006 : 53).

paysagères et l'attractivité résidentielle exercée par les plus plaisantes peuvent contribuer à une forte différenciation sociale des espaces. L'investissement dans une localisation résidentielle voire une résidence offrant un environnement paysager séduisant est aisément convertible, et en capital économique, mais également social (lorsque proximités spatiale et sociale se conjuguent pour certaines catégories). N'existant d'ailleurs que par le regard de l'individu et des groupes sociaux, le paysage pourrait certes être considéré comme un capital culturel objectivé (Bourdieu, 1979), voire institutionnalisé lorsqu'il est labellisé (cf. infra). Mais lorsqu'il est question de « modèle topographique » ou de « cônes de vue », il s'agit indiscutablement d'une autre forme de capital (environnemental en l'occurrence) que de capital culturel. En outre, par l'intermédiaire des vues et perspectives paysagères, ce sont le plus souvent (au moins dans les espaces non urbains, mais pas exclusivement, cf. la *green gentrification* par exemple) des valeurs liées à la « naturalité » de l'environnement qui sont investies. Si dans certains contextes elle peut se décliner sous le terme de wilderness, la proximité à la « nature » et à ses composantes (végétation, faune plus ou moins sauvage, grands mammifères, cervidés, grands prédateurs, biodiversité, services écosystémiques, etc.), s'impose comme une valeur forte, bien qu'inégalement investie selon les catégories et groupes socioculturels.

Lorsque j'ai évoqué plus haut le principe de porosité entre chacun des sous-champs constitutifs du champ environnemental, cette notion de naturalité aurait pu en être une bonne illustration. En effet, si elle s'articule particulièrement bien avec les valeurs paysagères dans les espaces non urbains, elle pourrait également être intégrée au troisième sous-champ structuré autour de la qualité environnementale et des pratiques écologisantes. Là encore, ces notions activent des valeurs qui semblent de plus en plus plébiscitées au sein de nos sociétés post-industrielles. Complémentaires de la valorisation de la « naturalité » de l'environnement, la qualité environnementale et les pratiques écologisantes recouvrent l'ensemble de ce qui est perçu et présenté comme autant de « bonnes pratiques », de « pratiques vertueuses », « écoresponsables », « respectueuses de l'environnement », ou plus globalement peut-être durables. Ces valeurs peuvent être directement investies sous forme d'actions de la part des individus eux-mêmes, mais elles peuvent l'être également par le biais de soutiens à diverses causes, associations ou ONG environnementalistes, par exemple en faveur de la protection ou de la labellisation des espaces naturels comme de la lutte contre l'effet de serre. De même, l'attention accordée par les individus aux espaces (ainsi qu'aux lieux, parfois objets localisés, cf. infra) labellisés (allant du Parc Naturel Régional à l'Area of Outstanding Natural Beauty en passant par l'éco-quartier voire la maison HQE) va croissante. Dans certaines situations, la reconnaissance de la qualité environnementale se concrétise par une attractivité résidentielle ou touristique renforcée, donc des valeurs ajoutées majorées pour qui la mobilise comme ressource. Même si contestées par certains en fonction de leurs propres intérêts, ces valeurs écologisantes sont de plus en plus légitimées (cf. la COP 21), voire imposées par diverses institutions. Ces investissements dans la qualité environnementale sont le fait de tous types d'acteurs, moyennant la mobilisation d'autres capitaux ou, à l'inverse, dans l'objectif d'accéder à d'autres types de capitaux. En l'occurrence, les valeurs écologisantes peuvent ainsi être « dévoyées », lorsqu'elles ne sont qu'un positionnement ou un affichage strictement discursif (en opposition à l'action écologisante) ou d'une stratégie marketing (cf. le *greenwashing* par exemple). Mais même détournée ou dévoyée par certains acteurs institutionnels ou économiques, voire par certains individus, elle n'en est pas moins mobilisée, comme l'écrit Neveu, afin de « faire aboutir leurs desseins » (déjà cité, cf. ci-dessus), ce qui achève d'en faire un capital. Et au même titre que

pour les précédentes, la reconnaissance des valeurs associées à la qualité environnementale et aux pratiques écologisantes justifie l'accumulation des capitaux relatifs, lesquels sont par ailleurs aisément convertibles en diverses autres espèces de capital, y compris social ou symbolique.

Le quatrième sous-champ environnemental proposé ici fait référence aux enjeux sanitaires. Plus encore depuis l'industrialisation, la distinction entre espaces plus ou moins exposés aux nuisances (pollutions de l'air, des sols, de l'eau, sonores ou aux ondes électromagnétiques) a contribué à façonner l'image positive des espaces qui en sont préservés, et en particulier des espaces ruraux et/ou « de nature ». Ces dernières décennies, la prise de conscience et la dénonciation des crises environnementales et des risques sanitaires encourus par les populations ont considérablement renforcé l'attention portée à ces questions. Elle peut naturellement se traduire par des stratégies individuelles ou collectives pour ne pas détériorer ou améliorer (par des opérations de dépollution par exemple) les qualités sanitaires de certaines portions de territoire, voire pour investir (par le biais de mobilités, notamment résidentielles) ou garder le contrôle de territoires (supposé) présenter les meilleures garanties sanitaires. Du reste, les valeurs constitutives de ce sous-champ ne sont pas systématiquement incarnées ou transcrites dans l'espace : elles peuvent également l'être dans des produits ou biens de consommation tels que l'alimentation issue de l'agriculture biologique ou raisonnée, peintures sans solvant, etc.).

Quant aux deux derniers sous-champs environnementaux identifiés ici, ils sont plutôt spécifiques (même si non exclusifs) aux espaces ruraux et/ou de nature et correspondent à l'ensemble de valeurs associées aux composantes respectivement productives et post-productives des espaces en question. Concernant la dimension post-productive de l'environnement, elle s'affirme au travers de la dimension biophysique de ce dernier : l'environnement est devenu un objet de consommation, d'agrément, de pratique récréative, une aire de loisir, de tourisme. Au fil du temps, il est de plus en plus prétexte et support à nombre d'activités ludiques, sportives ou contemplatives. Lorsqu'ils s'accompagnent d'une transaction marchande ces épisodes plus ou moins longs de pratique de l'environnement et de bien-être peuvent donc nécessiter une conversion d'un capital économique (qu'il s'agisse du golf, du safari, ou d'une simple séance d'accrobranche). Outre le fait d'être économiquement sélectives, certaines disciplines très techniques ou onéreuses de sports de plein air ou de nature supposent également de disposer d'un certain capital culturel (la voile hauturière, le delta plane, le VTT de descente) et/ou social. En retour, indépendamment du caractère relativement élitiste de certaines d'entre elles, les pratiques de l'environnement peuvent procurer d'autres formes de capitaux, y compris d'ordre symbolique (pour les sports de nature à risque ou physiquement exigeant par exemple).

Quant à la composante productive de l'environnement, en dépit des mutations des appareils productifs des économies post-industrielles, elle reste bien établie. L'environnement constitue une ressource économique pour certaines institutions (entreprises, collectivités territoriales), mais il peut l'être également (dans une perspective plus bourdieusienne) pour les individus et groupes sociaux localisés. Il est naturel de penser en priorité aux agriculteurs (y compris à travers les formes marginales de « hobby farming » telles qu'elles ont pu être décrites aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni, voire à travers l'autoconsommation). Mais les agriculteurs ne sont pas les seuls à valoriser fonctions et ressources productives ou extractives de l'environnement. C'est le cas de la production d'énergies (éolienne, solaire, hydraulique, bois, méthanisation, etc.), et ce à l'initiative de divers

types d'acteurs (individus, collectifs, y compris de voisinage, coopératives, collectivités, entreprises, etc.). Dans une certaine mesure, la commercialisation (ponctuelle ou complémentaire de revenus) de services liés aux spécificités environnementales (les activités thermales, l'accueil agrotouristique, les activités de guide, formations pédagogiques ou scientifiques liées à l'environnement, etc.) pourrait entrer dans cette catégorie. En étant investies par ceux qui en vivent et ceux qui les consomment, ces valeurs représentent un véritable capital, susceptible d'être convoité, inégalement réparti, et, au même titre que les précédents, convertibles.

Au final, les valeurs environnementales énoncées et combinées au sein des divers sous-champs sont traduites en ressources que les acteurs sociaux vont plus ou moins chercher à acquérir au regard de leur adhésion aux valeurs en question. En fonction de leur pouvoir et de leur influence, des rapports de force en présence, ces acteurs parviendront plus ou moins parfaitement à leurs fins. Afin de rendre un peu plus explicites ces assertions de principe conduisant à la reconnaissance d'un capital environnemental, illustrons-les avec le cas des circuits-courts agroalimentaires. Dans le cadre de campagnes attractives aux yeux des gentrificateurs, ceux-ci peuvent être tentés de recourir à cette forme « innovante » (ou réinventée) de consommation, par exemple en se rapprochant d'un producteur voisin ou en adhérant à une AMAP locale (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne). Ce faisant, et moyennant de payer leur viande et leurs légumes la plupart du temps un peu plus chers qu'en supermarché, ils s'offrent la possibilité d'accéder à des produits de qualité (d'un point de vue organoleptique), sécurisants, car ils en connaissent la provenance, sensiblement moins nocifs pour la santé que d'autres (la proportion de producteurs labellisés Agriculture Biologique, voire biodynamique avec le label Demeter est beaucoup plus élevée en CCP, cf. Chevallier et al. 2013, Richard et al. 2014). Ce faisant encore, ils ont également la possibilité de soutenir concrètement un producteur local, qu'ils peuvent connaître personnellement, dont ils estiment qu'il contribue à maintenir une agriculture à taille humaine, respectueuse des paysages et pratiques vernaculaires. Ils accèdent également à certaines formes de sociabilités sympathiques (et « authentiquement rurales » !), avec les autres clients ou producteurs associés à « leur » maraîcher, que ce soit au moment de la distribution ou de la récupération des paniers à la ferme ou à l'occasion des événements plus ponctuels (tâches collectives, fête annuelle, etc.). D'ailleurs, au même titre que les producteurs impliqués appartiennent souvent aux mêmes mouvances syndicales, les clients se ressemblent également à divers égards (classes moyennes, moyennes supérieures, profils socioculturels proches, voisins plus ou moins proches, collègues de travail) et c'est d'ailleurs bien souvent par l'intermédiaire d'un autre client qu'ils fréquentent dans d'autres cercles (activités associatives, sportives, écoles) qu'ils ont eu connaissance et accès au producteur (les listes d'attente étant parfois longues). Mais surtout, les clients et producteurs impliqués ont la particularité de partager certaines valeurs et une certaine sensibilité environnementale ou écologisante. Celles-ci sont produites, véhiculées, directement ou indirectement défendues et prônées par différents types d'acteurs, mais dans leurs intérêts respectifs. Certains consommateurs et producteurs par conviction, certains producteurs par intérêt économique (les valeurs ajoutées sont supposées rester sur l'exploitation plutôt que d'être réparties entre les divers intermédiaires des filières longues), certains syndicats par culture et ambitions politiques, etc. Mais les valeurs qui gravitent autour des circuits-courts sont également popularisées et légitimées par les médias (parce qu'une partie de leur métier consiste à s'intéresser aux choses qui intéressent et qui font vendre), par les collectivités locales (là encore par conviction des élus ou techniciens autant que par intérêt électoraliste parce que le sujet est tendance), et même par la grande distribution dont l'objectif est de ne pas laisser la clientèle se

tourner vers d'autres formes de commercialisation. Cela étant, tous les acteurs ne partagent pas le même enthousiasme pour le « producteur local » qui distribue légumes, produits transformés et autres caissettes. C'est le cas du boucher détaillant et du supermarché qui craignent de perdre une partie de leur clientèle, c'est le cas du producteur voisin qui est installé en filière longue et qui lorgnait précisément sur quelques hectares supplémentaires de la petite exploitation installée en circuits courts de proximité (CCP). Ce n'est pas plus le cas du syndicat agricole majoritaire dont l'action consiste depuis de nombreuses années à maintenir les co-financements publics de l'agriculture productiviste, etc. Mais tous ces derniers, s'ils ne partagent pas forcément la valeur ou les valeurs environnementales sous-tendues par les CCP, en se positionnant vis-à-vis d'elles, ils en reconnaissent néanmoins l'existence. Ils créent et participent alors à un rapport de forces mettant aux prises une multitude d'acteurs autour de cette valeur « circuits-courts ». Enfin, notons que parmi ceux qui s'engagent en faveur des circuits-courts, certains le font avec l'ambition de permettre aux populations modestes, parfois des zones urbaines populaires, d'accéder à ces produits de qualité (la plupart du temps par l'intermédiaire de la restauration collective). Car en effet, les populations particulièrement dépourvues en capitaux de tous genres (économiques, culturels, sociaux, de mobilité, etc.) n'ont accès (ni même connaissance parfois) ni aux producteurs ni aux produits écoulés en CCP. Autrement exprimé, la ressource « produit alimentaire local de qualité et respectueux de l'environnement » est aussi inégalement distribuée que d'autres ressources. Or, pour paraphraser F. Ripoll (2010 : 73), « on peut et doit [la] qualifier de capital » lorsqu'on évoque une ressource qui précisément « est à la fois valorisable et inégalement distribuée dans un champ social [ici le champ environnemental] caractérisé par des rapports de concurrence ou de pouvoir ».

Comme déjà indiqué plus haut et comme l'illustre encore cet exemple tiré de recherches empiriques menées au sein de GEOLAB sur les circuits courts de proximité (Richard et al., 2014, Chevallier et al. 2014, 2015), les réflexions développées autour de la notion de capital environnemental le sont à partir d'une démarche inductive. Ce sont les observations conduites autour de divers objets d'étude qui ont progressivement suscité une montée en généralité sur la place de l'environnement dans le déroulement d'un certain nombre de dynamiques sociales et géographiques qui affectent les espaces ruraux en proie à diverses formes de gentrification, et ce, quels que soient les contextes géographiques et nationaux (en France, en Espagne à la thèse de G. Tommasi, 2014 ; dans le Montana avec celle de G. Saumon, à Charlotte par le biais d'un court séjour en 2013, ou encore en Grande-Bretagne, y compris via la thèse de M. Méténier, aux Etats-Unis). A partir de ces différentes études de cas investiguées au sein du laboratoire, il est apparu stimulant et plus encore utile d'analyser les processus à travers les notions de valeurs, de champ et surtout de capital environnemental. Cependant, la question se pose désormais de savoir si ce qui fonctionne dans ces contextes singuliers d'espaces ruraux et plus largement au sein d'espaces dits de nature ne peut pas être élargi à d'autres contextes géographiques et d'autres objets que la gentrification rurale. Pour résumer, dans quelle mesure le concept de capital environnemental permettrait-il d'éclairer un certain nombre de mutations sociales, économiques et politiques en cours au sein des pays anciennement industrialisés, de nos sociétés post-industrielles, mais peut-être plus largement encore du monde contemporain. Exprimée ainsi, cette proposition paraît des plus ambitieuses, pour ne pas dire prétentieuses. Pourtant, elle repose sur un constat élémentaire et relativement peu contestable en soi. En quelques petites décennies, à travers la médiatisation des atteintes dont il fait l'objet, les valeurs positives qu'il sous-tend, les injonctions politiques dont il est l'alpha et l'oméga, les appétits économiques qu'il suscite, les craintes qu'il nourrit, etc., l'environnement semble s'être désormais



imposé partout. De manière progressive, insensible, et en même temps extraordinairement rapide et puissante, il a envahi nos quotidiens, au travers des gestes les plus insignifiants (le tri sélectif, les produits vaisselle éco-label, la lessive sans phosphate, les pâtes à tartiner bio, le Nutella à l'huile de palme certifiée durable, les voitures hybrides, électriques, ou non, etc.). Mais par delà ces petites banalités du quotidien, l'environnement a également envahi notre futur plus ou moins proche, à l'opposé par le haut, par l'échelle globale à laquelle s'invitent les quelques enjeux fondamentaux que sont l'érosion de la biodiversité, le changement climatique ou la « finitude » de la planète. De mon point de vue, un champ environnemental est désormais constitué, structuré par des valeurs et pratiques légitimes, légitimées et légitimantes (cf. Cailly supra) co-construites par toute une série d'acteurs (individus, groupes sociaux, institutions variées, entreprises, médias, Etats plus ou moins riches, organisations supranationales, etc.) qui se positionnent à la fois vis-à-vis de ces valeurs et des autres acteurs pour accomplir leurs desseins. De sorte qu'à l'image des autres types de capitaux, le capital environnemental (ou la combinatoire environnementale d'autres capitaux si cette proposition convenait mieux à certains, cf. Neveu) peut contribuer lui aussi à générer ou expliquer inégalités et autres lignes de fractures au sein de la société (monde). En l'occurrence, cette hypothèse se trouve également confortée par divers travaux qui soulignent eux aussi le poids de l'entrée environnementale dans les rapports sociaux. Pour ne prendre que deux exemples forts différents dans leurs approches conceptuelles et terrains, on peut citer ceux du sociologue R. Keucheyan qui défend par le biais de la justice environnementale la thèse selon laquelle « la nature est un champ de bataille » (2014) ou ceux de M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot (2007) qui à bien des égards démontrent implicitement l'attention que la grande bourgeoisie porte à « son » capital environnemental et les stratégies dont il est autant l'objet que le moyen (lorsque le capital environnemental est lui-même converti en d'autres types d'actifs). Si le sous-titre des « Ghettos du Gotha » décrit « comment la bourgeoisie défend ses espaces », on comprend à la lecture de l'ouvrage qu'il s'agit plus fondamentalement de la défense « d'environnement(s) » que d'espace(s).

Au final, pour en conclure sur ce point, si la liste de valeurs environnementales et leur ordonnancement en sous-champs méritent d'être travaillées plus avant, en l'état, s'esquissent néanmoins les contours d'un ensemble cohérent, de quelque chose qui « fait sens », et dont on pourrait considérer qu'il s'agit du champ indispensable à l'existence d'un capital environnemental. Cependant, et pour faire écho aux précautions suggérées par Neveu (cf. supra), une question complémentaire consisterait à savoir si ce capital environnemental est une espèce de capital à part entière, un sous-type d'un autre capital (économique, social, culturel), ou bien encore une combinaison des trois capitaux originels. En l'occurrence, la réponse est malaisée. Il fait peu de doute que certaines valeurs évoquées plus haut peuvent relever dans une certaine mesure de sous-espèces de capitaux culturels, économiques, voire même sociaux. Mais il semble que tout soit affaire de point de vue (y compris disciplinaire ou problématique). En effet, pour certaines autres valeurs ou ressources, elles peuvent simultanément participer à chacun des grands types de capitaux. Prenons l'exemple d'une seule et même forêt : selon le regard qu'on lui porte, cet objet spatialisé né d'une forte concentration de ligneux peut être à la fois un investissement économique, une forme et une projection culturelle (y compris), un investissement dans du capital social (une activité associative quelconque liée à l'existence de la forêt), autant qu'un patrimoine culturel (eu égard à ses modes de gestion et/ou à sa dimension patrimoniale). Mais cette forêt est en même temps constitutive d'autre chose : une biodiversité, un écosystème, un puits de carbone, une génératrice d'oxygène, une réserve d'énergie renouvelable, etc. Or, de manière plus générale, il me paraît difficile de désigner

certaines composantes biophysiques (spatialisées ou non) de l'environnement (la topographie, la qualité sanitaire ou les potentialités agroproductives, ou encore l'absence d'aléa sismique par exemple) comme les déclinaisons de l'une des autres grandes espèces de capitaux. Dès lors, puisque certaines ressources et valeurs peuvent être considérées comme « fondamentalement » et, en soi, de nature environnementale, elles pourraient constituer le « noyau dur » d'un capital environnemental. Dans l'hypothèse où celui-ci n'aurait pas encore l'autonomie qui caractérise des trois ou quatre grandes formes historiques de capital, peut-être n'est-elle encore qu'en phase émergente ou d'affirmation. Du reste, il ne s'agit là pour moi que de questions ou positionnements de détails. En revanche, ce qui me semble plus important c'est de ne pas s'empêcher de s'emparer par principe de la notion de capital environnemental en ce qu'elle est susceptible d'éclairer d'un certain jour des rapports sociaux de dominations, l'aggravation d'inégalités sociales ou ethniques, et leurs corolaires de dynamiques géographiques.

## 4.2 Le langage des signes ou l'articulation entre micro et macroformes socio-spatiales

Pour aborder cette dernière section, empruntons à W. Berthomière (2012 : 57) une citation de M. Halbwachs : « Dans chaque région, dans chaque ville, dans chaque quartier, certaines classes sociales prédominent : elles mettent en quelque sorte leur marque sur la partie du sol où elles résident, si bien qu'en traversant un pays on reconnaît l'aspect des lieux et des hommes s'il est riche, effacé, misérable, de même que dans une grande ville, se distingue à l'œil les quartiers riches et les quartiers pauvres. A cette vue superficielle, dont se contente un passant, ceux qui sont familiers avec les lieux substituent des jugements plus précis et plus nuancés. C'est qu'ils connaissent les habitudes de résidence et de circulation des habitants<sup>100</sup> ».

De mon point de vue, Halbwachs exprime ici parfaitement la tendance qu'ont souvent les chercheurs intéressés aux grandes structures issues de l'ordonnement spatial des sociétés (le centre ou le périurbain d'une agglomération, une banlieue pavillonnaire, un centre en cours de gentrification, une zone urbaine sensible, tel ou tel quartier au sein d'une ville, etc.) par l'intermédiaire des paysages, et donc des éléments qui les constituent, autant d'objets et signes multiples que je regrouperai ici sous le terme de microformes. En effet, un certain nombre d'indicateurs potentiellement perceptibles par plusieurs sens (vue, ouïe, odorat) traduisent la composition et les dynamiques sociales d'un espace ainsi singulier/singularisé, que certains diraient peut-être « approprié<sup>101</sup> » (F. Ripoll et V. Veschambre, 2005 a.). Ces ensembles socio-spatiaux plus ou moins cohérents, de dimensions variables (cf. supra la liste non exhaustive), je propose, de manière générique, de les qualifier de

---

<sup>100</sup> M. Halbwachs, *Morphologie Sociale*, Chicoutimi, Université du Québec, 1938.

<sup>101</sup> Les auteurs parlent par exemple d'appropriation symbolique à propos d'une « portion d'espace terrestre (un lieu ou un ensemble de lieux) est associée à un groupe social ou une catégorie au point de devenir l'un de ses attributs, c'est-à-dire de participer à définir son identité sociale (F. Ripoll). On parle ainsi très couramment de quartier bourgeois et de banlieue ouvrière, mais la catégorisation peut aussi reposer sur la nationalité, la religion, le courant politique, l'âge, le genre etc. » (ibid : 21).

macro. Et ce, précisément pour souligner l'idée ou l'hypothèse du lien qui unirait micro et macroformes, lien que je souhaiterais investiguer plus avant. De fait, implicitement, c'est déjà en partie cette approche qui a guidé la démarche restituée à travers ce mémoire : celui-ci est bien né de ma confrontation sensible avec les campagnes britanniques gentrifiées telles qu'elles se donnent à lire, à travers leurs paysages.

De mon point de vue, les liens entre macro et microformes ne sont pas à sens unique : ce n'est pas seulement parce qu'une macroforme existe qu'en découle un paysage. La relation qui les unit m'apparaît profondément itérative, idée suggérée implicitement par Relph (1976 : 122 cité par Neal S., Agyeman J. 2006 b : 2) lorsqu'il précise que : "landscape is not merely an aesthetic background to life, rather it is a setting that both expresses and *conditions* cultural attitudes and activities... landscape therefore always *imbued with meanings* that come from how and why we know them". Le paysage est un construit social, combinant des actions individuelles et collectives, une somme de marques et de traces (Veschambre et Ripoll : 2005a. et cités par Berthomière 2012 : 70) qui donnent du sens social au paysage perçu. Ce qui m'interpelle, m'interroge et pourrait devenir une orientation future de mes recherches serait précisément d'approfondir la question de l'influence des microformes sur les macroformes : comment les premières agissent-elles pour donner stimuler, affirmer, pérenniser les secondes ? Autrement dit, il s'agit de s'intéresser autant à la production qu'à la compréhension des microformes par les habitants, les visiteurs, les observateurs anonymes, en bref, par les gens qui leur portent un regard ordinaire (plutôt que savant). Cette réflexion germe progressivement depuis mes premiers travaux sur les migrations à destination du Limousin. Commandités par le service « accueil et territoires » de la Région Limousin, ils étaient destinés à mieux identifier les ressorts de la mécanique complexe conduisant les néo-Limousins à s'installer dans telle ou telle commune rurale du Limousin plutôt que dans telle ou telle autre, voire dans tel hameau plutôt que dans tel autre, et ce, en ayant choisi précisément la maison ou le logement qu'ils ont décidé de faire leur. De manière très élémentaire, en m'intéressant à la gentrification rurale, je travaille avant tout sur des gens qui déménagent, qui emménagent, qui « bougent ». Par ailleurs, l'âge aidant, je prends la mesure de la vitesse à laquelle les macroformes évoluent<sup>102</sup>, et ce, pour une bonne part sous l'effet de ces mobilités et/ou migrations résidentielles. La question consiste pour moi à savoir dans quelle mesure les éléments paysagers locaux (les microformes donc) guident les choix résidentiels des individus et des ménages, voire pèsent sur leurs éventuelles stratégies. Conduisant peu à peu les gens à se rapprocher de ceux qui leur ressemblent et à qui ils ressemblent, et finalement à produire des macroformes socio-spatiales (souvent) de plus en plus distinctes les unes des autres.

L'hypothèse ici défendue consiste à dire que les microformes du paysage produisent du discours, notamment sur l'identité sociale des lieux, que ces microformes sont autant d'éléments de langage qui expriment des territorialités sociales dont les habitants ou visiteurs ont peut-être plus ou moins conscience, mais qu'en tout cas, ils lisent et interprètent. Si des propositions voisines, même formulées différemment, ont très certainement pu être testées par divers auteurs (cf. infra notamment), l'idée serait dans mon cas de s'y pencher plus spécifiquement dans le cadre de la

---

<sup>102</sup> Qu'il s'agisse par exemple de l'East End londonien qu'il m'a été permis de revisiter régulièrement depuis mes premiers pas à l'hiver 1993/1994 ou du village angevin de mon enfance, village dont j'ai pu être témoin des spectaculaires mutations qui l'animent depuis les années 1970.

campagne ou d'environnements ruraux. A quels signes ou microformes les individus, les acteurs, pour reprendre une terminologie goffmanienne, sont-ils sensibles ? Ne sont-ils émis qu'à partir des espaces domestiques (habitats, jardins) sur lesquels les gens ont la maîtrise, par la propriété et l'usage ? Sont-ils produits et émis en toute conscience par les habitants des lieux ? Quelle est la capacité des individus récepteurs à les interpréter ? Les microformes influencent-elles effectivement les perceptions des lieux, les stratégies et pratiques résidentielles ? Le cas échéant, compte tenu des autres facteurs (en particulier économiques qui conditionnent les choix résidentiels) concourent-ils réellement à créer les macroformes parfois assimilées à une organisation de l'espace issue de logiques ségrégatives ? En l'espèce, toutes les catégories sociales recourent-elles équitablement à ces formes de langage ? Ne sont-elles le fait que des classes susceptibles de chercher à affirmer, voire assoir leur position sociale ? Telles sont quelques-unes seulement des innombrables questions soulevées par cette articulation entre marqueurs paysagers et logiques d'organisation, de division sociale de l'espace. S'il n'est question ici que de présenter les premiers éléments de ce qui n'est pour l'heure qu'une piste de réflexion visant à être explorée dans les années à venir, le fait est qu'il serait possible de s'appuyer sur un outillage conceptuel déjà riche, issu de disciplines et courants scientifiques variés qu'il pourrait être enrichissant d'articuler.

En premier lieu, il s'agit d'argumenter de la faculté/composante discursive du paysage alors considéré comme un ensemble complexe de formes élémentaires de langage (les microformes), combinées entre elles par une grammaire et une syntaxe plus ou moins précises. Dans ce domaine, il pourrait être utile de revenir aux fondamentaux anthropologiques de la culture et de la relation à l'espace par et pour les sociétés. Reprenons par exemple les travaux qu'E.T. Hall a consacrés dans la seconde moitié du 20e siècle aux différences et interactions culturelles en général, mais en particulier au langage non verbal « qui existe dans chaque pays à l'échelle nationale et locale » (1984 : 14). Pour lui, définie globalement en tant que forme de communication, la culture est un comportement commun et acquis. Dans le détail, la culture résulterait de la combinaison de dix systèmes de communication primaires, parmi lesquels figurent non seulement l'interaction, mais également ce que Hall dénomme la territorialité. Il précise de celle-ci qu'elle est un terme technique utilisé par les ethnologues pour désigner « la prise de possession, l'usage, la défense d'un territoire » (ibid. : 63), étant entendu que, selon Hall « l'homme utilise l'espace dans toutes les activités qu'il entreprend » (ibid. : 64). Surtout, l'auteur précise que les trois grands modes d'acquisition<sup>103</sup> de la culture et de la communication s'appliquent également à la relation à l'espace en tant que langage. A tel point d'ailleurs que pour Hall, « l'espace parle » (intitulé d'un chapitre) en ce sens qu'au cours de notre existence, « nous apprenons littéralement des milliers de signes spatiaux dont chacun revêt un sens propre dans un contexte qui lui est propre. Ces signes « libèrent » des réactions qui s'établissent souvent comme les clochettes de Pavlov faisant saliver les chiens. (...) Littéralement, des milliers d'expériences nous prouvent que l'espace est un moyen de communication » (ibid. : 190). Pour autant, probablement du fait de son regard d'anthropologue, au fil de ses divers ouvrages, E.T. Hall s'est essentiellement attaché aux différences et incompréhensions mutuelles entre cultures

---

<sup>103</sup> Ces trois grands modes d'acquisition sont la connaissance formelle (elle vient de l'agent en ce qu'il est repris, corrigé, guidé par une autorité, un aîné, un parent, etc.), la connaissance informelle (acquise par « le choix et l'imitation de modèles, quelque fois volontairement, le plus souvent inconsciemment » (1984 : 91)), et enfin la connaissance technique (dispensée par celui qui sait, par un enseignant par exemple).

(« ethno-nationales »), y compris à partir de la notion de proxémie<sup>104</sup>. Il a en particulier défendu celle-ci dans *La dimension cachée* (1978), sa contribution la plus aboutie quant à la territorialité des individus et sociétés. Toutefois, pour en revenir à mes propres centres d'intérêt, s'il a parfois souligné la nécessité ou l'intérêt d'analyser les choses par le biais des catégories sociales, il a semble-t-il globalement négligé l'expression physique ou paysagère de la communication ou des interactions sociales produites par l'intermédiaire de l'espace.

A cette première pierre issue de l'anthropologie pourrait être utilement adossée l'approche d'E. Goffman et au-delà, de la sociologie interactionniste qu'il a initiée. Egalement fondé sur des observations de type ethnographique<sup>105</sup>, le tribut scientifique de Goffman complète la vision de Hall en divers points importants ici. En premier lieu, comme le suggère à la fois l'idée de « mise en scène » annoncée dans le titre de ses deux ouvrages les plus connus (1973, a. ; b.) et plus généralement le lexique choisi par Goffman pour déployer sa proposition aussi bien théorique qu'analytique, celui-ci voit dans la société et les interactions qui s'y déroulent une métaphore du théâtre et des pièces qu'on y joue. Les agents de Hall deviennent donc pour lui des acteurs. Surtout, en découlent quelques arguments marquants. Tout d'abord, l'acteur joue (souvent en conscience) un rôle. Plus encore, il le connaît et par le principe de symétrie défendu par Goffman, il sait que le public (ceux qui l'observent) ou ceux avec qui il entre en interaction attendent qu'il le joue. Pour Goffman, l'interaction est donc une représentation qu'il définit comme « la totalité de l'activité d'un acteur qui se déroule dans un laps de temps caractérisé par la présence continue de l'acteur en face d'un ensemble déterminé d'observateurs influencés par cette activité » (Goffman, 1971 : 29). Autrement exprimé, en public, non seulement *rien n'est dû au hasard*, mais plus encore, la définition d'une situation d'interaction (en résumé, qui peut dire quoi, comment, à qui) repose sur « l'importance décisive de l'information que l'acteur détient ou se procure *initialement* [en italique dans le texte] au sujet de ses interlocuteurs » (ibid : 18-19).

Pour revenir à la métaphore théâtrale, Goffman la décline par ailleurs jusqu'à évoquer les « façades », les « décors » ou « la toile de fond » de la situation d'interaction, en résumé, tout ce qui compose le dispositif scénique qui a « pour fonction normale d'établir et de fixer la définition de la situation qui est proposée aux observateurs » (ibid.). Si la notion de décor s'applique à l'environnement immédiat de l'interaction Goffman préfère celle de « la façade personnelle » pour évoquer « les éléments qui, confondus avec la personne de l'acteur lui-même, le suivent partout où il va. On peut y inclure : les signes distinctifs de la fonction ou du grade ; le vêtement ; le sexe, l'âge et les caractéristiques raciales ; la taille et la physionomie ; l'attitude ; la façon de parler ; les mimiques ; les comportements gestuels ; et autres éléments semblables ». A cet égard, il distingue parmi « les stimuli qui composent la façade personnelle, l'« apparence » et la « manière » selon la fonction remplie par l'information qu'ils communiquent » et l'auteur suggère de réserver le terme d'apparence « aux stimuli dont la fonction à un moment donné est de nous révéler le statut social de

---

<sup>104</sup> De ce point de vue, les travaux de Hall sur la nécessité d'un étranger à une culture d'en apprendre les codes pour comprendre la société dans laquelle il évolue posent incidemment la question de la capacité pour un chercheur étranger d'interpréter les situations qu'il observe et plus largement même les matériaux qu'il peut produire ou récolter.

<sup>105</sup> Inspiré en grande partie d'une étude personnelle sur la communauté rurale de l'île de Shetland.

l'acteur. » (ibid. 31). A ce sujet, bien que les notions de hiérarchie ou distinction sociale soient loin d'être au cœur de son propos, Goffman indique néanmoins que la « présentation de soi » vise à « nous révéler le statut social de l'acteur » (ibid 31). Il va donc de soi que « quand un acteur se trouve en présence d'un public, sa représentation tend à s'incorporer et à illustrer les valeurs sociales officiellement reconnues » mais, précise Goffman, « bien plus, en fait que n'y tend d'ordinaire l'ensemble de son comportement ». Et d'ajouter que « Peut-être la partie la plus importante de l'appareillage symbolique propre à chaque classe sociale consiste-t-elle dans les symboles, liés au statut, à travers lesquels s'exprime la richesse matérielle ».

Enfin, notons que Goffman distingue implicitement, d'un côté, les interactions elles-mêmes, qui sont ponctuelles, fragiles et exposées à des « ruptures de représentations » (ibid. : 229-230) et, de l'autre, le décor et la façade qui, eux, exposent et inscrivent les attributs et symboles inhérents aux statuts des acteurs dans la *durée*. Et de fait si tous les éléments issus du cadre d'analyse interactionniste qui viennent d'être mentionnés m'intéressent pour étayer mon propre questionnement (symétrie, intentionnalité, décor, façade, statut, etc.), compte tenu de la définition même de l'interaction (qui suppose la coprésence de deux acteurs, cf. ci-dessus), il serait a priori difficile de se réclamer du courant interactionniste. En effet, je souhaite essentiellement m'intéresser aux microformes paysagères qui peuvent être assimilées au « décor » et ce, sans forcément que l'interaction au sens strict (si liée à la coprésence de deux acteurs) n'intervienne à proprement parler. A travers l'apparence, ce qui est donné à voir (ou non) des espaces domestiques (mais dans certaines situations des espaces publics également), à travers les éléments architecturaux, décoratifs, ornementaux, fonctionnels ou végétalisés composant les paysages localisés, les « acteurs » affichent et partagent, entre autres choses, leur positionnement social sans être toujours présents eux-mêmes. De même que les autres « acteurs », ceux du voisinage ou de passage, peuvent décrypter et réagir à ces décors en dehors de situations de coprésence.

En l'occurrence, sans que ce fût là non plus le cœur de ses travaux, Goffman s'est néanmoins penché sur des configurations similaires en décrivant des décors, des productions paysagères, comme autant d'actants (toute similitude avec des postures/références latouriennes ne serait pas forcément fortuite !). Il a par exemple fait état de la transformation des pubs anglais au 19<sup>e</sup> siècle, de l'évolution de façades de certaines villes américaines témoignant de leur histoire sociale (et de leur déclin), de celles de bâtiments industriels et commerciaux ou encore, des stratégies déployées au sein d'une communauté paysanne dont Goffman explique que l'habitat et les dépendances à vocations agricoles ont progressivement été aménagés pour s'ouvrir « aux relations publiques, avec une cour devant, protégée par une clôture et maintenue dans un état de propreté satisfaisant (...) » (ibid. : 233). Dans tous ces exemples, l'aspect intérieur ou extérieur des bâtiments et plus généralement l'environnement visible, le paysage a évolué pour traduire des interactions et de nouvelles dynamiques sociales.

Qu'il s'agisse de Hall ou surtout de Goffman, leurs travaux fondateurs ont inspiré de nombreux chercheurs. Comme précisé en introduction de cette section, les questionnements que je partage ici ne sont donc pas inédits et bien qu'ils n'aient pas été exprimés ni dans les mêmes termes ni dans le même but, ils ont fait l'objet de travaux théoriques et empiriques dont je ne citerai que deux exemples récents. Conduites dans des perspectives et contextes fort différents, les recherches de W. Berthomière (2012) et d'E. Charmes (2006) peuvent être utiles ici, en particulier au titre de leurs apports méthodologiques, mais aussi des enjeux, parfois quasi éthiques, qu'ils soulèvent.

Concernant d'abord le mémoire d'HDR de W. Berthomière, intitulé « En quête de signes : Migration, Places et Continuité(s) », il retrace d'une certaine manière la bascule et l'articulation entre deux pratiques de la géographie. Immergé et impliqué dans les débats théoriques qui ont accompagné la globalisation des migrations internationales depuis les années 1990, W. Berthomière expose en effet la nouvelle orientation donnée à ses recherches depuis les années 2000, lesquelles tendent à se focaliser sur les modalités concrètes et quotidiennes de l'inscription locale des migrations internationales à destination d'Israël. Plus précisément, il s'intéresse aux « occasions sociales », aux interactions entre migrants et autochtones (décrits comme les « acteurs »), mais à travers le regard que les seconds portent aux « indices » de la présence des premiers, et par-delà à l'intégration d'Israël dans le système migratoire mondial, y compris pour les flux de travailleurs (ibid., (8-10)). Si W. Berthomière positionne clairement ses analyses dans le courant de la sociologie Goffmanienne, il recourt cependant à un corpus théorique beaucoup plus vaste et massivement empreint de références philosophiques (relatives souvent à la phénoménologie), sociologiques, historiques, anthropologiques, géographiques, etc. De son côté, alors qu'E. Charmes s'empare lui aussi du quotidien des « interactions », des « ambiances », de la question des « décors » dans le contexte du Belleville en cours de gentrification, il convoque d'autres champs disciplinaires que W. Berthomière. Si de nombreuses références en sociologie ou géographie sont citées, elles cohabitent avec d'autres qui sont plutôt issues de l'urbanisme, de l'architecture, et même de l'éthologie (dont soit dit en passant, E.T. Hall s'était lui-même beaucoup inspiré).

D'où une première remarque importante, consistant à souligner le fait que l'ensemble des microformes paysagères peuvent être appréhendées au prisme d'une multitude d'entrées disciplinaires (et donc bien plus encore d'entrées théoriques). Car en effet, aux disciplines déjà citées, d'autres pourraient, devraient ?, être ajoutées : la science des paysages, la sémiologie, le design, la linguistique, la psychocognition, voire l'écologie culturelle si l'on s'intéresse aux microformes végétales. A cet égard, le champ des possibles est si vaste qu'il en est presque « effrayant », au minimum intimidant. Si le dialogue interdisciplinaire ne peut qu'être source d'enrichissement, il interroge le chercheur quant à sa propre capacité à maîtriser en quantité et qualité ces corpus bibliographiques et les propositions conceptuelles qu'ils contiennent<sup>106</sup>. A minima, dès lors qu'on travaille à un objet apparemment si transdisciplinaire, « l'idéal » serait probablement de le traiter comme tel, c'est-à-dire en s'adjoignant des compétences issues d'au moins plusieurs disciplines (à l'image de l'expérience méthodologique décrite par J-P Thibaud au sujet des parcours commentés, cf. infra J-P Thibaud, 2008).

Quoi qu'il en soit, pour ceux qui s'engagent dans une exploration empirique de l'objet, elle passe sans alternative possible par l'immersion dans le terrain<sup>107</sup>. Visant à « Réancrer [s]a pensée dans les fondamentaux de [s]a discipline, à savoir un questionnement tourné vers la compréhension du rapport à l'espace », W. Berthomière n'a d'autre choix que de recourir à l'observation directe, en

---

<sup>106</sup> D'autant que d'une discipline à l'autre les regards peuvent parfois être contradictoire. Par exemple E. Charmes (2006 : 57) rappelle un adage apparemment partagé chez les architectes, adage selon lequel « la façade appartient à celui qui la regarde », mais qui pourrait difficilement être compatible avec le point de vue du géographe ou du juriste.

<sup>107</sup> Encore que Goffman (1973 a.) s'appuie régulièrement sur des observations de seconde main, voire des textes fictionnels pour illustrer ses propos.

revendiquant à l'occasion un « empirisme radical » (ibid. 42-43). Pour mettre ce dernier à l'œuvre, pour « Lire la place » (ibid 45.), c'est à l'échelle de la rue (celle de Neve Sha'anani à Tel Aviv) qu'il entreprend son terrain. Concernant E. Charmes, dans la mesure où la rue est réellement au cœur de sa problématique, elle s'impose a fortiori également comme la matrice de son enquête (dans les faits, ce sont en réalité deux rues qui sont parcourues). Au-delà des deux auteurs, si l'on en croit les références bibliographiques mobilisées par l'un ou l'autre, la rue s'impose comme une entité géographique privilégiée pour qui s'intéresse aux interactions et microformes paysagères. A défaut de la rue, les investigations de terrain peuvent être conduites à l'échelle du « quartier » ; dans tous les cas en milieu urbain<sup>108</sup>. De même, sans qu'ils soient exclusivement urbains, certains objets sont beaucoup plus facilement observables en milieu urbain (par exemple la diversité culturelle, les segments supérieurs de l'économie, la pollution aux particules fines, etc.). Travailler « en ville » s'impose alors presque mécaniquement.

Mais lorsqu'on se penche précisément sur les microformes en elles-mêmes et pour elles-mêmes, rien n'empêcherait de le faire hors la ville, et donc y compris en milieu rural. En imaginant qu'il s'agisse là d'une idée un peu innovante (hypothèse que seule une exploration bibliographique plus rigoureuse confirmerait<sup>109</sup>), cela pourrait suffire pour s'y atteler. Mais ce ne serait pas la seule raison. En effet, en considérant en ville la multitude et la densité des signaux, marquages, traces, indices, etc., de messages émis par tel ou tel individu ou groupe à destination de tel ou tel autre, l'hypothèse est qu'il pourrait y avoir un intérêt certain à les étudier en campagne. Le type d'habitat (individuel, semi-individuel) et le statut d'occupation ultra dominants y facilitent pour les résidents la production et la communication d'éléments visibles de langage accessibles pour autrui. Ces signaux sont alors émis depuis la sphère domestique et reçus par le biais de la co-visibilité avec l'espace public et les autres sphères domestiques de voisinage. En outre, le fait que les signes soient moins nombreux et donc plus ponctuels dans l'espace peut simplifier leur recensement, leur lecture et (peut-être ?, cf. infra) leur interprétation. On peut enfin supposer que leur plus faible occurrence dans l'espace leur confère une signification et une fonction sociales proportionnellement plus fortes en milieu rural. Exprimé autrement, moins les individus sont exposés aux microformes et incidemment à leur composante discursive, plus ils pourraient être sensibles et attentifs à celles qu'ils perçoivent.

Quoi qu'il en soit, et pour revenir à l'approche empirique des microformes et interactions, divers outils méthodologiques sont disponibles. Souvent empruntés à la panoplie de l'ethnographe, certains d'entre eux ont été testés par les auteurs précités. L'immersion dans (plutôt que sur) le terrain, l'observation directe, participante, enregistrée ou non, par exemple sous forme de séquences vidéo ou de clichés photographiques peuvent être utilement complétées de relevés paysagers détaillés (cf. par exemple des propositions de lecture de signes et clichés, W. Berthomière, 2012 : 67, 73, 74, 90). Surtout, E. Charmes a mis en place la technique de visites commentées qu'il présente comme « inspirée librement » de celle des parcours commentés (*Go along* en anglais) développée par J-P Thibaud (2008) et qui pourrait sans nul doute se révéler très précieuse. Simplifiée et appliquée par E.

---

<sup>108</sup> Les travaux de R. Dodier (2007) cités plus loin apparaissent comme une exception.

<sup>109</sup> Voir par exemple V. Banos et J. Candau, (2014), inspirés par les approches interactionnistes pour étudier l'aménagement paysager et fonctionnel des fermes périgourdines du fait du développement de l'agri-tourisme et de l'accueil de clients et visiteurs de catégories sociales plutôt aisées.



Charmes, elle consiste en effet à cheminer sur le terrain avec l'interviewé et à recueillir ses propos au fil du parcours. Ne disposant d'aucun exemple de l'utilisation de cette technique en milieu rural (que ce fût en environnement bâti ou en pleine campagne), je lui vois a priori un double intérêt. D'une part, la visite commentée permet au chercheur de collecter les impressions et commentaires des gens au fur et à mesure du parcours, donc de recenser les microformes auxquelles les riverains et passants sont sensibles (moyennant les précautions ou réserves quant à la capacité de traduire en mots des perceptions sensibles, cf. E. Charmes, 2006 : 17). Et d'autre part, elle peut indiquer au chercheur ce à quoi les interviewés accordent de l'importance et du sens et le comparer avec ce que lui-même identifie, évalue, juge comme étant un signe, un indice, une trace, et étape suivante, avec l'interprétation qu'il en formule.

Car il s'agit là d'un point crucial, exprimé d'une manière ou d'une autre par chacun des auteurs cités au cours des pages précédentes. Et qui m'interroge moi-même dans ma pratique de chercheur. Comment être certain que ce que l'on voit, ce que l'on observe (au sens d'examiner) en tant qu'individu mais que l'on filtre, considère, interprète en tant que chercheur, géographe relève effectivement et réellement de pratiques sociales, territoriales, communicantes de la part des individus et groupes qui en sont les auteurs et les acteurs ? Comment être certain que les microformes qui m'interpellent ne sont pas que des artéfacts techniques et scientifiques nés d'une surinterprétation qu'implique, voire qu'impose mon état de géographe, chercheur ? Dans la même veine, je pourrais totalement faire mienne l'interrogation énoncée par W. Berthomière (ibid. : 65-66 : « comment et qui décide qu'un élément présent au sein de l'espace géographique a valeur de signe et qu'un autre ne possède pas de caractère remarquable et, en termes disciplinaires, sur quelle géographie appuyer une telle expérience ? ». Si toutes les géographies ne sont pas confrontées à cette incertitude, les (ethno)géographies du quotidien, celles qui sont fondées sur le regard qu'on porte à son terrain, aux comportements ordinaires, à l'autre, n'offrent malheureusement pas toutes les garanties de mettre au jour « la vérité ». A titre personnel, ce doute m'habite depuis mes premiers travaux. Dans ma thèse de doctorat, le titre de la synthèse des relevés de terrain relatifs à l'avancée de la gentrification dans le borough londonien de Tower Hamlets consistait déjà en à faire part : « Store et rideaux : des indicateurs fiables de la gentrification aujourd'hui ? » (Richard, 2001 : 173). Pour autant, doit-on succomber à la défiance envers la recherche (et donc soi-même !) dont Goffman fait preuve en préface du tome 2 de *La mise en scène de la vie quotidienne* ? Certes, les embuches et les leurres auxquels on s'expose dans toute entreprise cherchant à dévoiler « des structures dans la vie sociale » sont incontestables (E. Goffman, 1973 b : 17). Mais la suite de son propos suppose une forme de renoncement « Cela fait penser à une sorte de magie blanche : si vous accomplissez tous les gestes imputables à la science, la science apparaîtra. Mais elle n'est pas apparue. (...). Notre compréhension du comportement ordinaire n'a pas augmenté, mais bien notre éloignement » (ibid.). Renoncement, dont fort heureusement, la simple existence de la suite de l'ouvrage démontre le caractère éphémère...

En l'occurrence, même les approches les plus rigoureuses n'empêchent pas leurs auteurs de faire preuve d'une grande prudence dans l'énoncé des faits. Ainsi, dans son analyse toute en nuances des espaces périurbains, appréhendées au travers des catégories sociales, des modes de vie ou encore des identités rurales et/ou urbaines, R. Dodier (2007) recourt à divers indicateurs, dont les apparences du logement. L'extrait cité ci-après présente le double avantage d'une part de souligner les doutes du chercheur vis-à-vis de son corpus et de l'interprétation qu'il en fait (cf. les précautions

en italique), et d'autre part, d'en faire sentir au lecteur tout le potentiel en matière de lecture du *social* par le paysage, et ici des microformes typiques :

« L'extérieur du logement est *sans doute* plus un marqueur de l'appartenance urbaine ou rurale qu'un marqueur de classification sociale. La présence d'une pelouse, de nombreuses fleurs, d'arbres d'ornement, ou au contraire d'un potager et d'arbres fruitiers, distingue *en partie* les modes de vie plus urbains ou plus ruraux. *Toutefois, la lecture n'est pas toujours évidente*, les tendances les plus récentes en matière d'ornement ramenant le potager en bonne place, avec même un attrait pour les légumes rares de plus en plus fréquent. Mais il subsiste des différences entre le potager utilitaire, qu'on peut considérer comme émanant de valeurs rurales, et d'autres formes plus composites, en particulier à partir de la présence de l'herbe à côté ou dans le potager. Dans le milieu rural, l'herbe est historiquement nourricière et non un élément de décoration ou de confort. Au contraire, certaines personnes d'origine rurale considèrent encore que la présence d'herbe à proximité de l'habitation est la marque d'un mauvais entretien du terrain. Les abords immédiats de la maison, les allées du potager et ses alentours restent donc exempts d'herbe, même si on sacrifie un peu à la mode urbaine en ayant un carré de pelouse (mais bien net !) dans un coin du jardin. *A contrario* [it. dans le texte], les jardins « sauvages », ou mêlant étroitement légumes et fleurs, ou tout simplement sans potager, sont vraiment des indicateurs *assez fiables* de modes de vie urbains, confirmés par les pratiques spatiales » (Ibid. : 40).

Concernant la fiabilité des résultats scientifiques, les conditions d'exercice du métier d'enseignant-chercheur et le temps effectivement imparti aux investigations de terrain ne permettent guère de s'entourer d'un cadre méthodologique très satisfaisant pour mener à bien des recherches qui nécessitent des protocoles d'enquête minutieux et chronophages. D'ailleurs, pour formaliser cette esquisse de projet, j'ai (inconsciemment puisqu'avant de le lire) agi comme Goffman lorsqu'il explique étayer ses arguments sur une somme de matériaux, de constations répétées, concordantes, mais qui demeurent du registre de « l'observation naturaliste non systématique » (1973 b. : 17-18). Ainsi, c'est bien à force d'observations (sans doute activées et filtrées par mes réflexions parallèles sur la gentrification rurale) que je tente ici, de convertir une intuition, une conviction en hypothèses sur l'articulation entre micro et macroformes sociales, en particulier sur l'influence des premières sur les secondes en milieu rural. A force d'observations certes, mais d'observations essentiellement « informelles ». Il peut s'agir de détails relevés ça et là, en périodes de terrain bien sûr, mais aussi en sortie pédagogique, voire en congés, ou tous les jours. Il peut s'agir de bribes de conversations avec des interviewés, avec des connaissances, d'échanges avec les collègues, les étudiants, ou même en famille. Il peut enfin s'agir de passages de telles ou telles lectures, parfois à caractère scientifique, parfois moins<sup>110</sup>, voire beaucoup moins (des romans, des films plus ou moins

---

<sup>110</sup> Cf. par exemple *La République Bobo*, L. Watrin et T. Legrand (2014), enquête journalistique mais sérieusement documentée sur la gentrification et le phénomène bobo. Elle est notamment illustrée d'innombrables commentaires, stéréotypes et clichés relatifs à la population « bobo », à ses pratiques et à ses espaces. Indirectement, puisque ce n'est pas son propos, l'ouvrage démontre à la fois la capacité des individus ordinaires (que sont ses auteurs et ceux que ces derniers ont interviewés ou décrivent) à se positionner dans la société et dans l'espace en tant que « Bobo », en tant qu'être social relevant d'un groupe singulier et se distinguant des autres.

grand public, ou des BD comme celles de Manu Larcenet avec sa série des *Retours à la terre*, d'Etienne Davodaud avec *Rural* ou encore de Posy Simmonds avec *Gemma Boverly*). Or, je suis convaincu qu'au même titre que le géographe, le chercheur apprend progressivement à lire les différenciations et interactions sociales qu'expriment les paysages, les individus ordinaires acquièrent eux aussi au fur et à mesure de leur existence les compétences propres à leur état d'être social. Si ces dernières ne relèvent pas de la même catégorie « experte » et théorisée que celles du chercheur, elles conduisent néanmoins les individus à conscientiser plus ou moins leur état d'acteur social, à exercer leur rôle en tant que tel, et parfois même en l'assumant explicitement.

A cet égard, il est possible de donner de très diverses illustrations de la perception, de la conscience et même de l'analyse de processus géographiques et sociaux à l'œuvre par ceux qui les vivent ou en sont témoins. Par exemple, en parcourant le site d'un grand média britannique, une ancienne habitante d'Hebden Bridge (petit bourg rural anglais terrain des recherches doctorales de D. Smith dans les années 1990) fait part de sa propre expérience et au-delà de son aptitude à lire les mutations sociales :

« I've lived in Hebden Bridge my whole life. Born in the mid '50s, my formative years were around the time that Hebden Bridge became popular with those who lead an "alternative" lifestyle, and many of them became friends. A lot of the first "migrants" came here to escape the harassment that police often visited upon anyone that perhaps smoked a little dope. Most of that generation have either moved on or got rich from the manifold (sic) increase in property prices here, but their legacy is one of tolerance and accepting others for WHO [en majuscule dans le texte] they are, not what they are ».

Dans un tout autre contexte, lors d'une discussion totalement informelle [et retranscrite dans la foulée] avec un artisan du bâtiment creusois, celui-ci m'a livré une vision extrêmement précise et lucide de l'environnement sociopolitique au sein duquel il réside :

« Avec des copains on a plein de projets pour le comité des fêtes. (...) Chez moi, il y a plein de néos. Ils ont fait des études, ils font plein de trucs, ils ont des idées. Il y a tous ceux qui sont dans l'AMAP là [que nous connaissons tous les deux et dont nous avons parlé un peu plus tôt]. Bon, je vois bien qu'on n'est pas pareil, on n'est pas habillé pareil. Mais ils font plein de trucs, et puis maintenant ils sont à la mairie aussi. Du coup, il faut que j'aille les voir, que je voie avec eux pour ce qu'on a envie de faire, pour les courses de vélo aussi ».

De manière générale, la plupart<sup>111</sup> des entretiens conduits avec les habitants de tel ou tel lieu révèlent une capacité forte à lire les mutations sociales, notamment à partir de ce qu'ils peuvent voir (ici des gens identifiés comme « néos », qualifiés, ayant des pratiques vestimentaires distinctives, ponctuellement regroupés sur la ferme au cœur de l'AMAP, etc.). De manière plus générale encore, à propos des changements sociaux et paysagers des campagnes, la littérature scientifique s'appuie souvent sur des extraits d'entretiens à partir desquels les chercheurs étayent ou valident leurs propres visions des choses. Mais, en se saisissant de la matière première que constituent ces extraits d'entretiens, on ne peut être que frappé par la pertinence des diagnostics posés par les interviewés.

---

<sup>111</sup> Même si parfois à l'inverse, certains surprennent par leur « cécité », volontaire ou non sur le monde proche ou lointain qui les entoure.

Ils sont fondés bien souvent sur des « relevés paysagers » opérés quotidiennement par leurs pratiques des lieux, accumulés, filtrés, analysés. Pêle-mêle, on retrouve par exemple la démonstration de ces compétences dans la thèse de P. Pistre (2012 : 126, 173, 176-179 ou 189 par exemple), à propos des mutations du marché du logement sur ses terrains, dans l'article de Hoggart (1997 : 258-259) concernant la pleine conscience par les locaux de l'emprise des *middle classes* sur la campagne britannique, ou encore, l'argumentaire d'une habitante cité par S. Abram et al. (1996 : 361) pour expliquer en quoi là où elle vit « n'est pas un espace d'écolos ou de gauchistes ».

Pour faire écho aux dernières évocations des notions d'apprentissage, de conscience, d'intériorisation des modalités d'interaction sociale à travers les microformes paysagères, je souhaite aborder ici une ultime piste de réflexion susceptible d'être ultérieurement approfondie. Les parties 1 et 2 de ce document m'ont progressivement amené à souligner les liens qui, à travers le processus de gentrification rurale unissent classes sociales et paysages des campagnes britanniques. S'intéresser aux liens entre micro et macroformes sociales revient en grande partie à questionner ce qu'E. Charmes appelle « le lien entre paysage social et paysage spatial » et dont il écrit qu'il « repose en large part sur des stéréotypes ». De fait, au même titre que j'ai moi-même pu le souligner, les études sur les campagnes britanniques gentrifiées pointent régulièrement ces stéréotypes, et sans forcément les qualifier comme tels. C'est par exemple le cas d'Halfacree (cité par J. Urry, 1995 : 209-211) qui énonce divers signes distinctifs des *middle class* dans les campagnes, des signes tels que les vestes Barbour, les Range Rover ou le mobilier Laura Ashley (également pointé par Newby, cf. partie 1). Mais chez la plupart des auteurs, cette idée de stéréotype est exprimée dans un champ lexical scientifiquement plus légitime, en référence, parfois à la notion de « texture de classe » (Phillips 2002), ou beaucoup plus fréquemment à celle d'*habitus* (Urry op. cité ; M. Phillips, 1998 : 139 ; 2002 ; Cloke et al. 1998 ; D. Smith, D. Phillips, 2001).

L'*habitus* est effectivement un terme auquel recourent certains sociologues pour expliquer et qualifier la faculté des individus et groupes sociaux à appréhender, digérer, appliquer, reproduire ou quelquefois contester les « règles » de comportement en société, ce qui fait l'ordre social. Outre Norbert Elias et sa vision de la rationalisation et du processus de civilisation historique (D. Martucelli, 1999), Bourdieu est peut-être celui pour qui l'*habitus* occupe la fonction la plus nodale dans l'ensemble de son travail. Il en livre une définition à la fois synthétique et éclairante dans *Le sens pratique* (1980) : « Les conditionnements associés à une classe particulière de conditions d'existence produisent des *habitus* [en italique dans le texte], systèmes de *dispositions* [id.] durables et transposables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée consciente de fins et la maîtrise expresse des opérations nécessaires pour les atteindre, objectivement « réglées » et « régulières » sans être en rien le produit de l'obéissance à des règles, et, étant tout cela, collectivement orchestrées sans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre ». On retrouve à travers cette définition les divers éléments expliquant qu'en vertu de l'*habitus* d'une catégorie sociale ou d'un groupe socioprofessionnel auxquels ils appartiendraient, les individus adoptent des comportements si ce n'est strictement identiques, à tout le moins convergents et partiellement « semblables », par exemple en matière des pratiques sportives, de (bons) goûts culturels (P. Bourdieu, 1979) ou de consommation, le tout contribuant à esquisser des styles de vie comparables.

Naturellement, rien n'empêche en théorie de décliner l'habitus en matière de logement, que ce soit en termes d'aménagement intérieur (ibid. : 276-277) ou de choix d'habitat. A tel point d'ailleurs que P. Bourdieu argumentera plus tard à propos de celui-ci qu'en « tant que bien matériel qui est exposé à la perception de tous (comme le vêtement), et cela *durablement* [en italique dans le texte], cette propriété exprime ou trahit, de manière plus décisive que d'autres, l'être social de son propriétaire, mais aussi ses goûts, le système de classement qu'il engage dans ses actes d'appropriation et qui en s'objectivant dans des biens visibles, donne prise à l'appropriation symbolique opérée par les autres, ainsi mis en mesure de le situer dans l'espace social en le situant dans l'espace de ses goûts » (P. Bourdieu, 2000 : 33). S'il est difficile de ne pas reconnaître intuitivement la pertinence cette assertion, quelle en est réellement la portée opératoire dans la perspective qui est la nôtre ici ? En considérant que l'habitat et plus largement les espaces domestiques sont les supports des microformes elles-mêmes liées à l'habitus de son ou de ses occupants, est-il envisageable qu'elles puissent expliquer une partie au moins des stratégies résidentielles des visiteurs en recherche de logement ? Là encore, les commentaires de Bourdieu inciteraient à l'affirmative puisque :

« Le poids particulier des expériences primitives résulte en effet pour l'essentiel du fait que l'habitus tend à assurer sa propre constance et sa propre défense contre le changement à travers la sélection qu'il opère entre les informations nouvelles, en rejetant, en cas d'exposition fortuite ou forcée, les informations capables de mettre en question l'information accumulée et surtout en défavorisant l'exposition à de telles informations : que l'on pense par exemple à l'homogamie comme paradigme de tous les « choix » par lesquels l'habitus tend à favoriser les expériences propres à le renforcer (comme le fait empiriquement attesté que l'on tend à parler de politique avec des personnes de même opinion). Par le « choix » systématique qu'il opère entre les lieux, les événements, les personnes susceptibles d'être fréquentées [en italique dans le texte], l'habitus tend à se mettre à l'abri des crises et des mises en question critiques en s'assurant un milieu [id.] auquel il est aussi pré-adapté que possible, c'est-à-dire un univers relativement constant de situations propres à renforcer ses dispositions en offrant le marché le plus favorable à ses produits » (P. Bourdieu, 1980a).

De fait, cette piste d'un habitus spatialisé semble présenter un vrai potentiel aussi bien théorique qu'empirique. Qui n'a pas été confronté à ce sentiment de se sentir effectivement à « sa » place en un lieu donné, et ce à partir des « simples » observations portées aux paysages (au sens de ce que l'on voit) environnants ? Ou au contraire mal à l'aise ailleurs ? Quel rôle ces paysages jouent-ils dans notre fréquentation des lieux, dans les choix résidentiels des individus et ménages ? Bien entendu, ils ne sont pas l'alpha et l'oméga des modes d'habiter, et de nombreux autres facteurs interviennent<sup>112</sup>. Néanmoins, n'y aurait-il pas une valeur ajoutée à relire certaines pièces du corpus mobilisé dans le présent mémoire à l'aune de cet habitus spatialisé ? On pourrait le faire par exemple avec les photographies et l'expérience de la fête de village dans les Cotswolds dont j'ai écrit plus haut qu'il semblait être le cadre idéal pour que les participants y célèbrent l'entre-soi, donc une certaine vision d'eux-mêmes. Mais on pourrait le faire également avec les propos tenus par notre interlocutrice de

---

<sup>112</sup> JD. Urbain cite une étude selon laquelle 60 % des Allemands ayant acquis une résidence secondaire ont choisi la maison *avant* la région de destination (J.D Urbain, 148).

Stow-on-the-Wold (cf. pages 75-76) : quels sont les indices qui lui ont permis de croire que le magasin Daylesfordorganic vers lequel elle m'a spontanément guidé serait un lieu qui me conviendrait, me correspondrait ? Ce qui, par extension, suppose la même compatibilité entre l'apparence de ce que je suis en tant qu'être social et le village gentrifié où se situe le magasin en question ? Était-ce parce qu'en vertu de l'homogamie et de la pratique des lieux évoquées par Bourdieu, le fait que je me trouvais *déjà* dans le magasin où elle se trouvait aussi, c'est-à-dire dans le bourg gentrifié d'une campagne gentrifiée pour laquelle j'avais manifesté mon intérêt, ne serait-ce qu'en y étant présent, impliquait que ma place était aussi potentiellement au Daylesfordorganic ?

Exactement dans le même ordre d'idée, j'ai été très interpellé au passage d'un article de L. Cailly. Invitant à une lecture qualitative et nuancée des modes d'habiter et des capitaux sociaux, il confirme que les capitaux économiques ne sont pas toujours les plus déterminants dans le choix ni des lieux de résidence, ni des types de logement de ses interviewés tourangeaux. Ainsi écrit-il, (...), l'approche généalogique permet enfin de remarquer que dans bien des cas, y compris lorsque les ressources sont très limitées, *cette contrainte économique ne s'exerce pas vraiment* [italique dans le texte], puisque les individus ont souvent les moyens de leurs goûts ou les goûts qu'autorisent leurs moyens. Cette « magie sociale », bien repérée par P. Bourdieu, ne fait que renforcer l'intérêt d'étudier les goûts résidentiels » (L. Cailly, 2007 : 183). Difficile de mieux exprimer les choses qu'avec cette « magie sociale », aussi insaisissable scientifiquement qu'elle est opérante dans la « vraie vie »... Et dont en tant que chercheur, on peut difficilement concevoir qu'elle ne puisse être rationnellement déconstruite !

Malheureusement, si la piste de l'habitus spatialisé peut paraître séduisante pour cette entreprise, elle pourrait assez vite se révéler comme une impasse scientifique. Comme l'ont fait remarquer Bourdieu et d'autres après lui (W. Feuerhahn, 2009), il semble qu'il y ait une impossibilité quasi ontologique, à faire office d'un concept issu d'une approche structuraliste (l'habitus) en tant qu'outil d'analyse et d'interprétation des processus de nature plutôt interactionniste que sont la production et l'interprétation de microformes paysagères par les individus et groupes sociaux. De fait, est-il raisonnable de se mettre en quête de mécaniques si complexes en ce qu'elles combinent à la fois des considérations cognitives (on s'intéresse à la perception de l'environnement par les individus) et sociales (les paysages et les différenciations socio-spatiales relèvent bien des processus sociaux) ? N'est-il pas illusoire de chercher à identifier ces mécaniques assez précisément pour être en mesure de les présenter en tant que résultats « scientifiques » à « portée générale » ? Et pourtant, en dépit des écueils conceptuels et méthodologiques, la tentation est grande de chercher à les surmonter.

## Conclusion générale

Le but de ce mémoire était de restituer et faire part du cheminement intellectuel, problématique et empirique qui a été le mien au cours de ces dernières années. De manière ponctuelle, à l'occasion de passages plus ou moins développés, j'ai pu faire partager certaines conclusions et convictions que j'ai progressivement pu me forger sur tel ou tel point. Il ne me semble pas particulièrement utile de revenir sur chacune d'elles à cette étape ultime du document.

En revanche, je serais tenté de conclure autour de la place ou la valeur de l'observation dans la manière de faire de la géographie et à propos desquelles la sociologie de la traduction ou de l'acteur-réseau (SAR) peut nourrir les réflexions. Conçue pour expliquer « le processus de fabrication des faits scientifiques et des artefacts techniques pour comprendre comment leur validité ou leur efficacité sont établies et comment s'opère leur diffusion » (Callon, 2006 : 267-268), elle s'appuie de manière très empirique sur la vie de laboratoire en s'intéressant en particulier à « la question de la mystérieuse adéquation entre les mots et les choses, entre ce que l'on dit des choses et ce qu'elles sont ». Pour y travailler, en parler, communiquer à leur sujet, les chercheurs s'appuient sur des « inscriptions » de différents types : il peut par exemple s'agir de croquis, de graphiques, de modèles, d'illustrations, et bien sûr, de cartes pour le géographe (cf. les chapitres introductifs de *L'Espoir de Pandor*, Latour, 2001).

En résumé, le « travail des chercheurs consiste à mettre en place des expériences, pour faire « écrire » les entités [cf. les « choses » supra] qu'ils étudient, puis à mettre en forme ces inscriptions, et ensuite à les combiner, les comparer et les interpréter » (ibid. : 268) ; étant et faisant l'objet de « traductions », les inscriptions circulent. Elles le font par exemple par l'intermédiaire des livres et d'articles scientifiques qui passent d'un laboratoire à l'autre, d'un scientifique à l'autre, mais sortent également du seul champ scientifique pour apparaître au sein de commissions d'experts, d'institutions politiques, de ministères, voire des médias, etc. Mais pour la SAR, ce ne sont pas seulement les inscriptions que les membres des laboratoires ou des autres institutions mentionnées lisent : ils sont simultanément confrontés aux « choses », aux entités elles-mêmes. Pour Callon, « Les références ne sont pas extérieures à l'univers des énoncés : elles circulent avec eux et avec les inscriptions dont ils sont issus » (2006 : 269). En l'occurrence, en évoquant dans ce mémoire le rôle du contexte géographique dans la production des concepts en géographie, spécifiquement des campagnes anglaises dans l'émergence de la gentrification en tant qu'objet scientifique, je rejoins pour une large part ce point de vue. A ceci près que si la « référence » circule avec les énoncés, ceux qui lisent les énoncés ne circulent pas : ils doivent s'en remettre à la forme de traduction dont l'inscription est l'expression. Et d'accepter le risque de considérer, de penser comprendre le fait scientifique, ici géographique, hors de son contexte d'origine. Au risque finalement de se méprendre.

D'une certaine manière, c'est bien ce type de méprise qui se trouve être à l'origine du présent mémoire. Les « inscriptions » dont il était question dans la littérature consacrée à la gentrification rurale ne m'avaient que très partiellement permis d'appréhender la « réalité » des paysages sociaux et spatiaux (pour reprendre l'expression d'E. Charmes). Or, en dépit de ses imperfections, c'est sur cette littérature scientifique que nous nous appuyons quotidiennement pour être à la fois enseignant et chercheur. Et c'est encore sur la base de la reconnaissance sociale (relative certes) de la valeur de la science que les médias, les politiques, les institutions politiques de toutes natures interpellent les chercheurs, sollicitent ceux qu'ils qualifient depuis quelques années de « sachants ». Tout cela me conduit *in fine* à me poser la vertigineuse question de l'illusion du « savoir » et de la connaissance.

Pour poursuivre dans cette voie (probablement sans issue) des interrogations existentielles du chercheur en sciences sociales, ce mémoire a été l'occasion de raviver quelques frustrations et inquiétudes déjà anciennes. La première tient à l'état de géographe et au fait que la discipline soit souvent à l'interface de nombreuses autres. Comment être géographe sans faire appel au moins ponctuellement à la sociologie, à l'histoire, à l'anthropologie, à l'écologie, à l'architecture, etc. ? Or, de quelle légitimité peut-on se prévaloir pour « s'emparer » de concepts, d'outils issus de disciplines sans avoir été réellement formé à celles-ci, c'est-à-dire sans être pleinement en mesure de mettre ces concepts et outils en perspective avec tout ce qui au sein de la discipline a participé à leur élaboration ? Là encore, se pose l'enjeu de la limite individuelle de la connaissance : doit-on et comment peut-on tout lire ? Enfin, dès lors qu'on travaille à l'étranger, dans les conditions qui ne permettent que des immersions très furtives, s'invitent inévitablement et de manière décuplée les doutes de l'imposture : comment peut-on prétendre à comprendre, analyser un terrain localisé dans un pays, une société, un contexte géographique (en intégrant toute son épaisseur socioculturelle et historique) qui n'est pas le sien ? Peut-on jamais être « spécialiste » d'un pays qui n'est pas le sien, dont on ne maîtrise qu'une infime partie de la culture, des normes, des codes, en bref de tout ce dont dépendent les clefs de lectures dont le géographe a besoin pour lire son terrain ? Vertigineuses et existentielles questions, voie sans issue écrivais-je plus haut. Certes, mais pire serait pourtant de ne pas les avoir et garder à l'esprit...



## Bibliographie

Abram S., 1998, Class, countryside and the “Longitudinal Study” : a response to Hoggart, *Journal of Rural Studies* 14(3): 369–379.

Abram S., Murdoch J., Marsden T., 1996, The social construction of “Middle England” : The politics of participation in forward planning, *Journal of Rural Studies* 12(4): 353–364.

Agyeman J., Spooner R., 1997, Ethnicity and the rural Environment, In *Contested Countryside Cultures: Rurality and Socio-cultural Marginalisation*, Cloke P and Little J (Eds.), Routledge, 252–271.

Akrich M., Callon M., Latour B., 2006, *Sociologie de la traduction, textes fondateurs*, Presses des Mines.

Allan J., Mooney E., 1998, Migration into rural communities: questioning the language of counterurbanisation, In *Migration into rural areas: theories and issues*. Wiley, 252–279.

Appert M., 2008, Londres : métropole globale, *Géocarrefour* 83(2): 113–117.

Appert M., Tuppen J., 2008, Mutations et inerties spatiales dans le Royaume-Uni d’aujourd’hui, *Géocarrefour* 83(2): 71–72.

Aragau C., 2007, Voie express et ségrégation. Les fluctuations du marché foncier et immobilier aux franges ouest de l’Île-de-France, *Norois. Environnement, aménagement, société* (205): 81–94.

Aragau C., 2013, Le bassin de vie, un territoire porteur de ruralité aux marges de l’Île-de-France, *Norois. Environnement, aménagement, société* (229): 7–20.

Argent N., Matthex T., Roy J., John H., 2009, Rural amenity and rural change in temperate Australia: implications for development and sustainability, *Revija za geografijo - Journal for Geography* 4–2: 15–28.

Authier J-Y., Bidou-Zachariasen C., 2008, Éditorial., *Espaces et sociétés* (132–133): 13–21.

Authier J-Y., Bonvalet C., Lévy J-P., 2010, *Elire domicile. La construction sociale des choix résidentiels.*, Presses Universitaires de Lyon.

Bailoni M., 2012, Aménager un espace idéalisé : identité et conflits dans la campagne anglaise, *Revue Géographique de l’Est* 52(3–4): (<http://rge.revues.org/3739>).

Banos V., Candau J., 2014, *Sociabilités rurales à l’épreuve de la diversité sociale*, Quae Editions.

Barcus HR., 2011, Heterogeneity of rural housing markets, In *Rural Housing, exurbanization, and amenity-driven development. Contrasting the “Haves” and the “Have nots,”*, Marcouiller D., Lapping M., Furuseth O. (Eds); 51–73.

Bauer G., Roux J-M., 1976, *La rurbanisation ou la ville éparpillée*, Seuil, Paris.

Berger M., 2004, *Les Périurbains de Paris*, CNRS Editions.

- Bernardie-Tahir N., Schmoll C., 2012, La voix des chercheur(e)s et la parole du migrant. Ce que les coulisses du terrain maltais nous enseignent, *Carnet* (4): 16.
- Berque A., 2010, *Histoire de l'habitat idéal : De l'Orient vers l'Occident*, Editions du Félin.
- Berthomière W., 2012, *En-quête de signes : Migrations, Places et Continuité(s)*, Habilitation à Diriger des Recherches, Vol. 1, Université de Poitiers.
- Berthomiere W., Rozenholc C., 2008, La rue, espace d'une lecture du processus de globalisation (sud Tel Aviv, 2005-2008) présentée à *Où en est la rue dans la globalisation? Standardisation, singularisation et régulation*, Bordeaux, 27 Novembre.
- Billard G., Brennetot A., 2010, Le périurbain a-t-il mauvaise presse ? Analyse géoéthique du discours médiatique à propos de l'espace périurbain en France, *Articulo - Journal of Urban Research* (5) (<http://articulo.revues.org/1372>)
- Bishop K., Phillips A (Eds.), 2004, *Countryside Planning: New Approaches to Management and Conservation*, Routledge.
- Bodiguel M., 1989, La campagne, quelle campagne ?, In *Campagne française, campagne britannique*. Paris, 13–27.
- Bodiguel P., M. Lowe. (Eds.), 1989, *Campagne française, campagne britannique: Histoires, images, usages au crible des sciences sociales*, L'Harmattan.
- Bonard Y., Lord S., Matthey L., Zanghi F., 2010, Splendeur et misère du périurbain. Introduction, *Articulo - Journal of Urban Research* (5) (<http://articulo.revues.org/1479>)
- Bonerandi E., Landel P-A., Roux E., 2003, Les espaces intermédiaires, forme hybride : ville en campagne, campagne en ville ?, *Revue de Géographie Alpine* 91(4): 65–77.
- Bontron JC., 2003, Les dynamiques territoriales de l'agriculture et des espaces ruraux français, *Ingénieries* (numéro spécial FEADER): 41–51.
- Bontron JC., 2016, La dimension statistique de la ruralité, une manière de lire les représentations et les évolutions du rural, *Revue POUR*, n° 228 - juin 2016
- Bourdieu P., 1979, *La distinction: critique sociale du jugement*, Éditions de Minuit: Paris
- Bourdieu P., 1980 a, *Le Sens pratique*, Les éditions de minuit.
- Bourdieu P., 1980 b, L'identité et la représentation [Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région], *Actes de la recherche en sciences sociales* 35(1): 63–72.
- Bourdieu P., 1993, Effets de lieu, In *La misère du monde*, P. Bourdieu Dir.; 249–262.
- Bourdieu P., 2000, *Les Structures sociales de l'économie*, Seuil.
- Bourdin A., 2008, Gentrification : un « concept » à déconstruire, *Espaces et sociétés* n° 132-133(1): 23–37.
- Boyle P., Halfacree K (Eds.), 1998, *Migration into Rural Areas: Theories and Issues*, 1st ed., Wiley.
- Bracey HE., 1964, Rural Settlement in Great Britain, *Sociologia Ruralis* 3(1): 69–77.

- Brousse C., 2008, ESeC, Projet européen de classification socioéconomique, *Courrier des statistiques* (125): 27–36.
- Brutel C., Levy D., 2011, Le nouveau zonage en aires urbaines de 2010 - 95 % de la population vit sous l'influence des villes, *Insee Première* (N° 1374).
- Bryson J., Wyckoff W., 2010, Rural gentrification and nature in the Old and New Wests, *Journal of Cultural Geography* 27(1): 53–75.
- Buhot C., 2009, Embourgeoisement et effet littoral. Recompositions socio-spatiales à La Rochelle et à l'Île de Ré, *Articulo - Journal of Urban Research* (Special issue 1): (<http://articulo.revues.org/1034>).
- Buller H., 1991, Le processus de « counter-urbanisation » (Grande-Bretagne) et la « péri-urbanisation » (France) : deux modèles de retour à la campagne, *Économie rurale* 202(1): 40–43.
- Buller H., Hoggart K., 1994, Vers une campagne européenne : les Britanniques en France rurale, *Espace géographique* 23(3): 263–273.
- Bunce M., 1994, *The Countryside Ideal: Anglo-American Images of Landscape*, Routledge
- Butler T., 1995, Gentrification and the urban middle classes, In *Social change and the middle classes*, Butler T., Savage M. (Eds.), UCL Press: Cambridge; 189–203.
- Butler T., 2007, For gentrification?, *Environment and Planning A* 39(1): 162 – 181.
- Butler T., Savage M. (Eds.), 1995, *Social Change and the Middle Classes*, Routledge.
- Cailly L., 2004, *Pratiques spatiales, identité sociale et processus d'individualisation*, Thèse de Doctorat, Université de Tours.
- Cailly L., 2007, Capital spatial, stratégies résidentielles et processus d'individualisation, *Annales de géographie* n° 654(2): 169–187.
- Cailly L., 2008, Existe-t-il un mode d'habiter spécifiquement périurbain ?, *Electronic Journal of Humanities and Social Sciences*.
- Cailly L., Dodier R., 2007, La diversité des modes d'habiter des espaces périurbains dans les villes intermédiaires : différenciations sociales, démographiques et de genre, *Norois. Environnement, aménagement, société* (205): 67–80.
- Cailly L., Vanier M., 2010, *La France, une géographie urbaine*, Collection U., A. Colin.
- Callon M., 2006, Sociologie de l'acteur réseau, In *Sociologie de la traduction, textes fondateurs*, M. Akrich, M. Callon, B. Latour: Paris; 267–275.
- Callon M., Latour B., 2006, Le grand Leviathan s'apprivoise-t-il ?, In *Sociologie de la traduction, textes fondateurs*, M. Akrich, M. Callon, B. Latour (Eds.), Paris, 11–32.
- Centre for Urban Studies (Ed.), 1964, *London, aspects of change*, MacGibbon and Kee, London.
- Chakraborti N., 2010, Beyond "Passive Apartheid"? Developing Policy and Research Agendas on Rural Racism in Britain, *Journal of Ethnic and Migration Studies* 36(3): 501–517.
- Champion T., 1998, Studying counterurbanisation and the rural population turnaround, In *Migration*

*into rural areas: theories and issues*, Wiley, 20–40.

Champion T., 2001, The continuing urban-rural population movement in Britain: trends, patterns, significance, *Espace, populations, sociétés* 19(1): 37–51.

Champion T., 2005, The counterurbanisation cascade in England and Wales since 1991: the evidence of a new migration dataset, *Belgeo. Revue belge de géographie* (1–2): 85–102.

Charmes E., 2006, *La rue, village ou décor ?*, Creaphis, Paris.

Charmes E., 2011, *La ville émietlée: essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, Presses Universitaires de France.

Charmes E., Launay L., Vermeersch S., 2013, Le périurbain, France du repli ? - *La Vie des idées*, <http://www.laviedesidees.fr>.

Cherrett T., 2011, Rural Gentrification: Perspectives from Practice, *Planning Theory & Practice* 12(4): 630–635.

Chevalier P., Dedeire M., Ghiotti S., Hirczak M., Razafimahefa L., 2010, L'espace rural euro-méditerranéen : approches méthodologique et typologique, *Cahiers de géographie du Québec* 54(152).

Chevallier M., Dellier J., Plumecocq G., Richard F., 2013, Dynamiques et structuration des circuits courts agroalimentaires en Limousin : distance institutionnelle, proximités spatiale et relationnelle : *Géographie, Economie, Société* 16(3): 339–362.

Clark E., 2005, The order and simplicity of gentrification: a political challenge, In *Gentrification in a global context: the new urban colonialism*, Routledge; 261–269.

Clerval A., Van Criekingen M., 2012, La gentrification, une approche de géographie critique, *Carnets de géographes* (4): 15.

Cloke P., 1979, *Key Settlements in Rural Areas*, Methuen, London.

Cloke P., 1983, *An Introduction to Rural Settlement Planning*, Routledge.

Cloke P., 1990, Local economic impacts of the middle class in rural areas: Full Research Report ESRC, Swindon.

Cloke P., 1997, Poor Country. Marginalisation, poverty and rurality, In *Contested Countryside Cultures: Rurality and Socio-cultural Marginalisation*, Cloke P and Little J (eds). Routledge; 252–271.

Cloke P., Goodwin M., 1992, Conceptualizing Countryside Change: From Post-Fordism to Rural Structured Coherence, *Transactions of the Institute of British Geographers* 17(3): 321.

Cloke P., Little J (Eds.), 1997, *Contested Countryside Cultures: Rurality and Socio-cultural Marginalisation*, Routledge.

Cloke P., Little J., 1997, Introduction : other countrysides ?, In *Contested countryside cultures: Rurality and Socio-cultural Marginalisation*, Cloke P., Little J (Eds.), 1–18.

Cloke P., Phillips M., Thrift N., 1995, The new middle classes and the social constructs of rural living, In *Social change and the middle classes*, Butler T., Savage M. (Eds.), UCL Press: London, 220–240.

Cloke P., Phillips M., Thrift N., 1998, Class colonisation and lifestyle strategies in Gower, In *Migration into rural areas: theories and issues*, Paul Boyle, Keith Halfacree (Eds.), Chichester, 166–185.

Cloke P., Thrift N., 1987, Intra-class Conflict in Rural Areas, *Journal of Rural Studies* 3(4): 321–333.

Cloke P., Thrift N., 1994, Introduction. Refiguring the “Rural,” In *Writing the Rural: Five Cultural Geographies*, Cloke P. et al. (Eds), P. Chapman Publishing Ltd: London; 1–6.

Cloke PJ., 1987, Concept, theory and rural geography: a special issue, *Journal of Rural Studies* 3(4): 295–296.

Cloke PJ., 1994, (En)culturing Political Economy: A Life in the Day of a “Rural Geographe,” In *Writing the Rural: Five Cultural Geographies*, Cloke P. et al. (Eds), SAGE Publications Ltd; 149–190.

Cloke PJ., Doel MA., Matless D., Thrift N., Phillips M. (Eds.), 1994, *Writing the Rural: Five Cultural Geographies*, SAGE Publications Ltd.

Clout H., 2001, Des Campagnes Vivantes un Modèle pour l’Europe. Mélanges en Hommage au Professeur Jean Renard, *Journal of Rural Studies* 17(1): 127–128.

Clout H., 2008, Thoughts on the evolution of rural geography in the British Isles, *Géocarrefour* 83(4): 279–284.

Cognard F., 2006, Le rôle des recompositions sociodémographiques dans les nouvelles dynamiques rurales : l’exemple du Diois, *Méditerranée. Revue géographique des pays méditerranéens / Journal of Mediterranean geography* (107): 5–12.

Cognard F., 2010, *Migrations d’agrément et nouveaux habitants dans les moyennes montagnes françaises : de la recomposition sociale au développement territorial. L’exemple du Diois, du Morvan et du Séronais*, Thèse de Doctorat, Université Blaise Pascal - Clermont-Ferrand II.

Collectif., 2003, Structuration de l’espace rural : une approche par les bassins de vie, Rapport de l’INSEE (avec la participation de IFEN, INRA, SCEES) pour la DATAR.

Collins D., 2013, Gentrification or “multiplication of the suburbs”? Residential development in New Zealand’s coastal countryside, *Environment and Planning A* 45(1): 109 – 125.

Conseil National de l’information statistique, 2009, Rapport du groupe de travail « Statistiques et nouvelles tendances de localisation des populations et des activités sur le territoire » (Groupe Francis Cuillier).

Costanza R et al., 1997, The value of the world’s ecosystem services and natural capital, *Nature* 387(6630): 253–260.

Costelo L., 2007, Going Bush: the Implications of Urban-Rural Migration, *Geographical Research* 45(1): 85–94.

Crichton RM., 1964, *Commuters’ village: a study of community and commuters in the Berkshire village of Stratfield Mortimer*, David & Charles.

Criekingen MV., Decroly J-M., 2003, Revisiting the Diversity of Gentrification: Neighbourhood Renewal Processes in Brussels and Montreal, *Urban Studies* 40(12): 2451–2468.

Curry GN., Koczberski N., Selwood J., 2001, Cashing Out, Cashing In: rural change on the south coast of Western Australia, *Australian Geographer* Vol. 32(N°1): 109–124.

Daller J-F., 2012, Interrogations sur l'impact des pratiques migratoires sur les espaces domestiques en milieu rural isolé, In *Les migrations d'agrément : du tourisme à l'habiter*, N. Martin, P. Bourdeau, J.F. Daller (Eds.), Paris, 375–390.

Darling Eliza., 2005, The city in the country: wilderness gentrification and the rent gap, *Environment and Planning A* volume 37: 1015–1032.

Davidson M., Lees L., 2010, New-build gentrification: its histories, trajectories, and critical geographies, *Population, Space and Place* 16(5): 395–411. DOI: 10.1002/psp.584

Debarbieux B., 2005, Obsolescence ou actualité des objets géographiques modernes ? A propos de la ville, de la campagne, du périurbain et de quelques autres objets conventionnels, In *Rural-Urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières*, S. Arlaud, Y. Jean, D. Royoux (Eds.), 33–43.

DEFRA, 2013, Department for Environment, Food & Rural Affairs., Rural poverty - Living in rural areas.

Delas J-P., 1993, *L'économie britannique*, Collection cursus, Armand Colin.

Dellier J., Guyot S., 2015, La fabrique du capital environnemental Limoges, Communication Colloque Capital environnemental, Limoges 21-24 nov.

Desponds D., 2005, *Stratégies résidentielles et logiques ségrégatives : Investigation dans l'aire d'influence de Cergy-Pontoise*, Connaissances et Savoirs, Paris.

Desponds D., 2007, Les impacts d'un parc naturel régional (PNR) sur les évolutions socio-démographiques de son espace rural: le cas du Vexin français, *Norois. Environnement, aménagement, société* (202): 47–60.

Devaux J., 2013, Mobilités du quotidien, manières d'habiter et socialisation d'adolescents d'un village rural francilien, Université Paris-Est, 22 November (<http://pastel.archives-ouvertes.fr/pastel-00936786>)

Dincer Y., Dincer I., 2005, Historical heritage - conservation - restoration in small towns and question of rural gentrification in Turkey presented at the *15th ICOMOS General Assembly and International Symposium: "Monuments and sites in their setting - conserving cultural heritage in changing townscapes and landscapes,"* Xi'an, China; 1–7 pp.

Dodier R., 2007, Quelle articulation entre identité campagnarde et identité urbaine dans les ménages « périurbains »?, *Norois. Environnement, aménagement, société* (202): 35–46.

Dodier R., 2009, Individus et groupes sociaux dans l'espace Apports à partir de l'exemple des espaces périurbains, Mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches, Université du Maine.

Dodier R., 2013, Modes d'habiter périurbains et intégration sociale et urbaine, *Revue électronique des sciences humaines et sociales*

Fabiani J-L., 2006, *Beautés du Sud: La Provence à l'épreuve des jugements de goût*, Editions L'Harmattan.

- Feuerhahn W., 2009, Une sociologie des habitus nationaux. Norbert Elias et l'héritage de Heidelberg - Interlangues "Texte Image Langage" (EA 4182) Université de Bourgogne, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00392073/document>, non paginé.
- Fielding T., 1995, Migration and middle-class formation in England and Wales 1981-91, In *Social change and the middle classes*, Butler T., Savage M. (Eds.), UCL Press: Cambridge; 169–187.
- Fielding T., 1998, Counterurbanisation and social class, In *Migration into rural areas: theories and issues*, Wiley; 41–60.
- Floch J-M., Levy D., 2011, Le nouveau zonage en aires urbaines de 2010 - Poursuite de la périurbanisation et croissance des grandes aires urbaines, *Insee Première* N° 1375.
- Fournier J-M., 2008, Le capital spatial : une forme de capital, un savoir être mobile socialement inégal. L'exemple de l'élite argentine de Punta del Este (Uruguay), In *Espaces en transactions*, R. Séchet Dir., 67–82.
- Freeman C., Cheyne C., 2008, Coasts for Sale: Gentrification in New Zealand, *Planning Theory & Practice* 9(1): 33–56.
- Gallent N., 2011, Gentrification and the Discourses of Housing Affordability, Localness and Priority in Rural England, *Planning Theory & Practice* 12(4): 611–618.
- Ghose R., 2004, Big Sky or Big Sprawl? Rural Gentrification and the Changing Cultural Landscape of Missoula, Montana, *Urban Geography* 25(6): 528–549.
- Gilbert Y., 2010, Migrations urbaines en milieu rural : diversification sociale et recomposition du politique, *Espaces et sociétés* 143(3): 135.
- Gintrac C., Mekdjian S., 2014, Le peuple et la « France périphérique » : la géographie au service d'une version culturaliste et essentialisée des classes populaires, *Espaces et sociétés* 156–157(1): 233–239.
- Girard A., 2012, Un problème de catégorisation des résidents en amont de la comparaison "autochtones/post-touristes," In *Les migrations d'agrément : du tourisme à l'habiter*, N. Martin, P. Bourdeau, J.F. Daller (Eds.), Paris, 331–346.
- Glass R., 1964, Aspects of Change, In *London, aspects of change*, MacGibbon and Kee: London, xiii–xlii.
- Glass R., Westergaard J., 1964, A profile of Lansbury, In *London, aspects of change*, R. Glass: London, 159–206.
- Glorioso R., Moss LAG., 2012, Origines et développement du concept de migration d'agrément, In *Les migrations d'agrément : du tourisme à l'habiter*, N. Martin, P. Bourdeau, J.F. Daller (Eds.), 37–55.
- Goffman E., 1973a, *La Présentation de soi. La Mise en scène de la vie quotidienne I*, Les Editions de Minuit, Paris.
- Goffman E., 1973b, *Les Relations en public. La Mise en scène de la vie quotidienne II*, Les Editions de Minuit, Paris.
- Guilluy C., 2010, *Fractures françaises*, François Bourin Editeur, Paris.

- Guilluy C., 2014, *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Champs actuel.
- Guimond L., Simard M., 2008, Néo-ruralité et embourgeoisement des campagnes québécoises : un regard nuancé, *XLVe colloque ASRDLF, Territoires et action publique territoriale : nouvelles ressources pour le développement régional*, Université du Québec, 25 August (<http://asrdlf2008.uqar.qc.ca>).
- Guimond L., Simard M., 2010, Gentrification and neo-rural populations in the Québec countryside: Representations of various actors, *Journal of Rural Studies* 26(4): 449–464.
- Guyot S., 2009, « Fronts écologiques et éco-conquérants : définitions et typologies. L'exemple des « ONG environnementales en quête de Côte Sauvage (Afrique du Sud) » », *Cybergeog : European Journal of Geography* [En ligne], Environnement, Nature, Paysage, document 471.
- Guyot S., Richard F., 2010, « Les fronts écologiques - Une clef de lecture socio-territoriale des enjeux environnementaux ? », *L'Espace Politique* [En ligne], 9 | 2009-3.
- Halfacree K., 1994, The importance of “the rural” in the constitution of counterurbanization: Evidence from England in the 1980s, *Sociologia Ruralis*, 34(2/3) : 164–189.
- Halfacree K., 1996, Out of Place in the Country: Travellers and the “rural Idyll,” *Antipode* 28(1): 42–72.
- Halfacree K., 1997, Contrasting roles for the post-productivist countryside, In *Contested Countryside Cultures: Rurality and Socio-cultural Marginalisation*, Cloke P., Little J. (Eds.), Routledge; 70–93.
- Halfacree K., 2001, Going “back-to-the-land” again: extending the scope of counterurbanisation, *Espace, populations, sociétés*, 19(1): 161–170.
- Halfacree K., 2011, Radical Spaces of Rural Gentrification, *Planning Theory & Practice* 12(4): 618–625.
- Halfacree K., Boyle P., 1998, Migration, rurality and the post-productivist countryside, In *Migration into rural areas: theories and issues*, Wiley, 1–20.
- Hall E., 1978, *La dimension cachée*, Points Seuil.
- Hall E., 1984, *Le langage silencieux*, Points Seuil.
- Halliday J., Combes M., 1995, In search of counterurbanisation : Some evidence from Devon on the relationship between patterns of migration and motivation, *Journal of Rural Studies* 11(4): 433–446.
- Hamnett C., 1973, Improvement Grants as an Indicator of Gentrification in Inner London, *Area* Vol. 5(N°4): 252–261.
- Hamnett C., 1991, The Blind Men and the Elephant: The Explanation of Gentrification, *Transactions of the Institute of British Geographers* 16(2): 173–189.
- Hamnett C., 2003, *Unequal City: London in the Global Arena*, Routledge.
- Hamnett C., Williams P., 1980, Social Change in London: A Study of Gentrification, *The London Journal* 6(1): 51–66.
- Hervieu B., Viard J., 2005, *Au bonheur des campagnes: et des provinces*, Éditions de l'Aube : La Tour-d'Aigues.



- Herzhaft-Marin Y., 1984, *Ravenscourt road, une rue de Londres en cours de « gentrification »*, Didier Erudition, Paris.
- Hines JD., 2007, The Persistent Frontier & the Rural Gentrification of the Rocky Mountain West, *Journal of the West* 46(No. 1): 63–73.
- Hines JD., 2010a, In pursuit of experience: The postindustrial gentrification of the rural American West, *Ethnography* 11(2): 285–308.
- Hines JD., 2010b, Rural gentrification as permanent tourism: the creation of the 'New' West Archipelago as postindustrial cultural space, *Environment and Planning D: Society and Space* volume 28: 509–525.
- Hines JD., 2012, The Post-Industrial Regime of Production/Consumption and the Rural Gentrification of the New West Archipelago, *Antipode* 44(1): 74–97.
- Hjort S., 2009, Rural gentrification as a migration process: Evidence from Sweden, *Migration Letters* 6(1): 91–100.
- Hobsbawm E., Ranger T (Eds.) ., 2006, *L'invention de la tradition*, Editions Amsterdam, Paris.
- Hoggart K., 1997, The middle classes in rural England, 1971-1991, *Journal of Rural Studies* 13((3)): 253–273.
- Hoggart K., 1998, Rural cannot equal middle class because class does not exist?, *Journal of Rural Studies* 14(3): 381–386.
- Horton J., 2008, Producing Postman Pat: the popular cultural construction of idyllic rurality, *Journal of Rural Studies* 24(4): 389–398.
- Julien P., 2007, La France en 1 916 bassins de vie, *Economie et statistiques* (402): 26–39.
- Keucheyan R., 2014, *La nature est un champ de bataille*, Zones, La découverte, Paris.
- Laferté G., 2013, Trajectoires de l'embourgeoisement agricole, In *Campagnes Populaires, campagnes bourgeoises*, in *Campagnes Populaires, campagnes bourgeoises*, Agone N° 51, 101–116.
- Landy F., Moreau S., 2015, Le droit au village, *Justice spatiale Spatial justice* (7): 1–22.
- Latour B., 2001, *L'espoir de Pandore*, La Découverte, Paris.
- Lazarotti O., 2006, Habiter, aperçus d'une science géographique, *Cahiers de géographie du Québec* 50(139): 85.
- Le Goff J-P., 2012, *La fin du village: Une histoire française*, Gallimard, Paris.
- Le Jeannic T., Vidalenc J., 1997, Pôles urbains et périurbanisation - Le zonage en aires urbaines, *Insee Première* (N° 516).
- Lees L., 2000, A reappraisal of gentrification: towards a "geography of gentrification," *Progress in Human Geography* 24(3): 389–408.
- Lees L., Slater T., Wylie EK., 2010, *The gentrification reader*, Routledge: London; New York

Lévy J., 2003, "Capital Spatial", *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Editions Belin, Lévy, J et Lussault M. (Eds.).

Lévy J., 2003, Vote et gradient d'urbanité, *Revue électronique des sciences humaines et sociales*, (<http://test.espacestems.net>).

Lévy J., 2013, Liens faibles, choix forts: les urbains et l'urbanité, *La vie des idées*, URL : <http://www.laviedesidees.fr/Liens-faibles-choix-forts-les.html>.

Ley D., 1981, Inner-city revitalization in Canada: A Vancouver case study, *The Canadian geographer* 25: 124–148.

Ley D., 1986, Alternative Explanations for Inner-City Gentrification: A Canadian Assessment, *Annals of the Association of American Geographers* 76(4): 521–535.

Lindsay C., Houston D., 2013, *Disability Benefits, Welfare Reform and Employment Policy*, Palgrave Macmillan.

Little J., 1987, Rural gentrification and the influence of local-level planning, In *Rural planning: policy into action ?*, Harper & row: London; 185–199.

Lorenzen Martiny MJL., 2015, *Vers une nouvelle ruralité : urbanisation et changements dans l'agriculture dans le centre du Mexique.*, Thèse de Doctorat, Université Panthéon-Sorbonne - Paris I.

Lowe P., Marsden T., Murdoch J., Ward N., 2003, *The Differentiated Countryside*, Routledge: New York

Lussault M., 2009, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Grasset & Fasquelle, Paris

Mahon M., 2007, New populations; shifting expectations: The changing experience of Irish rural space and place, *Journal of Rural Studies* 23: 345–356.

Marcouiller D., Lapping MB., Furuseh OJ. (Eds.), 2009, *Rural Housing Exurbanization, and Amenity-Driven Development: Contrasting the "Haves" and the "Have Nots,"* Ashgate Publishing Limited.

Marsden T., Murdoch J., Lowe P., Munton RC., Flynn A., 1996, *Constructing The Countryside*, Routledge.

Martin N., 2012, Nouveaux modes d'habiter dans les espaces ruraux des Alpes : au-delà du périurbain, vers un après-tourisme ?, In *Les migrations d'agrément : du tourisme à l'habiter*, N. Martin, P. Bourdeau, J.F. Daller (Eds.), 309–330.

Martin N., 2013, Les migrations d'agrément, marqueur d'une dynamique d'après-tourisme dans les territoires de montagne, Thèse de Doctorat, Université J. Fourier, Grenoble.

Martin N., Bourdeau P., Daller J-F. (Eds.), 2012, *Les migrations d'agrément : du tourisme à l'habiter*, L'Harmattan, Paris.

Martucelli D., 1999, *Sociologies de la modernité*, Gallimard, Paris.

Mathieu N., 1990, La notion de rural et les rapports ville-campagne en France. Des années cinquante aux années quatre-vingts, *Économie rurale* 197(1): 35–41.

Mathieu N., 2004 Relations ville-campagne : quel sens, quelle évolution ?,

(<http://www.ruralinfos.org/spip.php?article1335>).

Mathieu N., 2009, Le village comme récit de soi, *Les dossiers de demain* (7,): 27–29.

Mathieu N., 2012, L'évolution des rapports villes/campagnes : une mise en perspective historique, *Comptes rendus de l'Académie d'Agriculture de France* 98, (3,): 54–60.

Mathis C-F., 2010, *In Nature We Trust : Les paysages anglais à l'ère industrielle*, Presses Universitaires Paris Sorbonne, Paris.

Matless D., 1994, Doing the English village, 1945-90 : an essay in imaginative geography, In *Writing the Rural: Five Cultural Geographies*, Cloke P. et al. (Eds), P. Chapman Publishing Ltd, London; 7–88.

Maurin E., 2004, *Le Ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*, Seuil, La République des idées.

Metenier M., 2015, La Gentrification rurale dans les Cotswolds, Dynamiques territoriales et enjeux autour d'un « espace naturel » protégé du Royaume-Uni, Mémoire de Master 2 de Géographie, Université de Limoges, Limoges.

Michel Pinçon., Pinçon M., 2007, *Les Ghettos du Gotha*, Seuil, Paris.

Milbourne P., 2007, Re-populating rural studies: Migrations, movements and mobilities, *Journal of Rural Studies* 23(3): 381–386.

Moindrot C., 1985, La planification de l'habitat rural en Grande-Bretagne : Paul J. Cloke, An Introduction to Rural Settlement Planning, *Annales de Géographie* 94(522) : 221–222.

Morel-Brochet A., 2007, À la recherche des spécificités du mode d'habiter périurbain dans les représentations et les sensibilités habitantes, *Norois. Environnement, aménagement, société* (205) : 23–35.

Morel-Brochet A., 2009, Ces villageois qui n'en sont pas, *Les dossiers de demain* (7) : 30–34.

Motte-Baumvol B., Ravalet E., Vincent-Geslin S., 2013, Vivre le périurbain. Des espaces sous influence urbaine, *Revue électronique des sciences humaines et sociales* : (<http://www.espacestemp.net>)

Murdoch J., Marsden T., 1994, *Reconstituting Rurality*, Routledge, London.

Murdoch J., Pratt AC., 1997, From the power of the topography to the topography of power. A discourse on strange ruralities, In *Contested Countryside Cultures: Rurality and Socio-cultural Marginalisation*, Cloke P and Little J (Eds). Routledge; 51–93.

Nash B., et Al., Elderly populations and the rural housing continuum, In *Rural Housing, exurbanization, and amenity-driven development. Contrasting the "Haves" and the "Have nots,"* Marcouiller D., Lapping MB., Furuseth OJ. (Eds.), 75–91.

Neal S., Agyeman J., 2006a, Introduction, In *The New Countryside?: Ethnicity, Nation and Exclusion in Contemporary Rural Britain*, Neal S and Agyeman (eds). Policy Press; 1–17.

Neal S., Agyeman J (Eds.), 2006b, *The New Countryside?: Ethnicity, Nation and Exclusion in Contemporary Rural Britain*, Policy Press.

Nelson P., 2001, Rural restructuring in the American West: land use, family and class discourses, *Journal of Rural Studies* 17(4): 395–407.

- Nelson P., Oberg A., Nelson L., 2011, The global rural: Gentrification and linked migration in the rural USA, *Progress in Human Geography* 35(4): 441–459.
- Nelson PB., Pistre P., Richard F., Dellier J., 2015, Towards a Cross-National Database of Rural Gentrification Indicators Chicago, United States; April (<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01157306>)
- Neveu E., 2013, Les sciences sociales doivent-elles accumuler les capitaux ?, *Revue française de science politique* 63(2): 337–358.
- Newby H., 1979, *Green and pleasant land? : social change in rural England*, Hutchinson of London, London.
- Onfray M., 2007, *Théorie du voyage : Poétique de la géographie*, Le Livre de Poche, Paris.
- Pacione M., 1980, Differential Quality of Life in a Metropolitan Village, *Transactions of the Institute of British Geographers* 5(2): 185–206.
- Pacione M., 1984, *Rural Geography*, Longman Higher Education
- Pahl RE., 1965a, Class and Community in English Commuter Villages, *Sociologia Ruralis* 5(1): 5–23.
- Pahl RE., 1965b, *Urbs in rure: the metropolitan fringe in Hertfordshire*, London School of Economics and Political Science
- Pahl RE., 1966, The social objectives of village planning, *Official* 29: 1146–1150.
- Pahl RE., 1968, The Rural-Urban Continuum, In *Readings in Urban Sociology*, RE. Pahl; 263–305.
- Palmer G., 2009, Indicators of poverty and social exclusion in rural England, 2009. A Report for the Commission for Rural Communities , The Poverty Site
- Paniagua A., 2002, Counterurbanisation and new social class in rural Spain: The environmental and rural dimension revisited, *Scottish Geographical Journal* 118(1): 1–18.
- Paquette S., Domon G., 2003, Changing ruralities, changing landscapes: exploring social recomposition using a multi-scale approach, *Journal of Rural Studies* 19(4): 425–444.
- Parentoën J-B., 2013, Processus de distinction d'une petite-bourgeoisie rurale. Le cas d'une Association pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap), In *Campagnes Populaires, campagnes bourgeoises*, Agone N° 51, 117–131.
- Parsons D., 1979, *A geographical examination of the twentieth century theory and practice of selected village development in England*, Phd Thesis, University of Nottingham.
- Parsons D., 1980, *Rural gentrification: the influence of rural settlement planning policies*, Department of Geography, Research Paper n°3, University of Sussex, Brighton.
- Perlik M., 2011, Gentrification alpine : Lorsque le village de montagne devient un arrondissement métropolitain, *Revue de géographie alpine/Journal of Alpine Research* (99–1): (<http://rga.revues.org/1385>).
- Perrenoud M., 2008a, Les artisans de la « gentrification rurale » : trois manières d'être maçon dans les Hautes-Corbières, *Sociétés contemporaines* n° 71(3): 95–115.

- Perrenoud M., 2008b, Les musicos au miroir des artisans du bâtiment, *Ethnologie française* 38(1): 101–106.
- Perrenoud M., 2012, Artisanat et gentrification rurale en France méridionale, *Sociologies* : (<http://sociologies.revues.org/3991>).
- Phillips M., 1993, Rural gentrification and the processes of class colonisation, *Journal of Rural Studies* 9(2): 123–140.
- Phillips M., 1994, Habermas, rural studies and critical social theory, In *Writing the Rural: Five Cultural Geographies*, Cloke P. et al. (Eds), P. Chapman Publishing Ltd: London; 89–126.
- Phillips M., 1998a, Investigations of the British Rural Middle Classes - Part 1: From Legislation to Interpretation, *Journal of Rural Studies*, 14(4), 411-425.
- Phillips M., 1998b, Investigations of the British Rural Middle Classes - Part 2: Fragmentation, Identity, Morality and Contestation, *Journal of Rural Studies*, 14(4), 427-443.
- Phillips M., 2002, The production, symbolization and socialization of gentrification: impressions from two Berkshire villages, *Transactions of the Institute of British Geographers* 27(3): 282–308.
- Phillips M., 2004, Other geographies of gentrification, *Progress in human geography* 28(1): 5–30.
- Phillips M., 2005a, Differential productions of rural gentrification: illustrations from North and South Norfolk, *Geoforum* 36(4): 477–494.
- Phillips M., 2005b, Rural Gentrification and the production of nature: a case study from Middle England ([http://www.geog.le.ac.uk/staff/mpp2/research/Publications/7\\_1martin.pdf](http://www.geog.le.ac.uk/staff/mpp2/research/Publications/7_1martin.pdf))
- Phillips M., 2007, Changing class complexions on and in the British countryside, *Journal of Rural Studies* 23(3): 283–304. DOI: 10.1016/j.jrurstud.2007.02.001
- Phillips M., 2010, Counterurbanisation and rural gentrification: an exploration of the terms, *Population, Space and Place* 16(6): 539–558. DOI: 10.1002/psp.570
- Phillips M., 2014, Baroque rurality in an English village, *Journal of Rural Studies* 33: 56–70. DOI: 10.1016/j.jrurstud.2013.10.008
- Phillips M., 2015, Assets and Affect in the Study of Social Capital in Rural Communities, *Sociologia Ruralis* 56(2): 220–247.
- Phillips M., Fish R., Agg J., 2001, Putting together ruralities: towards a symbolic analysis of rurality in the British mass media, *Journal of Rural Studies* 17(1): 1–27. DOI: 10.1016/S0743-0167(00)00015-2
- Phillips M., Page S., Saratsi E., Tansey K., Moore K., 2008, Diversity, scale and green landscapes in the gentrification process: Traversing ecological and social science perspectives, *Applied Geography* 28(1): 54–76.
- Philo C., 1992, Neglected rural geographies: A review, *Journal of Rural Studies* 8(2): 193–207. DOI: 10.1016/0743-0167(92)90077-J
- Philo C., 1997, Of other rurals ?, In *Contested Countryside Cultures: Rurality and Socio-cultural Marginalisation*, . Routledge; 19–50.

- Pistre P., 2011a, Migrations résidentielles et renouveau démographiques des campagnes françaises métropolitaines, *Espace populations sociétés. Space Populations Societies* (2011/3): 539–555.
- Pistre P., 2011b, Rural gentrification and ageing : a case study from French countryside, *ERSA (European Regional Science Association) congress*, Jönköping (Suède).
- Pistre P., 2012, *Renouveau des campagnes françaises. Evolutions démographiques, dynamiques spatiales et recompositions sociales*, Thèse de Doctorat, Université de Paris 7 Diderot.
- Pistre P., Nelson P., Smith D., Kinton C., Dellier J., Richard F., 2016, A cross-national classification of rural areas, for a cross national exploration of rural gentrification (France, UK, US), Colloque « *La renaissance rurale d'un siècle à l'autre ?* », Toulouse.
- Poulot M., 2008, Les territoires périurbains : « fin de partie » pour la géographie rurale ou nouvelles perspectives ?, *Géocarrefour* 83(4).
- Monique Poulot, 2013, Du vert dans le périurbain, *EspacesTemps.net*
- Qian J., He S., Liu L., 2013, Aestheticisation, rent-seeking, and rural gentrification amidst China's rapid urbanisation: The case of Xiaozhou village, Guangzhou, *Journal of Rural Studies* 32: 331–345.
- Raymond S., 2003, *Du "retour à la nature" au "retour à la campagne": migrants et recompositions territoriales dans le midi de la France et en Californie du Nord*, Thèse de Doctorat, Université de Toulouse.
- Raymond S., 2005, Des risques de marginalisation aux risques de gentrification : espaces ruraux convoités et inégalement accessibles, In *Rural-Urbain, nouveaux liens, nouvelles frontières*, S. Arlaud, Y. Jean, D. Royoux (Eds.), Presses Universitaires de Rennes: Rennes; 235–249.
- Raymond S., 2007, Retour à la campagne et gentrification rurale : réflexion sur l'accès au foncier rural, In *Habiter et vivre dans les campagnes de faible densité*, Actes du 2<sup>o</sup> colloque franco-espagnol de géographie rurale, Foix-15 et 16 septembre 2004, 623–639.
- Renahy N., *Les gars du coin, Enquête sur une jeunesse rurale*, Collection : La Découverte Poche / Sciences humaines et sociales n°320.
- Rérat P., Söderström O., Piguet E., 2010, New forms of gentrification: issues and debates, *Population, Space and Place* 16(5): 335–343.
- Rhein C., 1997, Remarques préliminaires à la traduction de C. Hamnett C. « Les aveugles et l'éléphant : l'explication de la gentrification », *Strates* 1996–1997/9, 55–130.
- Richard F., 2001, *De la polarisation à la fragmentation socio-spatiale, processus de recomposition urbaine à Londres*, Thèse de Doctorat, Université de Poitiers.
- Richard F., 2004, « La gentrification au pluriel : du cas londonien à quelques interrogations plus générales », Colloque « La gentrification : bilans, questions théoriques et méthodologiques », Université Paris X Nanterre, 13 mai 2004.
- Richard F., 2009, La gentrification des « espaces naturels » en Angleterre : après le front écologique, l'occupation ?, *L'Espace Politique* 9(2009–3).

- Richard F., 2011a, Capital environnemental et recompositions socio-spatiales du périurbain : les leçons de l'expérience britannique Fes, Morocco; 117–128.
- Richard F., 2011b, Londres, ville globale, In *Encyclopaedia Universalis*, . Paris; 707–15.
- Richard F., 2011c, Royaume-Uni, Géographie, In *Encyclopaedia Universalis*, . Paris; 181–196.
- Richard F., 2017, (à paraître) Gentrification et croissance des inégalités sociales à Londres, In *La gentrification, approches critiques*, . in C. Rhein, E. Preteceille (Eds) Paris.
- Richard F., Chevallier M., Dellier J., Lagarde V., 2014a, Circuits courts agroalimentaires de proximité en Limousin : performance économique et processus de gentrification rurale, *Norois* 230(1): 21–39.
- Richard F., Dellier J., 2011a, Attractivité migratoire et environnement en milieu rural. Exemple du PNR de Millevaches en Limousin. Colloque Ville Lyon, France; Décembre.
- Richard F., Dellier J., 2011b, Environnements, Migrations et recompositions sociales des campagnes limousines, l'exemple du PNR de Millevaches, Rapport d'Etude (Conseil Régional du Limousin).
- Richard F., Dellier J., 2011c, Rural Gentrification in the PNR of Millevaches en Limousin : ecofrontier in progress or land of utopias, *Border Regions in Transition (BRIT) XI Mobile Borders*, September 6-9, Geneva / Grenoble.
- Richard F., Dellier J., Tommasi G., 2014, Migration, environnement et gentrification rurale en Montagne limousine, *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* (102–4).
- Richard F., Saumon G., Tommasi G., 2015a, Le capital environnemental, nouvelle clé d'interprétation de la gentrification rurale ? Limoges, France; November (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01232116>)
- Richard F., Tommasi G., Saumon G., 2015b, Des enjeux environnementaux à l'émergence d'un capital environnemental ? Proposition de lecture des inégalités sociales par le prisme de l'environnement Limoges, France; November (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01232116>)
- Richard F., Tommasi G., Saumon G., 2015c, In the kingdom of the blind, the one-eyed man is king: let's start talking about rural gentrification in France! Aberdeen, United Kingdom, August.
- Richard F., Pistre P., Dellier J., 2015d, Working on rural gentrification in France with a quantitative approach: brakes and opportunities, Aberdeen, United Kingdom, August.
- Ripoll F., 2010, L'économie « solidaire » et « relocalisée » comme construction d'un capital social de proximité. Le cas des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP), *Regards Sociologiques* (n°40): 59–75.
- Ripoll F., Veschambre V., 2005a, Introduction, *Norois* (195): 7–15.
- Ripoll F., Veschambre V., 2005b, Sur la dimension spatiale des inégalités : contribution aux débats sur la "mobilité" et le "capital spatial," In *Rural – Urbain, Nouveaux liens, nouvelles frontières*. S. Arlaud, Y. Jean, D. Royoux (Eds.), 467–483.
- Rivière J., 2013, Des ploucs de droite aux pavillonnaires lepénistes. Sur la construction médiatique du vote des ruraux., *Agone* (n°51): 65–83.
- Robinson GPF., 1990, *Conflict and Change in the Countryside*, John Wiley & Sons Ltd.

- Rogers SC., 1995, Natural histories : The rise and fall of French rural studies, *French Historical Studies* 19(2): 381–397.
- Rudzitis G., Marcouiller D., Lorah P., 2009, The rural rich and their housing: spatially addressing the “haves,” In *Rural Housing, exurbanization, and amenity-driven development. Contrasting the “Haves” and the “Have nots”*, Rudzitis G., Marcouiller D., Lorah P. (Eds.), 129–153.
- Sassen S., 1996, *La Ville globale - New York - Londres - Tokyo*, Descartes et Cie: Paris
- Saumon G., (2017, en cours), De l’élitisme social et spatial des dynamiques migratoires au façonnement de représentations hégémoniques de l’environnement dans l’ouest du Montana : analyse critique des récits et pratiques de la nature pour une géographie du capital environnemental, Thèse de doctorat, Université de Limoges.
- Scott M., 2011, Exclusive countrysides? Rural gentrification, consumer preferences and planning, *Planning Theory & Practice* 12(4): 593–635.
- Scott M., Smith DP., Shucksmith M., Gallent N., Halfacree K., Kilpatrick S., Johns S., Vitartas P., Homisan M., Cherrett T., 2011, Interface, *Planning Theory & Practice* 12(4): 593–635.
- Séchet R., David O., 2005, Etalement urbain et géographie des inégalités sociales. Le cas de Rennes et de l’Ille-et-Vilaine presented at the *Etalement urbain et géographie des inégalités sociales. le cas de Rennes et de l’Ille-et-Vilaine*, 24 November.
- Sencébé Y., 2009, Une lecture des inégalités et des différenciations de développement local à travers quatre figures de territoires, *Espace populations sociétés. Space populations societies* (2009/1).
- Sencébé Y., Lepicier D., 2007, Migrations résidentielles de l’urbain vers le rural en France : différenciation sociale des profils et ségrégation spatiale, *Revue électronique des sciences humaines et sociales* : (<http://www.espacestems.net>).
- Short B., 2008, Images and realities in the English rural community : an introduction, In *The English rural community. Image and analysis.*, Short B. (Ed.), Cambridge, 1–18.
- Shucksmith M., 2011, Exclusive Rurality : Planners as Agents of Gentrification, *Planning Theory & Practice* 12(4): 605–611.
- Simard M., 2011, Transformation des campagnes et nouvelles populations rurales au Québec et en France : une introduction., *Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales* 34((4)): 105–114.
- Smith D., 1998, The revitalisation of the Hebden Bridge District : gentrified Pennine rurality, Phd Thesis, Leeds University.
- Smith D., 2002a, Extending the temporal and spatial limits of gentrification: a research agenda for population geographers, *International Journal of Population Geography* 8(6): 385–394.
- Smith D., 2002b, Rural gatekeepers and “greentrified” pennine rurality: Opening and closing the access gates?, *Social & Cultural Geography* 3(4): 447–463.
- Smith D., 2007, The changing faces of rural populations: “(re) Fixing’ the gaze” or “eyes wide shut”?, *Journal of Rural Studies* 23(3): 275–282.



- Smith D., 2011, What is Rural Gentrification? Exclusionary Migration, Population Change, and Revalorised Housing Markets, *Planning Theory & Practice* 12(4): 596–605.
- Smith D., Holt L., 2005, “Lesbian migrants in the gentrified valley” and “other” geographies of rural gentrification, *Journal of Rural Studies* 21(3): 313–322.
- Smith D., Phillips DA., 2001, Socio-cultural representations of greentrified Pennine rurality, *Journal of Rural Studies* 17(4): 457–469.
- Smith N., 1979, Toward a Theory of Gentrification A Back to the City Movement by Capital, not People, *Journal of the American Planning Association* 45(4): 538–548.
- Smith N., 1996, *The New Urban Frontier: Gentrification and the Revanchist City*, Routledge.
- Solana-Solana M., 2010, Rural gentrification in Catalonia, Spain: A case study of migration, social change and conflicts in the Empordanet area, *Geoforum* 41(3): 508–517.
- Stadnicki R., Benchetrit M., 2012, Enquête « geophotographique » aux marges des villes du golfe arabique... ou comment dépasser la critique, *Carnets de géographes* (4): 16.
- Staszak J-F., 2001, *Géographies anglo-saxonnes.*, Belin: Paris
- Stockdale A., 2010, The diverse geographies of rural gentrification in Scotland, *Journal of Rural Studies* 26(1): 31–40.
- Stockdale A., Findlay A., Short D., 2000, The repopulation of rural Scotland: opportunity and threat, *Journal of Rural Studies* 16(2): 243–257.
- Sutherland L-A., 2012, Return of the Gentleman Farmer ? : Conceptualising Gentrification in UK Agriculture, *Journal of Rural Studies* 28(4): 568–576.
- Swaffield S., Fairweather J., 1998, In Search of Arcadia: The Persistence of the Rural Idyll in New Zealand Rural Subdivisions, *Journal of Environmental Planning and Management* 41(1): 111–128.
- Talandier M., 2007, Un nouveau modèle de développement hors métropolisation Le cas du monde rural français, Paris 7, Institut d’Urbanisme de Paris: Paris.
- Terrhabmobile., 2013, Lorsque la mobilité territorialise, *Revue électronique des sciences humaines et sociales*, (<http://www.espacestems.net>).
- Tewdwr-Jones M., 2012, *Spatial Planning and Governance: Understanding UK Planning*, Palgrave Macmillan.
- Thibaud J-P., 2001, La méthode des parcours commentés, In *L’espace urbain en méthodes*, M. Grosjean, J-P. Thibaud (Eds.), Marseille; 79–99.
- Thorns DC., 1968, The Changing System of Rural Stratification, *Sociologia Ruralis* 8(2): 161–178.
- Tommasi G., 2012, L’insertion des migrants dans les territoires ruraux : l’exemple du Limousin et de la Sierra de Albarracin, In *Les migrations d’agrément : du tourisme à l’habiter*, N. Martin, P. Bourdeau, J.F. Daller (Eds.), Paris, 361–374.
- Tommasi G., 2014, *Vivre (dans) des campagnes plurielles*, Thèse de Doctorat, Université de Limoges.

- Tommasi G., Richard F., Cognard F., 2016, Les choses sans les mots ? Circulation du concept de gentrification rurale en France, Colloque « *La renaissance rurale d'un siècle à l'autre ?* », 22-27 mai, Toulouse.
- National Trust T. N., 2009, *The National Trust Book of the Countryside*, National Trust Books.
- Tyler K., 2012, The English village, whiteness, coloniality and social class, *Ethnicities* 12(4): 427–444.
- Urbain J-D., 2004, *Paradis verts : Désirs de campagne et passions résidentielles*, Payot, Paris.
- Urry J., 1995, A middle-class countryside ?, In *Social change and the middle classes*, Butler T., Savage M. (Eds.), UCL Press: London; 205–219.
- Vanier M., 2000, Qu'est-ce que le tiers espace ? Territorialités complexes et construction politique, *Revue de géographie alpine* 88(1): 105–113.
- Vanier M., 2003, Le périurbain à l'heure du crapaud buffle : tiers espace de la nature, nature du tiers espace, *Revue de géographie alpine* 91(4): 79–89.
- Viard J., 2012, *Penser la nature : Tiers espace entre ville et campagne*, L'urgence de comprendre, L'Aube.
- Vogt CA., 2009, Natural Resources and Exurban Housing: Landscapes in Transition, In *Rural Housing Exurbanization, and Amenity-Driven Development: Contrasting the "Haves" and the "Have Nots,"* Marcouiller D., Lapping M., and Furuseth O. (Eds.) Ashgate Publishing Limited, 95–111.
- Warde A., 1991, Gentrification as consumption: issues of class and gender, *Environment and Planning D: Society and Space* 9(2): 223 – 232.
- Warde A., Tomlinson M., 1995, Taste among the middle classes, 1968-1988, In *Social change and the middle classes*, Butler T., Savage M. (Eds.), UCL Press, Cambridge, 241–255.
- Watrín L., Legrand T., 2014, *La République Bobo*, Le Livre de Poche, Paris.
- Woods M., 2005, *Rural Geography: Processes, Responses and Experiences in Rural Restructuring*, SAGE.
- Woods M., 2007, Engaging the global countryside: globalization, hybridity and the reconstitution of rural place, *Progress in Human Geography* 31((4)): 485–507.
- Woods M., 2011, *Rural*, Routledge.
- Wylie L., 1988, Roussillon, un village dans le Vaucluse, 1987, *Terrain. Revue d'ethnologie de l'Europe* (11) : 29–50.
- Zukin S., 1987, Gentrification: Culture and Capital in the Urban Core, *Annual Review of Sociology* 13: 129–147.

## Table des figures

Figure 1- Typologie des groupes sociaux inspirée des travaux pionniers de Pahl (1965) et mentionnant le processus de gentrification (Type 2) .....	17
Figure 2- La popularisation croissante de la gentrification rurale au sein de la communauté scientifique .....	28
Figure 3- La popularisation croissante de la gentrification rurale au sein de la communauté scientifique : données mises à jour (2015) .....	28
Figure 4 – Des gentrifications rurale et urbaine à la géographie de la gentrification : auteurs fondateurs et grandes étapes de la genèse des champs .....	30
Figure 5 - Planche photographique - Les campagnes anglaises ou une succession de cartes postales	56
Figure 6 - Planche Photographique - Le bâti entre patrimonialisation, confort, esthétique et exhibition .....	58
Figure 7 - Planche Photographique - De la patrimonialisation au pastiche : techniques de parement et construction neuve d'inspiration vernaculaire.....	59
Figure 8 - Planche Photographique - Une campagne dessinée pour les loisirs et le plaisir .....	61
Figure 9 - Planche Photographique – Le jardinage, un loisir et une esthétique pour soi, et pour les autres .....	62
Figure 10 - Planche photographique – La place des paysages de campagne dans l’imaginaire national : 1er tableau de la cérémonie d’ouverture des Jeux Olympiques de Londres 2012 .....	63
Figure 11 - Planche photographique - La construction culturelle de la campagne britannique : effets de résonance entre les séries télévisées pour enfants et les paysages ruraux.....	64
Figure 12 - Planche photographique - Les paysages de Tamara Drewe : de la Bande Dessinée au film, de la réalité à la fiction, et vice versa.....	66
Figure 13 - Planche photographique - La production d’une Angleterre pour elle-même : une fête de village (Cotswolds).....	69
Figure 14 - Planche photographique - Daylesfordorganic, Kingham : Boutiques et café « haut de gamme » par et pour les gentrificateurs .....	72
Figure 15 - Planche photographique - Contrastes sociaux et paysagers entre les campagnes et un certain nombre de petits pôles urbains : exemple de villes minières et côtières de la Cumbria.....	75
Figure 16 - (a. b.) Wells-next-the-sea.....	79
Figure 17 – (a. b. c.) Stiffkey, un village-rue .....	80
Figure 18 – (a. b.) Sharrington et (c.) Thornage, villages, hameaux et mitage plus ordinaires .....	81
Figure 19 - Brinton, un petit village préservé et gentrifié .....	82
Figure 20 - (a.b.c.) Fakenham, une centralité urbaine en marge de la gentrification rurale .....	83
Figure 21 - (a. b. c.) Great Ryburgh ou l'hypothèse de la dégentrification .....	84
Figure 22 - Planche photographique - Constructions neuves en milieu rural : la culture de la densité, de l’économie foncière et de la préservation des paysages .....	117
Figure 23 - Croquis d'un hameau gentrifié du plateau de Millevaches en Limousin.....	155
Figure 24 - Exemple d’approche quantitative et cartographique testée par l’équipe française dans le cadre d’iRGENT .....	157
Figure 25 – La place de l’environnement dans le cycle de la gentrification des campagnes.....	164

## Table des Cartes

Carte 1- L'internationalisation récente du concept de gentrification .....	19
Carte 2- La mondialisation récente du concept de gentrification : données mises à jour (2015) .....	21
Carte 3 - Les terrains de la gentrification rurale dans la recherche britannique.....	54
Carte 4 - Carte de localisation des villages du North Norfolk.....	78
Planche cartographique 5 - Espaces ruraux et urbains selon la RUC 11 par MSOAs et LSOAs .....	90
Planche cartographique 6 - "Services Classes" et "petite bourgeoisie" : des géographies différenciées et complémentaires.....	93
Carte 7 - L'emprise des Middle Classes sur les campagnes britanniques .....	94
Carte 8 - Capital culturel et gentrification : les diplômés dans les campagnes.....	96
Planche cartographique 9 - Gentrification rurale et secteurs d'emplois.....	98
Planche cartographique 10 - Des campagnes (presque) sans pauvres ? .....	103
Planche cartographique 11 - Un apartheid passif : des campagnes blanches .....	106
Planche cartographique 12 - De « l'apartheid passif » aux réalités locales de l'exclusion .....	107
Planche cartographique 13 – Une approche cartographique ruralo-centrée des campagnes françaises : du zonage en aires urbaines à un référentiel rural élargi .....	138
Planche cartographique 14 - Deux exemples de mise en application de nouvelles limites de l'espace rural : le Saumurois et les environs de Limoges .....	139
Carte 15 - Une inégale, mais perceptible présence des CS 3 et 4 dans les campagnes françaises .....	141
Carte 16 - Croissance et diffusion aux espaces ruraux des catégories socioprofessionnelles supérieures.....	142
Carte 17 - Les campagnes des plus diplômés, entre polarisation urbaine et aménités en 2011 .....	144
Carte 18 - L'évolution des campagnes des plus diplômés (entre 1982 et 2011) : une attractivité différenciée .....	145
Carte 19 - Diplômés et gentrification rurale à la lumière du quotient de localisation (moyenne nationale 2011).....	147
Carte 20 - Diplômés et gentrification rurale à la lumière du quotient de localisation (moyenne du rural élargi 2011) .....	148
Carte 21- Le revenu moyen des ménages imposables (2011).....	151
Carte 22 – Les inégalités de revenus entre ménages imposables et non imposables (2011).....	152
Planche cartographique 23 - Relativité des revenus et des Quotients de localisation (2011).....	153
Carte 24 - Référentiel et typologie des espaces ruraux pour les chercheurs d'IRGENT.....	158

## Table des Tableaux

Tableau 1 - La mesure statistique de la gentrification sur les terrains de Parsons dans les années 1970 .....	85
Tableau 2 - Principales caractéristiques des unités de recensements (Angleterre, Pays de Galles) 2011 .....	88
Tableau 3 - Regroupement d'unités de recensement et typologies rural/urbain.....	89
Tableau 4 - Distribution des NS-SEC supérieures dans les espaces ruraux et urbains (Angleterre, Pays de Galles, 2011) .....	91
Tableau 5 - Distribution des plus diplômés dans les espaces ruraux et urbains (Angleterre, Pays de Galles, 2011) .....	95
Tableau 6 - Distribution (espaces ruraux et urbains) des actifs occupés dans les secteurs d'activité de type métropolitains (Angleterre, Pays de Galles, 2011) .....	99
Tableau 7 - Distribution (espaces ruraux et urbains) des actifs occupés dans les secteurs d'activité de type métropolitains du Grand Sud Est (South East, East of England, London) .....	100
Tableau 8 - Rural/urbain, des espaces et des populations inégalement confrontées à l'absence d'emploi (16-74 ans) .....	101
Tableau 9 - Rural/urbain : une profonde différenciation ethnique.....	104
Tableau 10 - Evolution des Catégories Socioprofessionnelles supérieures par type d'espace en France 1982-2011 (bases Unités urbaines 2010).....	140
Tableau 11 - Evolution des Diplômés de l'enseignement supérieur par type d'espace en France 1982-2011 (bases Unités urbaines 2010).....	143
Tableau 12 - Revenus 2011 des foyers fiscaux par type d'espace (bases Unités urbaines 2010) .....	149

# Table des matières

Introduction générale .....	1
Chapitre 1 – Des origines à l'état des lieux des gentrifications rurales britanniques.....	9
1.1    Pour une autre généalogie de la gentrification rurale .....	10
1.1.1    De la gentrification urbaine à la gentrification rurale ?.....	10
1.1.2    Diffusion du processus ou élargissement du concept ?.....	18
Encadré (1a) – Plus on est de chercheurs... – Mise à jour des références bibliographiques .....	20
1.1.3    De la gentrification rurale à une géographie de la gentrification.....	24
Encadré (1b) – Plus on est de chercheurs... – Mise à jour des références bibliographiques .....	28
1.2    Bilan de chantier et avancée des travaux britanniques.....	30
1.2.1    Une dynamique ancienne .....	31
1.2.2    Changement global des campagnes britanniques et gentrification .....	34
1.2.3    Classes sociales et gentrification rurale .....	36
1.2.4    Cycles, strates et modalités (échelles spatiales et temporelles) de la gentrification rurale	41
Conclusion du chapitre 1.....	45
Chapitre 2 – Traverser les frontières (1) (Visite et rafraichissement).....	47
2.1    Contextes académiques et (mon) regard français aux travaux britanniques .....	48
2.2    Les paysages britanniques de « la » gentrification rurale .....	53
2.2.1    Une esthétique de la campagne, une esthétique « d'être » en campagne .....	55
2.2.2    Clichés, stéréotypes et production de l'identité .....	62
2.2.3    De l'entre soi à l'exclusion.....	70
2.2.4    Nuances et différenciations locales : l'exemple du North Norfolk.....	76
2.3    Explorations statistiques et cartographiques (2011).....	86
2.3.1    Statistiques publiques et nomenclature rural/urbain .....	86
2.3.2    Une approche de la gentrification rurale par la cartographie thématique.....	90
Conclusion du chapitre 2.....	108
Chapitre 3 – Traverser les frontières (2) : De l'importation à la circulation de la « gentrification rurale ».....	109
Encadré (2) – Plus on est de chercheurs... – Les apports de l'ANR iRGENT.....	110
3.1    La gentrification rurale en France : conditions d'application .....	112
3.1.1    Ambiguïtés et malentendus ?.....	112

3.1.2	Périmètres des campagnes et de la gentrification rurale outre-Manche .....	114
3.1.3	Pour une lecture ruralo-centrée des campagnes françaises.....	119
3.2	Les géographies de la gentrification rurale en France .....	128
3.2.1	Les travaux explicites .....	128
3.2.2	Exemples de travaux portant implicitement sur la gentrification rurale.....	132
3.2.3	Une nouvelle cartographie exploratoire de la gentrification rurale en France .....	136
	Encadré (3) – Plus on est de chercheurs... – Des approches et analyses quantitatives et cartographiques transnationales.....	157
	Conclusion du chapitre 3.....	159
	Chapitre 4 – Par-delà la gentrification rurale - perspectives .....	161
4.1	De l’environnement au capital environnemental .....	162
4.1.1	Environnement et gentrification rurale .....	163
4.1.2	L’émergence d’un capital environnemental (dans la gentrification rurale, et au-delà) 167	
4.2	Le langage des signes ou l’articulation entre micro et macroformes socio-spatiales.....	178
	Conclusion générale.....	191
	Bibliographie .....	193
	Table des figures.....	211
	Table des Cartes .....	212
	Table des Tableaux .....	213
	Table des matières.....	214
	Annexe .....	216
Annexe 1.....		216
Annexe 2.....		219
Annexe 3.....		220
Annexe 4.....		221
Annexe 5.....		222
Annexe 6.....		223
Annexe 7.....		224
Annexe 8.....		225
Annexe 9.....		226
Annexe 10.....		227

# Annexe

## Annexe 1

### Habilitation à diriger des recherches en Géographie

#### Section 23 du CNU

#### Nouvelles recommandations - Mai 2011

Pour les collègues qui ne sont pas encore engagés dans la rédaction d'une HDR, la section 23 du CNU recommande désormais la formule d'un dossier en deux volumes :

- **Un volume de « position et projet scientifique »**
- **Un volume d'annexes présentant le parcours (curriculum vitae détaillé) et la production scientifique et académique (recueils de publications et travaux)**

*N. B. Pour les collègues déjà engagés, l'ancienne formule en trois volumes demeure parfaitement recevable.*

La section 23 ne souhaite pas s'orienter vers des HDR du type « bibliométrique », où le CNU devient une sorte de chambre d'enregistrement à partir de critères « scientifiques » : nombre de publications et facteurs d'impact par exemple.

#### **Volume 1 - Position et projet scientifique.**

Le volume **Position et projet scientifique**, pièce maîtresse de l'HDR, doit être considéré comme un positionnement et un projet de recherche et/ou une réflexion distanciée sur la pratique. En d'autres termes, il s'agit d'une mise en perspective de travaux de recherche et d'une production scientifique pour montrer l'apport à une ou des disciplines dans un contexte national et international.

Il n'y a pas de taille imposée pour ce volume inédit, étant entendu que la dimension de proposition théorique, conceptuelle et réflexive doit primer et commander le volume de la synthèse. Cependant, soucieuse de proposer un cadre aux collègues, la section 23 du CNU considère que ce volume peut tenir dans une fourchette de 80 à 150 pages (ou de 250 000 à 500 000 signes).

Sans imposer de plan normatif, le volume **Position et projet scientifique** pourra aborder les points suivants :

- objets de recherche (contextualisation sociétale) ;
- problématisation et inflexions ;
- méthodologies, innovations ;
- résultats majeurs et apports à la géographie et aux autres disciplines
- perspectives.



Pour les candidats à l'habilitation dont le nombre et la qualité des publications particulièrement importants témoignent déjà d'une reconnaissance nationale ou internationale dans un domaine scientifique identifié, le volume **Position et projet scientifique** peut être mis en perspective dans un format relativement bref, sous la forme d'une synthèse de haut niveau scientifique, mais sans reprise factuelle de travaux antérieurs ou inédits. Il faut dans tous les cas impérativement éviter de rédiger une « thèse bis » ou une « thèse d'Etat ».

Pour les candidats qui souhaitent au contraire présenter une nouvelle orientation de recherche, notamment parce que l'HDR est l'occasion d'une bifurcation, ou parce que trouver un lien scientifique cohérent dans la carrière apparaîtrait trop factice, ce volume **Position et projet scientifique** peut être plus développé et correspondre davantage à la formule antérieure du volume « inédit » ou « original ».

Pour des candidats qui souhaitent avant tout valoriser une pratique pédagogique ou professionnelle dans un champ scientifique, ce premier volume ne doit pas être assimilé à la production d'un « manuel » ou d'un « rapport », mais doit être une proposition réflexive (théorisation des pratiques dans un contexte scientifique et sociétal), alimentée par la production contenue dans l'annexe - **Production scientifique et académique**. Dans ce cas, l'exposé du **parcours** peut se limiter à une présentation purement factuelle du CV.

## **Volume 2 : annexes**

### **Parcours - Curriculum vitae détaillé**

Le CV détaillé, en dehors des informations factuelles qu'il apporte, doit être avant tout considéré comme une contextualisation de l'itinéraire personnel, permettant notamment d'éclairer les choix opérés pour l'HDR.

Le CV ne doit pas obligatoirement prendre la forme d'une « égo-géographie », dont la rédaction, par pudeur, rebute certains, ou que d'autres à l'inverse développent avec trop de complaisance. Il peut se résumer à l'exercice plus formel d'un CV étendu, notamment si le volume **Position et projet scientifique** précise les évolutions, les bifurcations, les choix opérés.

*Afin de préciser les éléments possibles à mentionner dans le CV, le candidat peut se reporter à la liste suivante. Précision importante : il ne s'agit en aucun cas d'une somme de tâches toutes exigées par la section en vue d'une qualification, mais d'une liste exhaustive permettant au candidat de n'omettre aucun de ses investissements.*

- Les activités d'organisation de la recherche : encadrement d'étudiants et directions (nombre, sujets d'études, état d'avancement), organisation de colloques, responsabilité de contrats ou de programmes de recherche.
- Les activités d'enseignement : en précisant de façon claire et détaillée, pour les trois dernières années au moins, les modules d'intervention, le volume horaire de cours et de TD, les cycles, le nombre d'étudiants, le contenu du cours.
- Les responsabilités administratives et fonctions électives, en mentionnant le nombre de jours/an consacrés aux diverses responsabilités.
- Les opérations de valorisation de la recherche, comprenant en priorité les colloques mais aussi les activités de vulgarisation (presse, radio, télévision).

- L'implication dans les formations professionnelles et/ou continues, notamment les Licence et Master professionnels : coordination pédagogique, suivi de stages, aide à la recherche d'emploi, liens avec les milieux professionnels, conventions et partenariats.
- Les relations avec la société civile au sens large (milieux économiques, sociaux, culturels, associatifs, politico-administratifs...) : expertises, contrats, prestations de service, fonctions de représentation de l'Université dans des organismes extérieurs.
- Les relations et collaborations internationales : en indiquant avec quels organismes, quels chercheurs, dans quel champ de recherche, suivant quels modes de coopération et d'échanges d'informations. En précisant l'état de la collaboration : en projet, en cours, terminée.

### **- Production scientifique et académique**

**Cette annexe, organisée de façon cohérente, donne un cadre à la production scientifique et académique. Cette production peut prendre différentes formes :**

-Les publications restent un élément incontournable, même si le CNU ne souhaite pas tomber dans une stricte « bibliométrie ».

Le contenu des publications est prioritairement pris en compte. Sans entrer dans les détails, outre des articles « pointus », apparaissent importantes quelques publications « de fond » qui permettent de positionner l'auteur dans le champ de la discipline.

Néanmoins, pour envisager une qualification en section 23, il est décisif d'avoir produit au moins une dizaine de publications : articles dans des revues nationales et/ou internationales de géographie référencées par l'AERES (ou par des bases reconnues, telles que ISI, Scopus...), ouvrages individuels dans des collections à comité éditorial, chapitres dans des ouvrages collectifs à comité de lecture.

En outre, le dossier peut être valorisé par des publications dans des revues d'autres disciplines, ou dans des supports de production et valorisation autres que des revues scientifiques référencées (site internet, atlas, films, logiciels, brevets...). Mais de telles productions, seules, ne sont pas suffisantes.

- De la même façon, la participation régulière à des colloques nationaux et internationaux avec communication ou poster est une indication de l'engagement régulier dans la recherche.

- La section 23 du CNU considère que d'autres productions peuvent figurer, par exemple des programmes collectifs pilotés, des rapports d'expertise, des productions d'ingénierie pédagogique, etc. La publication d'articles scientifiques dans des revues référencées reste bien entendu indispensable, mais le volume de ces articles peut être pondéré par ces autres productions qui témoignent d'un investissement différent. Il s'agira toutefois pour le candidat d'effectuer une sélection représentative illustrant une pratique, et non une accumulation de productions intellectuelles de statuts divers. Leur apport disciplinaire pour la recherche ou la pédagogie sera exposé et discuté, notamment dans le volume **Position et projet scientifique**.

## Annexe 2



Economic and Social Research Council  
Shaping Society

Enter keywords



Advanced search

The research catalogue is an archive of ESRC-funded grants and outputs. Links, files and other content will no longer be maintained or updated after April 2014.

### LOCAL ECONOMIC IMPACTS OF THE MIDDLE CLASS IN RURAL AREAS

The research is aimed at identifying middle class fractions in three case study areas (Gower, Stroud and rural Berkshire), and then evaluating the differential impact of these fractions on their local economies. There are four major objectives: i) to investigate the channels of middle class entry into the case study rural areas, for example employer and developer activities leading to the influx of identifiable class fractions. ii) to examine the characteristics of different fractions of the middle class, using indicators such as length of residence, income, consumption patterns, labour market characteristics, etc. iii) to assess the impact of different middle class fractions on the local economy. iv) to assess the degree of infiltration and influence experienced by the various middle class fractions on local economic policy-making agencies. Following an extensive review of secondary data, the research will use detailed ethnographic investigative techniques in the study areas, backed up by a carefully structured survey of adults in middle class households. The information gained from this research will afford a series of policy-related outcomes: a framework for understanding different elements of the middle class; a better understanding for policy-makers of the impact of in-migrant middle classes on the local economy; guidelines on the impact of these class fractions on policy-making institutions; and an understanding of the multiplier effects of a middle class influx.

Outputs (22)

**Start date**

30 September 1988

**End date**

31 March 1991

**Grant amount**

£78,710.00

**Grant reference**

R000231209

**Discipline**

Sociology

**Grant type**

## Annexe 3

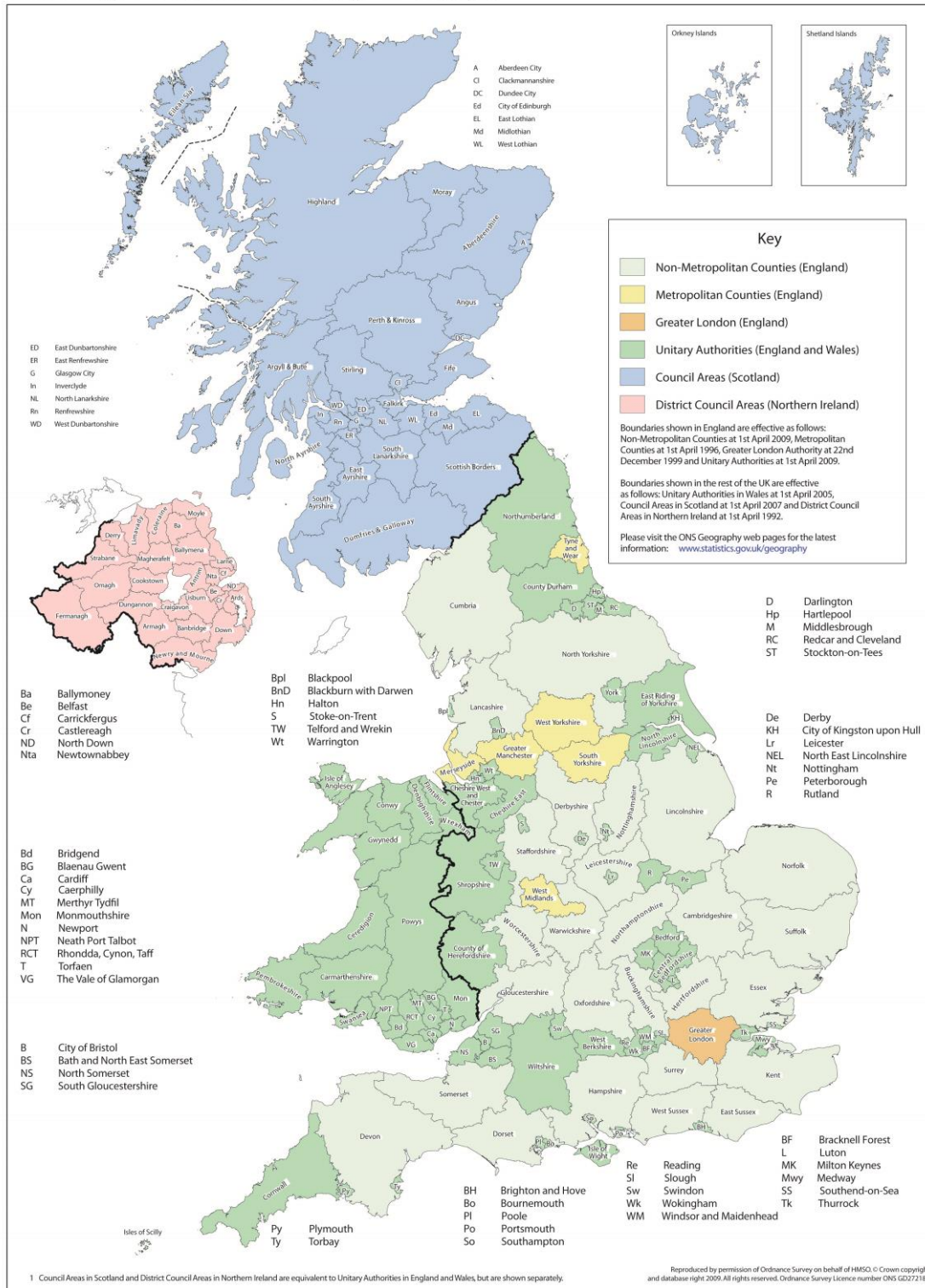
**Table 1.** Goldthorpe's social class scheme

<b>Class I: Higher grade professionals and managers</b>
Higher grade administrators, officials and managers in public and private institutions (including company directors), as well as large-scale proprietors. 'What Class I positions have in common is that they afford their incumbents incomes which are high, generally secure, and likely to rise steadily over their lifetimes; and that they are in position which typically involve the exercise of authority and/or expertise within a range of discretion...Class I might therefore be taken as very largely corresponding to the higher and intermediate levels of what Dahrendorf, following Karl Renner, has termed the "service class"' (Goldthorpe, 1987, 41).
<b>Class II: Lower grade professionals and managers</b>
Lower grade administrators, officials and managers and higher grade technicians, including supervisors of nonmanual workers. 'Class II could...be seen as complementing Class I of our schema in representing the subaltern or cadet levels of the service class' (Goldthorpe, 1987, 41).
<b>Class III: Clerical workers</b>
Routine nonmanual (largely clerical) employees, as well as sales personnel. Although some incomes might be lower than those of manual workers, the 'majority of Class III positions do...provide relatively high security of employment... offering at least some features of "staff" status'. Occupiers of these positions are not usually engaged in the exercise of authority, so 'Class III is to be regarded as separate from the service class, and might rather be seen as representing a 'white-collar' labour force functionally associated with, but marginal to, the service class' (Goldthorpe, 1987, 41).
<b>Class IV: Proprietors</b>
Small-scale proprietors, including farmers, self-employed artisans and other own-account workers other than professionals. 'Class IV, in other words, may be equated with that of the "petty bourgeoisie"' (Goldthorpe, 1987, 42). Incomes are highly variable, and economic security and prospects are less predictable than those of salaried workers, but these workers 'have the advantage of some amount of capital; and also a high degree of autonomy, in the sense of freedom from direct supervision' (Goldthorpe, 1987, 42).
<b>Class V: Technicians</b>
Work is in some measure of a manual kind or involves the supervision of manual workers, although income levels and job security are often relatively high. 'Class V might...be seen as representing a latter-day aristocracy of labour or a "blue-collar" elite' (Goldthorpe, 1987, 42).
<b>Class VI: Skilled manual workers</b>
Includes those serving apprenticeships or who have acquired a relatively high degree of skill through other forms of training.
<b>Class VII: Unskilled manual workers</b>
All manual wage workers in semi- or unskilled grades, including agricultural labourers.

Source : Hoggart, 1997.

# Annexe 4

## United Kingdom: Counties and Unitary Authorities 2009



**Figure 4**  
**NS-SEC operational categories and their relation to the main analytic class variables**

Operational categories		Analytic variables		
		Eight (Nine) classes	Five classes	Three classes
L1	Employers in large organisations	1.1 Large employers and higher managerial occupations	1 Managerial and professional occupations	1 Managerial and professional occupations
L2	Higher managerial occupations	1.2 Higher professional occupations		
L3	Higher professional occupations	2 Lower managerial and professional occupations	2 Intermediate occupations	2 Intermediate occupations
L4	Lower professional and higher technical occupations	3 Intermediate occupations		
L5	Lower managerial occupations	4 Small employers and own-account workers	3 Small employers and own-account workers	3 Intermediate occupations
L6	Higher supervisory occupations	5 Lower supervisory and technical occupations		
L7	Intermediate occupations	6 Semi-routine occupations	4 Lower supervisory and technical occupations	3 Routine and manual occupations
L8	Employers in small organisations	7 Routine occupations		
L9	Own-account workers	8 Never worked and long-term unemployed	5 Semi-routine and routine occupations	3 Routine and manual occupations
L10	Lower supervisory occupations		4 Lower supervisory and technical occupations	3 Routine and manual occupations
L11	Lower technical occupations		5 Semi-routine and routine occupations	3 Routine and manual occupations
L12	Semi-routine occupations		5 Semi-routine and routine occupations	3 Routine and manual occupations
L13	Routine occupations		5 Semi-routine and routine occupations	3 Routine and manual occupations
L14	Never worked and long-term unemployed		5 Semi-routine and routine occupations	3 Routine and manual occupations

Source : The National Statistics Socio-economic Classification: Origins, Development and Use

David Rose and David J Pevalin (with Karen O'Reilly), Institute for Social and Economic Research University of Essex, 2005.

## Annexe 6

Tableau 1 : le projet de nomenclature socio-économique européenne ESeC (\*)

Classes (**)	Type de relations d'emploi	Intitulés destinés aux chercheurs (en anglais)	Traduction des intitulés destinés aux chercheurs	Intitulés destinés au grand public (en anglais)	Traduction des intitulés destinés au grand public	Professions les plus courantes
1	Relation de service	<i>Large employers, higher grade professional, administrative and managerial occupations</i>	Chefs de grandes entreprises, cadres dirigeants et membres des professions libérales de niveau supérieur	<i>Higher salariat</i>	Terme sans équivalent en français	Ingénieur, médecin, pharmacien, architecte, directeur financier, consultant, chef d'entreprise
2	Relation de service modifiée	<i>Lower grade professional, administrative and managerial occupations and higher grade technician and supervisory occupations</i>	Cadres dirigeants et membres des professions libérales de niveau inférieur, encadrants et techniciens de niveau supérieur	<i>Lower salariat</i>	Idem	Infirmière, enseignante, technicien, informaticien, technicien de maintenance, professeur des écoles/ institutrice
3	Relation mixte	<i>Intermediate occupations</i>	Professions intermédiaires(***)	<i>Higher grade white collar workers</i>	Employés (cols blancs) de niveau supérieur	Secrétaire commerciale, agent administratif, assistante sociale, employée de bureau, assistante de direction, éducatrice spécialisée, technico-commercial
4	Sans objet	<i>Small employer and self-employed occupations (exc agriculture etc.)</i>	Indépendants sans salarié et chefs de petites entreprises (hors agriculture)	<i>Petit bourgeoisie or independents (****)</i>	Petite bourgeoisie ou indépendants non agricoles	Commerçante, gérant de société, restaurateur, hôtelier, artisan, agent immobilier
5	Sans objet	<i>Small employer and self-employed occupations (agriculture etc.)</i>	Agriculteurs sans salarié et chefs de petites exploitations agricoles, etc.	<i>Petit bourgeoisie or independents (****)</i>	Petite bourgeoisie ou indépendants (domaine agricole)	Agriculteur, exploitant agricole, agricultrice, viticulteur, exploitante agricole, conjoint collaborateur, bûcheron
6	Relation mixte	<i>Lower supervisory and lower technician occupations</i>	Encadrants de niveau inférieur et professions techniques de niveau inférieur	<i>Higher grade blue collar workers</i>	Ouvriers (cols bleus) de niveau supérieur	Chef d'équipe, agent SNCF, gardien de la paix, chef de chantier, gardien d'immeuble, chef d'atelier, responsable de magasin
7	Contrat de travail modifié	<i>Lower services, sales and clerical occupations</i>	Professions de niveau inférieur dans le commerce et les services	<i>Lower grade white collar workers</i>	Employés (cols blancs) de niveau inférieur	Assistante maternelle, aide soignante, vendeuse, hôtesse de caisse, vendeur
8	Contrat de travail modifié	<i>Lower technical occupations</i>	Professions techniques de niveau inférieur	<i>Skilled workers</i>	Ouvriers qualifiés	Peintre en bâtiment, mécanicien auto, plombier chauffagiste, jardinier, pâtissier
9	Contrat de travail	<i>Routine occupations</i>	Professions routinières	<i>Semi- and non-skilled workers</i>	Ouvriers semi-qualifiés ou non-qualifiés	Femme de ménage, manutentionnaire, agent d'entretien, chauffeur livreur, cariste
10		<i>Never worked and long-term unemployed</i>	Personnes n'ayant jamais travaillé ou en chômage de longue durée	<i>Unemployed</i>	Chômeurs	

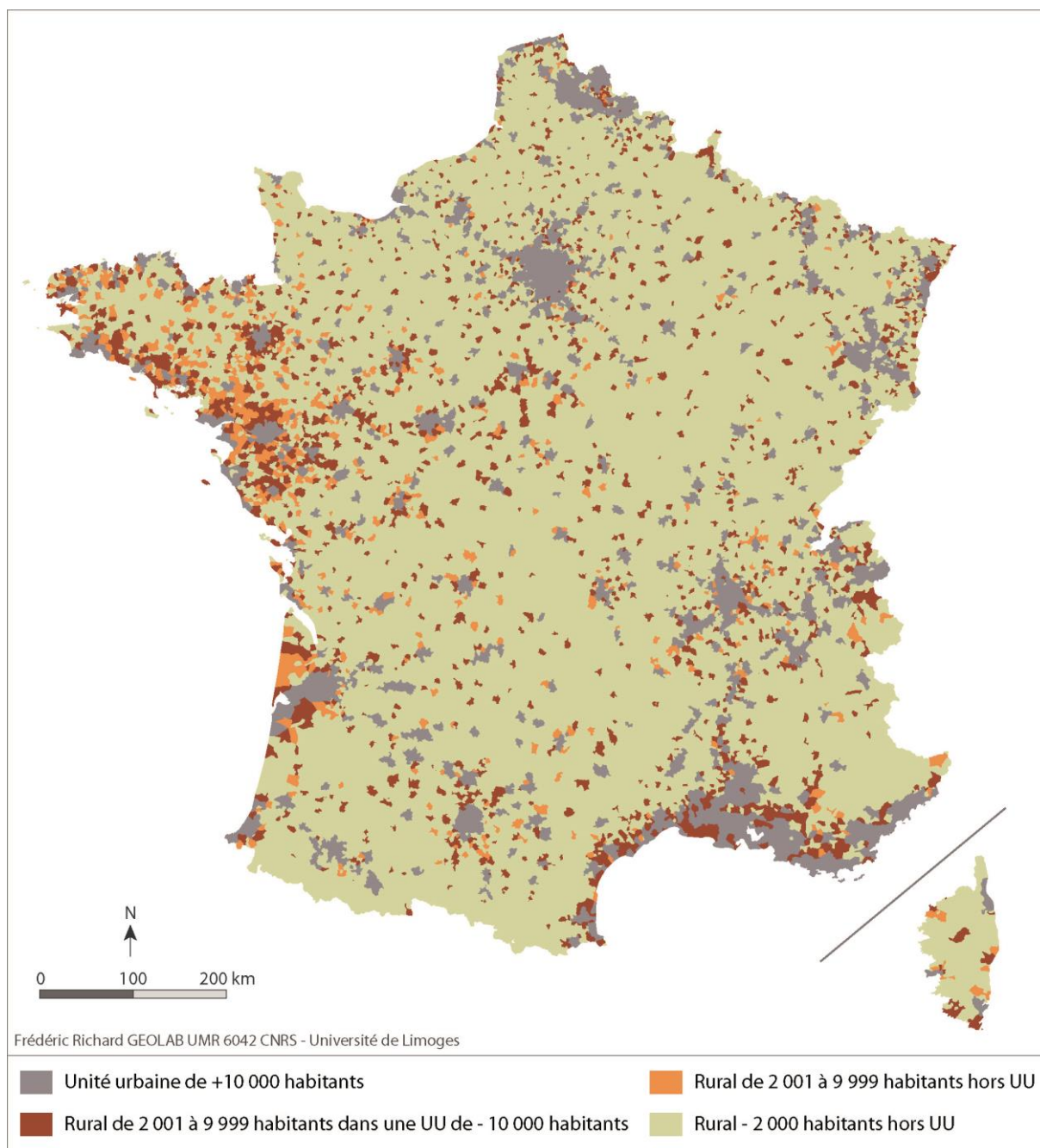
Source : Eric Harrison and David Rose, The European Socio-economic Classification (ESeC), Draft User Guide (Université d'Essex, février 2006)

(\*) Les traductions sont proposées par l'auteur de l'article.

Source : C. Brousse, 2008

## Annexe 7

Typologie des communes intégrées au référentiel rural élargi pour les explorations statistiques du chapitre 3

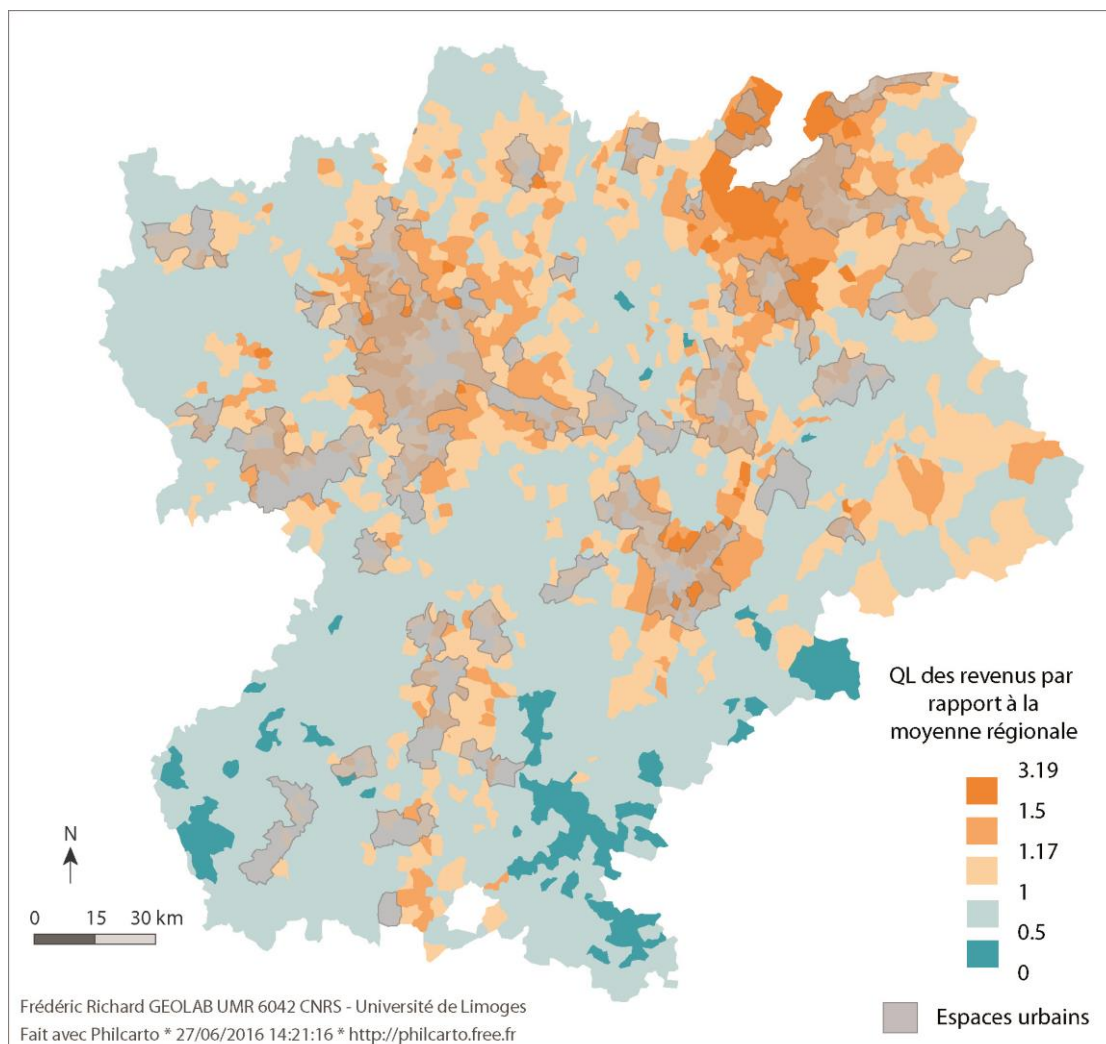


Réalisation F. Cerbelaud, GEOLAB.



## Annexe 8

### Le Quotient de Localisation appliqué aux Revenus moyens des ménages en Rhône-Alpes (2011)



Source : DGI

*RESTRICTION OF  
RIBBON DEVELOPMENT ACT, 1935*

*Introduction*

Ribbon Development is the term specially applied to a type of development which consists of the erection of buildings along the frontages of existing highways, each building with direct access to the latter. It refers, in particular, to arterial and by-pass roads newly constructed with public money for the express purpose of facilitating through transit. Building, however, has similarly developed along many other main and secondary roads. Essentially Ribbon Development seems to arise when roads, which are primarily routes for through traffic, are taken advantage of to give access to buildings situated along them. This results in :—

- (a) a reduction in the carrying capacity of the highway, due to vehicles standing thereon while serving the buildings. Danger is caused by these standing vehicles and by other vehicles making exits from drives or garage crossings ;
- (b) a needlessly high cost of providing services for this linear type of development ;
- (c) an increased number of service connections under the highway, with consequent detriment to the surface broken up for the purpose ;
- (d) interference with the amenities of the highway by the masking of the view of the countryside ; and
- (e) difficulties in connection with the provision of schools and the communal buildings for the occupants of the houses.

Ribbon development, in brief, means confused and unsafe traffic and also an ugly countryside.

The Restriction of Ribbon Development Act, 1935, cannot solve our traffic problem, but the fact remains that Ribbon Development does create conditions which are dangerous from many points of view and ought, therefore, to be checked as quickly and as completely as possible. It was unpleasant, undesirable, and obnoxious that the appearance of our highways and the beauty of the country which surround them should be impaired and very often entirely ruined by the disorganised, unsightly, and highly dangerous method of Ribbon Development.

# Annexe 10



Inspiration and advice for your building project

SPECIAL OFFER:  
SUBSCRIBE TODAY & SAVE 25%  
find out more

SEARCH:

- HOME
- ADVICE
- DESIGN
- COMPLETED PROJECTS
- PRODUCT DIRECTORY
- COMMUNITY
- MAGAZINE
- SHOWS

You are here: Home > A Rural Idyll in Yorkshire

## A Rural Idyll in Yorkshire



### FACT FILE

**Name:** Edward and Amy Pickard  
**Build Cost:** £100,000  
**Build time:** 2 year(s) 5 month(s)  
**Build Route:** DIY  
**Region:** Yorkshire

Edward and Amy Pickard have turned a run-down cottage into a characterful family home, introducing a wind turbine to provide power.

Please [Sign in](#) or [Register](#) to read the full article

**ICE ENERGY TECHNOLOGIES**  
The power behind renewable energy

[Request a FREE estimate >](#)

Like this? Try this...

**A Low Carbon Self Build**

**Extending An Old Cottage**

**A Yorkshire...**

**All in one**

Good Food  
Hot Water  
Warm Home

The Original Central Heating Cooker

**RAYBURN**  
from AGA

**How**